

Supplément « Sans visa » Le Monde

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14581 - 6 F

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

SAMEDI 14 DÉCEMBRE 1991

BOURSE ★★
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Accord « historique » en Corée Séoul et Pyongyang se sont réconciliés

Adieu à la guerre froide

DERNIER foyer de la guerre froide après l'accord sur le Cambodge d'octobre dernier - si l'on fait exception de Cuba - la Corée va-t-elle, à son tour, connaître la détente? Après trois années d'une guerre sanglante et quarante-six ans de division, la péninsule peut, enfin, rêver de paix. Le pacte de « réconciliation, non-agression, échange et coopération » conclu, vendredi 13 décembre, à Séoul entre les premiers ministres des deux régimes rivaux, représente, en effet, un premier pas dans le bon sens.

Si la profonde hostilité et la rivalité ouverte entre la République « populaire et démocratique » du Nord et la République tout court du Sud, appelant à la plus grande prudence, force est de constater que l'atmosphère semble en train de changer. Certes, plus d'un million et demi de soldats restent l'arme au pied de part et d'autre du 38^e parallèle. Et la Corée du Nord s'obstine dans un stalinisme d'un autre âge. Et pourtant, avec détermination son programme nucléaire dans le but de se doter, le plus rapidement possible, de l'arme atomique.

Il n'en reste pas moins que, dans la nouvelle ordre mondial en gestation, le statu quo était de plus en plus intenable. En particulier pour le régime du vieux maréchal Kim Il-sung, privé de la vieille alliance soviétique et dont l'autre protecteur, la Chine, ne rêve que de faire des affaires avec Séoul.

Pyongyang se devait donc de rechercher un compromis avec un Sud qui ne cesse de lui tailler des croupières, tant dans le domaine diplomatique que par ses succès économiques. La visite en Corée du Sud, en avril dernier, de M. Gorbatchev, qui n'est jamais allé au Nord, en est une preuve. En même temps, l'accord conclu par Séoul et Pyongyang d'échanger, en échange de l'inspection de ses installations nucléaires par l'AIEA - organe non seulement par Séoul, mais aussi par Washington et Tokyo - le droit de jeter un œil sur celles du Sud, y compris dans les bases américaines.

C'est un succès psychologique pour un régime fossilisé et marginalisé qui en avait fort besoin. Mais il faudra, pour être rassuré véritablement sur les intentions de Pyongyang, que la Corée du Nord parvienne à un accord formel avec Séoul sur la désucléarisation de la péninsule. Même s'il paraît peu probable que le Nord se serve de sa bombe - qui sera essentiellement un instrument de chantage - des garanties et des contrôles internationaux sont indispensables.

ENTRE-TEMPS, l'accord - en reconnaissant pour la première fois l'existence de deux États coréens - semble remettre, du moins temporairement, la réconciliation à plus tard. Pyongyang n'a pas réussi à imposer sa version d'une confédération absorbant le régime fantoche du Sud. Séoul, impressionné par le coût politique et financier de l'unification elle-même, n'est plus aussi pressé que jadis d'englober le Nord.

Imparfait et fragile, le pacte inter-coréen a toutefois le mérite de réduire la tension dans un point chaud, où l'explosion menaçait à tout moment.

M0147 - 1214 0 - 6.00 F



Les premiers ministres de Corée du Nord et du Sud ont signé, vendredi 13 décembre à Séoul, un « accord de réconciliation, non-agression, échange et coopération », premier pas vers une normalisation qui fait suite à près de quarante ans de guerre froide. Aux termes de cet accord, qualifié d'« historique » et de « total », les deux États vont engager des négociations pour un traité de paix. Selon le pacte, les deux régimes s'abstiendront de toute ingérence et tentative de subversion, et s'engagent à restaurer les communications au travers du 38^e parallèle.

Lire l'article de PHILIPPE PONS et nos informations page 7

La contestation à Cuba

M. Fidel Castro veut contraindre les opposants à l'exil.

Les accusations de M. Tapie

Le président de l'Olympique de Marseille se dit victime d'un « espionnage politique » de la part de l'entourage de M. Gaudin.

Les philosophes et l'argent

Le troisième Forum le Monde - Le Mène s'est demandé : « Comment penser l'argent ». Nous publions les interventions de Jacques Derrida, Michel Henry et Jean-Louis Vieillard-Baron.

Le dépistage du sida

Un test obligatoire ? Deux points de vue opposés du professeur Roger Henrion et du docteur Jean-Beptiste Brunet.

Prostitution de luxe

Deux réseaux de call-girls ont été démantelés à Paris.

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 36

Tandis que M. Gorbatchev présente son « testament » politique

Les Républiques d'Asie centrale se rallient à la Communauté d'Etats indépendants

Les cinq Républiques d'Asie centrale ont demandé, vendredi 13 décembre, à participer à la nouvelle « Communauté d'Etats indépendants ». Leur décision était attendue dès le veille, quand M. Gorbatchev, renonçant à parler devant un Parlement soviétique pratiquement

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev n'est pas encore parti mais il a fait ses adieux. Il parle de « démission » mais il ne démissionne pas. Il livre son testament, explique que d'œuvre de sa vie est achevée, et, en même temps, il ne se résigne pas à abandonner la partie. L'homme - et pas seulement l'homme politique - est

profondément blessé et, en fait, désarmé, mais il ne peut se résoudre à quitter le champ de bataille. Alors, il fait la seule chose qu'il puisse encore faire : il parle, il plaide, il implore presque - pour la préservation de « l'Etat » sans laquelle tout ce en quoi il croit va s'écrouler. Jeudi 12 décembre, au moment même où le Parlement russe entrait massivement l'accord de Minsk, M. Gorbatchev

s'épanchait devant un groupe de journalistes soviétiques. Une confession de deux heures et demie, où l'homme politique, connu pour son extraordinaire capacité de survie, où l'ancien apparatchik qui s'était mis en tête de réparer le système soviétique n'est plus qu'un homme en train de livrer son dernier combat.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 3

Lire aussi

■ La proposition américaine de conférence internationale sur l'aide aux Républiques

par ALAIN FRACHON page 3

■ « Regarde les riches »

par ERIK IZRALEWICZ page 28

■ Le PC soviétique aurait versé 250 millions de dollars aux « pertis amis » étrangers entre 1981 et 1990

page 4

Les trois Europe

Après avoir rempli leur contrat à Maastricht, les Douze doivent rapidement s'intéresser au continent tout entier

par Daniel Vernet

A un homme politique qui, en 1945, se félicitait d'avoir gagné la seconde guerre mondiale, un général anglais répondit : « Il nous reste à gagner la première. » Une maxime imagée et prophétique de dire que la défaite du national-socialisme n'avait pas désamorçé les bombes à retardement léguées par la Grande Guerre et l'effondrement de deux empires, celui des Habsbourg et celui des Romanov. Pendant plus de quarante ans, le « socialisme réel » a figé la situation créée par le traité de Versailles et ses appendices, mais il ne l'a pas réglé.

Heureusement, dira-t-on, car on connaît le politique européen de Staline et de ses successeurs. Même la « maison commune » remise au goût du jour par Mikhaïl Gorbatchev n'avait que des rapports très lointains avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par un de ces paradoxes dont l'histoire est coutumière, le formidable progrès vers la liberté et la démocratie accompli en 1989-1990 dans l'Europe centrale et orientale s'est accompagné d'une régression tout aussi remarquable vers l'Europe de l'entre-deux-guerres, voire vers l'Europe

du dix-neuvième siècle, celle de la formation des nationalités. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la dissolution de l'empire soviétique et la (ré) affirmation des nationalités minoritaires à de nouvelles configurations généralisées ? Les Européens de l'Ouest qui vivent dans la paix, au moins chez eux, depuis plus de quatre décennies ont du mal à l'imaginer. Il faut que de temps à autre des voix de l'Est leur rappellent que l'instabilité des uns crée des dangers pour les autres, comme l'a fait encore récemment le Polonais Bronislaw Geremek dans ces colonnes (1), pour qu'ils prennent conscience de la fragilité de leur destin.

Les comparaisons historiques ne rendent pas vraiment compte de la réalité. Il reste une différence fondamentale entre la situation actuelle et le passé - quel qu'il soit - auquel on la compare : l'existence d'une Communauté européenne qui a, certes, de nombreux défauts plus ou moins gommés par le sommet de Maastricht.

Lire la suite page 6 et page 39 l'entretien avec M. ANDRÉ LEVY-LANG, président du directoire de Paribas

(1) Le Monde du 10 décembre.

Le PS en quête d'unité

ET SI ON AIDAIT LES PAUVRES ?

IL N'EST AU PS QUE DEPUIS QUELQUES SEMAINES !



Le Parti socialiste réunit, à Paris, du 13 au 15 décembre, un congrès extraordinaire destiné à adopter un nouveau « projet ». 80 % des soixante mille militants qui ont participé au vote ont approuvé ce texte, soutenu par MM. Mauroy, Fabius, Jospin, Rocard et Poperen. En dépit de la volonté de faire preuve d'unité à l'approche des échéances électorales, ce congrès a pour tâche de fonder la mise en cause de M. Mauroy comme premier secrétaire.

Lire page 11 l'article de PATRICK JARREAU

POINT

Trois courants pour un parti

Page 12

Albert Ferrasse quitte la mêlée

Président de la Fédération française de rugby depuis 1968 le « monarque d'Agen » abandonne ses fonctions

AGEN

de notre envoyé spécial

« Je sais, je sais... Je sais qu'on ne sait jamais. » Le temps d'une imitation, Albert Ferrasse troque l'accent du terroir contre celui de Panama. Derrière son bureau agité, le patriarche de Lot-et-Garonne se prend pour Gabin. Il égrène les anecdotes sans trahir les « a », roule des épaules tel un fils de Belleville. Il adore « parler le parisien », lui, l'ancien téléphoniste de l'Armée française dont un colonel disait, en 1940 : « C'est un type bien ce Ferrasse, mais son accent est vraiment trop désagréable ! » Cinquante et un ans ont passé, et la « demoiselle du téléphone », comme l'appelaient ses copains de

chambre, n'a guère travaillé son verbe rocailleux. Vingt-trois années à la tête de la Fédération française de rugby et quelques centaines d'aller-retour entre la capitale du poney et celle de la politique n'ont pas eu raison de son accent. Quarante-deux matches du Tournoi des cinq nations, des voyages à Londres ou à Dublin, des tournées en Australie ou en Afrique du Sud, rien n'y a fait. Il ne parle pas non plus un mot d'anglais. De son arrivée au pouvoir, le 22 juin 1968, à son départ, samedi 14 décembre 1991, il sera resté l'immuable Albert. L'Albert d'Agen, France.

PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite page 16

PRIX MEDICIS

YVES SIMON

La Dérive
des sentiments

roman

Grasset



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 Sch; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (Miami), 2,50 \$.

DÉBATS

Les philosophes et l'argent

L'universel social

par Jean-Louis Vieillard-Baron

L'argent n'est pas un thème privilégié de la réflexion philosophique. Au fil des siècles, les grands auteurs ne lui ont pas prêté une attention soutenue. Une entologie de leurs analyses réunirait notamment quelques passages de Platon, d'Aristote, de saint Thomas, certaines pages de Spinoza ou de Kant, des fragments dispersés de Hegel, de Schopenhauer ou de Nietzsche, et de larges pans de l'œuvre de Marx. Bien que trop brève, et incomplète, cette énumération laisse entrevoir le caractère relativement marginal de l'argent dans l'histoire de la philosophie — au regard d'autres thèmes, et en contraste avec son important rôle social et imaginaire.

Sans prétendre combler cette lacune, le troisième Forum de la Philosophie de la Philosophie, qui s'est tenu fin octobre, s'est demandé, en compagnie d'historiens, de juristes, d'économistes et de philosophes : « Comment penser l'argent ? » Nous publions ici des extraits de trois interventions de philosophes choisis dans la dernière partie de leur exposé.

Jacques Derrida pose, à partir de Kant, la question du « sans-prix », qui fonde l'éthique, et la confronte à celle du mépris de l'argent. Michel Henry souligne, en s'appuyant sur sa lecture de Marx, que l'argent n'est pas une réalité autonome. Jean-Louis Vieillard-Baron explique pourquoi la philosophie n'a pas eu de cesse de se détourner d'une interrogation de ce type.

L'ensemble des communications et des débats de ces trois journées sera réuni en un volume publié par Le Monde Éditions en septembre 1992.

ROGER-POL DROIT

La tâche d'une philosophie de l'argent telle que Simmel en a donné un bel exemple ne semble être celle d'une philosophie de l'esprit objectif. Hegel appelle esprit objectif toute l'œuvre des hommes pour créer des institutions : on a cru un temps que la sociologie ou l'ethnologie pouvaient étudier le comportement social de l'homme et nous renseigner empiriquement sur la réalité humaine au lieu de spéculer sur elle. Or il me semble que la sociologie doit elle-même être interrogée.

La philosophie n'est nullement indifférente à l'essence du lien social ; mais elle ne peut accepter modestement un privilège spontané du « social ». La tentation d'une pensée facile est de réduire tous les problèmes à leur dimension sociale, en ignorant les différents niveaux de réalité où l'homme est engagé. Une philosophie de l'esprit objectif montre que les institutions humaines ne sont pas autosuffisantes : l'argent n'est pas un élément à part ; il fait partie de la vie humaine et désigne un universel social de la même façon que les mathématiques désignent un universel intellectuel. Or la modalité humaine d'appropriation de ces universels est une démarche pleinement individuelle. Et c'est là que Simmel nous met toujours en face de l'interaction continue de l'individu et du social. Bergson disait que la société est dans l'individu tout autant que l'individu dans la société. La philosophie est toujours réflexion de l'individu sur

lui-même, même si elle vise à la pure universalité. Elle ne se réfugie pas dans les pures idées ; la compréhension de l'universel social qu'est l'argent pose le problème des valeurs auxquelles l'utilisation de l'argent peut ou non être soumise.

L'argent n'est pas un problème superficiel aux yeux du philosophe, pas plus que l'expérience quotidienne de l'homme. La dévalorisation du quotidien n'est pas plus profonde que la rédemption de l'homme à un être qui, comme les fourmis, ne serait que social. La dimension de l'échange que l'argent manifeste et développe se retrouve aussi au niveau psychologique de l'esprit objectif. Sans échange, l'homme est condamné à quel que soit le point de vue duquel on se place. Mais l'argent dépersonnalise notre rapport aux choses ; faut-il s'en plaindre ? Il me semble au contraire qu'un grand élargissement des perspectives humaines peut en résulter. Notre pensée actuelle n'accepte plus de substances immuables du côté des objets ; c'est la liberté individuelle qui peut en profiter, les seules constantes véritables étant du côté des personnes et des valeurs transcendantes [...].

► Jean-Louis Vieillard-Baron, professeur de philosophie à l'université de Poitiers, dirige le Centre de recherche et de documentation sur Hegel et sur Marx. Il a notamment traduit Georg Simmel et vient de publier un « Que sais-je ? » sur Bergson (PUF).

Du « sans-prix »

par Jacques Derrida

ÉTHIQUE au sens large, le premier problème serait donc à la fois moral, juridique et politique. Indifférence à la singularité, l'expérience de l'argent serait propice à la substitution, à la répétition, à la neutralisation. En raison de cette indifférence, jointe à ce qui associe l'argent à la non-valeur (l'argent comme déchet, excrément, objet de désir fétichiste, d'avarice ou de rétention anale —

mais « sans odeur » !), la raison morale, juridique ou politique devrait alors s'élever au-dessus de l'argent : non seulement au-dessus de l'économie, de la calculabilité monétaire, mais aussi, et peut-être surtout, de l'esprit de marché. Souvent inavouable, l'argent appartenait ainsi, selon Freud, à une série d'objets substituables : l'excrément, l'enfant, le pénis, l'arme, le cadeau. Figurant parmi les autres termes, il marque de surcroît, me semble-t-il,

mais ce qui constitue la condition qui seule peut faire que quelque chose est une fin en soi (*Zweck an sich selbst*, cela n'a pas seulement une valeur relative (*einen relativen Wert*), c'est-à-dire un prix, mais une valeur interne (*einen inneren Wert*), c'est-à-dire une dignité (*Würde*).

Le terrible problème posé par cette distinction fondamentale, je l'annonçais en posant la question du sujet, c'est que si la calculabilité du prix, le marché ou l'argent, menace la dignité (par exemple de l'homme, de l'être raisonnable, mais aussi de tout fin en soi — et le droit de l'homme n'en est aux yeux de Kant que le meilleur exemple), c'est aussi, comme principe d'équivalence et de substitution, ce qui assure l'égalité entre toutes les singularités, et donc l'impossibilité, l'interdiction morale même, de choisir entre deux fins absolues, entre deux singularités : deux hommes, par exemple, ont une égale dignité morale, juridique, politique, quelles que soient les différences de tous ordres. Entre ces deux équivalences, ces deux neutralisations, ces deux indifférences hétérogènes, le choix est indispensable mais aussi critique : radicalement menacé, le plus souvent impossible ou aporétique.

C'est là qu'il faut négocier le non-négociable. Cette nécessité n'est pas un pis-aller empirique : à travers son indécidabilité même, c'est un impératif. Elle ouvre l'espace de la décision et donc de la responsabilité (morale, juridique ou politique). Et elle l'ouvre avant même la négociation entre l'impératif et l'hypothétique, l'inconditionnel et le conditionnel, le non-négociable et le négociable. Car c'est la possibilité même de l'argent, du prix, à savoir le principe d'équivalence, qui permet aussi de neutraliser les différences pour atteindre à la singularité pure comme dignité ou droit universel. L'accès à la dignité de l'autre est l'accès à la singularité de sa différence absolue, certes, mais cela n'est possible qu'à travers une certaine indifférence, à travers la neutralisation des différences (sociale, économique, ethnique, sexuelle, etc.). Exodant le savoir et toute détermination objective, cette neutralisation permet seule d'accéder à la dignité, c'est-à-dire au fait que chaque, chaque un, chaque une vaut autant que l'autre, précisément au-delà de la valeur : sans-prix. Le rejet de l'argent ou de son principe d'indifférence abstraite, le mépris du calcul peuvent être de connivence avec la destruction de la morale, du droit — et par exemple de la démocratie électorale, qui compte avec les « voix », etc.

L'aporie donne toujours à penser et à décider : tout autant que l'argent ou le fétichisme de la marchandise, on faut-il pas analyser leur contraire ? Sans fin, et avec la même vigilance [...].

► Jacques Derrida, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, vient de publier *Donner le temps* (I. La Fauteuse Monnaie) aux Éditions Galilée.

TU PRÉFÈRES BEAUCOUP D'ARGENT
OU UN GROS SENS DE L'HUMOUR ?



La représentation du travail vivant

par Michel Henry

L'ABSTRACTION de l'argent, le fait qu'il puisse se détacher du corps matériel de la marchandise, exister pour soi, semble lui ouvrir une existence autonome. Dans cette sphère d'existence autonome, l'argent aurait ses lois propres, son devenir propre et ainsi une efficacité propre. L'univers où l'argent vaut pour lui-même serait celui où il agit par lui-même. Cette sphère est celle du capital, qui est fait d'argent, qui est de la valeur d'échange — plus précisément de la valeur qui se valorise, de l'argent qui attend de se transformer en davantage d'argent. Ainsi le capital rapporte un intérêt, un profit, une rente, il y a des taux d'intérêt, de profit, etc.

Cette autonomie de l'argent est une apparence, une illusion, que dénonce justement son abstraction, c'est-à-dire le fait que, idéalement pure, irréductible, l'argent ne subsiste que fondé sur une réalité d'un autre ordre qui le crée constamment et sans laquelle il disparaît. Cette non-autonomie de l'argent, Marx l'a pensée sous une triple

forme : son incapacité à s'accroître par lui-même, c'est-à-dire l'impossibilité du capital — sinon comme produit de l'exploitation de l'homme, — son incapacité à se conserver par lui-même, cette conservation impliquant la maintenance des valeurs d'usage dans lesquelles le capital est investi et ainsi l'intervention constante du travail vivant, son incapacité enfin à exister tout simplement, en tant qu'argent, cette existence n'étant précisément que la représentation de ce travail vivant. La réalité hors de laquelle la réalité économique n'a pas de réalité, c'est donc la vie.

C'est pourquoi toutes les analyses de Marx obéissent à une visée unique : établir que lorsque l'argent ou le capital semble faire quelque chose, ce n'est jamais lui en réalité qui le fait. Il faut chaque fois convenir l'argent en la force de la vie, schématiser le travail, c'est-à-dire pour Marx quelque'un. Loin d'être autonome, le capital est constamment investi. Pour comprendre son histoire, ses aléas, il faut se placer « hors du marché ».

« Quitter cette sphère bruyante où tout se passe à la surface et au regard de tous », « dans le laboratoire secret de la production », descendre au cœur de la subjectivité qui déploie son effort pour produire des valeurs d'usage et ainsi de la valeur d'échange, qui n'est que la représentation par principe inadéquante de cet effort. Ou, comme dit encore Marx, il faut « voir non seulement comment le capital produit mais comment il est produit » (1).

Aujourd'hui, ces analyses — à savoir la référence de l'argent à la vie — sont-elles dépassées ? Si l'on regarde à l'Est, on trouve dans l'effondrement des régimes communistes une confirmation satisfaisante de la thèse de Marx, à savoir que, quand les individus ne font rien, plus rien ne se fait. Et ce n'est certes pas la société qui va les remplacer, société qui, aux yeux de Marx, n'existe pas. Si l'on regarde à l'Ouest ? A l'Ouest, on voit ce qui devient précisément le travail vivant : la technique au sens moderne, gelifiée. Le travail vivant se trouve progressivement exclu du procès réel de production des valeurs d'usage au profit de dispositifs objectifs. Si donc le travail vivant, seul créateur de la valeur, l'argent, celui-ci tend à disparaître en même temps que ce travail. Ce qui, de tous côtés, se présente aujourd'hui comme la solution bienheureuse — le marché — c'est là ce qui devient précisément impossible. Comment fonder une production tendanciellement croissante de valeurs d'usage sur une valeur d'échange en voie de disparition. J'aurais dû intituler ce bref entretien : le déclin de l'argent.

Quoi qu'il en soit du destin de l'argent, il est encore là, avec son mystère. Penser philosophiquement l'argent, ce n'est pas prétendre résoudre ce mystère, c'est au contraire le reconnaître, car il renvoie à la vie. Dans les *Manuscrits de 1844*, le « jeune Marx » citait Shakespeare en disant de l'or qu'il est la « putain commune à toute l'humanité » (2). Mais sur la pièce la plus usée, sur le billet le plus crasseux, paraît encore, jamais tout à fait effacé, une figure d'homme.

(1) Marx, *Œuvres*, tome I, Gallimard, « La Pléiade », p. 725.

(2) *Manuscrits de 1844*, trad. E. Bottigelli, Éditions sociales, Paris, 1968, p. 120.

► Michel Henry, professeur de philosophie à l'université de Montpellier, est notamment l'auteur d'un *Marx* (2 vol., Gallimard, 1978, rééd. coll. « Tel », 1991) et a récemment publié *Du communisme au capitalisme, théorie d'une catastrophe* (Odile Jacob, 1990).

Une contradiction travaille le mépris de l'argent. Elle produit d'ailleurs dénégations idéologiques et poses bureaucratiques : le seigneur territorial affecte de s'élever au-dessus du commerçant, du spéculateur ou de l'usurier, souvent représenté dans l'Occident chrétien par la figure du Levantin ou du Juif (Shylock). Ces partages divisent la communauté des philosophes : ceux qui parlent d'argent et ceux qui affectent de ne pas s'y intéresser. Au lieu des grands discours qui opposent la morale au principe du marché, rappelons la distinction kantienne entre deux significations voisines mais hétérogènes, la dignité et le prix (*Würde et Preis*). La dignité est une valeur inconditionnelle. Son respect absolu obéit à une loi impérative qui est en vérité sa cause même, l'origine du sentiment moral. Cette loi n'est pas négociable, elle se tient au-delà du marché. A la différence de la valeur comme dignité incalculable, le prix est conditionnel, hypothétique, négociable, calculable.

« Dans le règne des fins », dit Kant, tout a un prix (Preis) ou une dignité (Würde). Ce qui a un prix peut être aussi bien remplacé par quelque chose d'autre, à titre d'équivalent (Aequivalent) ; ou contraire, ce qui est supérieur à tout prix (*über allen Preis erhaben*), ce qui par suite n'admet pas d'équivalent, c'est ce qui a une dignité (Würde). Autrement dit, supérieur à tout prix, la dignité est de l'ordre de ce qu'on appelle le « sans-prix ». Ce qui est absolument précieux, l'autre dans sa dignité, n'a pas de prix. Réciproquement : tout ce qui, chez l'autre (ou chez moi comme autre et singularité absolue) est absolument précieux et respectable, non négociable, définit l'ordre de la dignité comme fin en soi. Mais qu'est-ce qui est tel, chez l'autre, dans le moi de l'autre ou chez moi comme autre ? Ce trait incalculable reste le plus difficile à déterminer. Est-ce un « moi » ? Est-ce l'élément le plus secret ou le plus universel ? Quoi de la singularité ? Doit-on déterminer comme sujet, et sujet de la raison, ce qui transcende ainsi le prix du marché ? Ou bien, au contraire, le sujet est-il cela même qui, en tant qu'identité calculable, comptable, etc., peut devenir marchandise ?

Kant poursuit : « Ce qui se rapporte aux inclinations et aux besoins généraux de l'homme, cela a un prix marchand » (Markt-Preis : un prix de marché, donc) ; ce qui, même sans supposer de besoin, correspond à un certain goût, c'est-à-dire à la satisfaction que nous procure un simple jeu sans but de nos facultés mentales, cela a un prix de sentiment (*Affect-*

Journal de bord

d'une mise en scène

d'Antoine Vitez

par Eloi Recoing

Le récit d'une aventure

hors du commun :

l'intégrale du *Soudier de satin*

de Paul Claudel.

Beau livre avec de nombreuses

photos en quadrichromie.

Édité avec le concours du

Centre national des lettres.

26 x 27, 144 pages, 295 F

Autour d'un plat

par La Reynière

Illustrations de Desclozeaux

Les savoureuses chroniques du

Monde à la sauce Desclozeaux.

13,5 x 22, 296 pages, 145 F

L'Album du Festival

d'Avignon 1991

sous la direction de

Colette Godard

Pour conserver la mémoire des

spectacles de Gatti, du Ta'zieh,

des Comédies Barbares,

des chevaux Zingaro,

du cigare d'Heiner Müller...

20,5 x 20,5, 144 pages,

avec de nombreuses photos,

120 F

Le président Hip Hop !

par Plantu

Pour Plantu, tout simplement.

16,5 x 24, 160 pages,

89 F

POUR
VOS CADEAUX
DE FIN D'ANNÉE

Le Monde
EDITIONS

VOUS PROPOSE
SES LIVRES
ILLUSTRÉS

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaur, gérant

directeur de la publication

Bruno Frippeau

directeur de la rédaction

Jacques Guille

directeur de la gestion

Marcel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Sole

indépendant directeur

de la rédaction

Jacques Amic

Thomas Fereczi

Philippe Herremann

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur

des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Pauvel (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE VALGUYÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. (1) 40-65-25-26

Télécopieur 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. (1) 40-85-25-25

Télécopieur 49-60-30-10

Les conséquences du démantèlement de l'Union soviétique

Les Etats-Unis proposent de réunir une conférence internationale pour coordonner l'assistance aux Républiques

Les Etats-Unis ont proposé, jeudi 12 décembre, la tenue, courant janvier à Washington, d'une conférence internationale destinée à coordonner l'assistance humanitaire et à accorder aux différentes composantes de l'ex-URSS. Une initiative bien accueillie par le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine, qui a invité l'Occident à agir rapidement. Le secrétaire d'Etat James Baker a fait cette proposition dans un discours où il a clairement défini, pour la première fois depuis la dissolution du « centre » soviétique, la politique que son pays entendait adopter vis-à-vis des Républiques, rapidement baptisée « doctrine de Princeton ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Tres symboliquement, M. James Baker avait choisi de faire son exposé à Princeton (New-Jersey). C'est dans cette prestigieuse université qu'étudia et enseigna George Kennan, l'auteur de la doctrine de « l'endiguement » du communisme, qui, durant toute la guerre froide, façonna la politique des Etats-Unis à l'égard de l'URSS. Or, ce jeudi 12 décembre, le secrétaire d'Etat américain entendait être presque aussi ambitieux et formuler, à son tour, les principes qui vont guider la politique des Etats-Unis face à l'ex-URSS qui émerge des décombres de

l'URSS. M. Baker prend acte de « la dissolution » du « centre » soviétique, évolution que les Etats-Unis accueillent avec réserve. Il se déclare prêt à reconnaître et à aider les Républiques - nouveaux pouvoirs, nouveaux interlocuteurs - et convoque pour janvier à Washington une conférence internationale destinée à coordonner l'assistance qui leur est nécessaire, sauf à les voir sombrer dans le chaos et la guerre civile.

Mais - troisième volet - M. Baker fixe, pour son pays, les conditions de cette reconnaissance et de l'attribution de cette aide : quelle que soit l'organisation ou des pouvoirs à venir, il devra subsister un seul et unique centre de décision en charge des affaires nucléaires; les Etats-Unis ne s'opposent qu'aux gouvernements démocratiques et aux Républiques qui ne menacent pas leurs voisins.

Pas d'aide sans dénucléarisation

Les Etats-Unis voient dans cette période une chance historique « d'ancrer » dans le camp occidental des pays et des peuples qui, « durant des siècles, ont représenté une menace pour l'Occident, que ce soit à l'époque des tsars autocrates ou du totalitarisme soviétique ». En même temps, les Etats-Unis déclinent de « terribles dangers », alors que se dessine et se décompose le système de contrôle central sur quelque 30 000 armes nucléaires.

M. Baker tire la sonnette d'alarme. Sa préoccupation est partagée par les chefs militaires et par le patron de la CIA, M. Robert Gates, qui expliquait, au début de la semaine, que le système de contrôle sur les armes

nucléaires soviétiques se désintègrait au rythme du démantèlement du « centre » politico-militaire. Quand on sait que M. Gates annonçait également que l'ex-URSS allait sans doute connaître, dans les mois ou les années à venir, une phase de troubles civils, comme il n'y en pas eue depuis 1917, on aura une idée des scénarios qui peuvent traverser l'esprit des responsables américains.

Commandement unifié sûr et fiable

D'où l'avertissement adressé aux Républiques par M. Baker, de la manière la plus précise et la plus détaillée à ce jour : « Nous ne voulons pas voir émerger de nouvelles Etats détenteurs d'armes nucléaires par suite de la transformation de l'Union soviétique ». « Nous attendons des Républiques qu'elles cherchent à obtenir une totale indépendance qu'elles adhèrent au Traité de non-prolifération nucléaire en tant qu'Etats non nucléaires », a poursuivi le secrétaire d'Etat. Autrement dit, pas de dénucléarisation : pas de reconnaissance et pas d'aide; c'est la doctrine de Princeton.

Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis s'accrochent qu'à la Russie (qui dispose de plus de 80 % des armes nucléaires soviétiques) le droit d'être la puissance nucléaire héritière de l'URSS et pas au Kazakhstan, à l'Ukraine et à la Biélorussie, les trois autres Républiques à avoir des armes nucléaires. Cela veut dire que, si des armes nucléaires restent entreposées sur le sol de ces trois dernières Républiques, ces armes devront être placées sous le même commandement que celles de la Russie; du temps de l'URSS, il n'y avait qu'un centre de

décision nucléaire et il doit en aller de même à l'avenir.

« Tant que ces Républiques (Ukraine, Kazakhstan, Biélorussie) conservent des armes nucléaires sur leur territoire, elles doivent adhérer à un commandement unifié, excluant la possibilité qu'elles-mêmes aient un contrôle indépendant » sur lesdites armes, a expliqué M. Baker. Il a ajouté : « Il revient à la Russie, l'Ukraine, au Kazakhstan et à la Biélorussie de définir la nature précise de cette autorité (ce commandement unifié) (...) mais nous voulons que les armes nucléaires soviétiques restent sous une seule autorité, unifiée, sûre, responsable et fiable ».

« Une telle autorité pourrait, bien sûr, être fondée sur un système de décision collectif, à poursuivre le secrétaire d'Etat; ce à quoi nous sommes opposés, c'est à la prolifération de centres de décision et de contrôle sur les armes nucléaires ». Durant la guerre froide, les Etats-Unis n'avaient qu'un seul vis-à-vis nucléaire à l'Est; ils entendent qu'il en aille de même après la guerre froide.

Ce n'est pas tout. L'aide et la pleine reconnaissance dépendront aussi de l'apoptose des nouveaux pouvoirs. Les Républiques, à empêcher la dissémination tout à la fois de leur savoir-faire nucléaire et de leurs experts (civils et militaires) dans ce domaine. « Alors que 1984, le cauchemar orwellien, appartenait au passé, a dit M. Baker, la terre pour 1994 serait qu'un Saddam Hussein ou un Mouammar Kadhafi puisse s'équiper au marché noir en achetant des armes ou des plans qui voudraient bien leur vendre quelques militaires ou scientifiques au chômage ».

Pas de reconnaissance ni d'aide non plus pour les Républiques dont

les régimes resteraient dictatoriaux (le secrétaire d'Etat désigne notamment la Géorgie) ou pour celles qui s'arment et se préparent à la guerre contre leurs voisins (M. Baker stigmatise, là encore, notamment, l'Azerbaïdjan). Les Etats-Unis insistent sur la nécessité pour les nouveaux pouvoirs de respecter le traité sur le désarmement conventionnel en Europe; M. Baker s'en entretiendra avec ses partenaires de l'OTAN la semaine prochaine à Bruxelles. Enfin, si elles veulent pleinement profiter de la solidarité des Etats-Unis, les Républiques devront s'orienter vers des économies de marché.

Un indispensable « engagement collectif »

Les Etats-Unis savent bien que la transition est lourde de périls. M. Baker n'ignore pas que l'année à venir ressemble à celle de tous les dangers. Et notamment, dit-il, le danger de « l'anarchie » ou celui de l'émergence d'une forme de « fascisme » sur le champ de ruines économiques qu'est l'ex-empire des soviets. Convaincus qu'il leur revient d'assurer le « leadership » occidental dans la mission de sauvetage à entreprendre, les Etats-Unis convoquent donc une conférence des distributeurs d'aide et fournisseurs d'assistance technique à l'ex-URSS.

C'est une affaire « d'engagement collectif », selon M. Baker, tant la tâche dépasse les moyens d'un seul pays. Sous entendu : les Etats-Unis, comme au moment de la guerre du Golfe, n'ont plus, seuls, les moyens financiers de leurs initiatives politiques, notamment à l'heure où l'opinion et le Congrès sont d'humeur isolationniste. Le secrétaire d'Etat

invite les autres membres de l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud, les pays d'Europe centrale et orientale, ceux qui ont participé à la coalition anti-irakienne (cela semble surtout viser l'Arabie saoudite), enfin les dirigeants de la banque mondiale et du Fonds monétaire international, à se réunir en janvier - date et niveau de la conférence à préciser - à Washington.

Ordre du jour : la coordination des aides d'urgence (alimentation, médecine, carburant) à dépecher dans l'ex-URSS. Numéro deux, du département d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, sera le coordinateur de l'aide américaine. Les Etats-Unis sont sûrs d'une chose : il faut faire vite. « D'Odessa à Vladivostok, de la mer Noire au Pacifique, les gens sont faibles, ils ont faim, ils sont désorientés, confus (...) il faut absolument leur prouver que la démocratie et la réforme peuvent répondre à leurs besoins », a dit M. Baker, avertissant qu'un échec dans ce domaine ne serait pas sans conséquence à l'Ouest.

ALAIN FRACHON

Lire nos autres informations page 29

URSS : La moitié des aéroports paralysés - Quatre-vingt-douze aéroports - soit plus de la moitié des aéroports soviétiques - n'ont plus de carburant, a annoncé jeudi 12 décembre le ministère de l'aviation civile. La paralysie du trafic aérien pourrait s'étendre dans les prochains jours à 38 autres aéroports. Elle touche surtout l'Ukraine, le Kazakhstan, le Caucase et l'Extrême-Orient. - (AFP, Reuters)

Le « testament » politique de M. Gorbatchev

Suite de la première page

A moins que ce ne soit pas le dernier combat, car on trouve un peu tout et son contraire dans cet étonnant soliloque...

« Je vais démissionner. Je vais démissionner (...) Peut-être aurais-je bientôt beaucoup de temps libre (...) C'est en vain qu'ils me cherchent un emploi » [dans leur nouvelle Communauté]. Mais aussi : « Je participerai jusqu'au bout au processus en cours ». « Je serai là jusqu'à la fin ». C'est un monologue fait de phrases inachevées, de répétitions sans fin, coupées de questions des journalistes qui essaient tout de même de savoir ce que M. Gorbatchev va faire concrètement. Mais lui préfère s'étendre sur ce qui s'est passé ces dernières semaines, surtout ce qui l'a blessé, sur les craintes qui le hantent.

Son obsession, c'est la conservation d'un Etat : « Nous

sommes en train de détruire l'Etat, alors qu'il faut le réformer. » « On est en train de couper le pays en tranches comme un gâteau. » « Vous comprenez, ils sont venus pour partager et boire et manger - ou bien manger et boire. Non ! Je ne vais pas m'abaisser à cela. Ni mes convictions, ni ma morale ni mon poste ne me le permettent. » Et encore : « On est en train de placer une bombe qui va tout ou tard faire exploser la société. » A moins que... « Ne croyez pas que je me sois entêté. J'analyse, j'analyse, je réfléchis. Dieu fasse que je me trompe, je veux m'être trompé. »

C'est une honte

C'est encore un homme d'Etat qui parle, un homme qui garde un certain pouvoir. Boris Eltsine vient de dire devant le Parlement russe que tant qu'un certain nombre de Républiques



« The Independent » du 13 décembre

n'auraient pas adhéré à la nouvelle Communauté, « les structures actuelles » de l'Etat étaient maintenues. En réalité, M. Gorbatchev vient de l'apprendre - lui-même n'a pas entendu le discours du président russe mais on lui a rapporté l'information. Apparemment, explique-t-il, c'est

le résultat de leur conversation de mercredi, quand il a fait remarquer à Boris Eltsine qu'il fallait tout de même « faire très attention » et qu'on prenait beaucoup de risques en affirmant (comme le faisait en substance la déclaration de Minsk) que « les lois ne sont plus en vigueur ».

Au fait, qui aura le contrôle du bouton nucléaire ? « Eh bien, il n'y a pour un commandement unifié, il faut se débrouiller avec les boutons. Pour l'instant ils savent où il est [le bouton] après, qu'ils se débrouillent. Mais sans moi. »

M. Gorbatchev en rajoute-t-il comme pour mettre en garde contre la catastrophe qui menace, et donc montrer à quel point il reste indispensable non bien est-il tout simplement sincère ? En tout cas, il se pose devant cet auditoire de journalistes d'autres questions que tout le monde se pose : « Qu'est-ce qui va se passer à l'ONU, qui sera là-bas ? Ils vont sûrement nous enlever [notre place]. Il y a beaucoup de gens qui font la queue depuis longtemps pour entrer au Conseil de sécurité. »

« Oui, je suis Ukrainien »

Mais cela c'est l'avenir, et M. Gorbatchev préfère décidément parler du passé, même s'il s'agit du passé très récent, celui de ces derniers jours. Et il ramène les affirmations qui lui ont été faites : par exemple lorsque le président biélorusse, M. Choukhevitch, lui a téléphoné pour l'informer de l'accord de Minsk en ajoutant « On a parlé à Bush » (c'est M. Eltsine qui avait téléphoné au président Bush). « C'est une honte. Vous parlez au président des Etats-Unis et vous ne parlez pas au président du pays. »

L'insulte ne tient pas seulement à l'ordre des appels téléphoniques, mais aussi, de toute évidence, au rang des interlocuteurs respectifs : « On ne m'a jamais fait perdre mon sang-froid... mais ce fait m'a frappé de stupeur. C'est Choukhevitch qui m'informe et Boris Nikolaïevitch [Eltsine] qui parle à Bush. »

M. Gorbatchev est certes bien connu pour son goût immodéré de la parole, et depuis des mois, en particulier depuis le putsch d'août, on a bien remarqué qu'il parlait de plus en plus de lui-même, de ses épreuves, de ce qu'il ressent. Mais jamais il ne s'est « déballé » à ce point. Par exemple, à propos de l'Ukraine, qu'il voulait tant convaincre de rejoindre « l'Etat confédéral » : « Oui, je suis Ukrainien. » Avec Raisa Maximovna [sa femme]

L'ultimatum des autorités russes à l'ancien chef d'Etat de la RDA

Le président du Chili refuse d'accorder l'asile politique à M. Erich Honecker

L'ultimatum fixé par les autorités de Russie à l'ancien chef d'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, pour quitter leur territoire avant vendredi 13 décembre. M. Honecker s'était réfugié, la veille, dans les locaux de l'ambassade du Chili à Moscou. Le président chilien, M. Patricio Aylwin, a rétorqué jeudi le refus de son pays d'accorder à l'ancien dirigeant de la RDA l'asile politique au Chili, où vit sa fille. Ses alliés socialistes, en revanche, rapporte notre correspondant à Santiago, Gilles Baudin, y seraient plus favorables. Comme nombre de militants de la gauche chil-

ienne, l'ambassadeur du Chili à Moscou, M. Clodomir Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères du président Salvador Allende et dirigeant historique du PS, avait trouvé refuge en RDA après le coup d'Etat du général Pinochet en 1973. M. Almeyda est actuellement en consultation à Santiago, où le ministère des affaires étrangères a fait savoir que le Chili n'accordera pas « l'asile diplomatique » à M. Honecker mais que ce dernier pourrait rester « en tant qu'hôte » dans les locaux de l'ambassade chilienne à Moscou.

deurs d'URSS et du Chili à Bonn. Le porte-parole du ministère, M. Hanns Schumacher, a indiqué que Bonn attendait du gouvernement chilien qu'il refuse d'accueillir l'ancien chef d'Etat et le prie de quitter son ambassade moscovite.

A Moscou, on indiquait, vendredi matin, que l'affaire devait être évoquée dans la journée entre les représentants Gorbatchev et Eltsine. Lors de sa visite à Bonn en novembre, le président russe, qui s'est toujours déclaré favorable à une expulsion,

H. de B.

BONN

de notre correspondant

La situation n'est pas du goût de la presse conservatrice allemande. « Sors de là, trouillard », titre le quotidien populaire Bild. Bonn a publiquement érigé, jeudi, des gouvernements russe et chilien de faire en sorte que le mandat d'arrêt de la justice berlinoise contre M. Honecker puisse être appliqué. Le ministre allemand des affaires étrangères a convoqué à cet effet les ambassa-

VACHERON CONSTANTIN

CHRONOPASSION

87, RUE SAINT-HOYORE - 75001 PARIS TEL. 42.60.60.72

EUROPE

Entre 1981 et 1990

Le PC soviétique aurait versé 250 millions de dollars aux partis « amis »

L'hebdomadaire russe *Rossia* a révélé il y a deux mois (le Monde des 9 et 12 octobre) que le PCUS finançait depuis plusieurs années les « partis frères », dont le PCF. Les enquêtes menées à Moscou indiquent que cette aide s'est élevée à 250 millions de dollars (1,4 milliard de francs) au cours des dix dernières années.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Du tabac pour les amis » : c'est ainsi qu'entre membres de la section internationale du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), on parle, il y a encore quelques mois, pour évoquer l'argent destiné aux partis frères. Les sommes en jeu ne sont pas négligeables : au cours des dix dernières années, le PCUS aurait versé, en liquide, plus de 250 millions de dollars aux organisations « progressistes » amies du monde entier.

Le sujet est aujourd'hui au centre de plusieurs enquêtes à Moscou. À l'occasion de ses travaux sur le rôle du PCUS dans le coup d'État raté de la mi-août, une commission du Parlement russe s'y intéresse. Le parquet de Russie traite également la matière dans le cadre d'une investigation sur l'argent du parti soviétique, dissous en novembre. Grâce notamment aux recherches d'un « journaliste » russe de l'hebdomadaire *Rossia*, Alexandre Evlakhov - objet d'une perquisition demandée par le Parquet au lendemain de notre visite dans son bureau - la lumière commence à se faire sur ce dossier.

Installé dans un bureau de la Maison Blanche (le siège du Parlement de Russie), M. Evlakhov, animateur de l'un des départements du Comité d'études de l'opinion publique du Parlement russe et rédacteur au service politique de *Rossia*, a sorti de son coffre cinq volumineuses chemises. Il en retirera, tout au long de la conversation, les preuves de ses assertions. Elles sont pleines de photocopies des documents ultra-secrets du parti qu'il a récupérés, avec l'aide de M. Anatoli Smirnov, un ex-fonctionnaire du département international du comité central du PCUS.

Transmis le 20 novembre au parquet de Russie, les originaux sont les résolutions du bureau politique du parti sur le financement des partis étrangers pour la période 1981 à 1990, les reçus des intermédiaires du KGB et ceux des destinataires (les « trésoriers » des partis amis) le cahier des comptes de la banque et une lettre de M. Ianaev, alors vice-président de l'URSS, au président Gorbatchev, datée du 25 octobre 1990 et demandant au patron du Kremlin de continuer à verser des aides au nouveau parti communiste polonais, alors en difficultés financières.

Si la pratique d'une aide financière directe en liquide aux partis frères est connue - et reconnue (M. Zagladine, ex-responsable du département international du PCUS, l'a par exemple avoué dans un entretien avec le journal italien *la Stampa*) - les documents dont dispose M. Evlakhov permettent d'apporter des précisions intéressantes, même s'ils ne donnent aucune lumière sur d'autres formes de l'aide soviétique aux organisations étrangères, comme les abonnements de presse ou le soutien aux firmes amies.

Créé à la fin des années 40 par Staline, le fonds d'aide aux « organisations ouvrières de gauche » aurait été, selon le ministre russe de la justice, M. Fiodorov, constamment alimenté par le budget de l'État soviétique. Un compte en devises - le compte numéro un - était ouvert à ce titre à la banque des relations extérieures de l'Union, la VEB. La distribution de cette assistance était décidée au niveau du bureau politique du parti, quelques personnes de confiance - un nombre très limité en réalité - du département international du comité central étant chargées de l'exécution des opérations.

Ordre était donné à la banque de préparer les mallettes de billets. Elles étaient retirées par des membres du KGB chargés de les transporter dans les pays de destination. Un homme de l'ambassade soviétique - M. Evlakhov a été aidé dans son investigation par M. Mikhail Lioubimov, ex-résident du KGB au Danemark - achevait le transfert en rencontrant discrètement son

interlocuteur du parti local. Au total, le PCUS aurait ainsi distribué 250 millions de dollars au cours des dix dernières années (1981 à 1990) aux partis amis. Dix d'entre eux ont été particulièrement privilégiés, se partageant près de 100 millions de dollars.

Les Français et les Américains

En tête, les deux principaux bénéficiaires de ce soutien seraient été les partis communistes français et américain. L'un et l'autre recevaient presque automatiquement 2 millions de dollars par an, généralement en deux versements annuels. Certaines années, une rallonge était, semble-t-il, décidée (1 million supplémentaire en 1983 pour le PCF, par exemple).

Selon M. Evlakhov, le Parti communiste français aurait ainsi reçu entre 1979 et 1990 26 millions de dollars, le parti américain 21,2 millions. Les autres bénéficiaires importants auraient été les partis finlandais, portugais, grec, israélien, danois, chilien et vénézuélien. Au-delà, plus de quatre-vingt-dix autres organisations étrangères auraient reçu des dollars du PCUS.

L'aide soviétique aux partis frères était naturellement liée à

leurs positions politiques. Dans le cas du Parti communiste italien par exemple, le PCUS s'est fait plus économe de ses dollars dès le milieu des années 70. Il devait ensuite les réserver à M. Armando Cossutta, le porte-parole de la ligne pro-soviétique à Rome. Actuellement sénateur, celui-ci a confirmé à la mi-octobre dans la presse italienne ces versements, mais il a démenti qu'il en ait bénéficié personnellement : « Les financements du PCI par le PCUS ont commencé bien avant mon arrivée et ne se sont pas terminés après mon départ (du secrétariat) », a-t-il affirmé. Le Parti communiste français continuait, pour sa part, de contester la réalité de cette aide.

Malgré les difficultés économiques de l'URSS, le parti soviétique aurait poursuivi ces versements de liquidités aux organisations étrangères encore en 1990, selon les résolutions du bureau politique dont dispose M. Evlakhov. Les derniers versements notés dans le livre des comptes de la banque datent de septembre 1990 (300 000 dollars destinés aux communistes israéliens), puis du 19 octobre (100 000 dollars pour le Parti communiste d'Argentine).

ERIK IZRAELWICZ

Un entretien avec le ministre allemand des affaires étrangères

M. Genscher estime que les problèmes de l'Est sont une priorité pour l'Europe

Au lendemain du sommet de Maastricht, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, n'a qu'une hâte, c'est de voir les Européens se consacrer désormais de manière prioritaire aux problèmes de l'URSS, de l'est et du sud-est de l'Europe. Dans un entretien accordé, jeudi 12 décembre, aux correspondants de Bonn du Monde, de la Repubblica et du Guardian, il reproche à ses partenaires de ne pas prendre la mesure de la situation ; non pas d'ignorer les problèmes mais de ne pas en tirer « toutes les conséquences ».

BONN

de notre correspondant

A quelques jours de l'importante réunion des ministres européens des affaires étrangères du 16 décembre, à Bruxelles, sur la Yougoslavie, le chef de la diplomatie allemande a rappelé que le chancelier Kohl a déjà annoncé, au Bundestag, son intention de reconnaître la Croatie et la Slo-

nie avant Noël et exprimé l'espoir de parvenir à une position commune. Le ministre allemand ne voit pas de contradiction entre cette décision et l'objectif proclamé d'une politique extérieure communautaire. « Dans la coopération politique européenne, il y a toujours eu des situations où l'un ou l'autre pays est allé de l'avant et a essayé de pousser l'évolution dans une certaine direction. Cela, dit-il, n'a rien d'extraordinaire. Exercer une pression nous est, à nous Allemands, totalement étranger. »

Le ministre pense que la reconnaissance de la Slovaquie et de la Croatie obtiendra finalement un très large appui. « On ne peut pas dire que la non-reconnaissance dans les derniers mois a détendu la situation (en Yougoslavie). Elle n'a cessé de s'aggraver », constate-t-il, et « il est important de montrer que la communauté internationale ne peut pas dire oui à la tentative d'une armée de mener hors de tout contrôle politique une guerre où des frontières sont modifiées par la force. Cela n'a pas sa place dans l'Europe de 1991. »

Sans vouloir trop dramatiser, M. Genscher ne cache pas ses inquiétudes concernant la situation en URSS. Il souligne que le très

grand nombre d'armes nucléaires, notamment de courte portée, et la présence de nombreux spécialistes locaux disposant du savoir-faire nécessaire, présentent un risque de prolifération dont il faut se préoccuper.

L'écroulement de l'empire soviétique pose également à l'Allemagne un problème spécifique, celui des forces armées soviétiques encore stationnées sur le territoire de l'ex-RDA, lesquelles, selon le ministre, se trouvent un peu à l'encre actuelle dans la situation d'un vaisseau spatial qui aurait perdu le contact avec sa base.

M. Gorbatchev a encore un rôle à jouer

M. Genscher espère que les Républiques de l'ex-URSS sauront définir un type de relations qui leur permettra de capter et estime que le président Gorbatchev a encore un rôle à jouer. Il souligne que dans cette phase l'Ouest « ne peut résoudre les problèmes, mais aider à les résoudre », en évitant notamment le danger que ferait peser, dans le vide politique actuel, des ruptures d'approvisionnement. Le ministre suggère d'apporter non seulement une aide matérielle mais d'assurer aussi la logistique pour être sûr qu'elle arrive là où il faut.

En ce qui concerne l'Europe de l'Est, M. Genscher plaide en faveur d'une politique générale d'association de la part de la CEE. « Par cette politique de la Communauté, par le renforcement des institutions de la CSCE, nous devons contribuer à une européanisation des nouvelles évolutions à l'est et au sud. On ne peut ériger que ces peuples aient besoin de retrouver leur identité nationale, mais cela ne conduit pas forcément à une évolution vers le nationalisme. »

« Au lendemain du sommet de Maastricht, M. Genscher note que si les résultats ont été critiqués en Allemagne, notamment pour leur insuffisance en matière de contrôle parlementaire, personne n'a dit qu'ils étaient inacceptables. Il estime que les craintes à propos de l'abandon du deutschemark « n'ont rien à voir avec du nationalisme », mais sont dues seulement au fait que les gens ne saisissent pas encore ce que représente l'écu.

HENRI DE BRESSON

EN BREF

□ ALBANIE : manifestation à Tirana pour le premier anniversaire du Parti démocratique. - Environ 20 000 personnes ont manifesté, jeudi 12 décembre, à Tirana, pour célébrer le premier anniversaire de la fondation du principal parti d'opposition, le Parti démocratique albanais (PDA), selon la télévision albanaise. La foule a également réclamé la démission du président Ramiz Alia. Le dirigeant du PDA, M. Sali Berisha, a rendu hommage aux étudiants, qui ont été « les premiers à ouvrir la voie à la démocratie ». - (AFP, AP.)

□ IRLANDE DU NORD : seize blessés dans l'explosion d'un camion piégé. - Six policiers et dix civils ont été blessés, jeudi 12 décembre, dans un attentat, revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), devant un commissariat de police à Craigavon, dans le comté d'Antrim. L'explosion de cette bombe de plusieurs centaines de kilos, l'une des plus puissantes jamais utilisées par l'IRA, a creusé un cratère de 12 mètres de large et s'est étendue à 30 kilomètres à la ronde. - (AFP, Reuters.)

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : adoption d'une loi interdisant la propagation du communisme. - Le cinéaste Jiri Svoboda, dirigeant du Parti communiste de Bohême-Moravie, a entamé une grève de la faim, mercredi 11 décembre, au lendemain du vote, par l'Assemblée fédérale, d'une loi interdisant la propagation du communisme en Tchécoslovaquie sous peine de prison. Depuis mercredi, les députés ex-communistes portent au revers du vêtement une étiquette rouge sur laquelle est écrit : « Je suis un communiste ». - (AFP, Reuters.)

LE NOUVEL ECONOMISTE : DE QUOI PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.



Les donneurs de leçons, les cours d'économie, c'est fini !
Voilà pourquoi, chaque semaine, le *Nouvel Economiste* dans sa nouvelle formule
donne la priorité aux faits et aux réalités.
Pour que vous puissiez prendre des décisions. Pas des leçons.
Cette semaine, les patrons qui montent dans leur région
et les véritables ambitions de l'empire Agnelli en France.

ECONOMISTE

CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DÉCIDEZ !

EXTRAORDINAIRE

L'ONU envisage d'observateurs militaires



EUROPE

La crise yougoslave

L'ONU envisage l'envoi d'observateurs militaires en Croatie

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Le Conseil de sécurité des Nations unies a commencé, vendredi 13 décembre, à étudier les modalités d'envoi en Yougoslavie d'une force onusienne composée d'observateurs militaires qui viendraient renforcer l'action des observateurs européens déjà sur place. Cette mission de l'ONU pourrait être le prélude à l'envoi éventuel de « casques bleus ». Il n'est pas exclu qu'une résolution en ce sens, comportant également un volet sur l'action humanitaire à entreprendre et sur les moyens de faire appliquer l'embargo sur les armes résultant de la résolution 713 du 25 septembre dernier, soit rédigée dès le début de la semaine prochaine.

Ce timide engagement de l'ONU dans le conflit yougoslave, sans attendre que les armes se soient tues, est autant destiné à appuyer l'action de M. Cyrus Vance, l'envoyé spécial du secrétaire général,

qu'à marquer la détermination du Conseil « de ne pas rester les bras croisés », selon l'expression d'un diplomate, après la publication du rapport de M. Javier Pérez de Cuellar dans lequel celui-ci estime que « les conditions d'établissement de forces de maintien de la paix en Yougoslavie n'existent pas encore ».

« Zones protégées »

Dans ce document, le secrétaire général envisage toutefois d'ores et déjà la forme que pourrait revêtir la présence des troupes onusiennes. Celles-ci seraient déployées dans « certaines régions de Croatie où les Serbes constituent la majorité ou une forte minorité de la population ».

Il s'agirait de trois « zones protégées par les Nations unies » (Krajina, Slavonie orientale, Slavonie occidentale) qui seraient démilitarisées, et où seraient installées les forces de l'ONU, composées de personnel militaire et de police. Les « casques bleus » procéderaient

dans le même temps à la réinstallation, en dehors de la Croatie, des détachements de l'armée fédérale yougoslave actuellement stationnés sur le territoire de cette République, et s'efforceraient de favoriser le retour dans leurs foyers des personnes déplacées.

Selon M. Pérez de Cuellar, cette opération serait fixée pour une durée initiale de six mois, conformément à la pratique. Mais, précise-t-il, ce plan exige un « cessez-le-feu inconditionnel » alors que « la situation générale en Yougoslavie s'aggrave » et « que la situation dans le domaine humanitaire est de plus en plus préoccupante ». Le secrétaire général rappelle enfin dans son rapport que la reconnaissance de l'indépendance des Républiques qui le souhaitent (Slovénie et Croatie) ne peut être envisagée que dans le cadre d'un règlement global. « Toute dérogation sélective et non coordonnée à ce principe, dit-il, porte en germe de très graves dangers ».

SERGE MARTI

L'opposition serbe réclame la formation d'un gouvernement provisoire

A la suite de la démission du premier ministre de Serbie, M. Dragutin Zelenovic, l'opposition serbe a réclaté, jeudi 12 décembre, la formation d'un gouvernement provisoire chargé d'organiser de nouvelles élections avant le 30 juin, a rapporté l'agence Tanjug. Cette demande a été déposée au Parlement de Belgrade par trois députés du principal parti de l'opposition, le Mouvement du renouveau serbe (SPO).

Ceux-ci ont proposé que les partis représentés à l'assemblée se mettent d'accord dans les deux semaines à venir sur la composition de ce gouvernement provisoire qui serait doté d'un mandat de six mois et dont le rôle serait de préparer des élections à une Assemblée constituante et des élections municipales avant le 30 juin prochain.

Les députés du SPO ont fait valoir que « la Serbie se trouve en guerre et dans le chaos politique et économique ». Cette demande, selon Tanjug, sera examinée la semaine prochaine par le Parlement serbe où les socialistes (ex-communistes) au pouvoir disposent de trois quarts des sièges.

En Croatie, les combats se sont poursuivis, jeudi 12 décembre, sur la plupart des fronts, en dépit du froid intense qui règne depuis trois jours sur l'ensemble du territoire de cette République. Selon la télévision de Zagreb, l'armée fédérale a poursuivi ses bombardements dans la région d'Osijek, en Slavonie orientale.

D'autre part, un observateur de la Communauté européenne a indiqué que la bataille de Vukovar, qui s'est terminée le 18 novembre par la reddition des forces croates, avait fait environ un millier de morts. Jeudi toujours, 289 soldats de l'armée fédérale détenus par les forces croates ont été échangés contre 141 combattants croates à Slunj, à une centaine de kilomètres au sud de Zagreb. — (AFP)

Les premiers accords entre ex-Républiques soviétiques et yougoslaves. Le président du Parlement ukrainien a décidé, jeudi 12 décembre, de reconnaître l'indépendance des Républiques de Croatie et de Slovénie, a annoncé l'agence Tass. (La même annonce aurait aussi reconnu l'indépendance de la Géorgie, selon un communiqué de la présidence géorgienne.) La Russie pour sa part a signé mercredi un accord avec la Slovaquie, pour un traité de pétrole et de gaz « russes » contre des produits manufacturés. Cet accord d'une valeur de 720 millions de dollars est le premier du genre entre ex-Républiques soviétiques et yougoslaves. — (AFP, Reuters)

ROUMANIE

Bataille pour l'héritage du Parti communiste

Les seize anciens dignitaires du PC roumain qui avaient été condamnés le 25 mars dernier pour avoir approuvé l'ordre donné fin décembre 1989 par Nicolae Ceausescu de réprimer les manifestations de Timisoara et de Bucarest ont été acquittés en appel, jeudi 12 décembre, à Bucarest.

BUCAREST

de notre correspondant

Alliés par l'héritage, une poignée d'organisations se disputent aujourd'hui les dépouilles du Parti communiste roumain. Un PC jamais juridiquement dissous, ni interdit, mais volatilisé après la « révolution » de décembre 1989. Ces organisations revendiquent moins les restes « électoraux », estimés par les experts à 4 % au mieux des voix, que les immenses avoirs immobiliers et financiers du PCR, évalués à plusieurs milliards de lei bientôt convertibles. Ces biens sont tombés dans l'escarcelle de l'Etat, contrôlé par la puissante Front de salut national (FSN), né de la révolution et truffé de communistes qui affirment qu'ils ne le sont plus, pour peu qu'ils ne souviennent l'avoir jamais été...

La plus sérieuse des organisations communistes est le Parti socialiste du travail (PST), dirigé par M. Ion Vardet, un ex-premier ministre de Ceausescu, qui fut pris en otage par les mineurs du

Jiu en grève, en 1977. Contrairement aux sondages qui accordent 1 % des intentions de vote à ce parti, les membres du PST affirment que leur formation obtiendrait 80 % des voix parce qu'elle connaît la politique et qu'elle représente les centaines de milliers de membres du PCR qui n'ont pas brûlé leur carte après la révolution.

Dans une ambiance à l'ancienne — ovations de la salle debout, — le premier congrès du PST a fait, en août dernier, une concession à l'air du temps : il s'est prononcé pour une économie « mixte ». Entendez que 80 % des propriétés doivent appartenir à l'Etat. (Plus modeste, la plate-forme électorale du FSN proposait l'égalité des différentes formes de propriété.) Au congrès du PST, Gheorghe Apostol, un de ses communistes historiques, a réitéré un référendum sur les privatisations qui a autant de chance d'être organisé que celui sur l'interdiction du PC, promis après des manifestations, par M. Iliescu en janvier 1990 et qui n'a jamais eu lieu.

« C'était un grand Roumain »

Les vieux routiers du communisme, PST en tête, ont formé une Union de la gauche démocratique, avec le seul de ces partis représentés au Parlement : le Parti socialiste démocratique, qui a obtenu 1 % des voix. Ni le parti nationaliste, à l'idéologie

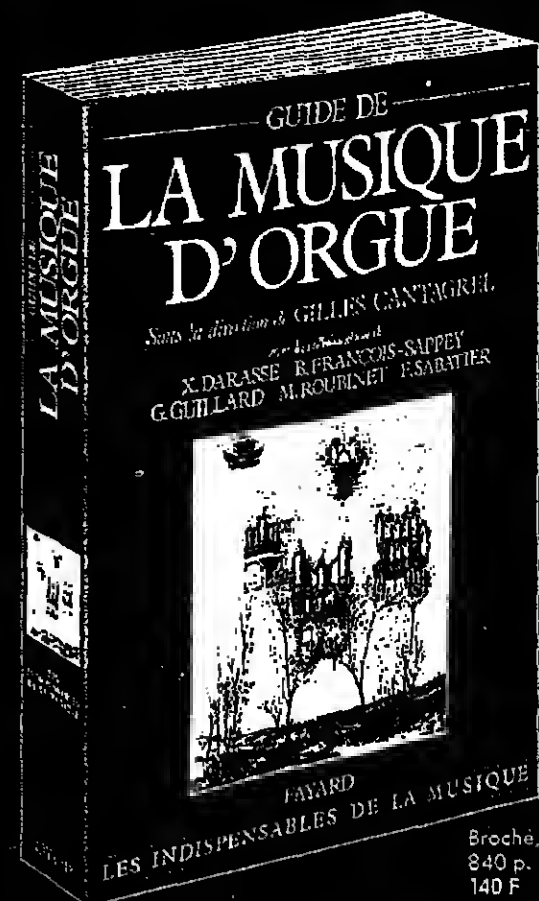
« de gauche », Roumanie Mère (Grande Roumanie), ni le nouveau Parti communiste roumain, 70 membres « au début » — en juillet dernier — mais « bien plus maintenant », n'ont rejoint cette Union.

« Comme en Bulgarie, il y a un potentiel électoral de gauche de quelque 30 % pour continuer l'ancienne gestion, estime le sociologue Alin Todorescu. Mais selon nos sondages (indépendants), le FSN en prendra près de 27 %. La lutte ne se fera pas entre la droite et la gauche, mais portera sur le nationalisme », estime-t-il. « La population roumaine n'a pas d'idéologie, sauf peut-être le nationalisme, ajoute le politologue Celin Anastasiu. Ce sera une lutte de personnalités. Un Timinsky roumain, comme le tennisman Ion Tiriac, pourrait très bien gagner ».

Fin octobre, les momies réfrégérées à grand frais des « héros du communisme » roumain ont été enfin sorties de leur immense mausolée de marbre. Sans que personne, sauf les veuves, ne proteste. Au cimetière Ghencea de Bucarest, où reposait sous une tombe anonyme mais toujours fleurie, Nicolae Ceausescu — renié aujourd'hui par les communistes qui le jugent seul responsable de leurs malheurs, — des inconnus viennent s'incruster tous les jours. L'un d'eux dit : « C'était peut-être un dictateur, un communiste, mais c'était un grand Roumain ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'ORGUE REVISITÉ



Ouvrage couronné par l'Académie des Beaux-Arts

Une faule d'informations, deux cent cinquante compositeurs retenus, deux mille partitions, situées dans leur temps, analysées sans pédantisme; une somme pour le mélomane.

Gérard Conde, Le Monde

Le simple discophile, amateur de l'instrument à tuyaux, y trouvera un langage et des explications claires grâce à une pédagogie sans prétentions. Du beau travail.

Jean-Luc Madio, Lire

la Musique
chez
FAYARD

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans
DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

Jameson whiskey.
Distillé trois fois.

JAMESON Spirit of Ireland
L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. Consommez avec modération.

Jameson whiskey.
Distillé trois fois.

JAMESON Spirit of Ireland
L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. Consommez avec modération.

Jameson whiskey.
Distillé trois fois.

JAMESON Spirit of Ireland
L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. Consommez avec modération.

DIPLOMATIE



Le traité de Maastricht devant le Parlement de Strasbourg

La question de l'accroissement du nombre des députés allemands a perturbé le débat

Après toute une journée de débat, le Parlement européen n'a pas été en mesure, jeudi 12 décembre, de se prononcer sur les résultats du Conseil européen de Maastricht. La résolution présentée par la commission institutionnelle qui saluait « les progrès accomplis » n'a pas été adoptée en raison du vote d'un amendement invitant les chefs d'Etat et de gouvernement à tenir une réunion spéciale avant que l'Assemblée ne donne son « avis définitif ».

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Tout avait pourtant bien commencé. MM. Rüd Lubbers et Jacques Delors n'avaient pas ménagé leur peine pour convaincre l'émicycle européen. Le premier ministre néerlandais qualifiait d'« importance historique » le compromis réalisé à Maastricht. Le président de la Commission de Bruxelles n'hésitait pas, quant à lui, à parler de « bilan globalement positif » et de « zones de lumière qui l'emportent sur les

zones d'ombre». Le chef de l'exécutif communautaire, « stupeur de la complexité du processus décisionnel », avait même pris la précaution de recommander aux parlementaires d'être à l'avenir des « inventeurs de simplicité ».

C'est la complexité des décisions de Maastricht qui chagrine d'ailleurs M. Jean-Pierre Cot (PS), président des socialistes européens : « Il est difficile d'évaluer le contenu de ce traité dans lequel une chaîne ne retrouverait pas ses petits ». M. Egon Krenz (CDU), chef de file des démocrates-chrétiens, repartait de son côté que « le déficit démocratique perdure ». Mais des doutes sur le caractère des interventions restaient positives. Les députés européens ne pouvaient reculer les pouvoirs nouveaux, même modestes, qu'ils obtenaient, ou l'engagement irréversible sur l'union économique et monétaire, ou encore la relance de l'Europe sociale.

Trouble et confusion

Au demeurant, le texte initial de la commission institutionnelle reflétait largement les propos tenus par les uns et les autres : bon travail réalisé à Maastricht même s'il faut regretter l'attitude du Royaume-Uni et une démocratisation pas suffisamment

poussée des institutions européennes. Mais voilà, les sociaux-démocrates allemands ont voulu faire une opération de politique intérieure en demandant la tenue d'une session spéciale du Conseil européen. A l'instar des représentants de la CDU, les élus du SPD sont très mécontents de ce que le chancelier Helmut Kohl n'ait pas d'ores et déjà obtenu l'assurance qu'il y aura dix-huit parlementaires allemands de plus pour la prochaine législature.

Sur les 242 votants (l'Assemblée compte 518 sièges), 120 ont voté pour l'amendement du SFED, 110 contre et 3 se sont abstenus. Le vote d'écart a suffi à jeter le trouble et la confusion. C'est à dire qu'il n'est pas bien fait valoir qu'il s'agit d'un trompeur de bon sens. C'était trop tard. Dans de telles conditions, il devenait problématique pour nombre de parlementaires de se prononcer en faveur du texte ainsi modifié et l'unité des groupes a bien été écarté. C'est ainsi que les membres du PS ont voté contre la résolution finale. Le rejet a été également acquis de justesse : 122 voix contre 119 pour l'adoption et 9 abstentions. M. Delors avait recommandé la clarté. Le Parlement a choisi de brouiller les cartes.

MARCEL SCOTTO

Les trois Europe

Suite de la première page

D'abord elle est limitée à douze, quand ce n'est pas à onze dans les domaines où la Grande-Bretagne ne veut pas coopérer; elle est soumise à des mécanismes compliqués qui paralysent les décisions; elle n'est pas collectivement aussi démocratique que ses membres pris séparément, elle avance lentement, etc.

Il n'empêche que cet ensemble constitue le seul pôle de stabilité politique et de croissance économique sur un continent maintenant divisé en trois : à l'Ouest, la Communauté, entourée d'un espace économique européen regroupant des adhérents potentiels, qui cherche les voies de l'unification; à l'Est un empire qui meurt dans des spasmes potentiellement contagieux; et, entre les deux, un vide, menaçant, de pays ayant rompu leurs amarrs totalitaires sans avoir vraiment trouvé de nouveaux amarrs.

Une unité d'aspirations et de valeurs

Pour les Etats d'Europe centrale qui se sont retrouvés après 1945, contre leur gré, du mauvais côté du rideau de fer, le diagnostic peut paraître sévère. Il l'est sans doute, mais c'est celui que posent leurs élites et leurs dirigeants eux-mêmes, en tout cas les plus lucides. Après la chute du communisme, beaucoup croyaient que le plus dur était fait. En réalité, il restait à venir. Avec d'un pape à l'autre des différences où la tradition pré-communiste joue un grand rôle, les Etats d'Europe cen-

trale se retrouvent sans institutions démocratiques, avec une société civile embryonnaire, une économie dévastée par le collectivisme et des échanges commerciaux rompus par la perte du marché soviétique.

Leurs intellectuels, depuis longtemps tournés vers l'Occident, attendaient de ce dernier qu'il affirmât haut et fort l'unité de l'Europe, sinon dans son niveau de vie, du moins dans ses aspirations et ses valeurs. L'Europe, pour eux, ce n'était pas d'abord la Communauté économique, avec son futur marché unique et le deutschemark triomphant; c'était l'Europe des Lumières, de la démocratie, du pluralisme, de la tolérance politique et religieuse, de l'intégration des minorités.

An lieu de quoi, ils ont bien souvent eu droit sur discours mercantiliste suivant : « Votre économie n'est pas assez développée pour que vous puissiez longer à faire partie de l'Europe. » Ce dont ils ont besoin ce n'est pas tant de vendre leur viande de porc sur nos marchés que de recevoir un signe d'*espoir*, pour reprendre encore une expression de Bronislaw Geremek.

C'est aussi le cas des Etats baltes et ce peut être demain celui de l'Ukraine, si la tentative de Boris Eltsine de reconstituer un semblant d'Union, non plus à partir du «centre», mais des Républiques, se solde par un échec.

A Maastricht, les Douze ont rempli leur contrat. François Mitterrand est satisfait, John Major triomphe, les Allemands font grise mine parce qu'ils estiment avoir donné plus

qu'ils n'ont reçu. En un mot, rien d'inattendu. On ne leur tiendra pas rigueur de s'être occupés d'abord d'eux-mêmes et peu du monde extérieur. S'ils avaient agi autrement, on leur aurait reproché de s'être mis à scaparder par la crise yougoslave ou la disparition de l'URSS, afin de ne pas s'attaquer à leurs divergences internes.

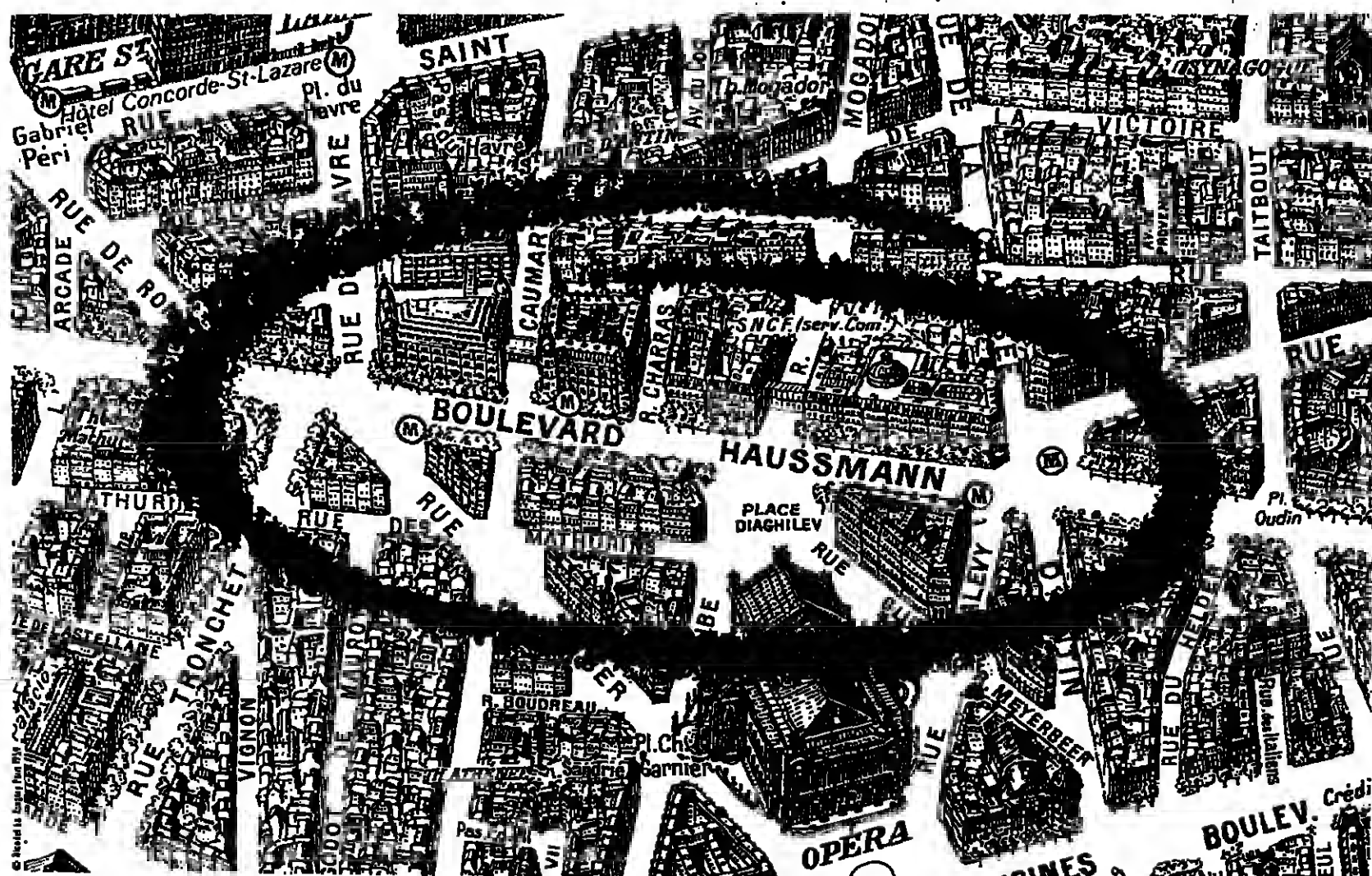
Deux, trois, quatre... Yougoslavie

Maientenant que l'approfondissement de la Communauté est sur les rails, il est temps pour les Douze de regarder ce qui se passe autour d'eux. La Communauté est moins menacée par le « *eping out* » de Londres que par l'instabilité de l'Europe tout entière. Elle ne peut pas prétendre tout régler, mais elle ne peut pas continuer à s'autoféliciter, sans comprendre que ce qui a été décidé à Maastricht risque d'être rapidement remis en question. Dans la pire des hypothèses, par l'apparition de trois, quatre, cinq... Youngslevie, entre l'Oder-Neisse et l'Oxus, dans la méditerranée, par le choc d'organisations militaires et de la culture tout au péricule du continent. Qui ne voit dans ces conditions que les institutions européennes, telles qu'elles ont été inventées pour six, ne semblent être infiniment élargies?

A côté, les discussions de Maastricht risquent d'apparaître comme une partie de plaisir. Mais si elle refusait la confrontation avec la réalité européenne à cause d'une conception erronée de sa tranquillité, la Communauté des douze volerait bien vite en éclats sous la pression des intérêts centrifuges libérés par les chirements venus de l'Est.

DANIEL VERNET

NOËL À HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



**GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS, MARKS & SPENCER,
MONOPRIX, LAFAYETTE GOURMET, PRISUNIC,
SERONT OUVERTS
LES 15 ET 22 DÉCEMBRE.**

GALERIES LAFAYETTE, DE 10 H À 19 H. PRINTEMPS, DE 9 H 35 À 19 H. MARKS & SPENCER, DE 11 H À 19 H. MONOPRIX, DE 9 H 30 À 19 H 30. LAFAYETTE GOURMET, DE 9 H 30 À 19 H 30. PRISMIC, DE 10 H À 19 H 30.

L'ONU institue un registre des ventes d'armes dans le monde

A l'unanimité des Etats représentés, à l'exception de la Chine, qui n'a pas pris part au vote, et de Cuba et de l'Irak, qui se sont abstenus, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé, lundi 9 décembre, à New York, de créer un registre universel des ventes d'armes dans le monde. C'est le secrétaire général de l'ONU, assisté d'experts, qui a été chargé de tenir à ce jour ce registre par lequel pays vendeurs et pays clients sont invités chaque année à signaler certains des transferts d'armements classiques intervenus entre eux.

Cette résolution de l'ONU a été conçue lors de réunions de travail, l'été dernier, à Paris et à Londres, entre les cinq puissances qui sont membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine et Union soviétique) et qui, à elles seules, sont responsables de quelque 70 % du montant des transactions mondiales d'armes.

Le registre ainsi institué et approuvé par cent cinquante nations devrait porter témoignage d'un commerce limité aux matériels les plus lourds (chars, blindés, canons, avions et hélicoptères de combat). Plus tard, il devrait comprendre des transactions sur des matériels légers, comme les munitions.

**Un maximum
de « transparence »**

A l'origine de cette initiative, il y a eu la guerre du Golfe et, en particulier, la découverte par la coalition anti-Saddam Hussein de la qualité et de la quantité de l'arsenal irakien fourni par les pays neutres dans la plus grande discrétion. Les cinq membres du Conseil de sécurité ont alors souhaité instaurer un maximum de « transparence » sur les ventes d'armes dans le monde et, essentiellement, au Proche-Orient.

Dans les milieux de l'armement, on se montre néanmoins assez sceptique sur la portée d'une telle procédure. Le marché de l'armement, parce qu'il touche à des intérêts de souveraineté, s'entoure volontiers de secrets : ni le fournisseur ni le client, quels qu'ils soient, ne souhaitent mettre sur la place publique leurs contrats, de crainte de donner indirectement des renseignements trop précis à la concurrence et à l'adversaire sur le niveau de sécurité des armées impliquées.

ASIE

Détente dans la péninsule coréenne

Les chefs de gouvernement du Nord et du Sud ont signé un pacte de réconciliation

La signature par les deux Corées, vendredi 13 décembre à Séoul, d'un accord de réconciliation, non-agression, échange et coopération, mettant fin à un état d'hostilité et de confrontation dans une péninsule divisée depuis quarante-six ans, marque une nouvelle étape sur le chemin d'une détente régionale ouverte en octobre par l'accord de paix sur le Cambodge. Dernier théâtre de la guerre froide, la Corée du Nord et du Sud, séparées, les grandes puissances se faisaient face, tend enfin à entrer dans une ère de coexistence et de concertation.

TOKYO

de notre correspondant

Le pacte de réconciliation formellement signé par les premiers ministres des deux pays constitue la première déclaration commune entre les Corées depuis vingt ans : en juillet 1972, un communiqué conjoint, rendu public en même temps à Pyongyang et à Séoul, ouvrait la voie à un dialogue, qui allait se révéler laborieux. Séparées à la hauteur du 38^e parallèle depuis l'armistice de 1953, les deux Corées se sont engagées à œuvrer pour un traité de paix destiné à remplacer l'accord d'armistice.

La signature de ce pacte devrait conduire à une rencontre au sommet, longtemps attendue, entre le président de la République populaire démocratique (RPDC), Kim Il-sung, et son homologue du Sud, M. Roh Tae-woo. Recevant, vendredi, le premier ministre nord-coréen, M. Yong Byong-muk, le président Roh a réitéré son souhait de rencontrer au plus tôt le vieux maître-chien. Cette entrevue pourrait avoir lieu dans la première partie de l'année prochaine.

Cet accord « historique » et « total », qui couvre un vaste domaine de coopération, devait être accompagné d'un autre accord concernant les questions délicates de la dénucléarisation de la péninsule et de l'inspection des installations des deux pays par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). Les négociations se poursuivent sur ces questions, mais les bases d'un rapprochement semblent être déjà

acquises. Accord-cadre, le pacte met l'accent sur les efforts des deux parties en vue d'une réunification pacifique de la péninsule.

En matière de sécurité, il stipule plusieurs points : respect réciproque des systèmes politiques des deux pays ; non-ingérence dans les affaires intérieures ; renonciation à toute tentative de subversion, et engagement de non-agression, la ligne de démarcation restant celle fixée par l'accord d'armistice.

Ces engagements de principe sont complétés par une série de mesures concrètes comme la création d'une commission militaire chargée de coordonner les échanges d'informations en matière de sécurité et de procéder à un désarmement progressif de la péninsule, et ouverture d'une ligne téléphonique directe entre les deux commandements militaires.

Dans le domaine de la coopération, l'accord prévoit une coordination rapide des mesures pour faciliter les rencontres et l'échange de lettres entre familles séparées (jusqu'à présent, toute communication entre les deux Corées est impossible). Il est notamment prévu la création d'un réseau spécial de P. et T. ainsi que la réouverture des transports ferroviaires, aériens et maritimes entre les deux pays. L'accord mentionne en outre le développement de la coopération économique, tant en matière d'exploitation des ressources naturelles que d'investissements.

Vers un accord de dénucléarisation

Condition sine qua non d'une véritable détente, l'accord de dénucléarisation — dont on s'attendait qu'il fût signé en même temps que le pacte — reste néanmoins en suspens. Les négociateurs sont néanmoins parvenus à un accord de principe. Il pourrait prendre la forme de déclarations séparées ou d'un texte unique par lequel les deux parties s'engageraient à ne pas posséder, fabriquer ou déployer d'armes nucléaires. Les deux délégations ont déjà échangé leurs projets de texte.

La signature de ce nouvel accord devrait intervenir rapidement. Séoul ayant accepté l'exigence nord-coréenne d'une inspection simultanée des installations nucléaires des deux pays, y compris de celles se trouvant sur les bases américaines au Sud. Pyongyang avait posé cette condition à toute inspection de ses pro-

pres installations par l'AIEA, ce à quoi, bien que signataire depuis 1985 du traité de non-prolifération nucléaire, la RPDC s'est toujours refusée.

Sur le plan diplomatique, les deux Corées peuvent légitimement estimer qu'elles ont chacune remporté un succès. Le Nord, en particulier, sort de l'impasse dans laquelle l'avaient placé les infidélités — qualifiées de « traîtrises » — de ses alliés : l'URSS, qui avait établi des relations diplomatiques avec Séoul en septembre 1990, et la Chine qui, sans en arriver là, développe rapidement ses relations économiques avec le Sud. La RPDC a fini par obtenir ce qu'elle exigeait depuis des années : la réciprocité des inspections.

Ce succès, dû à la ténacité de Pyongyang, arrive à point nommé : jusqu'à la Corée du Nord n'a été plus isolée. Tant Pékin que Moscou, qui lui tenaient la dragée haute en exigeant le paiement en devises de

leurs exportations, exerçaient de fortes pressions sur M. Kim Il-sung pour qu'il fléchisse sur la question nucléaire. Mais c'était aussi la seule carte dont disposait Pyongyang.

Beaucoup d'observateurs se demandent jusqu'à quand la RPDC, confrontée à une grave crise économique, pourra ignorer ces demandes. En quête pressante d'assistance économique, elle était aussi sous la pression d'un Japon qui subordonne un approfondissement des relations à l'acceptation par Pyongyang de l'inspection de ses installations nucléaires.

La nouvelle détente qui se profile en Corée contribue à démentir la RPDC, mais on peut se demander si elle conduira à une véritable évolution de l'un des derniers bastions du stalinisme. Les dirigeants de Pyongyang avaient, certes, impérieusement besoin de se dégarer de leur isolement. Mais ils peuvent difficilement exposer une société hermétiquement

fermée et archaïque sur des mots d'ordre d'une époque révolue à une influence extérieure sans risquer de déstabiliser gravement le régime.

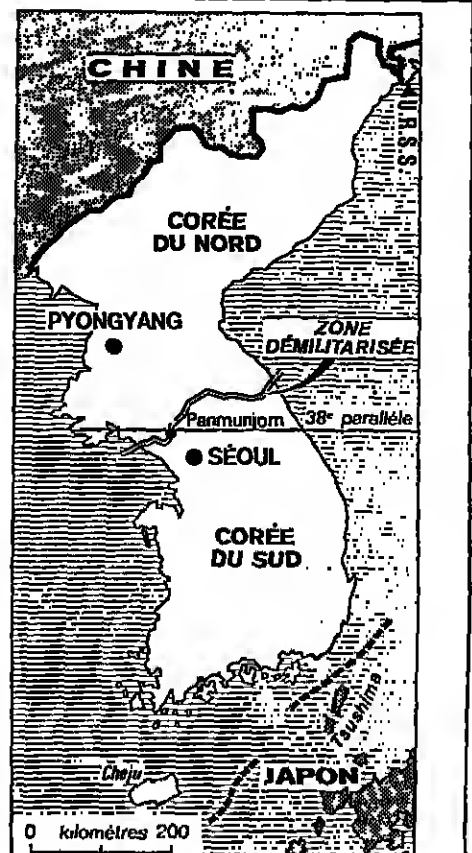
La Corée du Sud, de son côté, a obtenu de Pyongyang une reconnaissance explicite de son existence en tant qu'Etat. Longtemps, la RPDC a considéré la République de Corée comme une « colonie américaine », et son gouvernement en même un « fantôme de l'impérialisme ». Déjà ébranlée par l'entrée conjointe des deux Corées aux Nations unies en septembre dernier, cette vision est rendue caduque par l'acceptation, par le Nord, de négociations avec Séoul en vue d'un traité de paix. Jusqu'à présent, Pyongyang exigeait qu'un tel traité, destiné à se substituer à l'accord d'armistice de 1953, fût négocié entre tous les belligérants, dont les Américains et les Chinois.

PHILIPPE PONS

Soixante-cinq millions d'habitants sur 220 000 km²

Avec ses 220 022 km², la péninsule de Corée est séparée, à la hauteur du 38^e parallèle, en deux Etats : au nord, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) communiste, capitale Pyongyang, dirigée par le Parti des travailleurs et son chef, le maréchal Kim Il-sung, avec ses vingt-deux millions d'habitants sur 120 538 km² ; au sud, la République de Corée, pro-occidentale, capitale Séoul, qui a pour président M. Roh Tae-woo, avec ses quarante-trois millions d'habitants sur 99 484 km².

Plus développée, la Corée du Sud — l'un des quatre « Petits Dragons » — dispose d'un PIB (produit intérieur brut) de 232 milliards de dollars et d'un revenu moyen par habitant dépassant 5 500 dollars par an. Au cours des deux dernières décennies, elle a connu un taux de développement et d'industrialisation parmi les plus élevés de la planète. Au contraire, la Corée du Nord, en avance sur le Sud il y a une vingtaine d'années, a, depuis, accumulé des retards dus aux carences d'un système économique centralisé de type stalinien et à l'isolement quasi total du régime. Son PIB est estimé à 21 milliards de dollars (dont le quart consacré aux dépenses militaires) et le revenu par habitant était, en 1989, de 987 dollars.



Trois années d'une guerre sanglante

C'est le 25 juin 1950 que l'armée nord-coréenne a franchi le 38^e parallèle pour envahir la Corée du Sud, s'emparant de Séoul dans les trois jours et poussant très rapidement vers le sud. Faisant suite à une forte tension entre les deux parties du pays — le Nord sous l'influence soviétique, le Sud protégé par les Américains — le conflit dura, en trois ans, plus de six millions et demi de morts. Le régime de M. Kim Il-sung en attribue la responsabilité à une agression sudiste. Mais, ces dernières années, des informations en provenance d'URSS ont confirmé que l'attaque avait été longuement mûrie à Pyongyang.

Le général américain MacArthur est nommé le 3 juillet à la tête des forces de l'ONU, essentiellement américaines. Celles-ci parvinrent dès septembre à repousser les troupes nord-coréennes, qui étaient parvenues jusqu'à l'extrémité sud de la péninsule. La résistance de ces dernières s'affaiblit et, le 20 novembre, les Américains assiégèrent le fleuve Yalu, à la frontière chinoise, ce qui suscita l'intervention massive de « volontaires » envoyés par Pékin. Repoussant la proposition de MacArthur d'attaquer la Chine, le président Truman — qui avait écrit, dès le 27 juillet, tout recours à l'arme atomique — la remplaça par le général Ridgway. En 1951, la guerre va se stabiliser le long du 38^e parallèle. C'est là que les deux camps vont se rencontrer pour négocier un armistice. Après deux ans de difficiles négociations, un accord de cessez-le-feu est signé le 27 juillet 1953. Une zone démilitarisée sépare depuis lors les deux Corées le long du 38^e parallèle. La conférence réunie à Genève en 1954 pour régler le problème coréen, sera un échec.

JAPON : six semaines de gouvernement Miyazawa

La popularité du premier ministre est en chute libre

Six semaines après son accession à la fonction de premier ministre, M. Kiichi Miyazawa ne semble plus donner la situation. Sa cote de popularité est en chute libre. Dans ce contexte, l'opposition évoque les scandales qui ont éclaboussé, ces dernières années, des membres éminents du PLD (parti libéral-démocrate au pouvoir), dont le premier ministre lui-même. Le jeudi 12 décembre, M. Fumio Abe, secrétaire de la fraction du PLD que dirige M. Miyazawa, a démissionné de ses fonctions après avoir été accusé d'avoir été impliqué dans une affaire de trafic d'influence.

TOKYO

de notre correspondant

L'autorité de M. Miyazawa est sortie très affaiblie du quasi-abandon du projet de loi sur l'envoi de contingents japonais à l'étranger sous l'égide des Nations unies, ou PKO (le Monde du 12 décembre). Le premier ministre est, en outre, en butte aux attaques de l'opposition socialiste, qui entend ouvrir le dos-

sier du scandale politico-bourrier Recruit — qui avait contraint à quitter ses fonctions de ministre des finances fin 1988 ; elle demande la comparution devant le Parlement de témoins pour faire la lumière sur sa implication personnelle dans cette affaire.

La gestion maladroite du projet de loi dit PKO, passé en force à la commission, adopté à la Chambre basse mais bloqué au Sénat par l'opposition, qui a refusé une prolongation suffisante de la session parlementaire, est un très mauvais point pour M. Miyazawa. D'autant que le calendrier chargé de la prochaine session, en raison notamment du vote du budget de l'année fiscale 1992, qui débute le 1^{er} mars, et la perspective d'élections sénatoriales en juin n'invitent guère les partis à se lancer dans un débat controversé.

Il est vraisemblable que le parti bouddhiste Komito, sur lequel les conservateurs s'étaient appuyés, préférera enterrer ce texte qui est loin de faire l'unanimité dans ses rangs et pourrait lui coûter des voix. Il semble, dans ces conditions, que l'on s'achemine vers un abandon pur et simple du projet dont le premier ministre avait pourtant fait une priorité en accédant au pouvoir. Les commentateurs politiques sont sévères contre M. Miyazawa, dont les cinquante ans d'expérience et les

qualités intellectuelles n'ont guère porté leurs fruits.

Ce revers entame considérablement le prestige d'un premier ministre dont on avait pensé que, après les deux ans de relatifs atterrissements de son prédécesseur, il saurait mieux affirmer la position du pays sur la scène internationale. La participation de forces japonaises aux opérations de l'ONU constituait un premier pas en ce sens et lui permettait notamment une rentrée politique en Indochine : la première mission du contingent nippon aurait été le Cambodge. Elle pouvait en outre favoriser l'entrée du Japon au Conseil de sécurité, l'un des grands objectifs de sa diplomatie.

M. Miyazawa devra donc jouer serré lors de la visite du président Bush au Japon, début janvier : ce sera en effet sa seule chance de pallier un échec qui a fait plonger sa popularité à 30 %, en dessous de celle de son prédécesseur, M. Kaifu. La mauvaise impression donnée par le premier ministre s'expliquerait par son aversion pour les manœuvres politiciennes : son clan, constitué d'anciens bureaucrates, est connu pour dénigrer la « culture politique ». M. Miyazawa a toujours estimé que ce n'était pas à lui de se mêler des affaires du Parlement, laissées à la direction du PLD.

Ph. P.

A TRAVERS LE MONDE

BURKINA Les élections législatives sont reportées

Le conseil des ministres du Burkina a annoncé, jeudi 12 décembre, le report des élections législatives, prévues pour le 12 janvier prochain, « à une date ultérieure », non précisée.

Ce report peut être interprété comme une concession du président Compaoré à l'opposition, qui refuse toute élection aussi longtemps qu'une réforme nationale souveraine n'aura pas défini le processus de transition vers la démocratie. Cette décision du gouvernement a été annoncée trois jours après une vague d'attentats contre des dirigeants de l'opposition, au cours de laquelle l'un d'eux a été tué (le Monde du 11 décembre). Le 1^{er} décembre, le capitaine Compaoré avait été élu président de la République à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition et marqué par l'abstention des trois quarts des électeurs. — (AFP)

GUINÉE Amnesty International dénonce tortures et autres persécutions

Selon un rapport d'Amnesty International rendu public jeudi 12 décembre, le gouvernement de M. Lansana Conté n'a pas tenu ses promesses : la torture continue d'être pratiquée en Guinée et les opposants politiques y sont persécutés et emprisonnés.

L'organisation déplore notamment que le gouvernement guinéen n'ait toujours pas fourni d'éléments

ments sur le sort de 63 personnes disparues à l'issue d'une tentative de coup d'Etat, en 1986. « Chaque 340 prisonniers ont été jugés lors de procès inéquitables qui ont abouti à 201 condamnations. Selon les autorités, ils auraient été tous libérés ; on reste cependant sans nouvelles de 63 d'entre eux », note Amnesty.

Amnesty International rappelle que, depuis la prise du pouvoir par l'armée, après la mort du président Sékou Touré, en 1984, toute activité est interdite aux partis politiques.

POLOGNE Le Congrès des libéraux renonce à participer au futur gouvernement

Le Congrès des libéraux (KLD) a renoncé, jeudi 12 décembre, à participer à un futur gouvernement de coalition polonaise avec les quatre autres partis de centre-droit qui soutiennent le nouveau premier ministre, M. Jan Olszewski. « Nous ne sommes pas convaincus qu'un gouvernement basé sur cette coalition puisse mettre en œuvre un programme économique responsable », a déclaré le président du KLD, M. Donald Tusik.

Le KLD est le parti du chef du gouvernement sortant, M. Jan Krzysztof Bielecki, qui tentait d'appliquer depuis un an un programme de réformes approuvé par le Fonds monétaire international. La décision du Congrès des libéraux compromet les efforts entrepris par le ministre pour former un gouvernement après les élections d'octobre qui ont fait entrer vingt-neuf partis au Parlement. M. Olszewski compte présenter la composition et le programme de son gouvernement, mercredi prochain, devant la Diète. — (Reuters, AFP)

AFRIQUE

Après l'appel à la France du président sénégalais

Le profond désarroi des « nouveaux démocrates » africains

DAKAR

de notre envoyé spécial

L'appel lancé à la France par M. Abdou Diouf, le chef de l'Etat sénégalais, d'« agir très vite » au Togo, au besoin par la force, pour y débiter le processus de transition démocratique (le Monde du 10 décembre), n'est pas l'appel d'un homme seul et presque singulier. Il émane de celui qui passe un peu pour le chef de file des démocrates africains, à la tête d'un pays où le multipartisme se pratique depuis une bonne dizaine d'années.

« Ce message trahit le malaise profond, le sentiment général de « trouble » au sein des « nouveaux démocrates » du continent noir, commente un des ministres africains qui vient de participer au sommet de l'Organisation de la Conférence islamique à Dakar, et qui tient à conserver l'anonymat. Et de regretter les « flottements » de la politique africaine de la France. « La France ne se trouverait pas dans une impasse au Togo, hésitant sur la méthode à suivre pour y rétablir l'ordre démocratique, si elle avait su, dès les premiers signes de grogne des nostalgiques de l'ancien

régime, les mettre fermement en garde contre un retour à l'ordre ancien des choses », explique-t-il. Et de souligner : « Ce qui se passe du côté de Lomé a valeur de symbole en Afrique ».

C'est en effet au Togo qu'en 1963 l'Afrique subsaharienne connaît le premier coup d'Etat de l'après-indépendance. L'auteur de ce putsch, qui coûta la vie au président Sylvanus Olympio, n'était autre qu'un certain sergent-chef Ngassingbé Eyadéma, aujourd'hui en train de finasser, à l'image du maréchal Mobutu, son homologue et ami africain, pour récupérer un pouvoir en passe de lui échapper.

Celui qui a ouvert le long chapitre des années noires de notre continent serait-il en train d'en ouvrir un autre après une courte parenthèse démocratique ? s'interroge un diplomate du continent. Beaucoup de dirigeants africains « nouvelle mentère » ont l'impression que Paris a modifié son discours depuis quelques mois, que les propositions tenues par M. Mitterrand en novembre 1991, lors du sommet de la francophonie au palais de Chailiot, trahissent avec ceux qu'il avait exprimés en juin 1990 lors

du sommet franco-africain de La Baule. « Hier, il promettait une prime aux régimes qui s'engageaient sur la voie de la démocratisation, remarque un ministre. Aujourd'hui, il dit la nécessité pour chacun d'observer à son rythme sur ce chemin ».

« Des signaux très clairs »

Après coup, la France aurait-elle mesuré les risques de débordements démocratiques pour soutenir une pause ? Aurait-elle quelques problèmes de communication avec ceux — moins dociles que leurs prédécesseurs — dont elle a favorisé l'arrivée au pouvoir ? A moins que ses hésitations ne traduisent une lutte entre deux rivaux dans le sérail parisien, ou, plus grave encore, une sorte de lassitude face à un continent qui décourage les meilleures volontés. Toutes ces questions, les « nouveaux démocrates » africains les remuent dans leur tête sans réussir à y apporter des réponses satisfaisantes.

« Toujours est-il, note un ministre, que ce changement de ton a probablement réjoui nombre de dictateurs encore au pouvoir et les incite à s'y maintenir en multipliant les embûches sous les pas de leurs adversaires politiques ». Ce qu'attendent donc de Paris, pour leur faciliter la vie, les nouveaux dirigeants du continent noir, ce sont « des signaux très clairs, sans ambiguïté ». Pas si simple...

Même si les hésitations de la gauche les irritent, beaucoup de responsables africains de la nouvelle génération n'en évoquent pas moins avec crainte les perspectives d'une arrivée de la droite au pouvoir. « Nous n'avons pas oublié, dit l'un d'eux, les propos de M. Chirac, assurément que, pour le continent noir, le multipartisme était un luxe ».

JACQUES DE BARRIN

DJIBOUTI : le conflit entre maquisards afars et militaires gouvernementaux

Les troupes françaises tardent à se déployer

Les maquisards afars en rébellion contre l'armée djiboutienne dans le nord du pays ont déclaré un nouveau cessez-le-feu unilatéral, qui doit entrer en application dimanche 15 décembre pour cinq jours, « pour permettre aux troupes françaises de se déployer », selon le docteur Abatte Ebo Adou, porte-parole du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD), joint jeudi par téléphone.

Les troupes françaises, que l'on croyait déjà déployées — Paris ayant répondu favorablement, le 29 novembre, à la demande d'intervention faite par le président djiboutien Hassan Gouled — sont en effet toujours dans leurs casernes. Il semble que des divergences subsistent entre Paris et Djibouti sur les modalités de ce déploiement. Les autorités djiboutiennes souhaiteraient que les forces françaises s'engagent dans le conflit, tandis que pour Paris il s'agit d'un déploiement le long de la frontière avec l'Éthiopie, uniquement pour contrôler les infiltrations de l'extérieur dont le gouvernement djiboutien fait état, mais que les rebelles refusent.

Le nord du pays, où les premiers accrochages entre soldats gouvernementaux et maquisards ont commencé il y a un mois (le Monde du 15 novembre), reste soumis au blocus des autorités djiboutiennes. Selon deux Français arrivés à Paris via le Yémen après avoir fui Obok (nord du pays), la ville s'est vidée de ses habitants qui — afars, comme les maquisards — se sont réfugiés plus au nord, « sous la protection des rebelles ». « Tous ces réfugiés sont sous des épaves, sans abris, sans nourriture, affirme l'un de ces Français. Le chef des rebelles, M. Mohamed Adouya Youssouf (président du FRUD), nous a demandé d'alerter les organisations humanitaires ». Celles-ci sont présentes sur le territoire djiboutien, mais n'ont pas accès à la zone de combats.

Une équipe de Médecins du monde, arrivée lundi dans la capitale, attendait toujours, vendredi matin, l'autorisation de se rendre auprès des réfugiés. Le Comité international de la Croix-Rouge n'avait pas pu, non plus, se rendre sur les lieux.

EN BREF

■ BURUNDI : Amnesty internationale dénonce des exécutions. Amnesty International a fait part, jeudi 12 décembre, à Londres, de son inquiétude à propos d'informations faisant état de l'exécution, par des militaires, de six personnes, fin novembre, à Muzimbura, au nord de Bujumbura. Il y aurait, parmi ces victimes, quatre enfants, âgés de dix-huit mois à six ans. — (Reuters).

■ GUATEMALA : dix militaires tués dans une embuscade. Dix soldats guatémaltèques sont morts et quatorze autres ont été blessés, mercredi 11 décembre, dans une embuscade tendue par des rebelles pro-cubains près de Pajapita, dans le sud-ouest du pays. C'est le plus grave accrochage entre les belligérants, depuis l'échec, en octobre dernier, des négociations de paix de Mexico, destinées à mettre fin à trente ans de guerre civile. — (Reuters).

■ HAÏTI : le Père Aristide propose un nouveau premier ministre. Le président baillien, récemment renversé, M. Jean-Bertrand Aristide, a proposé M. Victor Benoît, secrétaire général du Congrès national des mouvements démocratiques (KONAKOM, social-démocrate) au poste de premier ministre, après avoir consulté le secteur privé, a annoncé, jeudi 12 décembre, M. Evans Paul, le maire de Port-au-Prince. Conformément à la Constitution, cette candidature devra être approuvée par les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, avant de permettre un retour du président Aristide, actuellement en exil. — (AFP).

■ ONZIÈME SOMMET DES PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE. Les six présidents des pays d'Amérique centrale et le premier ministre de Belize (en tant qu'observateur) se sont retrouvés, jeudi 12 décembre, à Tegucigalpa, capitale du Honduras, pour un onzième sommet, le premier consacré aux problèmes sociaux-économiques, à un moment où l'agitation sociale se développe dans la région. Ils devaient envisager, vendredi, un plan d'ensemble destiné à lutter contre le sous-développement et signer un document renforçant les mécanismes d'intégration des économies de leurs pays. — (AFP).

■ MALI : douze morts dans un accrochage entre Touaregs et forces de sécurité. Douze personnes ont été tuées lors d'un accrochage entre rebelles touaregs et forces de l'ordre maliennes à Tombouctou, dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 décembre, selon un communiqué gouvernemental. Les Touaregs ont tué trois civils lors d'une attaque à laquelle les forces de l'ordre ont riposté en tuant neuf rebelles, précise ce communiqué. — (AFP).

■ ZAÏRE : Mgr Monsengwo Pasinya élu président de la conférence nationale. — Archevêque de Kinshasa et président de la conférence épiscopale du Zaïre, Mgr Laurent Monsengwo Pasinya a été élu, jeudi 12 décembre, président du bureau provisoire de la conférence nationale, dont les travaux, interrompus depuis plus de deux mois, avaient repris la veille. Le prélat, qui bénéficie d'un grand capital de sympathie auprès de l'opposition et de la population, a lancé un appel à la réconciliation nationale. — (AFP).

PROCHE-ORIENT

LIBAN

La visite de M. Dumas consacre la normalisation des relations entre Paris et Beyrouth

Le plus important dans la visite de M. Roland Dumas au Liban, c'est qu'elle ait lieu.

Arrivé à Beyrouth, jeudi 12 décembre peu après midi, il devait au départ vendredi vers 17 heures. Durant ce séjour d'à peine plus de vingt-quatre heures, il aura rencontré le président de la République, M. Elias Hraoui, qui l'a reçu à déjeuner, puis le premier ministre, M. Omar Karamé, le président de l'Assemblée et le ministre des Affaires étrangères, M. Farès Bouzeiz, qui a offert un dîner en son honneur, sans compter de nombreuses personnalités politiques et religieuses des différents communautés.

Cette visite officielle était prévue de très longue date. Il aura fallu, en

effet, attendre, des mois, que puisse être enfin réglé le cas du général Michel Aoun, ancien « homme fort » du « régime » chrétien, réfugié à l'ambassade de France, avant de pouvoir venir en exil à Marseille. Mais les relations libano-françaises semblent être de nouveau au beau fixe, au point qu'elles n'ont pas été perturbées cette mesure par l'affaire de la liste d'opposants obtenue par l'ambassade libanaise à Paris d'un policier français. Il est également significatif que M. Dumas ait tenu, dans un geste symbolique, à venir à Beyrouth avant de se rendre à Damas.

An cours du dîner offert en son honneur, le ministre français a insisté sur la souveraineté du Liban et la démocratie dans ce pays, dans

la pratique et non seulement en théorie. Ainsi a-t-il notamment espéré que le peuple libanais aura bientôt la parole et qu'enfin tout rentrera dans la norme. M. Bouzeiz a répondu en précisant que « le Liban s'attelle aujourd'hui à la lourde tâche de préparer une constitution populaire réelle reflétant les nouveaux courants d'après-guerre ».

M. Dumas a également déclaré : « Les institutions ont revêtu des formes nouvelles en attendant d'autres changements, ces changements inévitables dans la vie des démocraties. L'Etat renouveau progressivement ses prérogatives et aujourd'hui, la nation s'oriente vers l'unité retrouvée ».

LUCIEN GEORGE

Ajournées à dimanche

Les négociations israélo-palestiniennes sont affectées par l'installation de colons juifs à Jérusalem-Est

Les négociateurs palestiniens et jordaniens de Washington ont décidé, jeudi 12 décembre, d'ajourner leurs discussions avec les Israéliens à dimanche matin, et d'examiner une proposition israélienne sur les modalités des négociations. Celle-ci est en effet toujours aux préliminaires — dans un comitaté — puisque les délégations n'ont pu se mettre d'accord sur la forme des pourparlers, les Palestiniens désirant être distingués des Jordaniens. A ce sujet, M. Haydar Abdel Chafi, chef de la délégation palestinienne, et son homologue jordannien, M. Abdel Salam Majali, ont indiqué, en sortant d'une nouvelle rencontre au département d'Etat, qu'ils venaient de recevoir une réponse d'Israël à la dernière proposition qu'ils avaient soumise. « Nous allons étudier la réponse », a déclaré M. Chafi.

Avec l'installation de colons juifs dans un quartier arabe de Jérusalem-Est, (le Monde du 13 décembre), les conversations risquent d'être encore plus délicates. Le 8 décembre, le gouvernement israélien avait approuvé cette installation, contrairement aux recommandations de son conseiller juridique, M. Yosef Harish. L'avocat israélien des familles palestiniennes spoliées, M. Avraham Boren, a qualifié leur « évacuation forcée » d'illégalité, précisant que le tribunal ne s'était pas encore prononcé sur les titres de propriété.

Le dossier est en effet considéré comme explosif et susceptible de faire capoter les négociations. « Face à la politique du fait accompli choisie par Israël, nous avons décidé que la question de Jérusalem devra désormais être examinée en toute priorité

lors des négociations bilatérales à Washington », a déclaré le principal dirigeant palestinien des territoires occupés, M. Fayyad Hussein. A la demande des Etats-Unis, les Palestiniens avaient tacitement accepté de ne pas aborder immédiatement la question du statut de Jérusalem dans les pourparlers de paix.

L'installation des colons israéliens, jeudi à l'aube, dans cinq nouvelles maisons du quartier arabe de Silwan à Jérusalem-Est, où ils occupaient déjà une maison depuis le 9 octobre, et l'expulsion des familles avec l'aide des forces de l'ordre israéliennes, ont provoqué une vive émotion parmi la population du quartier. Dans une des maisons, les meubles et les effets des locataires ont été jetés pêle-mêle en milieu du jardin, sans une pluie battante. — (AFP).

AMÉRIQUES

CUBA

La Havane veut contraindre les dirigeants de l'opposition à l'exil

Moins de deux mois après le congrès du Parti communiste cubain où les changements annoncés ont été très limités, le gouvernement de M. Fidel Castro a lancé une opération de répression contre les rares opposants politiques qui ont osé se manifester. La récente condamnation à deux ans de prison de la poétesse cubaine Mariela Cruz Varela pour « association illicite et diffamation » crée des tensions dans les relations avec l'Espagne, qui a répondu favorablement à la demande d'asile politique présentée par les dirigeants du groupe d'opposition Critério Alternativo.

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Tout a commencé avec la distribution d'un minuscule tract de cinq centimètres sur sept, appelant les Cubains « en faveur d'une véritable démocratie » à se joindre au groupe d'opposition libérale Critério Alternativo. En signant de sa main ce texte en apparence anodin lancé dans les rues de La Havane par des militants de cette organisation interdite, M. Elena Cruz Varela a involontairement déclenché une vague de répression contre l'opposition. Celle-ci relève la tête, au moment où le pays s'enfonce dans une crise économique sans précédent, provoquée par l'effondrement du bloc soviétique et le refus du président Fidel Castro de procéder à des réformes.

« Je n'étais pas d'accord avec la diffusion de ce tract », reconnaît M. Gladys Ganzalet, vice-présidente de l'Association pour la liberté de l'art (APAL), qui a des affinités avec Critério Alternativo et la démocratie chrétienne. Je sais que cela allait provoquer une réaction violente du pouvoir. » M. Ganzalet était précisément chez M. Cruz Varela, lorsque cette réaction violente est arrivée, sous la forme d'une foule déchaînée, hurlante, sous les fenêtres

de la poétesse : « Ver de terre », « pitains », « agent de la CIA », etc. Selon la terminologie officielle, le peuple exprimait ainsi sa « colère », comme il le fait régulièrement depuis des années contre les « traites », en fait contre tous ceux qui expriment publiquement leur désaccord avec le « Lider maximo » (Fidel Castro).

« Des tracts enflammés dans la bouche »

« Nous avons vécu des moments d'angoisse terrible », raconte la fille de M. Cruz Varela, Mariela, dix-neuf ans, encore sous le choc des événements. Des hommes, vraisemblablement des policiers en civil, sont entrés violemment dans l'appartement. Ils y ont tout cassé et nous ont brutalisés, s'acharnant plus particulièrement sur ma mère. Ils lui enfonçaient dans la bouche les tracts qu'elle avait signés. Puis, avec l'aide de la présidente du Comité de défense de la révolution du quartier, ils l'ont obligée à descendre les escaliers de l'immeuble en la tirant par les cheveux et en la rouant de coups ».

La « colère du peuple » a duré trois jours sans interruption, du 19 au 21 novembre. Des haut-parleurs avaient été installés pour l'occasion et des civils équipés de talibés-valises donnaient leurs instructions. Ils ont arrêté des « suspects » comme le cinéaste dissident Marco Antonio

Abad. Quinze jours après son arrestation, il est toujours détenu dans les locaux de la police politique.

Dans cette lointaine banlieue de La Havane, où des dizaines d'immeubles construits au gigantesque ensemble en bord de mer, nous avons pu assister à l'acharnement des autorités contre cette femme de trente-huit ans, qui après avoir reçu plusieurs prix de poésie accordés par des organismes officiels, a rompu publiquement avec le régime. Elle a rejoint en octobre 1990 les dissidents de Critério Alternativo, et a écrit une « lettre ouverte » au président Castro pour exprimer son désaccord absolu avec le « slogan totalitaire » : « le socialisme ou la mort ».

Ce crime de lèse-majesté lui valut d'être exclue de l'Union des écrivains. Elle récidiva en signant le 25 mai dernier la déclaration de dix intellectuels cubains, qui exigeaient notamment des élections libres et une amnistie en faveur de « tous les prisonniers de conscience ». Puis, en juillet, elle appela le peuple cubain à s'« opposer à la violence ou au silence complice ». « Il faut naître la peur qu'on t'a inculquée, et ne plus dire oui quand tu sens qu'il faudrait dire non », déclarait-elle alors dans un enregistrement diffusé sur les radios ondes courtes. Elle dénonça également à cette occasion la création d'« unités » de brigades de réaction rapide, organisation paramilitaire utilisée pour réprimer les protestations contre les pénuries de plus

en plus généralisées. Ce sont précisément ces brigades qui ont organisé le véritable «lynchage» symbolique — les coups sont permis mais le service d'ordre est là pour empêcher de faire des martyrs — contre l'écrivain et six autres opposants, au cours de cette « semaine noire » de la fin novembre.

Ne pas faire de martyrs

« Ces méthodes fascistes vont être de moins en moins efficaces, du fait de l'impopularité du régime, soutient l'écrivain Vladimir Aldrete, président de l'APAL. Dans mon cas, ce sont mes voisins armés de couteaux et de machettes qui sont venus à la rescousse, et ont fait fuir la populace qui hurlait sous mes fenêtres. Je connais deux autres cas similaires et je trouve cela plutôt rassurant pour l'avenir ».

C'est également l'avis des jeunes militants de Critério Alternativo qui ont échappé pour l'instant aux filets de la police politique : « Nous ne sommes pas des dissidents, mais une véritable opposition », soutient M. Osvaldo Alfonso, qui travaille dans un établissement pour personnes atteintes du sida. En distribuant des tracts, nous avons voulu prouver qu'il fallait désormais dépasser l'étape des simples déclarations. Le peuple attend autre chose de nous et nous n'avons pas l'intention de céder aux pressions du pouvoir quand il cherche à nous pousser à l'exil pour discréditer l'opposition, comme il l'a toujours fait ».

Selon des sources diplomatiques, les autorités cubaines seraient disposées à laisser partir vers l'Espagne M. Cruz Varela et sa famille, à condition que Madrid receive tous les autres responsables de Critério Alternativo, y compris les trois membres qui ont été condamnés à des peines de prison en même temps que la poétesse (MM. Jorge Posner, Gabriel Agudo et Pastor Hontela). « C'est la preuve que le régime est préoccupé par l'impact de notre opposition », souligne M. Alfonso. Mais son de plus pour ne pas partir ».

BERTRAND DE LA GRANGE

POINT/LE CONGRÈS SOCIALISTE

Trois courants pour un parti

Un an et demi après le congrès de Rennes, qui avait vu les chefs de courant s'affronter pour le contrôle du parti, les socialistes se réunissent à Paris, du 13 au 15 décembre, en congrès extraordinaire — ce qui signifie que les organes de direction ne sont pas soumis à renouvellement — pour adopter leur nouveau cadre de référence idéologique. Leur précédent « projet » datait de 1980. Il avait été élaboré

par M. Chevènement, alors allié de M. François Mitterrand dans la majorité du parti, et préconisait la « rupture avec le capitalisme ». Onze ans plus tard, les socialistes se proposent seulement de « transformer » progressivement le système économique en y introduisant de « nouvelles réglementations ». Rédigé par M. Charzat, proche de M. Chevènement jusqu'à la rupture provoquée par la guerre

du Golfe, le document soumis aux militants avait reçu, le 12 octobre dernier, au comité directeur, l'approbation de quatre des cinq courants représentés à la direction du PS : ceux de MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin, Michel Rocard et Jean Poperen. Les rapports entre les trois premiers de ces courants, qui représentent ensemble environ 80 % des adhérents, conditionnent la vie du parti.

Le projet du comité directeur

« Un nouvel horizon pour la France »

Le « projet » socialiste, intitulé « Un nouvel horizon pour la France et le socialisme », comporte trois parties, dont la dernière définit les « objectifs du socialisme démocratique ». Elle réunit les propositions des socialistes en matière de politique étrangère, d'institutions, de politique économique et sociale.

« Un espace mondial, européen et national, solidaire et pacifique » : sous ce titre, le « projet » réunit les conceptions internationales du PS. Il se prononce pour « l'alliance de la démocratie et du développement », ce qui implique, notamment, que « la France réforme profondément son propre outil de coopération afin de rompre avec le néocolonialisme et le clientélisme ». Les socialistes souhaitent « l'annulation de la dette (...) des pays les plus pauvres » et une « réforme profonde du système monétaire international », seule à même, selon eux, de « stimuler l'économie mondiale ». Ils estiment que, contre « l'hostilité des États-Unis envers toute régulation publique des mécanismes du marché mondial », la France devra s'efforcer de « constituer en un système cohérent » les institutions économiques et financières internationales.

En matière de contrôle des armements, les socialistes « confirment que la France est disponible pour participer à d'ultimes négociations » sur les armes nucléaires stratégiques, « dès lors que les arsenaux des Deux Grands auront été substantiellement réduits ». Ils souhaitent que les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se concertent sur les exportations d'armes conventionnelles et que, en Europe, soient mis en œuvre des « plans régionaux de reconversion des industries d'armement ».

Cependant que « l'Europe constitue l'espace pertinent pour maîtriser l'avenir », les socialistes estiment que l'union européenne, si elle « se limite aux mises en commun de souverainetés utiles (...) constituera, à terme, la meilleure chance de pérennité des identités nationales » et que la France doit continuer à être un « acteur de la construction européenne ». Ils s'attachent au principe d'« une subsidiarité », selon lequel la Communauté « n'intervient que dans la mesure où l'action entreprise à un niveau y sera mieux réalisée qu'au niveau national ». Il leur paraît indispensable que, si la France doit partager sa souveraineté monétaire, « la décision soit prise au terme d'une large délibération démocratique ».

Une défense européenne

Favorable à un système européen de défense, le projet proposait, à ce sujet, deux options, dont la seconde l'a emporté dans les votes des militants : elle consiste à renforcer l'Union de l'Europe occidentale (UEO) politiquement et à la doter d'une force européenne d'intervention, sous commandement intégré et mise à la disposition de l'ONU ; en outre, la France annoncerait que ses « intérêts vitaux se jouent aux frontières de la Communauté », ce qui étendrait le rôle de sa dissuasion nucléaire à l'Europe des Douze.

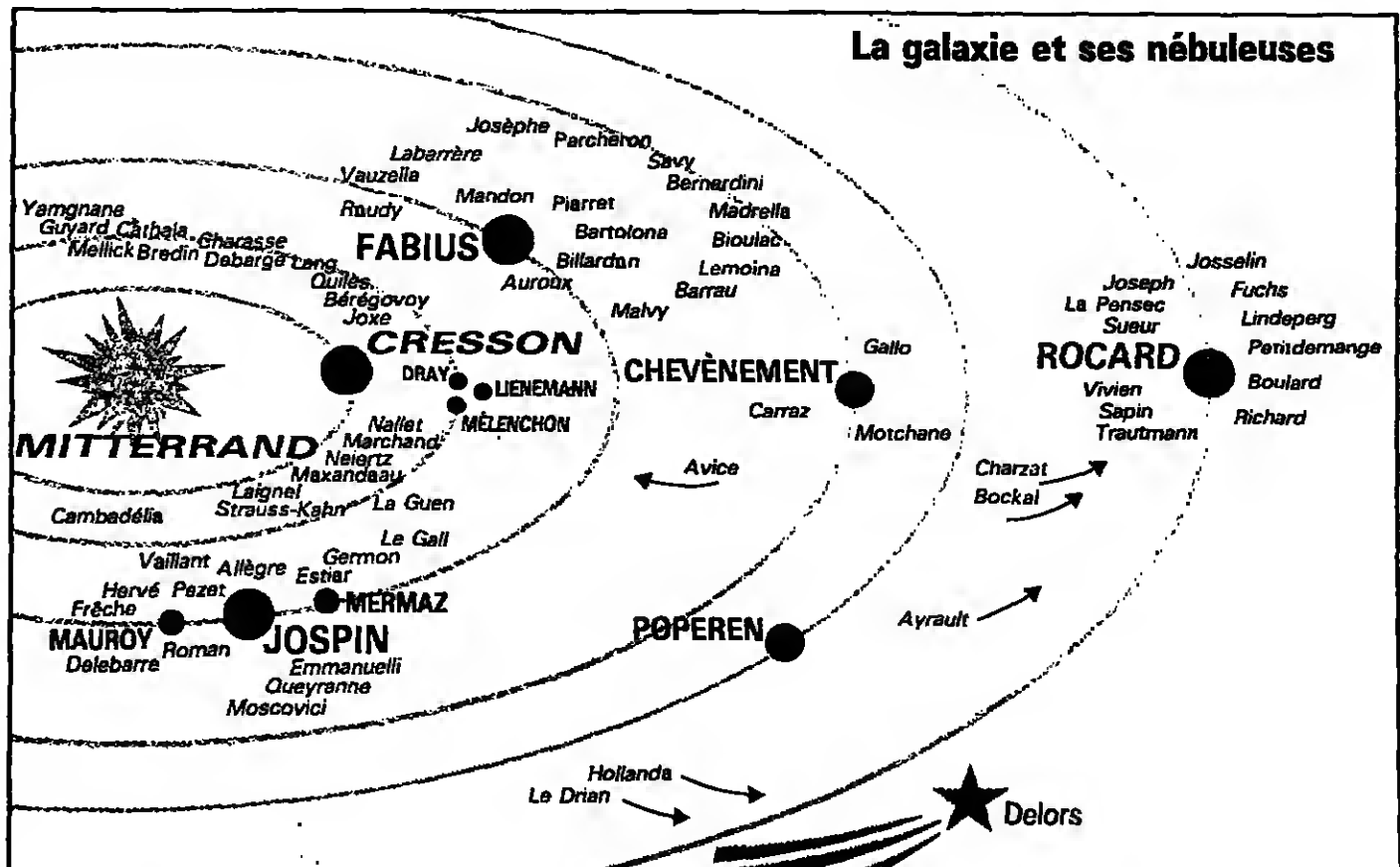
« Relégitimer l'État » : sous ce titre, les socialistes proposent, notamment, de renforcer les moyens de la justice et de la police. Ils s'interrogent sur « le bien-fondé » des lois d'amnistie, « le caractère de signifier à l'institution judiciaire qu'elle n'est que subsidiaire ». Ils avancent l'idée d'une « décentralisation » et d'une « déconcentration » du système éducatif, organisé sous la forme de « territoires éducatifs » utilisant les techniques informatiques. Parmi les trois options soumises au vote des militants sur les institutions —

maintien du statu quo, évolution vers un régime parlementaire, évolution vers un régime présidentiel, celle qui se trouve en règle avec notre législation doit être choisie avec nous avec tous les droits accordés aux travailleurs français. Ils repoussent leur « objectif » de dévolution du droit de vote, pour les élections locales, aux étrangers résidant depuis plus de cinq ans en France, mais soulignent que « seul un effort pédagogique continu » peut permettre de faire accepter cette mesure par l'opinion.

L'économie mixte

Sous le titre : « Une économie mixte », le « projet » affirme l'actualité de la « démocratie économique », la nécessité d'évoluer vers la « responsabilité dans l'entreprise » et celle de donner une vigueur nouvelle aux procédures contractuelles. Il développe l'idée d'un « développement économique respectueux de l'environnement ». Le rôle de l'État doit être celui d'un « stratège », s'appuyant sur la recherche et sur la planification et assurant sa mission de formation. Les socialistes se donnent pour but, enfin, de promouvoir une « civilisation du temps libre », ce qui passe par l'objectif de l'aménagement du temps de travail sur la base de trente-cinq heures hebdomadaires.

Deux « contre-projets » étaient proposés aux militants. L'un, élaboré par M. Jean-Pierre Chevènement et la majorité de son courant, préconisait la « refondation » de la gauche dans la perspective d'un « changement de cap » de la politique économique. L'autre, issu de la Gauche socialiste, qu'animait Mme Marie-Noëlle Lienemann et MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, prônait une « V^e République », parlementaire et fondée sur le scrutin proportionnel.



Les motions de Rennes

Le dernier congrès ordinaire du PS s'est réuni à Rennes du 15 au 18 mars 1990 (le prochain est prévu en 1993). Sept motions étaient soumises au vote :

- la motion 1, signée par MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, avait obtenu 28,18 % des mandats ;
- la motion 2, présentée par M. Jean Poperen, 7,41 % ;
- la motion 3, signée par M. Laurent Fabius, 28,58 % ;
- la motion 4, présentée par MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, 1,82 % ;
- la motion 5, signée par M. Laurent Fabius, 28,58 % ;
- la motion 6, présentée par M. Marie-Noëlle Lienemann, 0,95 % ;
- la motion 7, présentée par M. J.-P. Chevènement, 8,73 %.

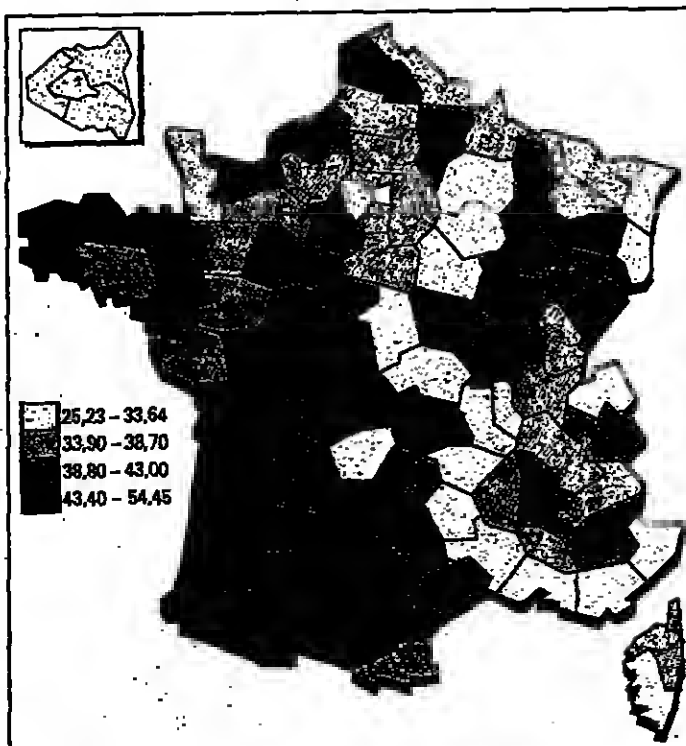
100 000 militants, 60 000 participants

L'adoption de leur nouveau « projet » a mobilisé les militants socialistes à jour de cotisation et habilités à voter. Les résultats, recueillis avant l'ouverture du congrès dans les quatre cinquièmes des fédérations, indiquent que quelque 40 % de ces adhérents statutaires ont participé au vote. Si l'on considère que depuis le début de l'année, le tiers environ des adhérents de l'an dernier n'ont pas repris leur carte, la participation au vote correspond à près de 60 % des 100 000 militants socialistes aujourd'hui actifs, ayant acquis le montant des timbres 1991. Pour le congrès de Rennes, en mars 1990, le nombre des votants avait été de 110 000. Les militants ayant participé au vote ne se sont pas tous prononcés sur les textes qui leur étaient soumis : le « projet » adopté par le comité directeur et les « con-

tre-projets » de M. Jean-Pierre Chevènement et de la Gauche socialiste, 5,6 % d'entre eux ont coché, sur le bulletin de vote, la case « abstention », et 4 %, la case « refus de vote ».

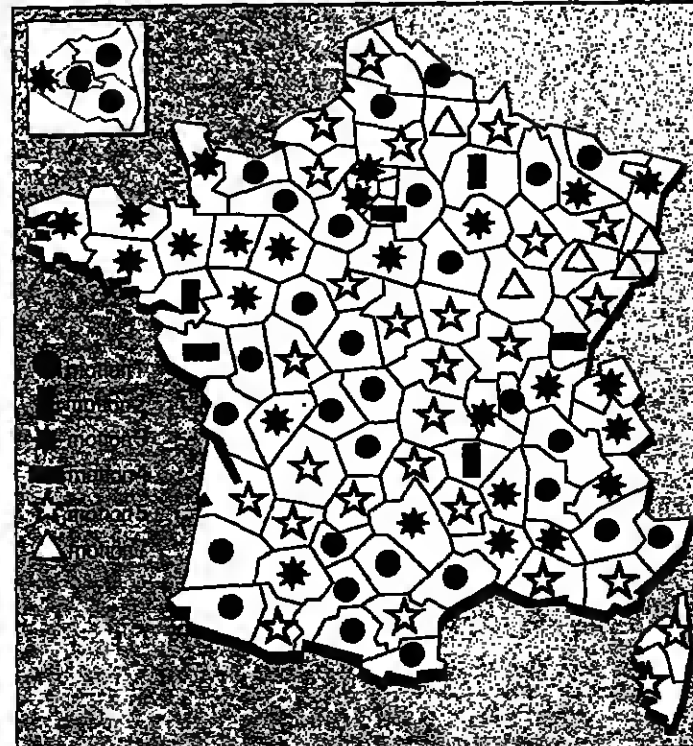
Sur les quelque 54 000 suffrages exprimés dans quatre-vingts fédérations, 81 % se sont portés sur le texte du comité directeur, 11,7 % sur celui de M. Chevènement, 6 % sur celui de la Gauche socialiste. Quelques contestataires ont été enregistrés en raison du fait que certaines fédérations ont considéré les « contre-projets » comme des amendements au « projet ». En outre, le taux de participation annoncé par la direction fédérale (fabusienne) des Bauges-du-Rhône (57 % des 10 000 adhérents statutaires) et le score qu'y aurait obtenu le texte majoritaire (98,99 % des exprimés) sont jugés suspects par les minoritaires.

Les voix du PS en juin 1988



Premier tour des élections législatives (en %) Source l'Année politique (1988)

Les directions des fédérations



1: Jospin. 2: Poperen. 3: Rocard. 4: Dray-Mélenchon. 5: Fabius. 6: Chevènement

Trois amendements étaient aussi proposés aux militants, qui ont été moins nombreux à se prononcer sur ces modifications au texte du comité directeur. Elles sont toutes trois adoptées par des majorités tournant autour de 80 % de ceux qui ont émis un avis, qu'il s'agisse du texte de MM. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, et André Bellon, député des Alpes-de-Haute-Provence, contre la technocratie ; de celui de MM. Gérard Fuchs, Henri Weber et Pierre Moscovici, affirmant que les socialistes se proposent toujours de « transformer » le capitalisme ; de celui de M. Michel Debout et du secteur « entreprises » pour une stratégie industrielle.

Les socialistes étaient appelés, enfin, à choisir, sur quatre sujets, entre diverses options. Ceux qui l'ont fait se sont prononcés très majoritairement pour un « système européen de défense » ; contre l'attribution du bénéfice de la représentativité à des organisations autres que les syndicats actuellement reconnus ; pour le département comme principal échelon administratif territorial, de préférence à la région ; pour le maintien des équilibres institutionnels avec réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel, renouvelable une fois. La dernière option, suggérant de réserver « aux plus défavorisés le bénéfice de la gratuité des services publics », a donné lieu à peu de votes, répartis également entre « pour » et « contre ».

Dossier rédigé par Patrick Jarreau

POLITIQUE

Le congrès extraordinaire du PS

Les socialistes cherchent le moyen d'échapper à une déroute électorale

Le Parti socialiste se réunit, du 13 au 15 décembre, en congrès extraordinaire pour adopter son nouveau projet, approuvé par 80 % des 500 000 militants qui ont participé au vote. Destinée à manifester l'unité du parti, ce congrès ne pourra occulter les enjeux politiques qui divisent les principaux dirigeants socialistes face à la déroute électorale qu'ils redoutent.

« On va dans le mur. » Peu importe le nom du chef de courant socialiste - l'un des membres de ce que M. Jean Jospin appelle le « club des trois » Jospin-Fabius-Rocard - qui s'exprime ainsi, car la formule aggrave aussi bien les autres. Les socialistes voient arriver avec effroi des élections régionales et cantonales qu'ils présentent non seulement mauvaises, mais catastrophiques, avec un PS au plus bas et une droite triomphante, disposant de majorités suffisantes pour se passer partout d'alliances avec l'extrême droite et n'ayant plus qu'à attendre tranquillement que les élections législatives, un an plus tard, la portent du gouvernement des régions à celui du pays.

C'est ce que M. Pierre Mauroy appelle « le glissement vers le trou noir ». Selon le premier secrétaire du PS, ce scénario rayonnerait son parti d'histoire pour une génération. Une génération, c'est le temps qu'il avait fallu à la gauche, écartée

du pouvoir par l'effondrement de la IV^e République en 1958, pour y revenir. M. Mauroy avait connu cela. Il n'a aucune envie de « rentrer à Lille » dans les mêmes conditions que son ancien patron, Augustin Laurent, président maire de la ville, il y a plus de trente ans. Comment l'éviter ? Pour le premier secrétaire, il n'y a qu'une voie à suivre : sur la lancée du sommet de Maastricht, le président de la République nommerait premier ministre l'homme qui, incarnant à son côté la construction communautaire, serait capable d'installer les socialistes au cœur d'une majorité européenne, autrement dit M. Jacques Delors. Rejetés sur le bas-côté de l'histoire par la victoire que la décomposition du système soviétique offre au libéralisme, les socialistes ont, selon lui, une chance exceptionnelle de rentrer dans le jeu. Au pire, s'ils perdent en 1993, ils conserveront leurs chances pour l'avenir.

Affaibli par la querelle du mode de scrutin alors même que s'ouvre le congrès du renouvellement doctrinal des socialistes, qu'il avait voulu depuis son arrivée au poste de premier secrétaire il y a trois ans, M. Mauroy n'est aucunement enclin à céder à la pression adverse. Il revendique haut et fort son « légitimité » envers M. François Mitterrand et sa fidélité à la cause socialiste. Fort d'avoir épargné à la gauche la déroute économique en 1982-1983, il veut la sauver d'un Waterloo politique dix ans plus tard. Ses partenaires, aujourd'hui comme il y a dix ans, sont M. Mitterrand et M. Delors.

M. Lionel Jospin, qui avait assumé sans faiblir, à l'époque, le tournant économique, est-il toujours de la partie aujourd'hui ? Le premier secrétaire veut le croire, mais le ministre de l'Éducation nationale paraît hésiter. Lors de la convention de Cachan, en avril dernier, il avait empêché M. Mauroy d'obtenir, sur le clivage provoqué par la guerre du Golfe, le congrès ordinaire qu'il voulait pour la fin de l'année, afin de reconstruire une majorité solide au sein du PS. M. Jospin prêtera-t-il la main, cette fois, à ceux qui veulent enlever à M. Mauroy la direction du parti pour y accomplir leur propre destin ?

Les ambitions de M. Rocard

L'obstacle principal à la mise en œuvre de la stratégie envisagée par M. Mauroy est du côté de M. Michel Rocard. L'ancien premier ministre craint que ne s'effrite le capital avec lequel il avait quitté l'hôtel Matignon en mai dernier. Certains de ses conseillers assurent qu'il n'est rien, qu'il n'est aucunement pressé de réaliser ses vœux, qu'il n'aurait aucun intérêt à une accélération des échéances et, même, que l'arrivée de M. Delors à Matignon ne constituerait aucunement une menace, tant la tâche de premier ministre, ingrate par nature, a toutes chances de l'être particulièrement dans l'année et demie qui vient.

A les en croire, l'offensive menée par les rocardiens contre le réta-

blissement de la représentation proportionnelle était uniquement inspirée par une hostilité de principe, déjà démontrée en 1985, contre un mode de scrutin qui risquait de rendre le pays ingouvernable.

Cette version bénigne est cependant contredite par des faits. La réforme proportionnelle animée, notamment, par les députés rocardiens est un. La convergence entre l'ancien premier ministre et M. Laurent Fabius sur ce sujet est un autre. Le dernier en date est la quasi-candidature de M. Rocard au poste de premier secrétaire, lancée dans les conversations à deux jours de l'ouverture du congrès extraordinaire de La Défense.

Cette hypothèse était évoquée, il y a trois semaines, par des proches de M. Jospin, qui la rejettent comme irréaliste (*Le Monde* du 23 novembre). Certains rocardiens la présentent comme une élucubration jospiniste, qui ferait sourire M. Rocard lui-même. Sauf que ce dernier l'a avancée devant divers interlocuteurs, ces jours derniers, par exemple lors d'un déjeuner

avec des « transcourants », dont la sympathie va à M. Delors, mercredi 11 décembre.

L'ultimatum de M. Fabius

Mercrredi soir, devant les élus et responsables de son courant, M. Fabius devait s'expliquer sur son rapprochement avec M. Rocard, qui heurte les convictions mitterrandistes de nombre de ses partisans. Le président de l'Assemblée nationale a trouvé dans la candidature envisagée par M. Rocard une excellente façon de se blanchir de tout soupçon : comment imaginer qu'il puisse s'entendre avec le maire de Conflans-Sainte-Honorine, alors que ce dernier brigue le rôle que M. Fabius cherche lui-même, depuis cinq ans, à assumer ?

Pour M. Fabius et pour ses amis, il n'est qu'une issue à la crise que traversent les socialistes, c'est leur accession à la direction du parti, qui, selon eux, ne saurait attendre les élections régionales et canton-

nales de mars. Le comité directeur, qui se réunit en janvier, doit être en mesure de mettre en place une équipe nouvelle. Faute de quoi, M. Fabius prendra ses dispositions. Il ne dit pas lesquelles.

Utile, dans le moment, à M. Fabius, l'initiative rocardienne unit à M. Mauroy, qui trouve ainsi, contre lui, deux des principaux courants du parti et sait que le troisième, celui de M. Jospin, lui est en partie hostile. Toutefois, jeudi soir, devant ce même courant, le premier secrétaire a montré que le mouvement de M. Rocard peut, aussi, le servir.

Il lui donne l'occasion, en effet, de brandir la bannière mitterrandiste contre un héritier à la légitimité incertaine et dont l'impatience est, donc, singulièrement mal venue. Le plus sûr moyen de faire apparaître, contre toute attente, un courant Delors au sein du PS ne serait-il pas, pour M. Rocard, d'obliger les socialistes à se déterminer pour ou contre lui ?

PATRICK JARREAU

En Gironde Les finances de Villeneuve-d'Ornon placées sous surveillance

BORDEAUX

de notre correspondante

Les finances de la commune de Villeneuve-d'Ornon, située dans la banlieue bordelaise, sont désormais placées sous la haute surveillance de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine. Cette ville de vingt-cinq mille habitants est dirigée par M. Claude Barandé, député socialiste. La chambre régionale des comptes avait été saisie par le préfet de la Gironde le 8 août. Elle a confirmé, fin novembre, l'existence d'un déficit de 8 372 938 F (soit 9,10 % des recettes de fonctionnement) dans le compte administratif 1990 alors qu'il était présenté comme excédentaire par le conseil municipal de Villeneuve-d'Ornon.

« L'importance de ce déficit traduit, aux yeux des magistrats, de graves anomalies en ce qui concerne la sincérité des comptes ». Recettes fictives et sous-évaluation des dettes communales servaient à masquer la réalité budgétaire. Parmi les recettes fictives figuraient, par exemple, une subvention d'État pour l'acquisition d'ornes ainsi que des financements du conseil général de Gironde qui avaient été encaissés au cours d'exercices antérieurs et ne pouvaient donc pas figurer dans les recettes à venir. En revanche, la commune de M. Barandé avait minoré de 3 millions de francs ses dettes envers de la Communauté urbaine bordelaise (CUB). Celles-ci correspondent au remboursement de deux domaines vendus par la CUB à la commune de Villeneuve-d'Ornon.

L'un de ces terrains, le domaine de Geneste, était théoriquement promis à un bel avenir. On devait y construire un golf assorti d'un club-house et d'un ensemble hôtelier. Le 24 février 1988, Villeneuve-d'Ornon avait rétrocédé ce domaine « à son prix d'acquisition » (7,9 millions de francs) au promoteur de l'opération, M. Eric Bez. Associé à son père, à sa mère, à sa femme et avec la participation d'une filiale du Crédit agricole, le fils de l'ex-président des Girondins de Bordeaux FC avait créé une société ad hoc, la SAI d'Ornon.

Par les hasards d'un contrôle budgétaire, cette opération réapparaît. Elle ne s'est, en fait, pas réalisée. Le 21 novembre, le conseil municipal de Villeneuve-d'Ornon a tenté de colmater les brèches par l'ouverture de crédits d'emprunt. « C'est au mieux une mesure de redressement à posteriori », note la chambre régionale des comptes. Elle enjoint de « rétablir au plus tôt l'équilibre et la sincérité des comptes en prenant toutes les mesures appropriées dans le budget primitif 1992 ».

GINETTE DE MATHA

A Montpellier

M^{me} Cresson fait la leçon aux « éléphants » de son parti

La « méthode Cresson » est maintenant clairement rodée. Pas seulement parce que le premier ministre a profité de son discours du mercredi 11 décembre à Montpellier pour l'exposer (*Le Monde* du 13 décembre). Mais surtout parce que ses actes des derniers jours, une fois décryptés, explicitent clairement la stratégie qu'elle entend maintenant mettre en œuvre.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Les hasards du calendrier ne sont pour rien dans la séquence qui vient de se dérouler. Pendant qu'en province elle se présente en chef de gouvernement situant son action hors des élucubrations politiques, elle publie dans nos colonnes une tribune donnant un éclairage très politique à toute son action, puis-que'elle y affirme que sa « seule ambition » est de supprimer les causes de la prospérité de l'extrême droite. Et ce message politique fort, elle préfère l'exprimer dans la presse plutôt qu'à la tribune du congrès de son parti.

Si M^{me} Cresson voulait signifier qu'elle n'attend plus rien du PS, dans la situation actuelle, elle ne pouvait le dire plus clairement. En fait elle sait bien qu'il ne lui est pas possible, actuellement, de contraindre efficacement les « éléphants » socialistes, dont pourtant les manœuvres la désespèrent de plus en plus, à l'intérieur du parti. Elle est donc contrainte d'agir par l'extérieur. Et c'est, notamment, ce qu'elle a fait à Montpellier.

Rencontrer les élus de toutes tendances politiques, demander aux socio-professionnels réunis dans le CEM de Languedoc-Roussillon leurs idées pour améliorer la situation économique de la France, rencontrer les responsables de l'administration de l'État dans la région pour qu'ils lui expliquent, ainsi qu'aux trois ministres - MM. Jean-Pierre Soisson, Michel Delebarre et M^{me} Martine Aubry - qui l'accompagnaient pour l'occasion leurs difficultés rapports avec leurs administrations parisiennes, dialoguer avec les dirigeants viticoles et agricoles de l'Hérault, visiter une entreprise performante du Gard, leader européen de la chaussure de sécurité, toutes choses faites jeudi 12 décembre, tout cela lui permet de montrer qu'elle fait de la politique autrement.

Une politique de terrain, loin des petites querelles qu'elle se plaît à dénoncer en permanence, une politique dont elle pense qu'elle correspond aux attentes d'une opi-

nion lassée des polémiques partisans, et dont elle espère que les électeurs lui sauront gré. Une façon aussi - et surtout ? - de montrer aux barons du PS qu'il y a une façon plus efficace que la leur de préparer les échéances électorales à venir.

Et comme elle compte bien renouveler ce type de déplacement en province, tant que la durée de la campagne des régionales ne les rendra pas impossibles, elle escompte que certains des candidats de son parti préféreront se ranger sous sa bannière que sous celles des chefs de courant. Une stratégie politique qui ressemble, il faut bien le reconnaître, à celle d'un de ses prédécesseurs, M. Raymond Barre, confronté, lui aussi, à une impopularité déconcertante et à la fronde d'une partie de sa majorité. M^{me} Cresson ne devrait pas oublier que ce comportement ne lui avait pas offert une abondante récolte électorale.

THIERRY BRÉHIER

En réponse à M^{me} Cresson

M. Le Pen propose au premier ministre « un débat public contradictoire »

En réponse à M^{me} Edith Cresson qui, dans le *Monde* du 13 décembre, a appelé à lutter contre l'extrême droite et à « faire barrage à la démagogie du Front national », M. Jean-Marie Le Pen a répondu, jeudi 12 décembre, dans un communiqué : « Au plus bas des sondages, le premier ministre socialiste M^{me} Cresson vient de perdre la tête. Plongée dans un climat de corruption politique jamais atteint, incapable de résoudre un seul des graves problèmes du pays - chômage, immigration, insécurité, fiscalité, ruine des agriculteurs, décadence de l'enseignement, sida, drogue, etc. - elle croit trouver un bon émissaire dans le Front national, auquel elle déclare la guerre, dans des termes inqualifiables et insultants (...). La mission du gouvernement est de gouverner, de faire régner la paix civile dans le respect des lois et des citoyens et non de déclencher une chasse aux sorcières contre l'opposition vraie ». Le président du Front national invite, en conclusion, M^{me} Cresson à « apporter la preuve des accusations qu'elle lance contre le Front national dans un débat public contradictoire ».

L'or, l'argent, l'exploit.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ALBERTVILLE 92

La Déescente, monnaie en argent massif, 250 francs, exécuté en or 22 carats.



Moments d'exception où l'on retient son souffle, où le skieur s'élance vers la consécration. Hommage à l'art des athlètes, cadeau original et prestigieux, les Monnaies Officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Hiver sont frappées par la Monnaie de Paris en or 22 carats et en argent massif. A partir de 250 francs.

MONNAIES DE COLLECTION

MONNAIE DE PARIS
11, QUAI DE CONTI - 75006 PARIS

EN VENTE AU
CRÉDIT LYONNAIS,
OU PAR MINITEL
3615 MONNAIE

RENSEIGNEMENTS
ET COMMANDE AU :
(1) 47 00 00 00

POLITIQUE

Après l'accord de Maastricht

La citoyenneté européenne divise l'opposition

L'opposition est divisée par la perspective ouverte à Maastricht d'accorder un droit de vote, pour les élections municipales et européennes, aux citoyens européens dans le pays de la Communauté où ils résident. Cette disposition a été accueillie avec hostilité par le RPR et le Front National alors que l'UDF, le PS et le PCF s'y montrent favorables.

M. Edouard Balladur a exprimé sur TF1, jeudi 12 décembre, un point de vue analogue à celui du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, qui avait jugé « inacceptable » l'octroi du droit de vote « à des non-nationaux ». L'ancien ministre des finances « n'est pas favorable » à cette perspective. En revanche, M. Raymond Barre l'a admis volontiers. M. Valéry Giscard d'Estaing a fait état, sur Europe 1, de son « accord de principe » qu'il assortit néanmoins de deux réserves portant sur la durée du séjour dans le pays de résidence et sur les pays concernés par un éventuel élargissement de la Communauté.

Le PCF propose l'application de cette même règle de durée de séjour et se prononce en outre pour l'octroi du droit de vote aux élections locales à tous ceux « y compris aux ressortissants des pays extérieurs à la CEE - qui résident en France depuis cinq ans ».

Comme le RPR, le Front national est hostile à l'élargissement du droit de vote qui représenterait, selon lui, « une brèche dans le principe de la souveraineté des citoyens français sur leur propre territoire ». Estimant que cette mesure « aggraverait les problèmes nés de l'immigration », M. Jean-Marie Le Pen redoute surtout que « le processus soit engagé pour le vote des étrangers ».

Quant à SOS-Racisme et aux Verts, ils applaudissent à la décision de Maastricht. L'association de M. Harlem Désir se déclare « absolument en faveur du droit de vote communautaire » et le mouvement de M. Antoine Waechter pour « l'élargissement de notre citoyenneté à la dimension européenne ».

Au Sénat

M^{me} Guigou : l'élargissement de la CEE passe par des « coopérations concrètes »

Deux jours après les accords de Maastricht, les sénateurs ont évoqué, jeudi 12 décembre, à l'occasion d'une question de M. Yves Guéna (RPR, Dordogne), la question de l'élargissement de la communauté européenne aux nouvelles démocraties d'Europe centrale, dont M. Jacques Gesteira (Union cent., Cher), président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes, a noté qu'elle avait été très peu abordée lors du sommet européen.

M. Guéna a assuré que « ne pas répondre à l'appel de ces États, c'est les désespérer, donc les abandonner à leurs démons ». M. Maurice Conve de Muryville (RPR, Paris), ancien ministre des affaires étrangères du général de Gaulle, a estimé qu'« avec les accords intervenus à la conférence de Maastricht, l'Europe est entrée dans une voie entièrement différente, sinon opposée », ajoutant : « C'est la conception de la petite Europe à ce qu'a été la grande Europe ».

M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a convenu que la Communauté avait un devoir d'assistance envers ces démocraties et que l'« approfondissement » des relations entre les Douze décidées à Maastricht n'excluait pas une réflexion sur un « calendrier de l'élargissement », en dépit des problèmes importants que pose le retard économique de ces pays.

A propos de l'idée de confédération émise par M. François Mitterrand et fortement critiquée par

les deux sénateurs RPR, M^{me} Guigou a indiqué que le président de la République avait envisagé « une architecture à l'échelle des continents », qui reste, selon M. Ernest Cardigny (Seine-Saint-Denis), président du Rassemblement démocratique et européen, à inventer.

M^{me} Guigou a estimé qu'il ne faut pas figer cette démarche dans un projet de nature trop institutionnelle, mais développer au contraire « des coopérations concrètes qui génèrent inévitablement un dialogue politique ».

Les travaux du Sénat. - Le Sénat a adopté définitivement, jeudi 12 décembre, le projet de loi permettant la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation. Les sénateurs ont répondu par une question préalable le projet de loi visant à réduire la durée du service national. Ils ont enfin adopté en seconde lecture, après l'avoir modifié, le projet de loi sur la protection des consommateurs. Mercredi 11 décembre, les sénateurs avaient modifié le projet de loi sur les décrets réglementaires. Ils avaient également adopté deux propositions de loi, l'une de M. Jean-Jacques Létourneau, député centriste de Seine-et-Marne, modifiant le code de l'organisation judiciaire, et l'autre de M. Louis Souvet, sénateur RPR du Doubs, qui dans un cadre législatif à la pratique administrative en matière de recherche des personnes disparues.

La ratification du traité sur les forces conventionnelles en Europe

Les députés et le « fantôme » de l'URSS

La ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe a donné lieu, jeudi 12 décembre, à l'Assemblée nationale, à des échanges d'arguments inédits oscillant entre l'expertise militaire et l'interrogation métaphysique. Fallait-il, en effet, accorder une quelconque « réalité » à ce traité signé à Paris, le 12 novembre 1989, par vingt-deux États s'engageant à détruire plus de cent mille chars, véhicules blindés, pièces d'artillerie, avions et hélicoptères, alors que, depuis lors, le pacte de Varsovie a rendu l'âme et que l'Union soviétique a accouché d'une nouvelle communauté d'États slaves ?

« C'est trop tard ou trop tôt », a tranché M. Arthur Pauzet (UDF, Var). Pour justifier sa décision de déposer une question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu de débattre), soutenu par l'UDF, le RPR et l'UDC, mais rejetée par l'Assemblée, M. Pauzet s'est réclamé de la tradition juridique française : « A défaut de testament dont ses

héritiers pourraient se prévaloir, ne faut-il pas méditer un instant un principe constant du droit français selon lequel l'actif public ne s'éteint lorsqu'il y a décès de la personne en cause ? Il serait paradoxal de s'engager dans une ratification qui nous lierait à un fantôme ».

Si M. Alain Vivien, secrétaire d'État aux affaires étrangères, n'a pas véritablement contesté le fait que l'URSS ne soit plus aujourd'hui qu'un « fantôme », il veut croire à l'existence d'un « testament », sous la forme de l'engagement pris par les trois Républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie de respecter les obligations internationales découlant des accords et des traités signés par l'URSS. Les députés ont été convaincus puisqu'ils ont finalement entériné le texte, faisant ainsi de la France la douzième pays à ratifier cet accord dont l'ambiguïté juridique conduira certainement à faire les délices de bien des érudits.

FRÉDÉRIC BOBIN

En marge d'une affaire de trafic d'influence

M. Tapie accuse l'entourage de M. Gaudin d'« espionnage politique »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Exploitation à des fins électorales d'un dossier de trafic d'influence ou mise au jour de basses œuvres imputables à l'entourage de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour nuire à des adversaires politiques ? Telle est la question soulevée par la décision, rendue publique mercredi 11 décembre, par M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône et président de l'Olympique de Marseille, de se constituer partie civile dans une affaire judiciaire instruite, depuis quelques mois, à Grasse.

Se présentant comme la victime d'un « véritable espionnage politique », M. Tapie se réfère à des investigations effectuées dans le cadre d'une information judiciaire, ouverte, à la fin septembre, à Grasse. Dans ce dossier, instruit par le juge Jean-Pierre Murciana, un employé du conseil régional, M. Fernand Saincène, quarante-neuf ans, avait été primitivement inculpé, le 18 octobre, de trafic d'influence et de complicité de corruption pour avoir servi de médiateur à deux inspecteurs du fisc marseillais - également inculpés et écroués à Grasse - qui monnaieraient leurs services auprès de contribuables en situation irrégulière - réelle ou supposée - afin de les soustraire à

des poursuites du Trésor. Or, début novembre, l'affaire rebondissait avec la découverte, au domicile de M. Saincène, d'un fichier informatique comportant des renseignements confidentiels sur cent cinquante à deux cents personnes, parmi lesquelles le président et plusieurs joueurs de l'Olympique de Marseille. Les enquêteurs de la section de recherches de la gendarmerie d'Aix-en-Provence saisissaient également des fausses cartes de police et des services de renseignements ainsi que divers documents, notamment des photos montrant M. Saincène aux côtés de diverses personnalités, dont M. Gaudin et le président du Sénat, M. Alain Pöcher. Les gendarmes saisissaient également la main sur un véritable arsenal d'armes modernes, dont des pistolets P.38 et des revolvers 11.43 - avec leurs cartouches de rechange - et quantité de munitions correspondant à ces armes de poing d'usage professionnel.

A l'issue de cette fructueuse perquisition, M. Saincène était inculpé d'immixtion dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, contrefaçon et usage de documents administratifs, infraction à la législation sur les armes et infraction à la législation relative à l'information, aux fichiers et aux libertés. Ses explications ? « En ce qui concerne les armes, je les collectionne depuis longtemps (...). Quant aux cartes de

police, ce sont des personnes qui me les ont remises il y a plus de dix ans. » Devant le magistrat instructeur, M. Saincène a d'abord prétendu qu'il exerçait les fonctions de chargé de mission auprès du président du conseil régional. Mais il se rétractait aussitôt et reconnaissait qu'il avait usé de fausses cartes de visite. Sa véritable fonction était, selon lui, celle d'attaché vacataire au service par et matériel et consistait à organiser « des opérations de promotion ».

« De pures

éclabubrations »

Lors de son interpellation, M. Saincène avait été trouvé en possession d'une enveloppe contenant une somme de 20 000 francs. Selon ses déclarations, cet argent lui avait été remis, peu avant, par M. Claude Bertrand, directeur de cabinet de M. Gaudin, pour rémunérer un informateur « qui pouvait disposer de renseignements constructifs concernant Bernard Tapie ». « Plus précisément », a-t-il indiqué, il s'agissait de renseignements pouvant mettre en cause M. Tapie dans un trafic de champagne. Je suppose que ces fonds proviennent de l'UDF et non du conseil régional », M. Bertrand a fermement rejeté ces accusations qui ne sont, nous a-t-il déclaré, que « de pures éclabubrations émanant d'un escroc doublé d'un affabulateur ». De

son côté, M. Jean-Claude Gaudin a formellement démenti avoir été en relation « de quelque nature que ce soit » avec M. Saincène.

En fait, si la personnalité de M. Saincène prête à caution, les enquêteurs estiment que celui-ci n'était pas qu'un employé de base du conseil régional, officiellement rémunéré comme vacataire. Disposant d'une R 25 avec gyrophaire - achetée, a-t-il expliqué, directement au fabricant - et ancien responsable d'une société de vigiles était considéré, dans les milieux qu'il fréquentait, comme un authentique commissaire des renseignements généraux. Il paraît avoir été très introduit dans plusieurs administrations et en particulier dans les services de police marseillais. Ce qui pourrait expliquer de quelle manière il a pu collecter ces renseignements généraux. Il paraît avoir été très introduit dans plusieurs administrations et en particulier dans les services de police marseillais. Ce qui pourrait expliquer de quelle manière il a pu collecter ces renseignements généraux.

Celui-ci comportait des informations relativement banales qu'il affirmait avoir réunies « pour son compte personnel », essentiellement, à partir de la compilation de journaux. Mais on y trouve aussi des numéros de comptes bancaires supposant l'accès à des sources beaucoup plus confidentielles.

M. Gaudin a décidé de se porter, à son tour, partie civile dans l'information judiciaire ouverte à Grasse. Six personnes ont déjà été inculpées dans cette affaire.

GUY PORTE

La préparation des élections régionales et cantonales

Le RPR et l'UDF en désaccord sur le cas de la région Rhône-Alpes

La réunion de la commission d'investitures de l'UDF, réunie mercredi 11 décembre, à Paris, qui devait mettre au point les listes communales de l'opposition pour les élections régionales, a échoué sur le cas de la région Rhône-Alpes où un accord a été conclu localement, attribuant la tête de liste dans le département du Rhône à M. Charles Milon (UDF), président sortant du conseil régional (le Monde du 10 décembre). Mécontent du remplacement de son leader lyonnais, M. Alain Mérieux, qui continue à ses yeux « une mauvaise manière de l'UDF », et de la place promise à M. Michel Noir et à ses amis, le RPR a demandé des compensations. Il a souhaité que M. Max Micoud (non-inscrit) cède

des listes la tête de liste départementale à M. Alain Carignon, maire de Grenoble, en congé du RPR, ou à M. Richard Cazenave, député RPR du département.

L'UDF affirme que l'accord local concernant Rhône-Alpes est définitif et précise que, si cet accord devait être contesté par son partenaire, elle demanderait la révision de ceux qui sont déjà conclus en Aquitaine et en Bretagne, deux régions présidées par des RPR. MM. Jean-Claude Gaudin (UDF) et Robert Pandraud (RPR) ont été chargés de poursuivre l'étude de ce cas, avant une prochaine réunion de la commission nationale d'investitures de l'UDF.

Élus en 1989

Les Verts respectent le principe du « tourniquet » au Parlement européen

Conformément au principe du « tourniquet » qu'ils se sont engagés à appliquer, les Verts français élus en 1989 au Parlement européen cèdent la place, à la mi-législature, à leurs suivants de liste. L'opération ne se fait pas sans mal.

STRASBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Décidément, la formule de rotation, à mi-législature, au Parlement européen est loin d'être une formule viable. Les élus du RPR en ont fait l'expérience dans le passé. Le « tourniquet » s'était alors effectué dans la douleur, voire dans le drame. Aujourd'hui, c'est au tour des Verts français de subir les conséquences des engagements pris lors des dernières élections européennes.

A l'issue de la consultation de juin 1989, le parti de M. Antoinette Waechter avait obtenu neuf sièges à l'Assemblée des Douze. Il avait été entendu que M. Max Siméoni rejoindrait le groupe Arco-él, qui rassemble les régionalistes européens. Les huit autres élus s'étaient engagés par écrit à laisser leur place à la moitié du mandat quinquennal. Deux d'entre eux n'ont pas scrupuleusement respecté les accords souscrits.

M. Waechter a demandé un délai de grâce jusqu'en 1993 pour être en mesure de présenter à Bruxelles les résultats de la conférence des cent quatre-vingt régions de la CEE qui s'est tenue à la fin du mois dernier à Strasbourg. La requête de l'actuel président de la commission parlementaire du déve-

loppement régional et de l'aménagement du territoire a été acceptée, même si tout le monde n'est pas convaincu, loin s'en faut, du bien-fondé de cette décision. M^{me} Djida Tazdait, elle, refuse carrément de céder la place à M^{me} Aline Archimbaud qui aurait dû normalement lui succéder. M^{me} Tazdait, « candidate d'ouverture » sur la liste des Verts, ne veut pas en démordre. Elle considère qu'elle est la seule parlementaire à représenter les bords dans l'hémicycle européen et, à ce titre, elle estime de son devoir d'y rester jusqu'à la fin de la législature.

Le groupe des Verts européens a perdu en cours de route deux adhérents : M^{me} Maria Santos (Portuguese) est partie chez les socialistes, et M. Karl Patsch (Allemand) a rejoint les rangs des libéraux. Les vingt-sept députés restants mènent depuis des semaines d'âpres discussions sur le renouvellement de la coprésidence. Aux termes de leur statut, les Verts ont une présidence à deux têtes - un homme et une femme - renouvelable tous les quinze mois. M^{me} Adèle Aglietta (Italienne) et M. Paul Lanooye (Belge) - le « couple » actuellement en fonction - sont prêts à quitter leur fauteuil. Toutefois, pour d'obscures questions liées au renouvellement, en janvier, de postes de vice-président du Parlement et de président d'une commission, il n'y a pas de candidat masculin. Or, M. Lanooye ne veut pas rester coprésident, pour des raisons d'efficacité, mais que M^{me} Aglietta se maintienne à ses côtés ; et les écologistes allemands veulent absolument que M^{me} Birgit Cramon Daiber occupe la coprésidence.

MARCEL SCOTTO

M. Edmond Siméoni conduira une liste d'union nationaliste en Corse

M. Edmond Siméoni, ancien dirigeant autonomiste, retiré de la scène politique depuis sept ans, a accepté, jeudi 12 décembre, après de longues et laborieuses négociations, de prendre la tête de la liste « Corsica nazione » (Corse nation) qu'une frange de la mouvance nationaliste présentera aux élections territoriales de mars 1992.

Cette liste rassemble l'Union du peuple corse (UPC), l'Accolta nazionalista Corsica (ANC) et Per u Paese ou jusqu'à présent échoué en raison de désaccords touchant à la composition des listes. Un autre mouvement nationaliste, le Mouvement pour l'autodétermination (MPA, proche du FLNC - « canal habituel », réputé plus « modéré », avait déjà annoncé, de son côté, qu'il présenterait ses propres candidats sans chercher une quelconque alliance avec d'autres courants indépendantistes.

Les Verts et Génération Ecologie font liste commune à Belfort. - Les représentants des Verts et de Génération Ecologie dans le Territoire de Belfort ont décidé de s'unir en vue des élections régionales. Une liste est en cours de constitution sous l'appellation Union des écologistes-les Verts. Elle sera candidate par M. Serge Beaumont, chef de file des Verts dans le département. En outre, les deux mouvements présenteront des candidats uniques dans les huit cantons renouvelables (cinq pour les Verts, trois pour Génération Ecologie). Cette alliance entre les amis de M^{me} Antoinette Waechter et de Brice Lalonde est une conséquence de la législature partielle de juin dernier. Face à M. Jean-Pierre Chevènement, le représentant de Génération Ecologie avait largement entamé le potentiel électoral du candidat des Verts (4,62 % des voix contre 6,05 %). - (Corresp.)

En cas de victoire dans les Bouches-du-Rhône l'opposition tendrait la main à M. Vigouroux

L'opposition UDF-RPR a rendu publique, lundi 9 décembre, à Marseille, la liste de ses candidats aux élections cantonales dans les Bouches-du-Rhône. Pour la première fois, elle présentera un candidat communiste, sous l'étiquette de l'Union pour la France (UPF), dans l'ensemble des vingt-neuf cantons renouvelables ou à pourvoir du département.

Le nouveau secrétaire départemental du RPR, M. Renaud Muselier, affrontera, pour la deuxième fois en six mois, le candidat sortant du Front national, M. Jean Roussel, qui l'avait battu de justesse lors de l'élection partielle organisée en septembre dernier. M. Roland Blum, député (UDF-PR), a décidé, lui, de changer de canton, passant du 6^e, réputé sûr pour la droite, au 10^e, qu'il espère remporter face au candidat sortant du Parti socialiste.

M. Blum a estimé que l'UPF était en mesure de gagner huit sièges et de faire basculer la majorité du conseil général, actuellement détenue par la gauche. « En cas de victoire, a-t-il déclaré, nous sommes prêts à tendre la main à M. Vigouroux et à aider la ville de Marseille pour lui permettre de sortir de l'impasse financière dans laquelle elle se trouve ».

Les responsables du RPR et de l'UDF ont, en revanche, refusé de se prononcer sur un éventuel accord avec le Front national après le premier tour de scrutin. « Entre accord, alliance et désistement, il y a des nuances », a simplement déclaré M. Léon Vachet, député RPR. - (Corresp.)

Mort d'un conseiller général de l'Aisne. - M. Jean Duroisel, conseiller général (div. d.) du Nouvion-en-Thiérache (Aisne), est décédé, lundi 9 décembre, à Cambrai (Nord) à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né le 25 septembre 1908 au Nouvion-en-Thiérache, M. Duroisel, notaire, était conseiller général depuis 1949. Une élection partielle devait avoir lieu en début d'année, mais à une date non encore fixée.

A Perpignan

Cinq anciens collaborateurs de M. Farran placés en garde à vue

La police perpignanaise poursuit ses investigations après l'inculpation d'« ingérence » et « abus de confiance » prononcée le 18 octobre, contre M. Jacques Farran, député UDF-PR, alors président de la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales. Cinq des anciens collaborateurs de M. Farran, élus ou salariés, ont été placés en garde à vue, mercredi 11 décembre, au commissariat de Perpignan, dans le cadre d'une enquête complémentaire sur la gestion du parking de l'aéroport Perpignan-Rivesaltes,

exploité par la chambre de commerce. Les policiers avaient convoqué une dizaine de personnes, et cinq d'entre elles ont été retenues, leur garde à vue ayant été, jeudi, prolongée de vingt-quatre heures. Le procureur de la République, M. Louis Barolomé, a parlé d'une « enquête de routine au sujet d'appareils anomalies concernant le parc de stationnement de l'aéroport », en soulignant toutefois qu'« à ce jour, rien n'autorise à mettre en cause l'honorabilité des personnes entendues ».

PROCHE-ORIENT

Le Liban du Sud, dernier front « chaud »

Les « incidents » se sont multipliés au moment de la conférence de Madrid mais la lassitude gagne ce secteur et même le Hezbollah en vient à la raison

TYR (Liban du Sud)

de notre envoyé spécial

« Les sionistes sont nos ennemis. Nous ne voulons rien avoir à faire avec eux. Mais ils existent et ils ont le droit de vivre, comme tout le monde. »

Au quartier général de la FINUL, la force armée des Nations unies censée s'interposer entre les soldats d'Israël et les « éléments armés », palestiniens ou libanais, qui pullulent dans la région, un vieil expert nous avait prévenu : « Vous allez voir que même ici, dans le Sud-Liban, les choses commencent à bouger, tout doucement. »

Affable et flegmatique comme il sied à un mollah de haut rang, même et surtout s'il est réputé « proche » des ultras du « parti de Dieu », le Hezbollah pro-iranien, Cheikh Ali Yassin, barbe noire et turban blanc, nuancera tout de même un propos qui aurait presque pu paraître raisonnable. Bien sûr que les chiites du Liban, au nom desquels s'exprime ce saint homme, maître d'une mosquée à Tyr — par ailleurs propriétaire d'une clinique privée, « bien sûr qu'ils n'acceptent pas la présence d'Israël » dans la région. « Mais, poursuivra-t-il en ouvrant les bras en signe d'impuissance désolée, nous ne pouvons pas le détruire. L'Etat juif est là, c'est, selon lui, « une réalité » à laquelle il faudrait peut-être songer à se résigner.

Six ans déjà que les soldats israéliens — environ un millier aujourd'hui, — secondés par une milice locale, l'Armée du Liban-sud (ALS), forte de deux mille sept cents combattants, aux trois quarts chrétiens, occupent un morceau du Liban d'environ 60 kilomètres de long sur 15 de large. Six ans d'un conflit qui, pour être de « basse intensité », comme disent les spécialistes, n'en est pas moins le principal, en tout cas le plus sanglant, de l'état de

guerre formel qui sévit, depuis quarante-trois ans, entre Israël et ses voisins arabes. Pas d'incident sur le plateau du Golan, pris aux Syriens en 1967 ; relations de ni-guerre-ni-paix à peu près stables avec la Jordanie depuis vingt-quatre ans ; rapports diplomatiques sans chaleur mais paisibles avec l'Egypte ; mis à part quelques infiltrations de kamikazes palestiniens, ici et là, les trois frontières de l'Etat juif, hors le Liban, sont à peu près calmes.

Mort d'une fillette

Dans le sud du « pays du Cédre », en revanche, depuis la déstabilisatrice invasion de juin 1982 par Israël, puis son retrait partiel en 1985, les opérations aux confins de la « zone de sécurité », qui vise à protéger le territoire israélien proprement dit des « infiltrations terroristes », ont fait soixante-cinq victimes chez les soldats de Tzahli et près de cent soixante du côté des maquisards. Un nombre inconnu de civils, palestiniens et libanais, sont en outre tombés au cours d'opérations, « préventives » ou « punitives », soit de l'ALS, soit de l'armée israélienne — bombardements d'artillerie ou raids aériens. Dans les collines de Majdal-Selm, non loin des premiers kibboutz d'Israël, une petite fille de dix ans est morte il y a deux semaines, criblée de balles en pleine nuit alors que, selon les voisins, elle tentait de s'interposer pour empêcher des miliciens de l'ALS d'enlever son père et ses grands frères. Pour les innocents qui y sont piégés, le « quartier libanais » n'est pas tout à fait une expression vide de sens.

Les « incidents armés », pour reprendre une notion qui recouvre aussi bien des attentats à la bombe

que des embuscades et les divers échanges de coups de feu entre adversaires, étaient limités à une vingtaine par an jusqu'à l'an dernier. En 1991, ils ont littéralement décapité, vingt-cinq opérations diverses ayant été enregistrées par la FINUL pour le seul mois d'octobre et plus d'une vingtaine encore le mois suivant. Au cours des six dernières semaines, six soldats israéliens ont été tués par des bombes radiocommandées à distance. Dans tous les cas, le Hezbollah, qui compte sept à huit mille combattants en armes selon les Israéliens et dix fois moins d'après les spécialistes de la FINUL, avait revendiqué ces opérations. A chaque fois, les Israéliens et leurs alliés ont riposté, comme à l'ordinaire, par des tirs d'artillerie « à trois cent soixante degrés », précise un officier des « casques bleus », sur des zones civiles, censées abriter les maquisards.

« L'organisation pro-iranienne, note un major israélien, est devenue à la fois plus combattive et beaucoup plus sophistiquée, ces derniers temps ». Un avion israélien, équipé de matériel radio capable de faire exploser les engins avant le passage des soldats, est désormais contraint de patrouiller régulièrement au-dessus de la zone. Un missile sol-air de type Sam-7 aurait d'ailleurs été tiré, fin novembre, dans la direction de l'appareil, sans l'atteindre. On a remarqué, bien entendu, que la multiplication des « incidents armés » coïncide, grosso modo avec l'ouverture des négociations de paix entre Israël et chacun de ses voisins arabes.

Au quartier général de la FINUL, où l'on avait noté la « coïncidence » sans y attacher grande signification, on commence à se demander si, finalement, tout n'est pas lié. Fondé dans les plaines de la Bekaa, au début des années 80, par de jeunes révolutionnaires iraniens, le Hezbollah, même si tous ses membres ne sont pas des intégristes, doit tou-

jours une certaine allégeance à Téhéran. Or il se trouve justement que les héritiers de l'imam Khomeiny s'opposent catégoriquement au processus de paix initié par Washington, et qu'ils ont fait de Téhéran la capitale internationale du nouveau « front du refus ». Bref, les combattants du « parti de Dieu », considérant le bras armé de la politique iranienne dans la région, faisaient tout pour torpiller d'éventuels accords.

Le jeu de la Syrie ?

Mais quel serait alors le jeu de la Syrie, engagée à la fois dans le processus de paix et dans son éventuel naufrage ? Pourquoi Damas, qui contrôle virtuellement le Liban, a-t-il refusé à l'armée libanaise l'autorisation de désarmer le Hezbollah, de la même manière qu'elle avait récemment désarmé les milices chiites Amal et confisqué leur matériel lourd aux groupes palestiniens ? Dans quel but le président Hafez El Assad accepte-t-il que le Hezbollah reçoive encore ses approvisionnements en munitions via le territoire syrien ? Tiendrait-il tant que cela à ses bonnes relations avec Téhéran ? Ou bien le « maître de Damas » chercherait-il d'abord, par l'intermédiaire des derniers intégristes libanais en armes, à exercer une pression indirecte sur l'Etat juif de manière à lui faire lâcher prise sur le Golan ?

« Si vous pensez avoir compris ce qui se passe au Liban, peut-on lire dans le bureau du porte-parole de la FINUL, c'est qu'un vous a mal expliqué... » N'empêche. Secrétaire général du « parti de Dieu », Cheikh

Abbas Moussawi se disait lui-même, tout récemment, convaincu de représenter « la meilleure carte des Syriens » (le Monde du 22 novembre) dans leur jeu contre Israël. « La situation est complètement folle, commente avec agacement un autre cheikh, Sayyed Ali Hamid, l'un des dirigeants du mouvement Amal à Tyr. Nous sommes pris dans un cercle vicieux. Le Hezbollah jure qu'il n'entertera pas la hache de guerre tant qu'un seul israélien sera présent sur le sol libanais et Israël refuse de se retirer tant que le Hezbollah sera armé. Comment va-t-on en sortir ? » Or Israël, s'il faut en croire M. Uri Lubrani, son expert numéro un des affaires libanaises, « n'entrevoit pas, actuellement, la possibilité » d'un retrait de ses soldats.

« Fatigués de la guerre »

« Nous ne prendrions en considération un éventuel changement de notre position, confie-t-il en novembre au Jerusalem Post, que lorsque la situation, sur le terrain, aura elle-

même profondément évolué. » « Pour l'heure, conclut-il, l'armée libanaise nous paraît à la fois incapable et, je le soupçonne, peu disposée à s'opposer aux activités du Hezbollah. » L'intensité actuelle des affrontements pourrait-elle être, néanmoins, le signe d'un baroud d'honneur des combattants intégristes, avant la signature d'un éventuel accord triangulaire entre Beyrouth, Jérusalem et Damas ? La médiation américaine, qui a déjà fait une sorte de miracle fin octobre à Madrid, peut-elle, avec ses promesses de phioles de dollars, en accomplir un second ?

« Les Libanais sont fatigués de la guerre », estime-t-on à la FINUL. « Les gens du Sud sont constamment pris entre deux feux, explique un officier. Même chez les maquisards du Hezbollah, on trouve maintenant des types qui en ont assez des rodomontades des grands chefs confortablement installés à Beyrouth. Eux, ici, non seulement ils prennent parfois des coups, mais ils finissent par se faire détester de la population locale, qui est régulièrement l'objet des bombardements punitifs d'Israël après chacune de leurs opérations. »

Cette lassitude générale, par rapport à une situation qui s'aggrave sans jamais paraître se résoudre, est perceptible jusque dans les propos de Cheikh Yassin, à Majdal Selm : « Si notre terre est libérée (de la présence israélienne), promet-il presque solennellement, nous ne laisserons, d'ici, aucune attaque sur Israël. » La « libération » de Jérusalem, qui figure toujours comme un objectif sacré dans la charte du parti intégriste, ne serait plus d'actualité. « Que ceux qui veulent libérer Al Qods, la Ville sainte, lâchent-ils, sur le ton du courroux, fassent eux-mêmes quelque chose. Il n'y a aucune raison que nous, au Liban, supportions tout l'effort... »

PATRICE CLAUDE



La Flamme olympique arrive en France



14

DECEMBRE

DE 19H00 A 21H00

DES CHAMPS ELYSEES
AU
PARVIS DE LA DEFENSE





N°VERT 05 05 05 92

APPEL GRATUIT



**Pas de problème,
La Poste est là.**

Exposition 92

ORIENT

Sacre la normalisation
Trin et Bayouth

SOCIÉTÉ

Le Monde • Samedi 14 décembre 1991 13

Prostitution de grand luxe

Deux réseaux de call-girls pour clients riches ont été démantelés à Paris

Deux réseaux de prostitution de luxe viennent d'être démantelés à Paris. Le premier offrait, dans une débauche d'argent, des mannequins de vingt ans à des sexagénaires milliardaires. Un immeuble parisien abritait le second, qui recevait des personnalités du show-business et de la politique. Ces affaires confirment que ce « marché » est en plein développement.

La beauté du diable a-t-elle un prix ? Une dizaine de milliardaires en étaient intimement convaincus : sexagénaires endiablés, ils n'hésitaient pas à débours 12 000 F pour une heure passée avec un mannequin dans la fleur de l'âge. L'un d'eux alla jusqu'à payer 120 000 F après une nuit d'extases qu'on aurait pu espérer inestimables. On évoque même des week-ends de rêve à 500 000 F. De mémoire de policier français, jamais un réseau de prostitution n'avait entraîné une telle débauche de moyens.

Il faut dire que la clientèle de cette multinationale de la prostitution, qui vient d'être démantelée par l'Office central de répression de la traite des êtres humains (OCRTEH), comptait quelques-uns des plus grosses fortunes du monde : un homme d'affaires français installé en Afrique, un prince arabe, un magnat de la presse anglo-saxonne, une poignée de milliardaires français, espagnol et mexicain. Outre leur richesse, tous avaient en commun d'avoir noué des relations avec Isaac Selman, alias « Monsieur Sinclair », dans certains des cénacles les plus fermés de la jet-set.

Autour des tables d'un cercle de jeux huppé des Champs-Élysées, « Monsieur Sinclair » n'avait pas son pareil pour faire oublier son passé de plagiste à Saint-Tropez ou son implication, plus récente, comme simple comparse dans deux affaires de proxénétisme. Fréquentant les



milieu de la mode et du prêt-à-porter, cet élégant quinquagénaire comptait également des mannequins parmi ses relations. De là à présenter les premiers aux secondes, il n'y avait qu'un pas que « le Baron » avait franchi depuis quelques années.

En mal d'argent, une vingtaine de femmes évidemment très belles - âgées de dix-neuf à vingt-quatre ans, elles sont presque toutes mannequins, l'une d'elles est championne, une autre comédienne débutante - ne sont laissées tenter. Venant généralement de familles aisées, étrangères pour la plupart (canadienne, espagnole, française, israélienne, russe, suédoise), elles ne s'étaient jusqu'alors pas prostituées. « On dirait de grandes gamines », commente le commissaire Hubert Martinez, patron de l'OCRTEH. Recrutées à un moment de déprime ou de dette, elles ont brûlé l'argent aussi vite qu'elles l'avaient gagné.

A tourner les pages glorieuses de leur book de mannequins, on s'aperçoit

que ces jeunes femmes n'ont pas cessé, une fois devenues call-girls, de poser pour des publicités pour voitures ou sous-vêtements parues en pleine page dans les magazines. Pendant quatre mois, les policiers les ont filées de palaces en aéroports, de Paris à la Floride en passant par la Côte d'Azur et plusieurs capitales européennes.

A leur insu, « Monsieur Sinclair » percevait l'équivalent de la somme donnée à chacun des rendez-vous galants. En dix-huit mois, un de ses clients les plus réguliers lui a remis un million et demi de francs. A son domicile de la rue Saint-Honoré, comme dans les galeries parisiennes où il avait placé des toiles en dépôt, les policiers ont saisi plusieurs tableaux contemporains. « Le Baron » a été inculpé de proxénétisme aggravé par M. Jean-François Ricard, juge d'instruction à Paris. Les mannequins et les milliardaires sont libres.

ERICH INCIVAN

Désavouant la chancellerie Le Conseil supérieur de la magistrature refuse de sanctionner un juge d'instruction de Bastia

Le Conseil supérieur de la magistrature, siégeant en formation disciplinaire sous la présidence de M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, a décidé de ne pas sanctionner, jeudi 12 décembre, M. Eric Sievers, juge d'instruction au tribunal de Bastia.

Accusé de lenteur, voire de paresse par la chancellerie, M. Sievers, trente-huit ans, avait été suspendu par arrêté du garde des sceaux le 24 décembre 1990. Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, lui reprochait ses absences, mais aussi son opposition systématique au ministère public et son penchant pour les maintiens en liberté au détriment des incarcérations. Arrivé à la magistrature après dix années de bureau, M. Sievers se serait, selon l'inspection générale des services judiciaires, « rendu indésirable » en se mettant à dos le parquet, mais aussi « les services d'enquête qui lui reprochent sa partialité ». Au même moment, un second juge d'instruction bastiais, M. Claude Aubanel, avait aussi été accusé de délaissier ses dossiers. Suspendu par arrêté du garde des sceaux, elle a été sanctionnée par le CSM le 18 juin.

Le Conseil supérieur de la magistrature, qui avait sans doute jugé le dossier de M. Sievers moins convaincant, avait demandé des investigations supplémentaires à M. Bernard Bacou, premier président de la cour d'appel de Montpellier. La décision de ne pas sanctionner M. Sievers constitue un désaveu pour la chancellerie, qui avait choisi - fait rarissime - de porter l'effluve devant la CS M. L'aveu de M. Sievers, M. Patrick Maisonneuve, a d'ailleurs immédiatement salué cette décision. Elle montre, selon lui, « qu'on ne saurait porter atteinte à l'indépendance des juges du siège sous d'obscurs prétextes ».

A. C.

Créé par le juge Jean-Pierre

Le Forum pour la justice propose une réforme de l'institution judiciaire

Déçu par la gauche, lassé par le syndicalisme, les fondateurs du Forum pour la justice, créé en novembre 1990 autour du juge Thierry Jean-Pierre, ont décidé de se mettre au travail en rédigeant une « Charte pour la justice ». Composée de cinquante-six articles évoquant à la fois l'indépendance, l'accessibilité et l'efficacité, ce texte se veut un « projet cohérent de réforme de l'institution judiciaire ». « Nous ne sommes pas en campagne électorale, préviennent-ils toutefois en s'engageant sans doute à la présence à leurs côtés de l'inspecteur Gaudin, qui a décidé de présenter une liste pour les élections régionales de Provence-Côte d'Azur. Nous venons d'horizons divers, ce qui ne nous empêche pas de travailler ensemble. »

Premier souci du Forum, l'indépendance, avec la création d'un Conseil national de justice dont la composition s'inspire du Conseil constitutionnel : trois membres désignés par le président de la République, trois par le président du Sénat et trois par le président de l'Assemblée nationale, les trois derniers membres étant respectivement désignés par le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation. Chargé du recrutement et de l'avancement des magistrats (la notation serait supprimée), le CNJ aurait sous son autorité les officiers de police judiciaire et l'inspection générale des services judiciaires. La responsabilité personnelle des magistrats, corollaire obligé de cette indépendance, ferait partie des attributions du CNJ.

Dénouant « l'inadaptation » de la carte judiciaire, le Forum propose également de créer un tribunal par département et de supprimer la séparation entre les juridictions administratives et judiciaires, mais aussi les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes. Le Forum tient également à dire son mot sur la réforme

de la procédure pénale. Curieux paradoxe : dans ce domaine, le Forum, qui ne cesse de critiquer la chancellerie, se retrouve bien souvent d'accord avec le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin. Mêmes propositions sur l'accroissement des droits de la défense, le droit de solliciter des investigations auprès du juge d'instruction, ou l'accès au dossier. Même souci de réduire la détention provisoire en introduisant une collégialité. Mêmes réticences face à la présence de l'avocat pendant la garde à vue.

Démarches de « lobbying »

Le Forum avance toutefois trois propositions nouvelles : l'introduction, à l'audience, d'une procédure accusatoire, la création d'un « statut » de l'aveu, et la mise en place de délais-butoirs afin de lutter contre la lenteur des procédures : douze mois, pas un de plus, pour la détention provisoire et pour l'instruction (sauf dispositions spéciales), deux mois pour le renvoi devant la juridiction de jugement.

Le Forum souhaite désormais entamer des démarches de « lobbying » auprès des hommes politiques. « Nous voulons qu'ils s'engagent à promouvoir ces idées », a noté M. Thierry Jean-Pierre. Il n'est pas question de privilégier, dans ces démarches, la gauche ou la droite. Nous voulons convaincre tout le monde. La position et la légitimité du Forum prêteront toutefois sans doute à discussion : cette association loi 1901, associée dans l'esprit de beaucoup à la personnalité du juge Jean-Pierre, n'est ni un parti ni un syndicat. Les responsables du Forum ne doutent pourtant pas un instant de l'avenir de leurs propositions : dans la présentation du texte, ils affirment que cette charte est actuellement « le seul projet global de réforme de l'institution judiciaire ».

ANNE CHEMIN

Le retour des officines

Comme un avatar de la plus célèbre maison de rendez-vous de la V^e République, celle de « Madame Claude », l'appartement cosu de l'avenue Paul-Doumer avait le charme suranné du seizième arrondissement de Paris. Resurgie des années 70, une « ancienne » de ce réseau, Gilberte Soeller, dite « Madame Gil », cinquante et un ans, se trouvait d'ailleurs à la tête de la dizaine de call-girls qui travaillaient là.

Quelques parlementaires et des personnalités du show-business venaient, comme au bon vieux temps de la « patronne », y retrouver des pensionnaires âgées de dix-neuf à cinquante ans. Sonner à la porte d'un appartement privé est plus confidentiel que réserver une chambre de grand hôtel, où un visage célèbre ne passe pas inaperçu. Estimant le prix de cette discrétion à quelques 2 000 F, toujours en liquide, « Madame Gil » avait suffisamment de métier pour que deux clients évitent de se croiser en ces lieux. L'une de ces personnalités a cependant eu la malchance de se trouver sur place, mercredi 4 décembre, au moment de l'intervention de la brigade de répression du proxénétisme de la préfecture de police de Paris (la loi ne prévoit aucune sanction pour les clients).

La brea droit de « Madame Gil », Evelyn Robert, dite « Madame Evelyn », avait secrètement mis en place un réseau de call-girls concurrent. La brigade mondiale enquête à présent sur cette deuxième affaire.

Arrestation des agresseurs d'une jeune fille qui portait un foulard. - Les deux lycéens qui avaient agressé dans un bus de Grenoble une jeune fille âgée de seize ans parce qu'elle portait un foulard sur la tête pour dissimuler les traces d'un traitement contre le cancer (le Monde du 27 novembre), ont été interpellés par la police le 11 décembre. Hocine, seize ans, et Mohamed, quinze ans, ont reconnu avoir voulu « draguer » Karine et s'être fait éconduire. Le père de Karine avait aussitôt porté plainte contre X pour coups et blessures. « C'est une affaire entre gamins qui a mal tourné », a souligné le substitut du procureur de la République de Grenoble. Les policiers qui

qui concernaient sensiblement la même clientèle. « Ces officines de prostitution, qui existaient par dizaines dans les années 70, ont pourtant peu à peu cédé la place à d'autres formes de réseaux », explique la commissaire Martine Montiel, chef de la brigade. En particulier les réseaux du téléphone rose, que la police a vite ou dans son collimateur.

Pour mieux brouiller les pistes, des structures plus hypocrites se sont développées, vantant leurs services apparemment anodins par voie de publicité de presse. Sous couvert de voyages, certains « clubs de rencontre » ouvrent aux adhérents la possibilité de rencontres libertines et tarifées. Ailleurs, des agences d'« escorte » louent de jeunes femmes pour un dîner ou un spectacle, et pour le reste de la nuit (jusqu'à 20 000 F). En général, ces nouveaux réseaux de call-girls sont dirigés par une femme proxénète, anciennement prostituée.

Plus récemment, des réseaux tenus par des femmes arabes se sont spécialisés dans l'accueil des princes des Emirats ou du Golfe, lors de leur séjour dans les suites de palaces parisiennes. Il arrive enfin que des responsables de grosses sociétés aient recours à ce genre de services pour leurs cadres ou leurs visiteurs étrangers. Pour camoufler le recours aux call-girls, ils font alors passer ces dépenses dans leurs « frais » ou utilisent de fausses factures, par exemple pour interpréter.

E. H.

n'ont relevé que des violences légères ont dressé une simple contravention. Les deux adolescents n'ont pas été présentés au parquet, mais remis à leurs familles. - (Corresp.)

Quelque ans de réclusion pour le viol d'une fillette. - La cour d'assises du Nord a condamné, jeudi 12 décembre, un homme de vingt-six ans, M. Bruno Moritz, à quinze ans de réclusion criminelle pour des violences commises sur sa nièce âgée de neuf ans. Employé dans la restauration, Bruno Moritz, au cours de l'été 1988, se livrait à des services sexuels sur l'enfant. Il avait été interpellé en avril 1990.

Vivre avec le Sida - Beyrouth - Incendies de forêts
New York crack électoral - Berlin aller retour -
Paris tchador - En bien dansez maintenant - La timo
ne ligne de - tu là - Ca
ré blanc - s'est arrê
té à Malaga - journée de
fous - Val - Bahuts dans
la rue - C - es - Les lu
nières tri - La vague
blanche - La cité des
enfants - camp de la
honte - Sa - Dans la
foulée du - calvacades
de Stienne - Séville 92,
la tour Ba - ux urnes -
la cité des - Amman - Sal
amandre - arley - Qua
nd passent - num - Manch
ester vill - confidentiel
diplomat - nc - Les sp
ahis sont de retour - Jour de foire - Bourges sur ro
ck - Déclarations de guerre - Film au bord de la cri
se de nerfs - Leningrad en manque - Attention sommet

**POUR
LA 100^e FOIS,
24 HEURES
VOUS MONTRE
L'ACTUALITÉ
COMME
ON NE L'AVAIT
JAMAIS FAIT.**

Samedi 14 décembre 12 h 35. En clair.
L'Exposition Universelle 92 à Séville.

CANAL+
LA TELE PAS COMME LES AUTRES.

SOCIÉTÉ

Une analyse sociopolitique de textes « rap »

« Nous sommes des hommes ordinaires »

Que se cache-t-il derrière la parole rap ? Que signifient ces textes de révolte scandés à toute vitesse, parfois incompréhensibles, où éclatent la violence des banlieues et la révolte de ses exclus ? Prenant pour hypothèse qu'un phénomène marginal - le rap - peut annoncer de futures dynamiques sociales, la société SCP Communication, spécialisée dans les enquêtes d'opinion, a tenté de répondre à cette question en décortiquant les textes de dix chansons rap entendues lors d'un festival qui s'est tenu en juin dernier à Masey-Palaiseau sous l'égide de l'association France-Plus (1).

Ces échantillons de la culture « hip hop », morceaux inédits, composés par des groupes de la banlieue parisienne et jamais enregistrés ont été confrontés aux paroles de six chansons bien placées au « Top 50 » du moment. L'information a permis d'étudier la fréquence et la place de certains mots, d'analyser les choix lexicaux révélateurs d'un contexte social.

Premier constat formel : les textes rap apparaissent plus longs, plus construits, voire chargés d'un message d'intérêt général. Ils prodiguent des conseils pour se protéger du sida, cette « maladie nouvelle » qui éclipse toute autre allusion à la sexualité. Ils dénoncent même la violence, non par principe, mais comme étant « un piège ». Les « tubus » du hit-parade, à l'inverse, reflètent des préoccupations plus individualistes et traduisent la réalité d'une intégration sociale que revendiquent précisément les « rappers ».

Une nouvelle demande

Ces derniers, selon l'étude de SCP, se considèrent comme l'avant-garde de la collectivité opprimée et homogène des banlieues. Le rap doit réveiller et mettre en action tous ces « gâchés » contre les Parisiens, et tous ces gens-là, ceux qui pensent que la banlieue ne pense pas, ceux qui nous rayent carrément de la liste en pensant qu'aucun de nous n'existe. La musique rap, qui se veut forme d'action, révélerait donc

une nouvelle demande politique. Première cible de cette revendication, l'administration est accusée de tous les maux. Surprenante, sa capacité de nuire semble illimitée. « Bourrée de pognon », elle a tendance à « semer la crasse dans les banlieues ». Cette structure inhumaine et décadente maléfique est même tenue pour responsable de « ces lois mal faites qui nous prennent la tête ». Les rappers, et « fortiori les jeunes exclus », ne connaissent de l'Etat que sa police et sa justice. Les politiques, englobées dans le repoussoir de « l'administration », ne sont même pas mentionnées dans les textes analysés par SCP, comme s'ils étaient totalement hors circuit. Quant à une éventuelle responsabilité des jeunes eux-mêmes ou de leurs familles en matière d'échec scolaire ou de délinquance, elle n'est même pas évoquée.

Mais les rappers ne rejettent pas la société, à laquelle ils ne proposent aucune alternative. Leur première exigence serait plutôt d'y être admis, de trouver leur place dans un monde étouffant où la seule valeur qui subsiste pour eux est la personne humaine. Loin de revendiquer l'image de dangerosité dont on les affubla souvent, ils veulent être considérés comme n'importe qui. Face à l'ennemi qui symbolise « tous ceux qui nous prennent pour des fumeurs de shit », ils répliquent : « banlieusard que je suis, je veux prouver la contrainte. Que moi et mes frères nous sommes des hommes ordinaires ».

Ce net rejet de la « différence », considérée comme synonyme d'infériorité, va à l'encontre des analyses souvent hâtives qui présentent les adeptes français du rap et du tag comme les répliques des bandes ethniques américaines : « black, blanc, jaune, noir, rouge, suivez-nous », proclament en contraire les rappers de Masey-Palaiseau, qui ne doivent cependant pas être pris pour des boy-scouts. Sous la violence des mots, paraît la tentation des « accros ». Autant tendre l'oreille pour saisir le message du rap : les auteurs de ces distiches ont entre leurs dix-huit ans.

PHILIPPE BERNARD

(1) SCP Communication 2, rue Louis-Pasteur, 94706 Maisons-Alfort. Cédex. Tél. : (1) 49-77-78-79.

ENVIRONNEMENT

Création d'une « vignette-cheval » au Danemark

COPENHAGUE

de notre correspondante

Le ministre danois de l'environnement, M. Per Stig Møller, a décidé de créer une « vignette-cheval ». A dater du 1^{er} janvier 1992, les chevaux de toutes catégories qui circuleront dans les forêts domaniales de l'île de Seeland, où est située Copenhague, devront

porter sur leur mors une plaque de métal numérotée, attestant l'acquisition, par leur propriétaire, d'une somme de 400 couronnes (environ 360 francs), leur donnant droit, pour un an, de trotter dans les sous-bois des sept districts de la région où ils ont été immatriculés.

Cette taxe est destinée, d'une part, à couvrir les frais d'entretien des allées cavalières, d'autre part, à multiplier le nombre. Elle permettra aussi d'aménager sur les longs parcs des îles, où les amateurs de randonnées pourront se reposer, même passer la nuit.

Le ministre escompte un rapport de quelque 2 millions de francs, l'équation étant pratiquée par un nombre croissant de jeunes. Il aurait souhaité étendre cette réglementation à l'ensemble du pays, mais il s'est heurté à de nombreuses protestations, en particulier du Conseil pour la promotion des sports de plein air, qui estime scandaleux de faire payer les amoureux de la nature.

CAMILLE OLSEN

ENTREPRISE Une radiographie exceptionnelle des entreprises françaises. Le livre de chevet indispensable de tout chef d'entreprise. A lire, relire et méditer...

En vente en kiosque et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE - Prix : 50 F

Ça vient de sortir

Il sentira bon...

Un beau flacon rouge et un bouchon vert moucheté, voilà le flacon Ungaro pour l'homme et son irrésistible pouvoir d'attraction. C'est sa première eau de toilette masculine que nous saluons là, très séduisante, avec ses notes boisées qui se définissent elles-mêmes comme « une lavande moderne sur fond riche et boisé », c'est tout nouveau : 295 F les 100 ml.

Lacoste, c'est l'eau de toilette des hommes sportifs qui aiment la fraîcheur tonifiante ; la voici, dans un coffret « Tennis » contenant une eau de toilette et un savon, 240 F.

Si vous n'avez pas encore découvert la dernière eau de toilette pour homme 1991 de Nino Cerretti, et sa fraîcheur si originale, voici un autre moyen de la découvrir grâce à sa ligne de bain toute nouvelle, dans son conditionnement vert olive clair : gels, baumes après rasage, déodorants stick ou vaporisateur, savons, etc.

Giorgio Beverly Hills, vous le savez, c'est l'eau de toilette la plus anglaise que l'on ne sent que dans les Rolls Royce et, parfois, dans les Jaguar ! Bref, c'est chic et, pour l'être encore plus, voici une édition limitée de ce flacon en métal argenté, le VIP Special Reserve, 400 F.

New West est le nom d'une nouvelle et étonnante eau de toilette créée par Aramis. Elle a capté le soleil californien et vous procure une sensation nouvelle et stimulante, un peu new age quoi ! Elle s'offre dans un coffret avec une montre digitale en compagnie de trois bracelets interchangeables, 270 F.

Les cadeaux d'art...

Savez-vous que l'on trouve aussi des bijoux réalisés par de grands artistes ? Voici des éditions limitées pour les broches, boucles d'oreilles et autres colliers signés Sonia Delaunay, Pissarro, Claude Lorraine, à partir de 2 900 F. Cette collection se complète de sacs du soir ainsi que de foulards signés, entre autres, par Niki de Saint-Phalle et qui sont, bien sûr, toujours très colorés et amusants. Chez Artcurial, 9, avenue Montaigne, à Paris.

Un air de couture...

Chez Guy Laroche, vous trouverez deux très belles lignes de pulls pour hommes, en alpaga, mohair et soie mélangés ou, encore, en laine, cachemire et soie de qualité supérieure. 1 400 F pour les premiers et 950 F pour les derniers, toutes les couleurs et les cols, roulés, chemisés et polo. 30, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris.

Che Frédéric Castel, il faut absolument aller admirer les vitrines réalisées par le grand décorateur gerois Jacques Fiat, axes autour du rouge, mais c'est bien sûr le tournesol qui tient la vedette ici, boucles d'oreilles dorées à partir de 850 F, sacs à main pour le jour et le soir, en satin ou en cuir d'autruche, dont les parties métalliques sont toujours des tourterelles, la fleur fétiche de Castel, à partir de 2 000 F, sans parler des robes rehaussées de soieries... 45, rue François-I^{er}, à Paris.

Chez Louis Féraud, voici, entre autres, une réédition d'un foulard en soie naturelle jacquard en « hommage à Caillebotte », avec notamment tout l'imaginaire de ces grandes orgues de Saint-Sulpice à dominante noir et blanc, superbes, 860 F, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris.

Chez Pierre Cardin, on double les gants de cachemire ! C'est le chic invisible mais chaud. 1 650 F, et, pour madame, des chapeaux splendides, comme toujours chez Cardin, de 1 800 F à 2 500 F. Portes-en, madame, faites-nous un retour à l'« élégance » 59, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris.

Des gants, encore, chez Christian Dior, sublimes, en daim rose ou rouge et bordés d'agneau de Mongolie (une fourrure très longue), 3 250 F. Dans la ligne de Christian Dior « Coordonnées », voici une petite robe noire toute simple, en lainage et envers satin pour seulement 1 900 F. 30, avenue Montaigne, à Paris.

Les perles font la mode

Sous la marque Majorica, on trouve un grand choix de bijoux à base de « perles » dont cette marque est le grand spécialiste. Bagues à partir de 140 F, 900 F pour des colliers, etc. Ces bijoux vous permettront de donner à une tenue de fête un air très couture. Ces perles feront également des cadeaux très appréciés ! Chez les bijoutiers et les grands magasins...

Au miel

Perlier est une marque de beauté italienne basée uniquement sur le miel. Ses shampoings, crèmes pour le corps et autres toniques ont nettoyant tellement de douceur qu'elle a ouvert ses boutiques rien que pour elle. Vous trouverez toute cette gamme de « Ricca Naturale », 8, rue de Sévres, à Paris.

L'art du Louvre

Tout, vous savez tout sur « le Louvre et ses trésors », grâce à un nouveau livre qui leur est consacré, un beau livre qui traite, chapitre par chapitre, de l'évolution de l'histoire de l'art à travers ce musée et au moyen de 700 illustrations en couleurs. Un outil formidable pour approfondir ses connaissances. Et aller le vérifier sur place ! 289 F chez Sélection du Reader's Digest. Tél. : 46-64-16-16.

Chantilly

Les années 40 reviennent à la mode et, avec elle, la réédition de Chantilly, un parfum qui fut un grand succès après la seconde guerre mondiale. Chaud et sensuel, sans parler du flacon irrésistiblement rétro et désuet, c'est un parfum signé Houbigant. 750 F les 14 ml d'extrait. 7, place Vendôme à Paris.

Grrr

Déjà, en 1930, Cartier créait l'« ancêtre des pins », le clip ! Aujourd'hui, ce joaillier propose une collection de pins modernes avec deux nouveautés : des mini-penthières et des mini-féphantas, en or jaune sertis de brillants et les yeux en émeraude ou rubis.

Toute belle

Faites-vous une beauté pour les fêtes grâce à Matis, qui propose un produit spécial à cet effet, à savoir un soin « éclat intense » ainsi qu'un maquillage personnalisé. D'orte, une heure. 22, rue des Capucines, à Paris, et dans tous les instituts Matis. Numéro vert : 05-00-85-33.

Cheveux et peau, même combat - c'est ce que disent les frères Master qui ont, pour cela, élaboré une ligne de produits pour cheveux, unique dans son genre puisque fondée sur l'hydratation naturelle. Elle se fait à l'aide de composants actifs libérant un facteur produisant cette hydratation. Shampooings à partir de 75 F en pharmacie.

Continuons avec les soins nettoyants. L'Ultime II vient de sortir sous une ligne de démaquillants très sophistiqués. Elle est douce ou profonde ou de style moussant ! A cela s'ajoute deux lotions, une tonique et l'autre douce, ainsi qu'un démaquillant opacifiant spécial yeux. Dans les grands magasins, etc.

L'année Mozart

Cela n'a, bien sûr, échappé à personne, nous vivons une année mozartienne. Pour la finir en beauté, La Monnaie de Paris a frappé une pièce en l'honneur de son passage dans notre capitale. D'un côté, le jeune Mozart ou clavier, de l'autre, Versailles qui l'a consacré à ses débuts. Frappée à 500 F mais en or 22 carats, la pièce est sur fond brillant et tirée à 5 000 exemplaires, elle coûte 3 400 F à La Monnaie de Paris, 2, rue Guénégaud, à Paris.

GUNNAR P.

Dans la page « BRITISH » du Monde du 8 et 9 novembre 1991, il fallait lire dans le commentaire concernant le « COMPTOIR ANGLAIS », éd. : 43-42-08-74.

SPÉCIAL

Le temps passe à la vitesse de la lumière, Noël c'était hier et Noël c'est déjà demain ! Nous ne sommes pas encore lassés des cadeaux de l'an dernier que, déjà, nous allons nous précipiter sur des rubans rouges retenants des papiers dorés, lesquels enlèvent des espoirs, des rêves, des lumières, des ors, des pierres, des éblouissements. Noël c'est aussi les bulles légères du champagne, le caviar sur la glace pilée au fond d'une coupe d'argent et de cristal. Le sapin est vert, aussi tendre que l'amour qui fait ployer ses branches, sous le poids des cadeaux de la tendresse et de l'amitié. Cette page en est pleine, sélectionnée, finiquée, bichonnée. Quel suspense ! Le suspense de Noël... Le plus doux qui soit.

LES FROIDS EXTRÊMES !

Au Petit Matelot, vous trouverez tout pour vous protéger du froid. Il y a même un grand choix de vêtements en fibre polaire pour vos loisirs dans les froids extrêmes ! Chaussettes, pantalons, blousons, sweatshirts, gants... Mais il y a aussi, plus sophistiqués, les duflie-coats Gloverall, dans un très grand choix, aussi bien de couleurs que dans les lainages et pour tout le monde à partir de 2 ans ! Au Petit Matelot propose également des pulls ou des cardigans-vestes, dans une pure laine à grosse maille, très sympathique et très chaude, en maroc et en cuir ou en d'autres coloris sur demande, 440 F le pull, 748 F, seulement, pour la veste ! Au Petit Matelot, 27, rue de la Grande-Armée, 75016 Paris.

LES GRIFFES DOUCES

Les hommes de la Bourse connaissent bien DGM, et cela vous est parfaitement inconnu ? Pourtant, c'est une adresse en or à retenir ! En effet, ce « dépôt grandes marques » propose du prêt-à-porter masculin de la saison en cours, et griffé des plus grandes marques, de 30 à 50 % moins cher ! Voici des vestes en cachemire de Jacques Felh à 2 150 F ou signée Zegna à 3 600 F. On trouve aussi des manteaux en laine et cachemire à 1 650 F ou en pur cachemire de qualité Scabal, pour 4 450 F. Bref, des prix à révéler debout ! Ce dépôt propose également un rayon de « cuir » signé Gruno & Chardin, Fath, Rizzi... DGM, 15, rue de la Banque, 75002 Paris (3^e étage).

LES COSTUMES

« COUTURE »

Les vraies valeurs, voilà ce qu'aime Stéphane Men's. Pour ce faire il revient, en beauté, aux véritables costumes ! A savoir avec un plastron volant trois

toiles et non pas thermo-collé comme la façon moderne ! Voici donc le renouveau du costume deux pièces, élégant et classique. Cela à des prix fabuleux, 1 500 F ! Et pourtant, dans des tissus Cerutti, Dormeuil, Super 100... Bien entendu, vous trouverez, comme toujours chez Stéphane Men's, des articles en discount, costumes et chemises signés Lapidus, Féraud, Balmain, 130, bd Saint-Germain, 75006 Paris et 5, rue Washington, 75008 Paris.

BEAU, SOLIDE ET VRAI !

Quel beau retour pour les meubles Chappo qui se réinstallent dans leurs murs dans un bel espace brillant comme un sou neuf. C'est-à-dire au 14, bd de l'Hôpital à Paris, tél. : 43-31-23-18. Bien entendu, le magasin du 303, rue Saint-Jacques reste ouvert ! Grande nouveauté chez Chappo, qui réédite des meubles composables, les B 10, uniquement à structure de bois. Même leurs assemblages se font bois sur bois ! Ce système permet à chacun de créer ses meubles selon ses besoins et son espace, sans pour autant négliger l'harmonie des proportions. Il existe, en effet, sept dimensions pour les éléments de base !

LA MODE

A « CONJUGUER » !

Marie Moor est une jeune stylistesse à découvrir absolument. Installée sur la rive gauche, volontairement éloignée des grandes avenues, elle peut pratiquer un rapport qualité-prix très intéressant. Voici une mode qui se distingue d'abord par ses coupes, toujours impeccables et seyantes. Marie Moor cherche aussi à créer une ligne de vêtements que l'on peut « conjuguer ». D'où un superbe manteau court à col géant, très ample à 1 400 F, coloris gris et vifs ! On aime toujours

sof
FUTONS
39, rue Chapon - 75003 Paris
Tél. : 40-29-01-16
Matelas tout coton
Socles convertibles
Housses amovibles
Coussins

Marie Moor
Styliste
Spécialiste des tailleurs,
ensembles et accessoires de
qualité à des prix « doux ».
Ouvert du mardi au samedi
de 11 h à 19 h
74, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris - Tél. : 43-25-23-53

MERRY CHRISTMAS

JADE

L'ART DE VIVRE A L'ANGLAISE SUR 2 000 M²
AU CŒUR DE PARIS
MEUBLES ANCIENS | OBJETS DÉCORATION
PIN ET ACAJOU | BUREAU D'ÉTUDES
TAPIS | DIFFUSION

71, AVENUE DES TERNES 75017 PARIS - Tél. (1) 40 55 02 19
57 BIS, RUE D'AUTREUIL 75016 PARIS - Tél. (1) 44 30 19 87
Fax : 42 65 19 57

FÊTES

Noël : facile de séduire un homme

LA VOGUE

OLD ENGLAND

SOCIÉTÉ

SPORTS

Albert Ferrasse quitte la mêlée

Suite de la première page

Depuis 1968, l'homme a pour tant pris du galon. Il a connu quatre présidents de la République, coté des ministres et des ambassadeurs, approuvé à l'unanimité de Kéroux ou le prince de Galles. Surtout, il s'est imposé en monarque de rugby national, paternaliste et autoritaire, parfois jusqu'à la caricature. Acteur, il avait fait un remarquable patriarcat à la mode d'autan, qui réglait les affaires «entre hommes», un de ces chefs de famille dont on ne savait jamais s'ils étaient craints ou vénérés, admirés ou détestés.

Détesté, Ferrasse l'a sans doute été. Il fut souvent sifflé par le public. Les ennemis n'ont pas manqué, même si tous n'ont pas osé s'attaquer. Car entrer en dissidence était périlleux. Ferrasse a souvent répété qu'il n'aimait pas les «originaux». Pour ne pas l'avoir compris, des dirigeants comme Elie Peyberre ou Marcel Martin et des joueurs tels qu'André Bonifacio, Jo Maso ou Didier Codorniu ont été, en leur temps, mis au ban de cette «confédération maçonnique» du rugby dont l'Agence fut le Grand Maître.

«Je n'ai pas été un dictateur»

«Lorsqu'un type me casse les pieds, je fais des ronds autour de lui, puis le fusille», reconnaît-il en janvier 1989 dans l'«Equipe-Magazine». «Faire des ronds» à la mode de l'ovale ferrassien consistait à activer les réseaux d'amitiés et d'intérêts, à jouer du téléphone entre deux bons repas. Pris au piège, cerné par les hommes de ce président qui contrôlait tout au sein de sa fédération (des notes de frais aux demandes de mutation), le perturbateur était condamné, comme les alouettes que le jeune Albert, fils d'un ouvrier et d'une femme de ménage, attrapait jadis au collet du côté de Marmande.

Bien sûr, à l'heure du retour aux vestiaires, l'homme se défend d'avoir été, comme le surnomme l'un de ses détracteurs, le «César» de la FFR : «Je n'ai pas été

un dictateur. C'est du baratin. J'ai gouverné avec une équipe. Jamais en solitaire. J'ai été un leader.» Mais il peut difficilement nier qu'il a brisé ses rares contestataires pour s'entourer de fidèles, les dirigeants bien-pensants.

A-t-il agi au nom d'une certaine conception du sport et des hommes? Ses détracteurs assurent qu'il s'est laissé griser par l'euphorie du pouvoir. «Je n'ai jamais changé. Au contraire, je suis resté un sentimental et un naïf», rétorque-t-il avant d'ajouter : «J'accorde trop vite ma confiance aux gens. Ma secrétaire me dit toujours que j'aurais fait un parfait cocu.» Et le «Tonton» du rugby d'évoquer la «trahison» de Jacques Fouroux, longtemps considéré comme son fils spirituel et son héritier avant d'entrer, lui aussi, en dissidence.

Bon sens paysan

En fait, Albert Ferrasse, qui s'est un jour défini comme «coquin mais pas tordu», se méfie des surdoués, des talentueux. Il a toujours préféré les besogneux, les humbles, qui entrent sans rechigner dans la mêlée de l'existence. Comme si son parcours personnel avait valeur d'exemple à suivre, de rappel à l'ordre et à l'humilité pour tous les nanas. De sa vie, il estime volontiers qu'elle a été «américaine», celle d'un «manœuvre devenu PDG».

Il a d'abord rêvé d'être instituteur, mais le concours d'entrée à l'école normale, tenté à deux reprises, ne lui a pas souri. Avec pour seul diplôme le certificat d'études, il s'est alors engagé dans une usine de tomates, puis de pousser des barriques chez un négociant en vin («500 kilos, il fallait être costaud»). Il fut ensuite élève d'huissier, puis travailla avec son beau-père, un marchand de bois. Après un différend familial, il rejoignit son ami agencier Guy Basquet au sein d'une entreprise de sanitaires. Puis il lança ses propres affaires et finit par retrouver à la tête de trois sociétés (bus, douanes et transports). Le rugby, ce sport qu'il

a découvert sur le tard (à dix-huit ans), après avoir pratiqué le tennis de table, a sans doute facilité ce parcours sans faille. Non pas qu'il fut un champion d'exception : trois-quarts à Marmande, seconde ligne à Agen, pilier remplaçant en équipe de France, avant d'entamer une carrière d'arbitre.

Mais plutôt parce que sa roublardise et ce bon sens paysan dont il a toujours tiré une grande fierté lui ont valu de mener une grande carrière de dirigeant. Ainsi promu tête d'affiche, ce tricolour était



des banquets d'après-match a pu mener de front ses activités de président et celles d'homme d'affaires, guère intéressé par l'argent mais tout de même imposé sur les grandes fortunes.

Président de la FFR, il l'a été à sa manière, en chef de clan devenu bête de scène médiatique. Car Albert Ferrasse n'a jamais eu son pareil pour réjouir micros et caméras. Sourcil touffu et regard malicieux, il a su user de son charme estampillé «terroir». Il a parfaitement joué de ses allures de papy franchouillard, toujours prêt à se moquer des «English». Il est resté Albert le roi qui parlait en français et pechait la truite dans les Pyrénées. Quand bien même n'eût-il justifié sa volonté d'emmener le XV de France en Afrique du Sud, il s'est fait élire à l'unanimité, sans jamais avoir une autre étiquette que celle de «radical du centre».

A l'heure du bilan, il avance un «palmarès» éloquent : «Avec moi, la France est entrée à l'International Board [NDLR : le «gouvernement» du rugby mondial, place forte des Britanniques], le rugby a sa Coupe du monde, nous avons gagné trois grands chapeaux, le nombre de clubs français est passé de 500 à 2 000 et le nombre de licenciés de 50 000 à 220 000. Mais ses opposants rétorquent que l'argent récolté grâce à l'équipe nationale n'a jamais été équitablement réparti entre les clubs, que la fédération a souvent mené grande vie («Quand je reçois les British, je les emmène chez Lasserre, pas à l'Armée du salut») et que le «système Ferrasse» s'est privé, à tort, de techniciens compétents (Pierre Vilhepreux).

En fait, Albert Ferrasse ne se reconnaît qu'un seul véritable échec : il n'a pas été capable d'assurer sa succession. Conséquence : le rugby français traverse une crise très grave. L'ancien président du Stade toulousain, Jean Fabre, semblait destiné à la présidence depuis les élections du printemps dernier (le Monde du 9 avril), mais un accord entre Robert Paparone, bordé, Jean-François Rives et Bernard Lapasse (fidèle de Ferrasse et président du comité de l'Île-de-France) devait sans doute permettre à ce dernier de prendre le pouvoir, samedi 14 décembre. Nul ne sait trop quel est le rôle joué par Albert Ferrasse dans cette ultime mêlée, mais il restait en liaison téléphonique permanente avec les différents protagonistes. Une vieille habitude de la «démocratie du téléphone»...

PHILIPPE BROUSSARD

AVANT TRAVAUX

LA LIBRAIRIE

PICARD

SOLDE

UNE PARTIE DE

SES LIVRES NEUFS

Archéologie, Histoire, Beaux-Arts,

Architecture, Régionalisme

Jusqu'au 31 décembre

ouvert du lundi au samedi

82, rue Bonaparte, Paris VI

MÉDECINE

La polémique sur le dépistage obligatoire du sida

La décision du gouvernement de proposer systématiquement un dépistage du virus du sida lors des examens prénuptiaux et prénataux relance le débat sur

l'opportunité du dépistage obligatoire. Nous publions le point de vue du docteur Jean-Baptiste Brunet et les déclarations du professeur Roger Henrion.

La fausse urgence

par le docteur Jean-Baptiste Brunet

La classe politique ne se remet pas de la longue crise qu'elle a subie à propos de l'étude des pouvoirs publics face au risque transfusional en 1985. C'est dans ce contexte que réapparaît, comme un serpent de mer, le débat sur le dépistage obligatoire. Faut-il y voir une diversion, ou plus simplement les conséquences d'une secousse qui touche tous ceux qui, au fond de leur cœur, savent qu'avec les mêmes fonctions et à quelques jours près, ils seraient probablement agi comme les responsables de l'époque? Ou n'en nous fassent pas le reproche de n'avoir pas agi parce que nous ne savons pas si c'est utile!

Pourtant ce débat n'est pas nouveau. De communiqué en communiqué, chacun des gouvernements qui se sont succédés a été un jour tenu d'une déclaration ambiguë sur le dépistage, aux moments forts de la vie selon Michèle Barzach, systématiquement proposé y compris aux malades hospitalisés selon Claude Evin, avec la même formule, mais en remplaçant ces derniers par les militaires selon Jean-Louis Bianco. Une lettre que tous les médecins ont, paraît-il, reçue leur conseil de prescrire largement le test en fonction des facteurs de risque. Tandis que le communiqué leur enjoignait de proposer systématiquement le test aux jeunes mariés, mais trop peu, car pourquoi le mariage est devenu, en quelques jours, un tel facteur de risque. Communiqué de presse valant loi, les médecins devront appliquer cette stratégie et les tests seront remboursés à 100 % en attendant que la Commission d'Académie de médecine, le Conseil du sida et l'Ordre des médecins aient donné leur avis.

Le Haut Comité de santé publique, que le gouvernement vient de créer pour la donner des avis en matière de prévention, n'est pas mentionné parmi les instances consultées. Si cela ne le concerne pas, serait-ce que la santé publique n'a pas grand-chose à voir dans le débat? On peut le penser. Les Français savent-ils que seule la Bulgarie a imposé jusqu'ici le dépistage obligatoire avant la mariage? Que les trois États américains (Texas, Illinois, Louisiane) qui l'avaient instauré en 1987 l'ont abandonné depuis?

La politique de dépistage menée jusqu'ici en France, comme ailleurs, a ses raisons qui sont peut-être mal comprises. C'est d'abord par souci d'efficacité qu'elle a été retenue : si

l'information des patients et leur consentement sont nécessaires, c'est parce qu'aucun test biologique n'est une fin en soi en matière de prévention. Il n'y a pas, pour le sida, de traitement rapide qui supprimerait la maladie et la contagion, à la différence des autres maladies sexuellement transmissibles. Au contraire la constatation d'un résultat positif débouche sur une prise en charge longue et difficile pour les traitements médicaux comme pour les changements de comportement sexuel. Cette prise en charge dure des années et elle nécessite une confiance réciproque. La responsabilité est double : c'est celle du patient qui se prête au test autant que celle du médecin qui le prescrit. Le transformer en formalité administrative rend inutile toute discussion et aggrave une situation qui n'est guère brillante : selon un sondage récent, 20 % des médecins libéraux et 40 % des hospitaliers pratiquent le dépistage du virus du sida sans en informer leurs patients. Les négatifs aussi ont pourtant le droit de savoir. Un exemple pris ailleurs : le dépistage de la rubéole est obligatoire en France pour les femmes enceintes. Pourtant les deux tiers des malformations congénitales dues à cette maladie sont retrouvées chez des enfants dont la mère avait déjà été testée, avant la grossesse, la plupart pour une grossesse précédente. Un geste simple et peu coûteux (une vaccination) aurait suffi à immuniser ces femmes définitivement. Ce n'est pas l'obligation du test qui protège, c'est l'action de prévention qui découle du résultat.

L'argument du nombre

L'autre principe de cette politique c'est celui d'une incitation large au dépistage. Les pertains de l'obligation évoquent souvent l'argument du nombre : le dépistage obligatoire ferait bénéficier du test 750 000 femmes en préventif et 250 000 couples en pré-natal. Or le plan d'entre eux sont déjà testés! En 1990, 2,8 millions de tests ont été prescrits en France, auxquels il faut ajouter 4 millions de tests sur les dons de sang, en tout près de sept millions. Soit pour cent des tests prescrits par les généralistes ont été faits en pré-natal ou en pré-natal. Au début de 1991, 80 % au moins des femmes ayant accouché en région parisienne avaient été testées à l'occasion de leur grossesse. Dans les

établissements qui proposent systématiquement le test (beaucoup le font sans le proposer), moins de 1 % des femmes refusent le dépistage. Dans ces conditions qu'a-t-on à rendre le test obligatoire? On sait d'autre part qu'obligation ne veut pas dire systématiquement fait : la couverture vaccinale pour le BCG, vaccination obligatoire, n'atteint pas 70 % des enfants dans plusieurs départements.

L'irrationnel s'installe face à l'urgence de l'épidémie. On évacue plus facilement des dépistages systématiques dans les situations où les obligations existent déjà, ce qui évite de s'interroger sur leur intérêt. C'est un peu la stratégie qui consiste à chercher des clés sous les réverbères parce qu'il y fait plus clair!

J'ai personnellement mal à comprendre la logique qui voudrait que les tests soient gratuits pour les jeunes mariés et payants pour les patients qui viennent chez leur médecin avec des signes cliniques d'infection ou une maladie sexuellement transmissible récente. Au lieu de brûler symboliquement quelques millions de francs, ne pourrait-on d'abord les utiliser pour rendre accessibles les tests du sida dans les dispensaires anti-vénériens et les centres de planification qui n'ont toujours pas les moyens de le faire?

Et puis surtout : la vente des préservatifs stagne. L'Agence française de lutte contre le sida vient de changer de direction pour la troisième fois en trois ans. Rien, à part un bus de prévention à Paris, n'a été fait pour la prostitution. Le sida frappe l'Afrique comme jamais et la France contribue généreusement, pour 1 %, au budget du programme mondial de lutte contre le sida. Avec qui organiserons-nous les sommets de la coopération dans la prochaine année? Est-on sûr que le dépistage prénatal est bien la seule véritable urgence?

Le docteur Jean-Baptiste Brunet est directeur du Centre européen de surveillance du sida.

DÉFENSE

M. Joxe commente l'absence de la France à certaines réunions de l'OTAN

A Brest, où il a assisté, jeudi 12 décembre, au départ du porte-hélicoptères *Jeanne-d'Arc* pour la croisière annuelle des officiers-élèves de Navale autour du monde, le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, a estimé que sa propre absence à certaines réunions de l'Atlantique-Nord était devenue ce qu'il a appelé «une curiosité stratégique». Au début du mois à Paris (le Monde du 4 décembre), M. Joxe avait, devant un océan d'officiers des trois armées, considéré qu'il serait, si on n'y prend pas garde, «le dernier ministre de la défense de toute l'Europe à ne pas participer à des réunions de l'OTAN».

Le ministre de la Défense fait une allusion explicite à la convocation, le 20 décembre, d'une session de l'OTAN au cours de laquelle des ministres des affaires étrangères de l'Ouest rencontreront à Bruxelles leurs homologues de l'Est (avec, pour certains, la présence des ministres de la Défense) pour créer un Conseil de coopération de l'Atlantique-Nord. A cette réunion, à laquelle M. Joxe ne sera pas présent, devraient participer, du côté de l'Est, des ministres russes, bulgares, tchécoslovaques, hongrois, polonais, roumains et bulgares.

La non-présence du ministre français de la Défense à cette réunion est, selon le propos de M. Joxe, une question «attachée à une histoire et qui peut évoluer».

Ces déclarations interviennent à un moment où les ministres de la Défense de l'OTAN - hormis celui de la France - sont réunis à Bruxelles dans le cadre du comité des plans de défense. A cette occasion, le ministre allemand de la Défense, M. Gerhard Stoltenberg, a expliqué que ses collègues de l'OTAN et lui-même souhaitent tenir des réunions conjointes avec leurs homologues de l'Est. «Les alliés ne veulent pas prendre de décision, a-t-il ajouté, avant de consulter la France.» Un responsable néerlandais a estimé de son côté : «Tout le monde souhaite que la France se joigne à des discussions» entre l'OTAN et l'Est.

«Il est devenu opportun d'imposer dans certains cas le dépistage»

nous déclare le professeur Roger Henrion

«En matière de dépistage, doit-on passer d'une proposition systématique à une obligation?»

— Il est devenu opportun d'imposer dans certains cas le dépistage. Je pense ici aux femmes enceintes et aux enfants à naître. Pour ce qui est des femmes enceintes, il faut en effet savoir que la connaissance de l'état de séropositivité est importante d'un point de vue médical. En fonction de différents paramètres biologiques, l'attitude des praticiens n'est pas la même et les risques pour l'enfant sont différents. D'autre part, il est important pour plusieurs raisons de savoir si un enfant à naître risque d'être infecté et victime de la maladie. Se référer à répondre à ces questions équivaut à une perte de chance pour l'enfant, mais aussi pour sa mère. Ces questions sont également essentielles pour les maris, les compagnons des femmes concernées.

— Toutes ces données ne sont pas nouvelles. Pourquoi faut-il passer au dépistage systématique chez les femmes enceintes?

— A la maternité Port-Royal, chez les 327 femmes séropositives qui ont été hospitalisées, 50 % ont découvert qu'elles étaient infectées à l'occasion de leur grossesse. D'autre part, les études qui ont pu être menées dans diverses maternités parisiennes auprès de plus de 77 000 femmes ont démontré que ces dernières acceptaient à plus de 99 % ce dépistage lorsqu'il leur est

systématiquement proposé. Il est donc à mes yeux essentiel de passer maintenant au dépistage systématique, du moins dans les régions les plus touchées par l'épidémie, au premier rang desquelles la région parisienne et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ne pas le faire équivaut à mes yeux, et je n'exagère en aucune façon, à une forme de non-assistance à personne en danger. Il est d'autre part totalement inacceptable de faire, comme c'est souvent le cas, ce dépistage sans que la femme en soit informée.

— Ne craignez-vous pas en tenant un tel discours d'apporter un soutien à ceux qui considèrent que le dépistage est une obligation pour les victimes, les excluant?

— C'est en faisant du sida une maladie particulière que l'on apporte un tel soutien. On meurt certes du sida, mais on meurt aussi d'autres affections comme le cancer. Il faut banaliser le sida et, en ce sens, le dépistage de l'infection doit s'ajouter au dépistage systématiquement imposé lors de la grossesse d'autres virus ou parasites. C'est une erreur que de se référer à une telle mesure sous prétexte qu'une fois la séropositivité connue il n'y a rien à faire, puisque c'est faux en gynécologie-obstétrique.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Le professeur Roger Henrion est chef de service à la maternité Port-Royal de Paris.

OCDE

QUELQUES PUBLICATIONS DE L'OCDE SUR LES ÉCONOMIES EUROPÉENNES EN TRANSITION

Études économiques de l'OCDE/CEEET

• HONGRIE (août 1991).

ISBN 92-64-23554-X, 220 pages, F90 ... ex.

• RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUIE (fin déc. 1991).

ISBN 92-64-23607-4, environ 160 pages, F90 ... ex.

Ces deux études à l'étude sur la POLOGNE à paraître en 1992 : F230.

LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ. Préparé par Paul Morer et Salvatore Zecchini.

Vol. 1 : Les grands problèmes - Vol. 2 : Aspects particuliers (CEEET). Fin déc. 1991.

Cette publication en deux volumes, faisant suite à une conférence coparrainée par la Banque Mondiale, traite des principaux impératifs d'une transformation économique réussie. Elle analyse les leçons à tirer du développement économique de certains pays de l'OCDE et aborde la question de l'étalement dans le temps des réformes. Elle examine également les aspects sectoriels suivants : la mise en place d'institutions de marché et de marchés concurrentiels, la restructuration des entreprises, les problèmes liés au marché du travail, la politique sociale et le chômage, les conditions structurelles de la stabilisation macro-économique, la balance des paiements, la libéralisation des échanges et la convertibilité, la réforme fiscale et le développement du secteur financier (A paraître fin décembre 1991).

ISBN 92-64-03520-0, environ 762 pages, F300 ... ex.

LE RÔLE DE LA RÉFORME FISCALE DANS LES ÉCONOMIES D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (CEEET). Nov. 1991.

(Novembre 1991) ISBN 92-64-23575-2, 460 pages, F280 ... ex.

LA RÉFORME COMPTABLE DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (fin déc. 1991). ISBN 92-64-23609-0, environ 160 pages, F110 ... ex.

TRANSFORMATION DES ÉCONOMIES PLANIFIÉES : Réforme du droit de propriété et stabilité macro-économique, par Hans Blommestein et Michael Marese (CEEET). ISBN 92-64-23491-8, 140 pages, F125 ... ex.

STATISTIQUES POUR UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ (CEEET). Mai 1991.

ISBN 92-64-23486-1, 224 pages, F150 ... ex.

LE SYSTÈME AGRO-ALIMENTAIRE SOVIÉTIQUE ET LES ÉCHANGES AGRICOLES : Perspectives de réforme (fin déc. 1991).

ISBN 92-64-13602-9, environ 264 pages, F240 ... ex.

LES SERVICES DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE. Mai 1991.

ISBN 92-64-23487-X, 58 pages, F75 ... ex.

* CEEET : Centre pour la Coopération avec les économies européennes en transition.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et supplément : gratuits ... ex.

Publications en vente à la Librairie de l'OCDE, 33 rue Octave-Faurel, 75016 Paris (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures) ou par correspondance en envoyant cette annonce accompagnée de votre titre de paiement au service des publications.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques

2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

MUSIQUES

Mort du trompettiste Buck Clayton

Le jazz au bout des lèvres

Le trompettiste de jazz Buck Clayton est mort le 8 décembre à New-York à l'âge de quatre-vingt ans.

Pour quelques-uns, le souvenir le plus vif de Buck Clayton, vif comme le sont les premières images, est sa association avec Sidney Bechet à l'Exposition universelle de Bruxelles en 1958. Il avait alors quarante-sept ans et tournait en Europe.

Wilbur Dorsey, dit Buck Clayton, était né le 12 novembre 1911 à Parsons (Kansas). Après l'apprentissage de la trompette avec son père, il commence en Californie, comme na commençait dans les années 30, dans les orchestres de danse (Erwin Brothers, Charlie Enoch, Laverne Floyd). C'est à la tête de l'orchestre d'Earl Dancer et en compagnie du Teddy Weatherford qu'il s'installe pendant deux ans à Shanghai.

De retour à Los Angeles en 1936, il conduit un big band à succès (The 14 Gentlemen from Harlem) avant de rejoindre à l'automne la ville où se fait alors le jazz, Kansas City (Missouri), où il prend le pupitre de Hot Lips Page chez Count Basie avec qui il joue jusqu'en 1943. Buck Clayton est alors un des plus attendus et des plus brillants solistes de l'orchestre. On finit toujours de s'étonner que le big band du « count » n'ait besoin ni d'arrangements ni de partition en ses débuts, mais tous ses membres avaient le passé et le talent de Buck Clayton. Tous étaient en mesure de jouer leur rôle dans cette folie de création collective.

Mobilisé en 1943, il fait toute la

guerre dans des orchestres et, rendu à la vie civile, s'installe au Café Society à New-York, à la tête d'un sextette. En 1949, il effectue le premier de ses nombreux voyages en Europe. Aux États-Unis il accompagne Jimmy Rushing qu'il a rencontré chez Basie. Il joue avec Joe Bushkin, Sidney Bechet, Dicky Wells, Buddy Tate, Jimmy Witherspoon et Billie Holiday. Il voyage et choisit toujours le plaisir de vivre. On le voit aux côtés de Benny Goodman dans *The Benny Goodman Story* (1955), on le voit aussi dans *Jazz at Newport* en 1958 et encore plus tard dans *L'Avanture du jazz* (1970). Il visite le Japon et l'Australie en 1964, à sa place antérieure dans tous les festivals et doit finalement interrompre son activité pour réparer ses lèvres lésées, cette plaie des trompettistes.

La délicatesse d'expression

Dans son groupe, la Buck Clayton Jam Session (1974), il se contente de diriger et d'écouter, est le pupitre de trompette à Doc Cheatham, de six ans son aîné, qu'on a vu encore cet été à Nice. Buck Clayton est venu en France en 1978, a enseigné au Hunter College dans les années 80, a participé à la tournée européenne des Count's Men (1983) et a publié son autobiographie, *Buck Clayton's Jazz World*, en 1986. Il avait perfectionné son style avec Louis Armstrong et, sous des dehors légers, a porté la délicatesse d'expression à son plus haut degré.

FRANCIS MARMADE

CINÉMA

Les Soldats perdus

Une grande fresque historique et sentimentale enlissée dans l'imitation essoufflée d'Hollywood

LA NEIGE ET LE FEU de Claude Pinoteau

Malgré son titre placé sous le signe du contraste, *La Neige et le feu* est un film cohérent. L'histoire qu'il raconte ressemble à la cause qu'il plaide.

L'histoire est celle de ces jeunes Français qui, au lendemain de la libération de Paris, passent d'une Résistance parfois récente, souvent romantique, à l'usafisme de la 1^{re} armée, participent aux combats pour la libération de l'est du pays et l'écrasement définitif de l'Allemagne nazie. Cette histoire, le cinéaste l'a vécue, avec l'assurance de voir ses compatriotes détourner leurs regards de cette guerre laquée, pour se jeter avec entrain et précipitation dans l'après-guerre.

L'arrière-plan événementiel, où s'entreaperçoit la rivalité entre gaullistes et communistes, est le souvenir malheureux qu'a conservé Claude Pinoteau, son meilleur film, la piste évoquée dont on ne cessera de regretter qu'elle ne soit pas suivie. Pinoteau a préféré s'attarder aux tribulations sentimentales de trois adolescents. Des deux garçons, Vincent Perez campe le plus mûr, fils de riche et séducteur impérial, tandis que Mathieu Rosé écope du rôle de fils de concubine, complexe et incurablement fleur bleue. Il soupire toute la durée du film pour la belle infirmière qui lui a, un soir d'orage et de fièvre libératrice, accordé des faveurs qu'elle pensait éphémères.

Elle se languit, c'est obligé, pour le premier. Et, comme la vie est décidément mal faite mais les scénarios de Danielle Thomson toujours bêtis sur du solide, les deux garçons sont amis, à la vie, à la mort. L'infirmière, elle, est on ne peut plus évanouie. Elle est inter-

o Le Prix Louis-Delluc 1991 au réalisateur Alain Corneau. - Le 49^e Prix Louis Delluc a été attribué le 12 décembre au film d'Alain Corneau *Tous les matins du monde*, à l'auteur Maurice Bessy, président du jury. Il a précisé que le lauréat avait emporté par douze voix sur quinze. Les autres films sélectionnés étaient *L'embrasse pas d'André Téchiné*, *Paris s'éveille* d'Olivier Assayas, *La Belle Noiseuse*, de Jacques Rivette et *Van Gogh*, de Maurice Pialat. Le film d'Alain Corneau, qui sort le 18 décembre, est inspiré de l'histoire du musicien baroque du dix-septième siècle à la cour de France Marin Marais, interprété par Gérard Depardieu.

prétée par une jeune actrice, Géraldine Pailhas. Et Claude Pinoteau, qui « évada » naguère Isabelle Adjani (*la Gifle*) et Sophie Marceau (*In Bed*), exhibe avec quelque complaisance les appas de sa nouvelle trouvaille des les premières images du film.

Sur ce chemin mûr balisé qu'une piste de parachutage, le film dépose deux sagement un plan de canonnade derrière une séquence de facades adolescentes, une randonnée sentimentale après un écart moraliste, Géraldine quelle connerie la guerre. Dans le rôle de lubrifiant de cette rotonde mécanique, arrivent les Américains, braves garçons comme na suit. La jeune fille, fatiguée de fuir celui qui l'aime et de ne pas rattraper celui qu'elle aime, ne restera pas insensible aux charmes de l'american dream et de ses Lucky Strike, incarnés par un boy souriant, cinéphilie et timide.

Une impression de vide

Ils servent à tout, ces Américains. A peine les troupes sont-ils en mauvaise posture face à un panache qu'un détachement de GI's vient les sortir de ce mauvais pas. A peine le film se cherche-t-il un mécanisme dramatique que le modèle *Autant en emporte le vent* arrive à la rescousse, avec Géraldine O'Hara tirillée entre Viscent Butler et Mathieu Ashley qui fait, d'est-ce pas Pinoteau qui devrait porter à l'écran l'adaptation de *la Bicyclette bleue* avait que les ayant droit de Margaret Mitchell a arraisonné le projet sous un tir de barrage d'avocats ?

Dès lors, *La Neige et le feu* semble sorti tout droit de ces conversations entre professionnels de la profession, qui concluent que le cinéma américain faisait de plus en plus recette et le cinéma français de moins en moins. Il convient de faire désormais des films « comme à Hollywood ». Avec le soutien ministériel du producteur Alain Poiré, ce fut donc le pari engagé.

Hélas, dès le prologue et ses baricades parisiennes, la reconstitution manque à la fois de vérité et d'émotion. Et malgré les efforts de troupes pour faire de la figuration, l'écran la plupart du temps donne une impression de vide. Avec ses blocs de psychologie plantés dans le récit comme des poteaux indicateurs, le film s'enlise dans la neige. Il y a longtemps que le feu s'est éteint.

JEAN-MICHEL FRODON

NEW-YORK

correspondance

Le statut social et financier du librettiste a singulièrement changé depuis l'époque où il était salarié du roi. « C'est beaucoup moins stable de nos jours », dit en riant Alice Goodman, auteure du livret de *Nixon en Chine*, opéra aux allures de baade d'actualité qui arrive samedi à Bohigny. Les années, précise la jeune femme, elle gagne « à peu près le salaire minimum d'un instituteur de maternelle ». Sans sécurité car, « comme on me le fait abondamment remarquer, mon travail dépend beaucoup de la manière dont je m'entends avec mes collègues ».

Lorsque Alice Goodman quitte l'université Harvard nantie d'un diplôme de littérature, elle ignore ce qu'elle veut mais sait fort bien ce qu'elle refuse : « Publier des poèmes dans de petits magazines ». A l'époque - et encore aujourd'hui - elle considérait que la création littéraire américaine se dirigeait vers une impasse. « Je sentais que quelque chose se passait, il fallait que ce soit dans un autre univers. Je ne savais comment m'y prendre... »

Elle passe huit ans en Angleterre, y publie « des petites choses ça et là », épouse un poète anglais et rentre aux États-Unis. Depuis *Nixon en Chine*, créé en 1987 à Houston, elle a collaboré avec John Adams et Peter Sellars pour un autre opéra, *La Mort de Leon Klinghoffer*, créé en septembre 1991 à la Brooklyn Academy of Music et repris à Bruxelles

Profession librettiste

Rencontre avec Alice Goodman qui a écrit le livret de « Nixon en Chine » opéra signé John Adams pour la musique et Peter Sellars pour la mise en scène



James Maddalena et John Dwyer

au Théâtre de la Munnale (le Monde du 23 mars).

Le grand opéra a le plus souvent pris ses sujets dans la mythologie ou l'Histoire. L'allégorie est une figure presque imposée par les conventions et la prudence politique. Pour louer le prince ou le roi (votre employeur), un minimum de subtilité vous oblige à la transposition dans la Grèce ou la Rome anti-

que, au Moyen Age, à la Renaissance ou au siècle précédent (une telle distanciation permet aussi de glisser ça et là quelques messages subversifs).

« L'opéra américain contemporain suit le chemin exactement inverse. Au lieu de traiter de problèmes d'aujourd'hui à travers l'Histoire ou la mythologie, les auteurs puisent directement dans leur réalité quotidienne. » Avant *Nixon en Chine* et la rencontre entre le président des États-Unis et Mao Tse-Toung, X d'Anthony Davis (1986) parlait du leader nationaliste noir Malcolm X.

En 1990, *Manson Family* de John Moran avait pour personnage central Charles Manson, dont les disciples assassinèrent Sharon Tate. *La Mort de Leon Klinghoffer*, de l'équipe Adams-Sellars-Goodman, est inspiré par le détournement de l'Achille-Lauro par des terroristes arabes et le meurtre d'un juif américain handicapé.

Les détracteurs parlent d'« opéra journal télévisé ». Mais, confirme Alice Goodman, « la vie politique (américaine) est totalement orientée vers les médias - et c'est bien une des préoccupations de Nixon en Chine : la nature, les manières dont fonctionne le langage officiel des discours publics, ce qu'il recouvre, ce qu'il sous-tend. A part le 3^e acte, tout Nixon en Chine est constitué de discours. Après, j'ai commencé à faire attention au langage de la vie politique américaine. On m'accusait d'avoir exagéré. En fait, j'avais atté-

nue les choses pour éviter de tomber dans le Grand-Guignol ».

Tant pour Klinghoffer (Ancien Testament et Coran) que pour Nixon (Est et Ouest), la poétresse s'est intéressée aux affrontements entre entités philosophiques, religieuses ou culturelles, même si c'est pour en souligner le divorce ou l'incommensurable. « On apprend à présenter les arguments des divers camps avec autant de force que s'ils étaient les vôtres. Mais je ne pense pas qu'il soit possible de ne pas prendre position. Encore convient-il ne pas placer votre conviction comme un slogan. Je ne suis absolument pas une activiste politique. Si, vue de l'extérieur, dans ma collaboration avec Sellars et Adams, je passe pour une sorte d'émancipée, cela tient uniquement à la nature du rapport entre les mots et la pensée.

« Aux États-Unis, on ne discute pas de politique comme on peut le faire en Europe. Si vous êtes en désaccord avec quelqu'un, vous l'évitez et décidez de ne plus le revoir, ou bien, si vous restez amis, vous n'abordez plus le sujet. A l'intérieur de notre trio, les divergences politiques sont profondes. En l'occurrence, c'est positif : mes livrets s'en nourrissent. »

Propos recueillis par HENRI BEHAR

► Les 14, 15, 19, 21, 23, 26 et 28 décembre, Maison de la culture de Bohigny, 20 heures. Tél. : 49-31-11-45.

Un muet trop sonore

Peter Sellars s'intéresse au cinéma jusqu'à la démence. Le cinéma le lui rend très cher. Son apparition dans *La Mort de Leon Klinghoffer*, de l'équipe Adams-Sellars-Goodman, est inspiré par le détournement de l'Achille-Lauro par des terroristes arabes et le meurtre d'un juif américain handicapé.

La par était pourtant bizarre : un roman - toujours muet - du Cabinet du docteur Caligari, la classique de Robert Wiene, situé non plus dans l'Allemagne d'avant-guerre mais dans le New-York d'aujourd'hui. La différence n'est d'ailleurs pas si grande. Ici comme là, un décor déformé, tordu, correspondant à la vision du monde par un fou (chez Sellars, Wall Street après le krach de 1987). Un couple d'agents de change (Peter Gallagher et Joan

Cusack), dont la vie personnelle et professionnelle s'affondra comme l'économie du pays, fut des rencontres de plus en plus étranges avec le Dr Ramirez (Ron Vawter) et César le Somnambule (Michael Baryshnikov), ni directeur de carnaval ni mima assassin mais vagabonds sans-abri. « La première épopée de Wall Street en récession », écrit un ex-gé.

Hormis Joan Cusack, épatante, il n'y pas grand-chose dans ce *Dr Ramirez* à se mettre sous la dent. Curieusement, on ne sent guère chez Peter Sellars de réflexion sur l'anti-cinéma. La musique de John Adams, omniprésente et sans nuances, s'arrange pas les choses. Présentent les grands noms du générique.

H. B.

DANSE

Quatrième Grand prix de la vidéo-danse

Beaucoup d'œuvres intéressantes, mais pas une seule majeure : ainsi en a décidé le jury du quatrième Grand prix de la vidéo-danse de la ville de Sète, en attribuant pas les cent mille francs qui dotaient le grand prix. Cette compétition, organisée par le Centre international de la danse à PUNESCO, la ville de Sète et la région Languedoc-Roussillon, a reçu plus de 207 bandes, dont il ne restait qu'une soixantaine après sélection. Le jury de la presse internationale (30 000 francs) a récompensé *Romance* et *Juliet* de Barbara Willis Swade (Canada). Le prix de la réalisation vidéo-montage est allé à *la Lampe*, film réalisé par les chorégraphes Joëlle Bouvier et Régis Ochia (France) ; le prix du reportage vidéo-danse à *Kom dans mit mir* de Claudia Willes (Allemagne), un long-métrage sur la danse en hôpital psychiatrique. Le prix de la création chorégraphique a été attribué à *Comedia Tempore* réalisée par Nada Kokotovic (Yougoslavie) sur une chorégraphie de Josef Nadi. Le prix de la SACD, décerné à une œuvre musicale spécialement composée pour la vidéo (30 000 dollars) est allé à Steve Martland (Grande-Bretagne). Le jury a donné son prix spécial à *la Vieille et la porte*, réalisé par le chorégraphe Mats Ek (Suède). Pascal Boes (France), réalisateur très original, a reçu le prix d'encouragement pour *Trop 1* et *2*, sur une chorégraphie de Sarah Dentz.

D. F.

Le vague à l'âme du Cap-Vert

Cesaria Evora, la cinquantaine bien vécue chante la « morna » avec une dévotion canaille

CESARIA EVORA ou New Morning

Cesaria Evora, chanteuse de morna, capverdienne. Pas riche du tout. Un peu déprimée d'arriver au seuil de la vieillesse sans avoir bâti sa maison comme il le faut, mais elle gèle comme une jeune fille au moment de monter en scène, régulière par quelques petits coups à boire et un public qui l'aime d'un amour complice. Des Capverdiens, bien sûr, pour qui elle est une sorte de héros national, des Français passés par hasard ou par amour de l'art morna au Festival d'Angoulême et printemps ou par le New Morning qui avait accueilli Cesaria en avril.

Dans la vie, le personnage est touchant, sincère : une dame couleur café au lait, un peu forte, portant robes à fleurs et foulards pastel, tortillant son sac à main avec la timidité de ceux que la vie n'a pas gâtés d'emblée. Car Cesaria Evora est née pauvre sur l'île aride de Sao-Vicente, à Mindelo, la seconde ville de l'archipel du Cap-Vert et qui en fut longtemps la capitale intellectuelle. Un port, où tous les océans étaient permis, où les échanges étaient noirs, du Brésil, du Portugal et des Antilles, qui vibrent d'un créole mélange de portugais, de bantou et de yoruba.

Si Cesaria Evora est une star en son pays, elle le doit à cette faculté

presque magique qu'ont certains artistes populaires de capter l'esprit et le poète de la rue, de les restituer par un geste, une mélodie, un rire, de manière inépuisable. La morna, triste comme un *fado* des bas-fonds de Lisbonne, ironique comme une samba des banlieues brésiliennes, donne sa version personnelle de la saudade, la nostalgie, sentiment du manque et de la perte au Portugal, émoi des attentes amoureuses au Brésil, et ici balancé entre l'espoir de terres vastes et l'envie du retour au pays.

Cesaria Evora appartient à cette aristocratie mondiale des chanteuses de bar. A cinquante ans passés, elle n'a toujours pas désarmé, ni jamais craint la mauvaise réputation. Elle serre les cœurs de ses morna, dénoue les jambes de colodern trop bien balancées pour qu'on puisse y résister. Avant d'entrer en scène, un verre, de whisky, de rhum, de vin, de cognac, qu'importe, et une cigarette à la main, elle attend dans les coulisses, le temps qu'il faut, que les cœurs se réchauffent avec son Mindel Band (piano, guitare, batterie, *carquino*). Puis, occupe la scène avec une maladresse de surface, installée en réalité dans une parfaite adéquation de la voix, d'elle-même, des mots et des rythmes.

Un disque, le troisième en France, vient de sortir chez Mélodie, qui témoigne de l'intérêt porté ici à Cesaria depuis ses apparitions en Europe. *Mar Azul*, enregistré à Paris en toute sobriété et finesse, témoigne sans fard de cette Afrique parallèle, voisine métrique du grand continent noir. Elle bavarde et bère des navigateurs de haute mer.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le 15 décembre à 21 h 30.

BOUBAT - DOISNEAU - SIEFF - RONIS - WEISS
BAURET - MARAT - TINGAUD dédicacent leurs livres
samedi 14 décembre de 14 à 19 heures
Promotions - Cadeaux
Contrejour 96, RUE D'ACQUERRE (13^e) Tél. : 43 91 41 88 M. Gailé

CULTURE

THEATRE

La fête est finie

Vu par Alain Françon, le monde d'Offenbach danse sur un volcan volontairement éteint

LYON

de notre correspondant

La Vie parisienne, d'Offenbach, peut s'absorber de plusieurs manières. C'est, en fait, sa coupe de champagne derrière soi. Ou en la situant comme un port de refuge. Alain Françon s'en est souvenu à la grasse, au goût amer venu d'ailleurs, de cette Dame de chez Maxim's, par exemple, dont il fit, la saison dernière, une lecture décapante et dérangeante.

L'Opéra de Lyon, en lui confiant la mise en scène du chef-d'œuvre d'Offenbach, n'en attendait pas moins. Au panier, les paillettes, les bulles de champagne, les canons, les fous-furieux. Dès l'ouverture, l'arrivée en gare des étrangers, l'ambiance est installée. Deux passe-relais, des silhouettes, qui traversent, comme décapées dans des gravures de mode, deux personnages, Gardefeu et Bobinet, couple chaplainsque émergeant de quelque brigue nocturne, un Brésilien sans accent, mais au torse offert à tous vents.

Le deuxième acte, chez Gardefeu, est un modèle de mise en scène, avec le vieux serviteur hiéroglyphique et complice, les portes qui s'entrouvrent à défaut de claquer, les chaises que l'on déplace (et déplacent tout au long du spectacle). Un monde, demi-monde peuplé d'êtres dévoués, qui bougent en une agitation stérile et désolée. Et, au milieu, les domestiques qui s'écroulent. Les petits jeux, les intrigues de leurs maîtres, ils sont bien obligés d'y prêter la main, boulot oblige, mais ils bâillent, trébuchent, ou font les insolents.

Le bal de troisième acte tourne à la beuverie, alors que deux danseurs et danseuses esquissent une apparence de french-can-can. Au quatrième acte, chœurs et chorégraphes de café forment une sorte d'échafaudage devant lequel les héros des petits matins se retrouvent pour leurs ultimes échanges amoureux. En déglissant, de façon minu-

tieuse, la Vie parisienne, pour mieux lui communiquer une folie rentrée qui houle sous les arêtes, Françon élaire, d'une manière très pénétrante, l'univers d'Offenbach. Le compositeur et ses complices, Meilhac et Halévy, n'ont eu qu'à regarder autour d'eux pour dessiner leurs personnages, viveurs, demi-mondaines, valets de tous les trafics, comesses de pacotille et marquis de boudoir.

Mais, derrière le strass et les confettis, nous dit Françon, la fête est finie et les éteints sont fatigués. Il a choisi des comédiens plutôt que des chanteurs - comme Offenbach à la création en 1866, tradition reprise plus tard par d'autres hommes de théâtre, Jean-Louis Barault notamment. Saissant au vol des moments, des attitudes, il leur fait jouer en permanence du déclic entre le ton et les mots. Il s'offre même des clin d'œil en forme de citations, scéniques (la Dame de chez Maxim's) et musicales (Don Giovanni). Il est servi par une excellente distribution: le duo Bobinet-Gardefeu (Jacques Verzier, Jean-François Sivadier), Condremarck et sa baronne (Jean-Yves Chatais et Claire Wauthion), Frick (Alain Hoenig), Gabrielle (éclatante Isabelle Mazin). Le

résultat est un spectacle grinçant et drôle (1). Mais la Vie parisienne est aussi une œuvre musicale. Les comédiens chantent plus ou moins dans une école d'art dramatique. Il a obtenu son premier engagement à Darmstadt et son premier rôle dans Purgatoire à Ingolstadt, de Marie-Louise Fleischer. Ensuite il entre dans la troupe de théâtre de Düsseldorf, et c'est là qu'il y a quatorze ans Peter Stein, alors directeur de la Schaubühne, l'a vu, et l'a fait venir à Berlin.

« Enfant, raconte Udo Samel, j'imitais les adultes. Je voulais leur plaire, je voulais qu'ils m'aient et m'approuvent, alors je jouais au petit garçon sage. A neuf ans, je suis entré en pension. Je chantais dans le chœur, j'appartenais au groupe théâtral, mon premier rôle a été dans Bastien et Bastienne, de Mozart: je jouais Bastienne. Mon professeur d'allemand, un Serbe, m'a encouragé. Il me disait que j'étais le meilleur élève - c'était vrai - et que je pouvais prendre au moins dix visages différents.

« Très vite, je me suis engagé politiquement. A gauche, bien sûr. J'ai arrêté l'opéra, considéré comme de la merde réactionnaire, et nous avons monté l'Éveil du printemps, de Wedekind. Scandale dans la région. Le conseil des parents a même interdit les représentations. Finalement, j'ai repris l'opéra. A cette époque, pour moi, le théâtre représentait quelque chose de faux. A présent, je pense que lui seul peut transmettre les vérités. Mon alibi, c'était l'agit-prop. J'ai travaillé avec une troupe iranienne, sur une pièce qui racontait l'intervention de la CIA, la chute de Mossadegh, l'instauration du chah. La forme en était très directe... J'ai pris mes distances avec ce type de représentation, mais mon cœur bat toujours pour les faibles.

« Bien entendu, je souhaiterais que les vérités se rencontrent également hors de la scène. Mais on voit que les erreurs humaines se répètent inlassablement. On voit ce qui se passe en Yougoslavie, en Allemagne avec les étrangers, en France avec les Noirs-Africains. On voit des comportements qui ne permettent pas - comme chez Kleist, par exemple - de se poser des questions, de laisser faire la vie. Nous ne parvenons pas à nous accepter, alors que la scène nous offre mille occasions d'apprendre à connaître ce qui nous est étranger. J'ai fait du théâtre pour me sentir aimé. Je continue, parce que c'est

le seul moyen de garder un peu d'optimisme.

Udo Samel a grandi en Autriche et a suivi des études de langues orientales et de philosophie, avant d'entrer dans une école d'art dramatique. Il a obtenu son premier engagement à Darmstadt et son premier rôle dans Purgatoire à Ingolstadt, de Marie-Louise Fleischer. Ensuite il entre dans la troupe de théâtre de Düsseldorf, et c'est là qu'il y a quatorze ans Peter Stein, alors directeur de la Schaubühne, l'a vu, et l'a fait venir à Berlin.

« Enfant, raconte Udo Samel, j'imitais les adultes. Je voulais leur plaire, je voulais qu'ils m'aient et m'approuvent, alors je jouais au petit garçon sage. A neuf ans, je suis entré en pension. Je chantais dans le chœur, j'appartenais au groupe théâtral, mon premier rôle a été dans Bastien et Bastienne, de Mozart: je jouais Bastienne. Mon professeur d'allemand, un Serbe, m'a encouragé. Il me disait que j'étais le meilleur élève - c'était vrai - et que je pouvais prendre au moins dix visages différents.

« Très vite, je me suis engagé politiquement. A gauche, bien sûr. J'ai arrêté l'opéra, considéré comme de la merde réactionnaire, et nous avons monté l'Éveil du printemps, de Wedekind. Scandale dans la région. Le conseil des parents a même interdit les représentations. Finalement, j'ai repris l'opéra. A cette époque, pour moi, le théâtre représentait quelque chose de faux. A présent, je pense que lui seul peut transmettre les vérités. Mon alibi, c'était l'agit-prop. J'ai travaillé avec une troupe iranienne, sur une pièce qui racontait l'intervention de la CIA, la chute de Mossadegh, l'instauration du chah. La forme en était très directe... J'ai pris mes distances avec ce type de représentation, mais mon cœur bat toujours pour les faibles.

« Bien entendu, je souhaiterais que les vérités se rencontrent également hors de la scène. Mais on voit que les erreurs humaines se répètent inlassablement. On voit ce qui se passe en Yougoslavie, en Allemagne avec les étrangers, en France avec les Noirs-Africains. On voit des comportements qui ne permettent pas - comme chez Kleist, par exemple - de se poser des questions, de laisser faire la vie. Nous ne parvenons pas à nous accepter, alors que la scène nous offre mille occasions d'apprendre à connaître ce qui nous est étranger. J'ai fait du théâtre pour me sentir aimé. Je continue, parce que c'est

Udo Samel ou l'optimiste

Il joue Sosie dans «Amphitryon», de Kleist, dans la mise en scène de Klaus Grüber, avec la Schaubühne de Berlin

Le seul moyen de garder un peu d'optimisme.

Udo Samel a grandi en Autriche et a suivi des études de langues orientales et de philosophie, avant d'entrer dans une école d'art dramatique. Il a obtenu son premier engagement à Darmstadt et son premier rôle dans Purgatoire à Ingolstadt, de Marie-Louise Fleischer. Ensuite il entre dans la troupe de théâtre de Düsseldorf, et c'est là qu'il y a quatorze ans Peter Stein, alors directeur de la Schaubühne, l'a vu, et l'a fait venir à Berlin.

« Enfant, raconte Udo Samel, j'imitais les adultes. Je voulais leur plaire, je voulais qu'ils m'aient et m'approuvent, alors je jouais au petit garçon sage. A neuf ans, je suis entré en pension. Je chantais dans le chœur, j'appartenais au groupe théâtral, mon premier rôle a été dans Bastien et Bastienne, de Mozart: je jouais Bastienne. Mon professeur d'allemand, un Serbe, m'a encouragé. Il me disait que j'étais le meilleur élève - c'était vrai - et que je pouvais prendre au moins dix visages différents.

« Très vite, je me suis engagé politiquement. A gauche, bien sûr. J'ai arrêté l'opéra, considéré comme de la merde réactionnaire, et nous avons monté l'Éveil du printemps, de Wedekind. Scandale dans la région. Le conseil des parents a même interdit les représentations. Finalement, j'ai repris l'opéra. A cette époque, pour moi, le théâtre représentait quelque chose de faux. A présent, je pense que lui seul peut transmettre les vérités. Mon alibi, c'était l'agit-prop. J'ai travaillé avec une troupe iranienne, sur une pièce qui racontait l'intervention de la CIA, la chute de Mossadegh, l'instauration du chah. La forme en était très directe... J'ai pris mes distances avec ce type de représentation, mais mon cœur bat toujours pour les faibles.

« Bien entendu, je souhaiterais que les vérités se rencontrent également hors de la scène. Mais on voit que les erreurs humaines se répètent inlassablement. On voit ce qui se passe en Yougoslavie, en Allemagne avec les étrangers, en France avec les Noirs-Africains. On voit des comportements qui ne permettent pas - comme chez Kleist, par exemple - de se poser des questions, de laisser faire la vie. Nous ne parvenons pas à nous accepter, alors que la scène nous offre mille occasions d'apprendre à connaître ce qui nous est étranger. J'ai fait du théâtre pour me sentir aimé. Je continue, parce que c'est

on boit, on se suicide. Mais, je vais partir à la fin de mon contrat, après l'été 1992. Le monde a changé, la Schaubühne elle-même a un peu vieilli, moi aussi. Après quatorze ans de vie commune, une pause est nécessaire. J'ai envie de voir ce qui se passe avec moi, et en moi, lorsque je prends le risque de l'insécurité. Une fois, au moins, j'ai dû prendre ce risque. J'ai envie de faire du cinéma, même si le cinéma allemand n'est pas aussi important que le théâtre. Il faut essayer. Je saurai dans deux ans s'il est possible à un comédien de travailler *free lance* en Allemagne.

P. Joss recueillis par COLETTE GODARD

Le principe d'incertitude

AMPHITRYON à l'Odéon-Théâtre de l'Europe

Le dernier spectacle théâtral du Festival d'Automne est à l'Odéon, du 18 au 20 décembre. L'Amphitryon de Kleist dans la mise en scène de Klaus Michael Grüber (le Monde du 12 septembre). Une mise en scène tendue, qui, avec un humour inexorable et calme, décrit les troubles des identités fuyantes. La pièce suit de près celle de Molière, mais les angoisses schizophréniques de Kleist lui ont donné une couleur plus violente. Et Grüber n'adoucit rien. Dans un décor minimal de Gilles Allard, dans des éclairages magnifiquement sobres de Harald Gernig, se croisent illusions, mensonges, tromperies, glissements de l'incertitude jusqu'aux frontières de la folie. Face à la double figure de

Jupiter-Amphitryon, à celle de Sosie-Mercure, deux femmes douées... «Souvent je me demande ce que j'étais, ce que tu étais avant»... Grüber cite cette phrase de Giuseppe Ungaretti, arde des Carnets du vieillard.

Il peut aller très loin parce qu'il réunit une distribution époustouflante: Peter Simonischek (Jupiter), Otto Sanders (Amphitryon), Jutta Lampe (Alcmène), Imogen Kogge, Gard Wamellin (Mercure) et un Sosie féérique, naïf, boudeur, mais comme un enfant: Udo Samel. On l'a vu à Paris dans deux spectacles de Peter Stein: Grand et Petit, de Botho Strauss, et l'Orsée. Il est, ici, inoubliable.

C. G.

Les 18, 19 et 20 décembre à 20 heures. En allemand, surtitré en français. Tél.: 43-25-70-32.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 14 décembre: Drouot-Bichsel, 14 h: livres, peintures et sculptures contemporaines, photographes, appareils photo; Hôtel Ambassador, boulevard Haussmann, 14 h: vins, alcools; Drouot-Montaigne, 15 h: argenterie, bijoux.

Dimanche 15 décembre: Drouot-Montaigne, 15 h: art contemporain; Institut Pasteur, 14 h: vins.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 14 décembre: Aoxerre, 14 h 30: gravures, tableaux; Corbeil, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Fontainebleau, 14 h 30: bijoux, argenterie; Le Raincy, 14 h 30: instruments de musique, objets d'art; Sens, 14 h 30: jouets, poupées.

Dimanche 15 décembre: Argenteuil, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Chantilly, 14 h 30: estampes, Chantilly, 10 h et 13 h 30: TSF, Corbeil, 14 h: orfèvrerie, bijoux; Fontainebleau, 14 h 30: argenterie, bijoux; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Meaux, 11 h: manteaux et vestes; Neuilly, 14 h 30: tableaux modernes; Nogent-sur-Marne, 14 h 15: mobilier, objets; Fontainebleau, 14 h 30: mobilier, tableaux; Provins, 14 h: horlogerie de collection; Rambouillet, 14 h: tableaux et sculptures modernes; Saint-Germain-en-Laye, 14 h: vins; Sceaux, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Senlis, 14 h 30: mobilier, bijoux; Tonnay, 14 h 30: tapis d'Orient; Versailles (Rameau), 15 h: art africain, mobilier; Versailles (Cheval-Légers), 14 h: orfèvrerie, tableaux modernes.

PLUS LOIN

Samedi 14 décembre: Aix-en-Provence, 14 h 30: argenterie, bijoux; Alençon, 14 h: art africain, tapis d'Orient; Amiens, 14 h: mobilier; Angers, 14 h: argenterie, mobilier; Auch, 14 h 30: linge de maison; Beanne, 14 h: argenterie, mobilier; Epernay, 14 h: vins; Bourges, 14 h 30: armes; Brive, 14 h: céramique, mobilier; Bagny-sur-Croix, 14 h: tableaux, objets d'art; Châlons-sur-Marne, 14 h: jouets, tableaux; Dieppe, 14 h 15: Lithos; La Roche-sur-Yon, 14 h: tableaux modernes; La Rochelle, 14 h: mobilier, objets d'art; Lille, 20 h: argenterie; Limoges, 14 h 30: mobilier; Angoulême, 14 h (rue Croix-Blanche), 15 h: archives textiles de Blanchi-Férier; Lyon (rue Marcel-Rivière), 14 h 30: Extrême-Orient; Lyon (avenue Sidoine-Apollinaire), 14 h 15: automobiles, modèles réduits; Marseille (Prado), 10 h-14 h 30: argenterie, mobilier; Nancy (rue Sergent-Blandan), 14 h 15: art de la table; Nantes (rue Miséricorde), 14 h 30: mobilier, objets d'art; Nevers, 14 h: jouets;

Nice, 14 h 30: franc-maçonnerie; Orléans (rue du Pot-de-Fer), 14 h: mobilier, objets d'art; Orléans (impasse Notre-Dame-du-Cheval), 14 h 30: monnaie, décorations; Pamiers, 14 h 30: tableaux, bijoux; Pau, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Riom, 14 h 30: argenterie, bijoux; Saint-Etienne, 14 h: mobilier d'une propriété; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30: tableaux, livres; Saint-Malo, 14 h: mobilier, objets d'art; Sancerre, 14 h 30: tableaux, sculptures; Vendôme, 14 h 30: bibelots, mobilier; Vichy, 14 h: vins, alcools; Vitry-le-François, 14 h: vins.

Dimanche 15 décembre

Aire-sur-Adour, 14 h 15: mobilier, objets d'art; Angoulême, 14 h 30: mobilier, tableaux; Angoulême, 14 h 30: mobilier, tableaux; Angoulême, 14 h 30: jouets, bijoux; Arvieux, 14 h 30: argenterie; Arranches, 14 h 30: mobilier d'un château; Belfort, 14 h: mobilier, objets d'art; Besançon, 14 h: mobilier, objets d'art; Blois, 14 h: tableaux, tapis; Bordeaux, 15 h: véhicules de collection; Brest, 14 h 30: tableaux modernes; Burgundyville, 15 h: mobilier, tableaux; Calais, 14 h: cartes postales, bandes dessinées; Carcassonne, 14 h 30: monnaie; Chalon-sur-Saône, 14 h 30: orfèvrerie, mobilier; Chantilly, 14 h: mobilier, objets d'art; Châteauneuf, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Cognac, 14 h 30: orfèvrerie, bijoux; Dieppe, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Doullens, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Doullens (Calvados), 14 h: objets de maroie, mobilier; Dreux, 14 h: affiches; Evreux (Seine-Maritime), 14 h 30: mobilier, objets d'art; Epervilliers, 14 h: art de la table; Epinal, 14 h: mobilier, objets d'art; Evreux, 14 h 15: mobilier, objets d'art; Issoudun, 14 h 30: art d'Asie; La Grand-Combe (Gard), 14 h: mobilier, objets d'art; Lassoins, 14 h 15: mobilier, objets d'art; Les Andelys, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Lille, 14 h: jouets, mobilier; Lons-le-Saunier, 14 h: argenterie, bijoux; Lyon (rue des Tailleurs), 14 h 30: mobilier, bijoux; Mâcon, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Marseille, 15 h: armes; Mayenne, 14 h: mobilier, tableaux; Montargis, 14 h: mobilier, céramique; Montauban, 14 h 30: mobilier, tableaux; Montreuil-sur-Mer, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Nancy (rue de Nabecq), 14 h: mobilier, objets d'art; Nantes (rue Talma), 14 h 15: céramique, orfèvrerie; Neuville-de-Poitou, 14 h 30: mobilier, tableaux; Parthenay, 14 h 30: mobilier, poupées; Pont-Audemer, 14 h 30: dentelle, linge; Raudan (Puy-de-Dôme), 14 h 30: mobilier, objets d'art; Reims, 14 h: argenterie, tableaux.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-23-25 Télécopieur: (1) 40-65-23-99 Tél.: 206.806F

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SEINE-CEDEX Tél.: (1) 40-65-23-25 Télécopieur: (1) 49-60-30-10 Tél.: 261.311F

Édité par la SARL Le Monde Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944 Capital social: 630 000 F Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Éditions, M. Jacques Lefebvre, président.

Imprimé par le Monde à Paris 15, rue Falguière 75001 PARIS CEDEX 15 Commission nationale des journaux et publications, n° 57-257 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-68-28-33

Le Monde PUBLICITE Jacques Lesourne, président; Françoise Hugot-Devallet, directeur général; Philippe Dupuis, directeur commercial 15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia 75002 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 46-62-72-72 Tél.: MONDIPUB 634 128 F Tél.: 46-62-72-71, Société filiale 15-17, rue de Colonne et de Médaille et Régime Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Compagnie 38-15 - Tapes LEMONDE ou 38-18 - Tapes LM

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAIS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	512 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs et provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐ Nom: _____ Prénom: _____ Adresse: _____ Code postal: _____ Localité: _____ Pays: _____ Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Enfin il y a Molière, la Route Molière, double spectacle donné en alternance: le Médecin volant et le Cocu imaginaire un soir, les Précieuses ridicules version rock le lendemain. Le spectacle doit tourner, cet hiver, dans les universités américaines. Pour 1992, Jean-Manuel Florença a le projet ambitieux d'un Christophe Colomb en coproduction avec une compagnie vénézuélienne.

JEAN-CLAUDE FELON

opéra royal de versailles alceste opéra de lully 20 décembre, 18 h. location 47 20 36 37

POUR LES FETES



DU 26 AU 31 DEC. A 20H30 LYON OPERA BALLET ROMEO ET JULIETTE création pour 24 danseurs PRELOCAJ BILAL PROKOIEV 150F/96F - LOC. 42 74 22 77 2 PL DU CHATELET PARIS 4

Après Cités-Cinés, La Grande Halle-la Villette présente jusqu'au 5 janvier une exposition-spectacle sur la BD en 3 dimensions Métro Porte de Pantin 40 03 39 03

THEATRE NANTERRE Fantasio Les Caprices de Marianne Mise en scène Jean-Pierre Vincent jusqu'au 20 décembre DERNIERS

Les méthodes musclics de l'

L'une des l'Euro



COMMUNICATION

La liquidation de l'empire Maxwell

Les méthodes musclées de l'« empereur romain »

Alors que les cent quarante-cinq employés du quotidien *The European* ont été licenciés jeudi 12 décembre, les révélations se multiplient sur les méthodes douteuses qu'employait Robert Maxwell pour imposer son autorité.

LONDRES

de notre correspondant

Le phénomène de désacralisation semble devoir atteindre une ampleur à la mesure du pouvoir qu'exerçait Robert Maxwell de son vivant et de la crainte qu'il inspirait, tant à ses collaborateurs qu'à sa famille. Cet homme tout-puissant, vindicatif et retors, s'était fait bien plus d'ennemis encore que de courtisans. Alors que son empire part en lambeaux, sa réputation se ternit chaque jour davantage et ses fils Kevin et Ian sont eux aussi visés par les actions en justice qui se multiplient.

Jeudi 12 décembre, l'une des deux sociétés publiques du groupe, Mirror Group Newspapers (MGN), a annoncé son intention de poursuivre les frères Maxwell devant les tribunaux, estimant qu'ils doivent être jugés responsables du détournement de fonds opéré dans les comptes de MGN.

A la Chambre des communes, plusieurs parlementaires du Parti conservateur demandent l'organisation d'un débat sur l'affaire Maxwell.

□ Mobilisation des comités d'entreprise des quotidiens lyonnais du groupe Hersant. — Les comités d'entreprise de deux quotidiens lyonnais du groupe Hersant, *Lyon-Matin* et *Le Progrès*, ont recouru à la « procédure d'alerte » sur leur situation économique, à la suite de l'annonce de l'étatement jusqu'à mi-janvier du versement du treizième mois, pour certains salariés. Une grève avait déjà empêché la parution des quotidiens lyonnais le 10 décembre et un plan de départs volon-

taires pour une dizaine de journalistes sera appliqué à *Lyon-Figaro*. Mercredi 11 décembre, le personnel de *Lyon-Matin* s'est étonné par voie de motion que le groupe Hersant invoque des difficultés économiques, pour surseoir au versement de salaires, alors qu'il a acquis le *Bien public* pour la somme de 145 millions de francs (*le Monde* du 29 mars). Le texte proclame l'« attachement » du personnel à la pluralité de l'information, à l'autonomie et à la pérennité des titres.

L'incroyable
salle de contrôle

Robert Maxwell poursuivait en justice et intimidait tous ceux qui faisaient mine de le contester. Mais cette explication est-elle suffisante? Le campainant à un « empereur romain », M. Greenslade, ancien rédacteur en chef du *Daily Mirror*, souligne, dans sa chronique du *Wall Street Journal*: « Il n'aurait pas pu mettre les gens à mort ou les donner en pâture aux lions, alors il détruisait les vies par des assignations en justice ou en privant les gens de leur

emploi. » Aujourd'hui, le *Daily Mirror*, fleuron de l'ex-empire, ne parle plus de son ancien patron qu'en écrivain « l'escroc Robert Maxwell ». La déconstruction de cette incroyable salle de contrôle et d'espionnage installée à Maxwell House, le quartier général du groupe, n'aurait pas été possible sans les méthodes peu reluisantes de l'ancien patron de presse.

Le matériel entreposé dans ce local lui permettait de mettre sur écoute les bureaux de ses principaux collaborateurs, et celui de son fils Kevin. Telle était la tâche et la responsabilité exclusive de son chef de la sécurité, M. John Pole, un ancien officier de Scotland Yard. Les journalistes du *Daily Mirror* tentent, aujourd'hui, de présenter une solution financière pour le rachat de leur journal, mais leurs chances de l'emporter sont faibles face à des groupes aussi puissants que Pearson ou Latham: les administrateurs provisoires sont tenus d'accorder la priorité à l'offre la plus élevée, ce qui laisse peu de place aux questions d'indépendance rédactionnelle.

Leurs confrères de l'hebdomadaire *The European* — dont le rédacteur en chef est M. Lionel Stoléru, ancien ministre du gouvernement français — ont déjà presque tourné la page: les cent quarante-cinq employés ont été licenciés jeudi et, à moins qu'apparaisse une solution financière dans les semaines à venir, *The European* sera liquidé. La valeur de ce journal, structurellement déficitaire, est estimée entre 25 et 30 millions de livres. Pour le *Daily News*, de New-York, la situation est tout aussi dramatique: à moins d'un apport rapide d'argent frais d'environ 150 millions de dollars, le quotidien sera, lui aussi, mis en faillite (*le Monde* du 12 décembre). L'« héritage » des fils Maxwell apparaît de plus en plus comme une addition, encore incomplète, de dettes.

LAURENT ZECCHINI

La coopération avec Canal Plus se bornant à un « échange de savoir-faire »

Hachette en quête de nouveaux partenaires professionnels pour la Cinq

La Cinq demeure plus que jamais le sautier numéro un du groupe Hachette, jusqu'à obscurcir l'horizon du premier groupe de communication français. Les actionnaires se sont réunis le 12 décembre afin d'autoriser l'émission de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) de 200 millions de dollars, destinés à éponger les dettes des filiales américaines et notamment de l'éditeur Gröbler. Mais le PDG d'Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, n'a pu éviter d'évoquer le dossier de la Cinq.

Il a réitéré l'engagement stratégique du groupe Hachette en tant qu'hyperacteur d'une chaîne privée généraliste, pièce essentielle d'un groupe multimédias moderne, mais il a aussi confié que l'année 1991 avait été « une année terrible et dommageable », en raison notamment de la stagnation des investissements publicitaires et d'une réglementation audiovisuelle trop contraignante. Ce qui a entraîné la Cinq dans une spirale de « pertes trop importantes ». M. Lagardère n'a pas révélé leur montant exact mais tout porte à croire qu'il devrait dépasser les 850 millions de francs, l'hypothèse la plus pessimiste avancée par les dirigeants de la chaîne devant les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

L'endettement du groupe atteignait, fin 1990, 10,9 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 30 milliards. Une situation grave mais qui n'est pas encore dramatique, compte tenu des fonds propres (4 milliards de francs) dont dispose le groupe et de son programme de cessions, comme la participation de 10 % dans le capital de Rizzoli et la vente de l'immeuble d'Hachette, boulevard Saint-Germain à Paris. Mais la baisse du marché immobilier parisien ainsi que la stagnation des investissements publicitaires dans la presse magazine, aux États-Unis comme en France, ne sont pas de bon

augure. Et la Cinq continue à jouer son rôle d'épine financière.

Hachette aura apporté fin 1991 quelque 500 millions de francs au compte courant de la chaîne. En outre, la totalité des 975 millions de francs provisionnés en 1990 par Hachette en prévision des pertes de sa télévision devraient être utilisés cette année. Le comité d'entreprise du 17 décembre, au cours duquel le volume des pertes comme celui des licenciements devraient être annoncés, donnera sans doute une vision plus précise de l'avenir de la Cinq.

Tout en n'abandonnant pas l'espoir d'atteindre l'équilibre en 1994, M. Lagardère a précisé qu'un « reformatage » de la Cinq « permettrait de lui donner une allure suffisamment attrayante pour trouver des partenaires financiers ». Car le groupe Hachette, opérateur et

actionnaire à 25 % de la Cinq, ne peut se permettre « d'y investir plus que de raison ». Le PDG d'Hachette souhaite « rechercher des partenaires professionnels avec un savoir-faire plutôt que des financiers qui entrent et sortent ». Parmi les personnalités rencontrées figure M. André Rousselet, le PDG de Canal Plus. M. Lagardère et Rousselet se sont rencontrés une seule fois, en octobre. Du côté de la chaîne payante, si on indiquait que Canal Plus ne pouvait se désintéresser de la Cinq, son apport ne pouvait se résumer « qu'à un échange de savoir-faire, en matière d'aide à la programmation, par exemple, et non à une participation financière ».

YVES-MARIE LABÉ

La chaîne à péage Filmmet diffusera en D2 MAC

La chaîne à péage Filmmet, qui couvre les Pays-Bas et la Scandinavie, diffusera dès le 15 décembre en norme D2 MAC sur un canal du satellite Astra. La chaîne de cinéma a signé un contrat avec Franco-Télécom pour la gestion du péage avec la norme Eurocrypt, et a commandé 100 000 terminaux de réception à Philips. Filmmet, qui continuera d'être diffusée sur un autre canal en PAL, pourra ainsi progressivement passer à la diffusion au format d'écran large 16/9. En pratique, ainsi une double diffusion ou simulcast, Filmmet anticipe par ses besoins commerciaux sur la directive européenne qui doit bientôt être adoptée, et qui rendra ce simulcast obligatoire en 1995 (*le Monde* du 3 décembre). La conversion de Filmmet confirme la percée du D2 MAC sur le marché scandinave, où plus de 150 000 décodeurs sont installés.

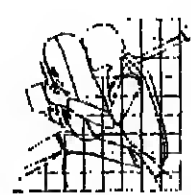
□ Report de l'examen du projet de loi sur les quotas audiovisuels. — L'Assemblée nationale continuera le lundi 16 décembre le débat sur le projet de loi sur les quotas audiovisuels, qui avait commencé dans la nuit du 12 au 13 décembre. L'extension des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), défendue par M. Michel François, député PS de l'Oise, n'a pas été renvoyée en commission comme l'avait demandé l'opposition.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

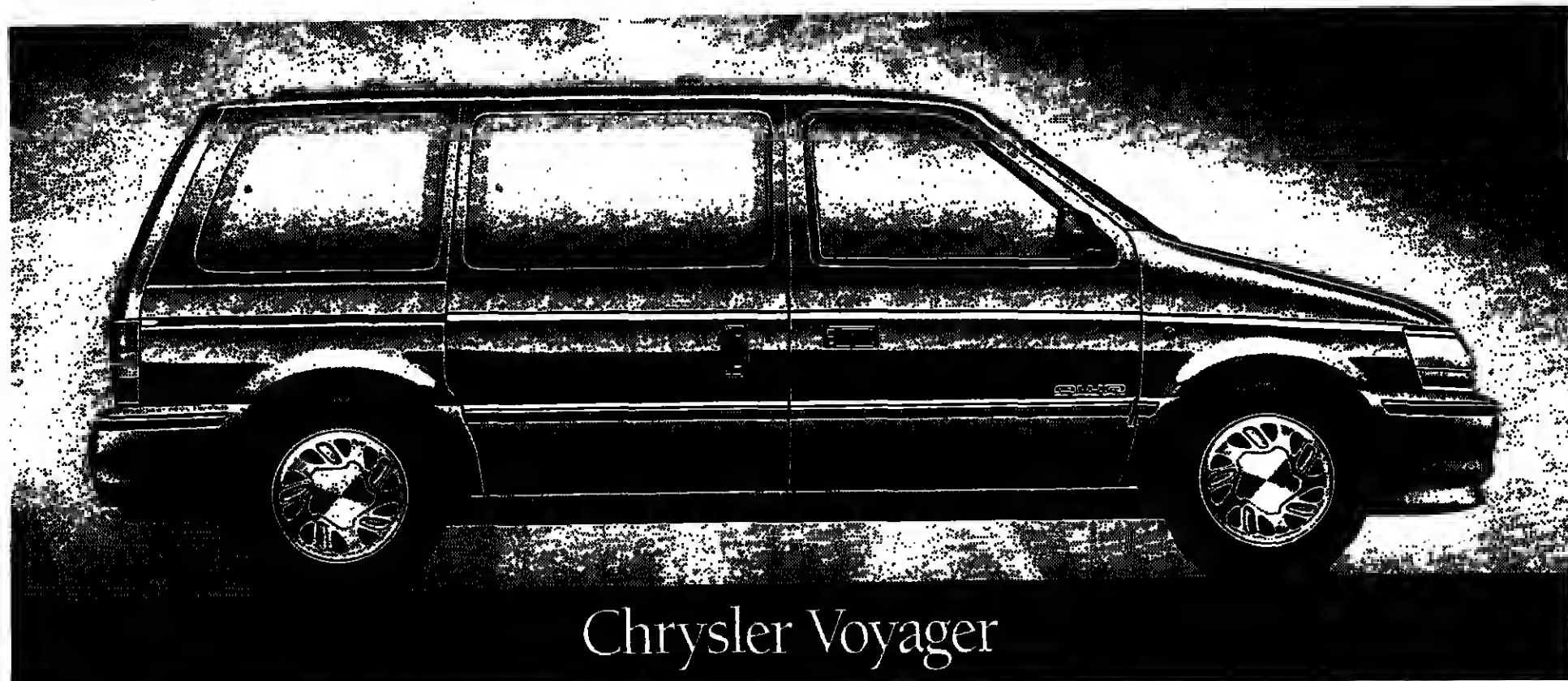
RADIO TELEVISION

L'une des raisons pour lesquelles l'Europe devient plus sûre.



Depuis toujours, l'engagement de CHRYSLER est de concevoir et de construire des véhicules les plus sûrs possible. Et, parmi les véhicules produits par CHRYSLER, le meilleur exemple en est le Voyager ² dont toutes les versions sont équipées en série d'un Airbag* côté conducteur. Pour une sécurité accrue, un système de freinage ABS est également monté en série sur les versions LE ², AWD ², et Limited ². Dans la gamme des Voyager ², la version AWD (4x4) dispose en outre d'une transmission intégrale; lorsque les conditions d'adhérence sont mauvaises, sous la pluie ou sur la neige, une répartition automatique de la puissance entre les roues avant et arrière assure une meilleure motricité. Votre concessionnaire CHRYSLER se tient à votre disposition pour vous présenter en détail toutes les caractéristiques du Voyager. Vous découvrirez pourquoi le Voyager est le monospace le plus répandu dans le monde, avec plus de 2,5 millions d'exemplaires vendus à ce jour. Aujourd'hui, les Européens sont de plus en plus concernés par la sécurité.

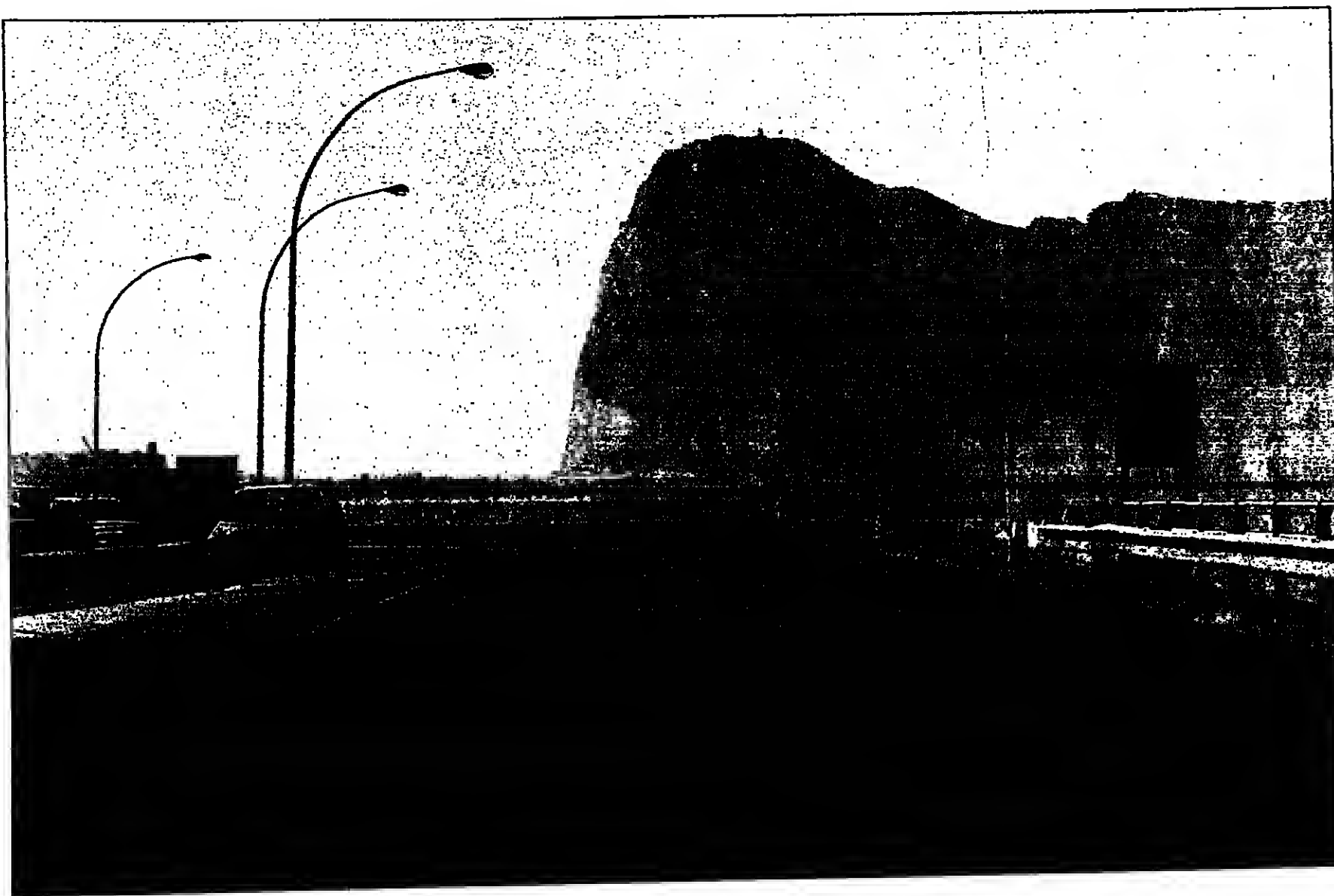
CHRYSLER



Chrysler Voyager

*Airbag: coussin gonflable de protection. — Modèle présenté: Voyager AWD ², option peinture métallisée.

S A N S • V I S A



FRANÇOIS NOURIS/TOF

Gibraltar, « finis terræ » de l'Europe

Que sait-on au juste de ce rocher où l'Union Jack doit partager de plus en plus son espace avec le drapeau gibraltarien, tous et clef sur fond blanc soutenus de rouge ? Les clichés et les idées reçues abondent sur ce territoire tenu durant seize ans sous le blocus de l'Espagne et qui aujourd'hui affirme sa volonté d'autonomie et en appelle à l'Europe pour reconnaître l'originalité de son histoire et de sa culture.

De la mer, déferlent les déflagrations sourdes d'une canonade dont la barrière rocheuse envoie l'écho rouler sur la ville, tandis que les claquemets secs d'une violente et brève fusillade éclatent à l'extrémité de la piste d'envol. Contre quel assaut se défend Gibraltar ? Simplement contre celui des mouchettes qui manifestent quotidiennement, à chaque décollage ou atterrissage, leur refus d'assurer l'impunité à une piste volée sur leurs eaux, et, à moins d'un mille de la côte, contre celui d'un retour aux affrontements du passé à coups de destruction d'explosifs - déclenchés. A moins qu'il ne s'agisse de manœuvres conjuguées, purement sonores, destinées à stimuler l'atavisme d'assiégés des habitants.

On ne plaisante pas avec le moral et la sécurité des citoyens dans la péninsule « britannique » de la péninsule ibérique. L'anticipation du danger, l'extrême rapidité dans l'action, comme on l'a vu lors du meurtre de trois terroristes de l'IRA en février 1988, restent de mise aujourd'hui, et le *Gibraltar Chronicle*, « le journal sans parti pris politique » né en 1801, juste à temps pour offrir en scoop quatre ans plus tard au monde la bonne et la mauvaise nouvelle de Trafalgar, n'hésite pas à aborder avec toute la gravité requise le moindre incident qui accablait la menace diffuse : « Une serviette ayant été laissée auprès des comptoirs d'enregistrement hier peu après midi, les employés de l'aéroport appellèrent par haut-parleur le propriétaire à se faire connaître. Personne ne se manifestant, le terminal fut entièrement évacué. Les artificiers firent exploser l'objet au cours d'une heure de l'après-midi. La serviette s'avéra ne contenir que des papiers personnels et un rasoir électrique. Lorsque son propriétaire revint peu après, son bagage lui fut restitué - en pièces. »

Voilà pour les explosions audibles. Au chapitre des visibles, les plus manifestes sont celles, incontestablement liées, de l'immobilier et de la finance. Qui arrive par mer voit les lourdes grues portuaires repositionnées une à une par les frêles silhouettes de leurs concurrens en

bâtiment, bien décidées à faire disparaître les remparts ancestraux et la vieille ville derrière une avant-garde de hautes immeubles. Eux seuls sauront offrir l'engagée façade babilonnée requise par la finance supranationale, des résidences pour les retraités fortunés qui entendent garder leur magot (exempt d'impôt) avec leur navire à l'œil, et aussi (le gouvernement n'est-il pas socialo-travailliste ?) quelques centaines de logements pour les natifs auxquels le roc n'a pas laissé la place voulue pour mettre pied à terre.

Le terrain constructible est si défilant qu'il a fallu en appeler au savoir-faire des ingénieurs néerlandais et danois pour poldériser 30 hectares sur le rivage tourné vers l'Atlantique, à l'entrée de la ville. L'investissement, le plus important jamais consenti par le Danemark à l'étranger, conduit à exporter du plus septentrional Etat de l'Europe des douze jusqu'à son extrême sud tout le nécessaire hautement préfabriqué à l'édification de 55 000 mètres carrés de bureaux afin d'offrir, sous le nom d'Europort, les kilomètres de moquette les moins dépayssants qui soient aux hommes d'affaires.

Une première tranche devrait être achevée au début de l'année prochaine, juste à temps pour que les visiteurs, assurés acheteurs des produits hors taxes dispensés par le Rocher (exempts de TVA), que l'on espère détourner de l'universelle Séville, puissent se transformer en autant de propagateurs de la bonne nouvelle du Gibraltar nouveau. Et, comme si l'argent ne pouvait paraître se multiplier sans les images de bonheur les plus communément admises, l'on s'apprête à gagner sur la mer 24 hectares à l'est, côté Méditerranée, au pied de la verticale falaise, pour y installer une large plage aux parasols propres à convaincre que l'affaire est bien de tout repos.

Le simple glissement de fonction qui transforme une forteresse imprenable, celle peinte sur le blason offert imprudemment à la citadelle en 1502 par Isabelle la Catholique,

en un vaste coffre-fort rassurerait l'investisseur le plus craintif. Surtout lorsqu'à la cinquième centenaire clef Sécurité portée en sautoir sur les murailles le marketing appuyé par l'histoire est venu ajouter la clef Confidentialité.

A l'image des 43 kilomètres de chemins et routes - plus qu'à l'air libre, a-t-on coutume de répéter fidèlement - creusés dans le roc pour soutenir les sièges les plus longs, Gibraltar se trouve déjà à la tête de 30 000 souterraines sociétés offshore - autant que d'habitants (1) - et estime à sa portée d'en doubler le nombre - n'en compte-t-on pas deux millions dans le monde ? Les dépôts bancaires, qui s'élevaient à 480 millions de livres (2) en décembre 1987, sont passés à 743 millions un an après, pour atteindre 1,35 milliard en mars 1990, dont 1,09 en dépôts off-shore (provenant de personnes ou d'institutions non résidentes).

Et ceux qui reprochent au Rocher de jouer au navigateur solitaire mais pas solitaire (le dérivant glissant, là encore, doucement du drapeau de la plaisance à celui de complaisance), échappant sinon au droit, du moins à la morale commune, se voient renvoyés par ce farouche européen entré dans la CEE en 1973 dans les bagages du Royaume-Uni (3) à l'exemple luxembourgeois.

Si l'on en juge par l'annuaire thématique du territoire, la reconversion de la garnison semble largement entamée et propre à soutenir les assauts que son ajustement sur des cibles nouvelles a commencé de susciter. Autour du donjon constitué par vingt-quatre banques accrues d'Europe (4) - Espagne comprise - des États-Unis et d'Asie, crédibilisant l'entreprise et servies par une batterie d'employés dont le nombre a plus que doublé, passant de 300 à 700 ces six dernières années, sont mobilisés l'infanterie des cabinets d'avocats, d'avoués (vingt-neuf) et de courtiers (vingt et un), protégeant une avant-garde de conseillers financiers ou fiscaux (quarante-cinq), de sociétés fiduciaires (dix-neuf) et d'investissement (vingt-sept), servis par des comptables (vingt-quatre) et des

agences de publicité et de marketing (treize).

Quel étonnement de rencontrer en leur compagnie autant de notaires (neuf) et d'agents immobiliers (dix-neuf) sur une terre de moins de 6 kilomètres carrés, où la quasi-totalité de l'espace est public, ignorait qu'à faire circuler l'argent plus vite et à meilleur prix ce sont des pans entiers de la Costa del Sol qui viennent y changer de mains. Le Rocher ne perd aucune occasion pour déployer hautement la bureaucratie espagnole et énoncer tous les avantages que l'homme pressé trouvera à traiter de son côté de la baie. Ce qu'auraient fait ces derniers temps, argument de poids, 70 % d'entre eux.

A commencer par l'essentiel des dévotions arrivants parmi les 250 000 Anglais « expatriés » sur la route de Malaga qui trouvent leur compte à Gibraltar, ne serait-ce que

pour les biscuits au gingembre de Marks & Spencer.

La précipitation des autorités, soucieuses de transférer en un temps record la silhouette de porte-avions de l'étroit territoire en celle d'un paquebot ou d'un casino flottant, ne va pas sans altérations du passé.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 24

- (1) Gibraltar compte environ 20 000 Gibraltariens (nés sur le Rocher avant 1925 et leurs descendants) et 10 000 résidents.
- (2) Une livre vaut environ 10 francs.
- (3) Les îles Anglo-Normandes et celle de Man, autres « paradis fiscaux », dont le statut à de nombreux points communs avec le Rocher, ont été expressément exclues de la CEE.
- (4) La seule banque française est Indosuez.

AU SOMMAIRE



La Coupole avant, après.....	p. 23
Actualités gallo-romaines.....	p. 28
Voyages On soigne.....	p. 22
Eric Hazan éditeur et marcheur.....	p. 24

Échecs (p. 22) • Télés (p. 22)
Jeux (p. 26) • Table (p. 27)

NOEL AU PAYS DU PERE NOEL

3 VOYAGES D'EXCEPTION EN LAPONIE FINLANDAISE



Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS 81/82 dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques 36 rue Tronchet 75009 Paris Tél (1) 47 42 38 05

- Trois programmes de Noël (pages 11 à 13) et de multiples activités : ski, traîneau à renne, luge, motoneige, traîneau à chiens.
- Le Père Noël, son traîneau, son renne et ses cadeaux.
- Un guide-accompagnateur Paris/Paris.

SCANDITOURS

C'EST *a posteriori* l'une des idées les plus simples, les plus évidentes qui soient, mais, comme il arrive presque toujours paradoxalement dans ces cas-là, ce fut aussi la plus difficile à trouver, puisqu'elle est toute récente. On soldes, depuis l'aube des temps, toutes sortes de marchandises invendues ou en excès : c'est même devenu le principe de base des économies dites « libérales ». On liquide tableaux, vaisselle et bijoux quand on se retrouve en difficulté financière ou quand, pour une raison ou pour une autre, par choix ou par nécessité, on doit quitter un pays ou une ville. On brade quotidiennement des actions en Bourse : cette dernière n'est même faite que de ces mouvements d'accordéon des valeurs, un jour surévaluées, le lendemain dévaluées. Depuis les années 70, on vend à prix réduit, grâce aux charters, les places d'avion non occupées. Bref, on soldes tout et n'importe quoi, mais on ne soldait pas, jusqu'à présent, les voyages et les destinations.

C'est chose faite depuis avril dernier, depuis qu'une centrale nommée Degrifours vend, quinze jours à l'avance et avec des réductions pouvant aller jusqu'à 40%, les places non vendues sur les croisières et les circuits organisés par les grands voyagistes. Le principe de la chose est d'une simplicité désarmante : vous composez sur votre Minitel un certain code - 3615 DT en l'occurrence, - et vous voyez apparaître sur votre écran toute une série de destinations possibles pour des départs dans les quinze jours qui suivent. Comme dans les magasins de vêtements dégriffés, l'identité du voyageur, ainsi que les noms des compagnies aériennes et des hôtels, ont été soigneusement

effacés, mais toutes les autres spécifications s'y trouvent. Un système qui allie l'économie à la simplicité : pour peu que l'on accepte un peu de précipitation dans le départ, on trouve ainsi des croisières principales à des prix d'étudiants, et des circuits haut de gamme, en hôtels quatre-étoiles, pas beaucoup plus chers, en définitive, qu'un mois d'eunmi à Saint-Florentin chez tante Amélie.

La formule connaît d'ailleurs un grand succès : en six mois, pas moins de 200 000 personnes se sont ainsi connectées, pour information, au numéro précité, dont 4 000 sont réellement parties grâce à Degrifours. Les deux « inventeurs » de cette idée banale, mais à laquelle il fallait penser, MM. Maurice Méline et Francis Reversé, viennent, en outre, de lancer un autre service de soldes, celui-ci à six mois maximum d'avance et avec, bien évidemment, des réductions moins importantes - de l'ordre de 20%, - Réducteur, qui, lui, centralise plutôt les offres promotionnelles des voyagistes. Parfait pour les jeunes retraités et les étudiants, qui peuvent partir quand bon leur semble et qui sont d'ailleurs, semble-t-il, les meilleurs clients de ces deux centrales de vente à prix cassés, le système l'est aussi pour ceux qui, ne sachant pas trop où aller ou bien encore n'ayant pas beaucoup d'imagination, aiment bien qu'on

Voyages : on soldes !



leur donne en sus des idées. Bien sûr, la plupart des utilisateurs de ce service savent ce qu'ils veulent et refont sans cesse le programme jusqu'à ce que leur destination « sorte ». Mais le système est aussi une véritable manne pour tous ceux - les hésitants caractériels, - pour qui choisir représente une

angoisse et l'occasion de tergiversations douloureuses, et qui, partant, ont besoin qu'on les mette au pied du mur. Pourquoi aller au nord plutôt qu'au sud, et vice-versa ? Pourquoi New-York, et non Moscou ? Pourquoi les Indes, et pas le Japon ou l'Afrique ? On peut même imaginer des personnes

tirant au hasard leur destination à partir des informations données par le Minitel, jouant à pile ou face un raid dans le désert contre une croisière dans les fjords norvégiens, un séjour en club à Palma contre un autre dans le Tyrol ; ou bien encore se décidant uniquement en fonction de la consonance de la destination proposée et de ce qu'elle fait lever comme promesse imaginaire. Comment résister à un circuit en Terre de Feu ? A une croisière dans le Spitzberg ? A un raid dans le désert de Gobi ?

Les joueurs pourront même perfectionner le système, en attendant le tout dernier moment possible pour se décider, juste avant l'embarquement. Comme des voyageurs inscrits sur plusieurs listes d'attente alternatives et qui laissent le hasard décider à leur place pour savoir quel avion ils vont finalement prendre, on peut imaginer que mienne une sorte de grande « Bourse des voyages », avec, comme dans la Bourse des valeurs, un marché à terme, où l'on achèterait, revendrait et même parfois utiliserait de simples options d'achat. L'économie maximale plus le plaisir du jeu et celui de l'imprévu : le plus beau voyage, le voyage ultime, ne serait-il pas celui dans lequel, sachant d'où l'on part, l'on ne sait jamais où l'on peut bien arriver ? Déplacement dans le réel tout en même temps que dans

l'imaginaire : les deux dépaysements, si difficiles à coordonner en pratique, seraient d'ici, dès le départ et sans effort, couplés.

ALLANT plus loin, on peut même imaginer que non seulement les destinations soient tirées au hasard, mais même le nom des personnes avec qui l'on part. Comme dans *La vie est un long fleuve tranquille*, on verrait ainsi des croisières prétextuelles pour Le Quesnoy, décrivant une atmosphère *a priori* plutôt terne et coincée ; et, à l'inverse, des Le Quesnoy décrivant les plaisirs des vacances familiales pour Grosseille dans quelque province reculée de la France « profonde ». Des roulettes pourraient ainsi remplacer avantageusement, dans les aéroports, les comptoirs de réservation des compagnies aériennes, que pourrait animer tel ou tel présentateur de variétés à la télévision en désaccord avec sa chaîne, rendant ainsi au voyage toutes ses dimensions d'aventure et d'imprévu.

Non seulement le voyage retrouverait ainsi son essence originelle d'errance, mais, comme on le disait jadis de ce service militaire qui a tendance, dans tous les pays civilisés, à disparaître, ce système pourrait s'avérer aussi un formidable instrument démocratique de brassage des classes sociales. Et si cette révolution introuvable, à laquelle tout le monde semble avoir aujourd'hui renoncé, se trouvait dans le plaisir et au bout des tapis de jon...

Patrice Bollon

ESCALES

Tozeur en douceur

Les palmiers se balancent au rythme du vent. Pour les irriguer, des milliers de sources confluent, certaines chaudes, d'autres tièdes, d'autres, encore, froides, toutes régularisées depuis des siècles par le « chef des eaux ». Au bout de la palmeraie verte se soulèvent les dunes brunes ou blondes aux tranches acérées. Un peu plus loin étincellent les chotts, anciens bras de mer devenus désert de sel, blanc et lumineux comme de la glace. Ils appellent que le golfe de Gabès et l'île de Djerba ne sont pas loin. Au-delà de Tozeur, les montagnes colossales, les horizons flous féconds

en mirages, les immensités ocre tachetées du vert des oasis, témoins des miracles de l'eau.

Les dattes, les fameuses *deglet nour* (« doigts de lumière »), sont les meilleurs de Tunisie. Elles ne ressemblent guère aux fruits collants des supermarchés français. Plus d'une centaine d'espèces sont cultivées selon un rite traditionnel. Les hôtels, du plus simple au plus luxueux, sont de longues bâtisses fondées dans le paysage, ou de rassurantes maisons carrées dont la cour centrale permet un peu d'oublier la chaleur. Nouvelles Frontières (tél. : 42-73-10-64, notamment) vient d'inaugurer le Bassma, un petit village aux maisons basses de style traditionnel avec patios, fontaines, rigoles d'eau

courantes et gazouillantes et l'ombre à venir des palmiers et bougainvilliers qui viennent d'être plantés. Un ensemble simple, spacieux et de bon goût avec de grandes basses et salle à manger pleines de lumière, une piscine plus hollywoodienne qu'olympique et un solarium. La courtoisie du personnel, la proximité de l'aéroport, la brièveté d'un vol direct qui met Tozeur à trois heures de Paris et des prix étonnamment raisonnables font de ce dernier hôtel « palézien » une réussite en la matière : une semaine, 1 270 F en pension complète (1 670 F pendant les vacances scolaires), 1 090 F en demi-pension. Tunisair (tél. : 42-66-93-03) s'associe à ce dispositif : chaque vendredi un vol décolle à 19 h 15 de Roissy et atterrit à Tozeur à 22 h 10 (l'aller-retour, 1 800 F). Cela sans préjudice des vols Tunis-Tozeur-Tunis qui assurent la correspondance avec les vols de Paris.

Sur place, les excursions ne manquent pas. A cent mètres du Bassma, on peut passer des heures dans une sorte de petit palais arabe, le musée Dar Cherati, à admirer dans le détail les collections d'un industriel touzri amoureux de la Tunisie et de sa ville. On peut emprunter le Léopard rouge, un petit train offert en 1940 par la France au bey de Tunis et qui circule dans les gorges de Foued Selja. Par la route qui traverse le chott, on atteindra les oasis de montagne - Tamerza, Chebika, Midès - où les palmiers n'ont pas perdu la lutte contre les blocs de pierre ocre. C'est aussi le moment d'aller voir les oasis du Nefzoua puisque le Festival des oasis y aura lieu du 21 au 26 décembre suivi, du 27 au 30, par celui de Douz. Renseignements : Office national du tourisme tunisien (32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-72-67).

Sélection établie par Patrick François et Danièle Tzavard

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Une saison à Paris

Dix ans de vie musicale itinérante ont donné à La Fugue un certain air cosmopolite, une urbanité de bon aloi et, référence suprême pour le mélomane, une connaissance incomparable des scènes musicales européennes. Il n'est pas un orchestre, pas un chef ou un soliste que ce spécialiste du voyage musical n'ait vu ni entendu à Berlin, Vienne ou Milan. Paris figure désormais à son répertoire. Paris qui abrite du 22 février au 3 juillet 1991, au Grand Palais, une rétrospective Toulouse-Lautrec : peintures, dessins et gravures venus de l'Art Institute de Chicago, du Musée Pouchkine de Moscou, de la Tate Gallery de Londres. Paris qui ne possède pas moins de quatre, voire même cinq temples du bel canto : l'inégalable palais Garnier, l'Opéra-Bastille, l'Opéra-Comique, le Théâtre des Champs-Élysées et le Châtelet. Quinze escapades parisiennes donneront à voir l'exposition et surtout à entendre le meilleur de la saison lyrique parisienne. Paata Burchuladze, la célèbre basse géorgienne, dans *Boris Godounov*, Luciano Pavarotti dans *Un bal masqué* et Plácido Domingo dans *Otello*, à la Bastille. Le Théâtre des Champs-Élysées accueillera Carlos Kleiber et la Philharmonie de Vienne. On retrouvera avec bonheur le palais Garnier pour le *Barbier de Séville*, en hommage à Rossini pour le bicentenaire de sa naissance. L'Opéra-Comique donnera, de même, la *Cambiale di matrimonio* et une petite farce, *Signor Bruschino*. Ces représentations (places de première catégorie) et l'entrée à l'exposition Toulouse-Lautrec (sans file d'attente) sont incluses dans des forfaits de une à cinq nuits. Le prix est fonction de la catégorie de l'hôtel (3, 4 étoiles ou luxe). Brochure de présentation auprès de La Fugue (32, rue Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14). Se procurer également la brochure « Europe » particulièrement attrayante cette année.

A Scuol, en basse Engadine, une région très ensoleillée de Suisse, l'hôtel Guardavall est une demeure du dix-septième siècle, répertoriée dans la chaîne des hôtels romantiques. Une semaine en demi-pension dans ce cadre montagnard mais raffiné coûte 3 500 F par personne en chambre double (ajouter 100 F par personne et par jour en pension complète). On peut s'y rendre en avion (Paris-Zürich, à partir de 1 435 F) ou en train (Paris-Scuol, 1 566 F ou 1 022 F). Sept et demi Voyages (22, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél. : 42-65-22-29) effectue toutes les réservations.

A Varengeville-sur-Mer, vieille de Noël dans une petite église du XVI^e siècle que jouxte un cimetière marin, tous deux perchés au sommet d'une falaise crayeuse. L'église possède un vitrail de Georges Braque représentant l'arbre de Jessé et des bas-reliefs populaires inspirés par les expéditions maritimes du XVI^e siècle. Après la messe, réveillon normand (380 F) et nuit (360 F) dans une chaleureuse auberge, l'Hostellerie de la Vieille Ferme (tél. : 16-35-86-72-18), au hameau de Mesnil-Vai, non loin de Dieppe.

« Turkestan chinois, oasis interdites » : l'exposition de photographies prises à cinquante ans de distance par deux femmes - Ella Maillart, en 1935, Kevin Kling, en 1985 - fait escale à Paris, du 16 décembre 1991 au 16 mars 1992, au Musée Guimet (6, place d'Iéna, 16^e), tous les jours sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Une vision à compléter par l'exposition *Oasis interdites et la Vie Immédiate*, photographies, d'Ella Maillart (Payot) et *Turkestan, oasis de la Chine*, de Kevin Kling (Chêne).

Le palazzo Vendramin, un palais vénitien du quinzième siècle jouxtant le Cipriani (réouverture le 14 février prochain) et qui peut faire appel à ses services, dispose de neuf suites. Du 20 décembre 1991 au 15 mars 1992, le transfert de la gare ou de l'aéroport au palais par bateau-taxi, 2 nuits et petits déjeuners, un dîner au Harry's Bar et un dîner dans un restaurant vénitien coûtent

7 200 F environ pour deux personnes. Du 27 décembre au 6 janvier, 9 250 F. Réservation directe au 19-39-41-520-77-44.

Cadeaux et jouets d'ailleurs. Deux adresses parisiennes en proposent : Jouets au Club Voyageurs de Voyageurs du monde (53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris, tél. : 42-86-17-17), exposition des maintenant, vente du 16 au 28 décembre, du lundi au vendredi de 13 à 21 h 30, le samedi de 10 h à 19 h ; objets artisanaux et jouets de Chine à la Maison de la Chine (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, tél. : 40-26-21-95) du 6 décembre au 21 janvier.

Ski sur le Vieux-Port de Marseille, du 14 au 22 décembre, dans le cadre d'une opération destinée à mettre en valeur le domaine touristique alpin de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. A cette fin, une piste synthétique de 37 mètres de long sera installée sur le quai d'honneur et les amateurs seront encadrés et conseillés par des moniteurs de l'école de ski des Orres, station qui propose une charte garantissant dix facteurs-clés pour réussir ses vacances.

« Toutes les neiges » présente les idées ski et les « côtes du ski » dans les Hautes-Pyrénées. Une brochure à demander à la Maison des Pyrénées (11, rue Rameau, 75002 Paris, tél. : 42-61-38-18 ou 6, rue Eugène-Tenot, 63004 Tarbes, tél. : 62-93-03-30). Caractéristiques des stations et différents types de forfait. Une bonne sélection qui se distingue par sa clarté.

Rectificatif. Une coquille a rendu incompréhensible, dans la double page Livres en bouillonne (« Le Monde sans visa » du 30 décembre), la distinction établie par la photographe Kevin Kling, dans son album sur le Turkestan, entre Mongols et Moghols, ces derniers étant des « guerriers d'ascendance mongole ayant adopté la langue turque et la religion musulmane » et ayant régné, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, sur une partie des Indes.

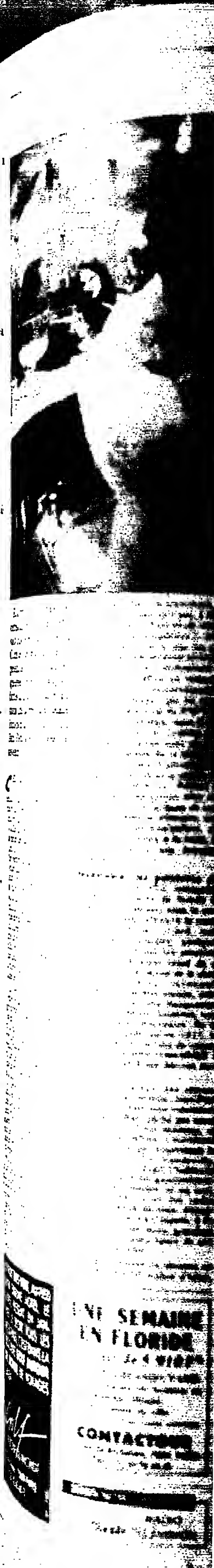
1. 2. 4. 8. 10.
à 100 % par CASHMERE

SOLDES CASHMERE

EN EXCLUSIVITÉ À PARIS
comme à Londres et à Edimbourg
CASHMERE HOUSE
solde les plus beaux Cashmere d'Écosse
Cashmere Alexandre SAVIN et les meilleurs fabricants écossais
soldent de 20 à 55 %
pulls, accessoires, écharpes courtes et longues, plaids, etc.
Dimanche 15 Décembre
Lundi 16, mardi 17, mercredi 18, jeudi 19, vendredi 20, samedi 21
Dimanche 22 Décembre
Grande mise en vente « Spécial Noël »

DE 10 HEURES A 18 HEURES 30

CASHMERE HOUSE
2, rue d'Aguesseau (angle 60, Fg St-Honoré)
PARIS 8^e
Sans interruption de 10h à 18h 30



A PARIS

Retour à la Coupole



Rouvrir le restaurant et rafraîchir le décor ne suffisait pas pour que vive la Coupole : ses nouveaux propriétaires ont appris, après quelques bernes et quelques fantes de goût, à ajouter au menu une denrée rare, mais indispensable : l'esprit du lieu. Petit à petit, il semble revenir.

CELA avait été une vilaine querelle, un divorce avec éclat. Beaucoup avaient juré de ne plus y remettre les pieds, puisqu'on leur fermait leur chère vieille Coupole, qu'on s'apprêtait à poser des étages de bureaux sur son toit en terrasse où, autrefois, les peintres du quartier venaient jouer aux boules. On dramatisait : il n'y avait déjà plus d'après à Saint-Germain-des-Près, et voilà qu'on vendait Moutparnasse à l'encan, quelques décennies de précieux repas d'écrivains qui étaient entrés dans la chronique littéraire mondiale. On s'en allait manger ailleurs, maudire ces abandons de mémoire et le cynisme d'une époque où la nostalgie ne valait plus un sou.

Oui, en 1988, l'annonce de la vente de La Coupole avait fait grand bruit. On regarda se dresser les palissades. Le reprenneur du restaurant, Jean-Paul Bueber, président du groupe Flo, avait beau affirmer que les fresques des piliers seraient préservées, ainsi que les mosaïques du sol, le bar, et la salle de dancing, au sous-sol, ils tournèrent le dos, familiers tatillons sur leurs habitudes, ceux de la brasserie aux nappes de papier, à droite de l'entrée, sur le boulevard, les amoureux du petit déjeuner qui croyaient écrire comme Dos Passos, vieux client, les dîneurs fauchés, à la recherche d'un gogo à taper, bref tous ceux qui avaient participé aux dernières années du monument, s'en retirèrent derrière René Lafon, créateur de cette œuvre éphémère, en 1927, et qui avait veillé sur elle jusqu'à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Aujourd'hui, curieusement, La Coupole ne désemplit pas, à midi, comme le soir. Sont-ils de retour, après leurs bonderies ? Allez savoir. Sans doute pas les grognards du quatorzième arrondissement, pas les littérateurs de l'après-midi. Mais en resto-t-il, c'est-à-dire de reconnaissables, des têtes connues qui se soient pas du show-biz ou du PAF ? Sartre n'est pas revenu, mais il était trop tard pour lui, comme pour tellement d'autres dont un livre raconte l'histoire de ce restaurant unique comme l'antichambre obligée de l'art et de la pensée (1). Mille anecdotes, sur Bunnel ou Giacometti, ne seront plus servies. Mais est-ce la faute de cette nouvelle brasserie, avamante, amicale, et encore bon-enfant, qui teute, des cuisines à la salle, de rester fidèle à son écrasant modèle ?

Indéniable, les peintures des piliers attirent l'œil, restaurées, lavées des traces de fumée de cigare. On a même, sous la couleur du temps, retrouvé la teinte originale, un vert criard, mais tout à fait d'époque, quelques traces de lave sur les premiers piliers, qui avaient cessé de se montrer avec la patine de la chronique. Certains revenants avaient, l'an dernier encore, critiqué la couleur des banquettes, jaunasses, celle des boiserie, trop claires à leurs souvenirs. Ils se firent expliquer qu'en 1927, la salle était ainsi, en bois de citronnier. La réplique ressemblait à l'original, pas à ses dérivés successifs.

S'il est heureux des retrouvailles avec la clientèle, Jean-Paul Bueber reconnaît bien volontiers qu'il a, au début, péché par souci de perfection. Trop modeste, se déclarant lui-même « marchand de soupe », lui qui travaillait à la rive droite — Le Vaudeville, Julien etc. — il avait l'habitude de la recette en gastronomie. Un type de clientèle, et un seul, par restaurant, avec des codes simples, connus de tous, dissuasifs ou acceptés. La Coupole, il l'a compris avec les mois, gratifiait d'abord ses clients épris de son savoir laisser-aller.

Des générations de dîneurs ne se fiaient qu'à un maître d'hôtel,

à un seul, qui connaissait son monde, les habitués de la brasserie, ou les nouveaux riches qui avaient, fortune faite, traversé la salle pour les nappes de la droite. A la porte, ou vous accueillait en grommelant. Jean-Paul Bueber a cru bien faire en offrant, d'abord, à l'entrant, le sourire de jolies jeunes filles. Faut-il La Coupole était un restaurant d'hommes, de trognes, de manes de vieux messieurs qu'on servait aussi aux dames. Ses maîtres d'hôtel, ses chefs de rang, parfois n'importe où ailleurs, paraissaient trop jeunes, trop pressés. Avant, on ne dérangeait pas Céline, on attendait un signe de lui. Mais Céline ne viendra plus, et Jean-Paul Bueber a donc quelques excuses.

Le nouveau « Monsieur Lafon » de La Coupole égrène lui-même les premières erreurs commises. Ainsi, il pensait proposer un même service à tous, en plaçant des nappes de drap blanc sur toutes les tables. C'était omettre que les tables de gauche, près du bar, avec leurs carrés de papier avaient été les plus prisées, que Picasso laissait ses crayonnages en s'en allant, que Giacometti emportait les statues, que Sartre et Simone de Beauvoir se querelaient en public avant de fixer leur choix, entre le drap et le papier. En somme, que ce détail avait pris une importance considérable. Et que le nier, c'était ne rien comprendre du lieu.

Après d'autres critiques, Jean-Paul Bueber s'empresse de rendre à ce carré de gauche son lustre d'antan, c'est-à-dire, son négligé. Ordre est à nouveau enfin donné aux garçons de ne pas vider systé-

matiquement les cendriers, de laisser venir, même de laisser s'impaciter. Puisqu'ils le veulent, et que c'est à ce prix qu'ils y restent. Aujourd'hui, le périmètre de la brasserie a déjà gagné un rang de plus sur l'original. « J'avais compris que j'avais commis une faute littéraire », explique le propriétaire. Adieu les hôtes de l'entrée, les serveurs un peu trop vifs, cette méticulosité qui fait, ailleurs, la gloire des restaurants. Toute la culture de la nouvelle équipe s'en trouvait mise à mal, mais pour la joie de La Coupole revisitée.

Alors, est-ce là le succès revenu ? Dans cet apprentissage de tics et de trucs qui feraient fré-

mir la tradition de la restauration ? Sans doute. « Venant d'en face, de l'autre rive, je me suis dit que les choses se feraient toutes seules, avec le temps, par la pression de la clientèle. »

Désormais, les maîtres d'hôtel ne s'étonnent plus de voir arriver les vieilles dames, qui, comme hier, dès 14 heures, font retirer les nappes, de papier ou de drap, parce qu'à La Coupole, en vertu d'une loi non écrite, c'est déjà l'heure du thé. Ni de voir s'attarder quelques tables jusqu'à 17 heures. Ici, le client est roi, plus qu'ailleurs, parce qu'on en ignore encore trop de traits. Il y a ceux qui brillent et ceux qui se

cachent. Ceux qui réclament la carte de la brasserie, dans le carré du restaurant. Qu'importe ! Les dîneurs doivent savoir ce qu'ils font. Ils étaient là avant. Et l'important pour le Groupe Flo est d'apprendre des recettes qui ne se trouvent pas dans les livres de gastronomie. Le succès n'est pas tout. Plus difficile est la conformité avec un esprit brouillon, avec des songes, qu'on sent revenus par instants. Et cette Coupole-là paraît plutôt bonne étève.

Philippe Boggio

(1) La Coupole, ou un an de Moutparnasse, par Françoise Planiol, Denoël, 1988.

Camino FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui savent et les autres... A tous ceux qui peuvent déjà décider de leurs prochaines vacances, Camino propose des avantages financiers exclusifs.

Early Bird, les circuits accompagnés moins chers. Plus tôt vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux États-Unis, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription) !

Option Prix Garanti.

La fin des aléas monétaires.

Rien de plus désagréable qu'une hausse de tarif résultant de fluctuations monétaires. En versant 70 % d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné, ne peut plus être révisé à la hausse (mais reste révisable à la baisse). Si vous voulez tout connaître sur ces avantages, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche.

Camino

VOYAGES EN RÊVE MAJEUR

CAMINO 136, rue Championnet 75018 PARIS. TEL : (1) 44 92 80 00

OUVERTURE DE LA SOUSCRIPTION NATIONALE

LE NAPOLEON 1991



FRAPPE DANS LES ATELIERS DE L'ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES

UNE ÉMISSION EXCEPTIONNELLE HISTORIQUE
Pour la première fois depuis 1914, l'État, par décision du Ministère des Finances, a autorisé la frappe en qualité Épreuve numismatique, la plus haute qualité de frappe reconnue dans le monde, de trois Napoléon au millésime 1991.

LE NAPOLEON 10 F OR, 20 F OR, 50 F OR
L'effigie retenue pour cette frappe exceptionnelle est celle du premier « Napoléon » de 1852 due au graveur BARRE. Le millésime inscrit est - 1852 - 1991.

LE NAPOLEON LE PLUS RARE JAMAIS FRAPPÉ
Pour garantir au maximum la valeur de cette émission 91, il a été décidé de restreindre son émission et de privilégier les foyers français avant les investisseurs étrangers. La limite mondiale a été ainsi fixée à :

■ 6000 Napoléon 10 F Or 900/1000, 3,22 grs, Ø : 19 mm
■ 4000 Napoléon 20 F Or 900/1000, 6,45 grs, Ø : 21 mm
■ 2000 Napoléon 50 F Or 900/1000, 16,12 grs, Ø : 28 mm

Chaque foyer ne pourra acquérir plus de 5 Napoléon 10 F et 20 F et deux séries complètes comprenant la pièce de 50 F qui n'est pas disponible séparément. Chaque Napoléon ou série est présenté sous capsule de protection dans un luxueux écrin.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION
Dès réception de votre commande, une facture d'acceptation est établie. Vous disposez de 15 jours pour l'acquitter avant annulation automatique.

POURQUOI ACQUÉRIR LE NAPOLEON 1991 ?
• Une émission de l'État français, garantie par son pignon. • Un tirage limité exceptionnel. • Une qualité de frappe unique. • Un certificat numéroté du Directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles. • Une première historique qui sera recherchée par tous les collectionneurs, investisseurs et foyers français.

Contrairement aux Napoléon d'époque cotés en bourse, émis par dizaines de millions, le Napoléon 1991 verra sans doute sa cote catalogue future confortée par sa rareté exceptionnelle et sa qualité de frappe. Une preuve : la cote des Napoléon d'époque en parfait état est de 10 à 20 fois la cote de bourse, et ce malgré les énormes quantités frappées.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A retourner aux Éditions Jean-Marc LALETA Distributeur agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles, Libre Réponse N° 38, 92089 Paris La Défense.

Veillez enregistrer ma souscription pour :
☐ Napoléon 10 F Or, au prix de 975 F l'un, soit _____ F.
(5 par foyer maximum)
☐ Napoléon 20 F Or, au prix de 1 590 F l'un, soit _____ F.
(5 par foyer maximum)
☐ séries complètes, au prix de 6 590 F l'une, soit _____ F.
(2 par foyer maximum)

Je règle le montant de cette souscription dès réception de votre facture
☐ en un seul versement
☐ en 4 mensualités si ma commande est supérieure à 1 000 F.
Mon colis postal me parviendra à vos frais et risques dans un délai de 8 semaines après règlement total. Si je vous le renvoie dans les 30 jours, je serai intégralement remboursé.

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

DATE _____ SIGNATURE _____

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT, VOUS REGLEREZ PLUS TARD

LE GOLF TRES VERT, AU PIED D'UN SUBLIME HOTEL, LE SOLEIL PRESENT EN JANVIER, LE SPORT TOUTS LES WEEK-ENDS, C'EST DANS LA BROCHURE GOLF AUTOUR DU MONDE DE VOYAGES GALLIA.

Golf
AUTOUR DU MONDE
12, rue Aubert - 75009 PARIS
TEL 42 66 48 71

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*
- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.
* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.

TEL : (1) 42 66 42 25.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

RADIO St Monde TÉLÉVISION

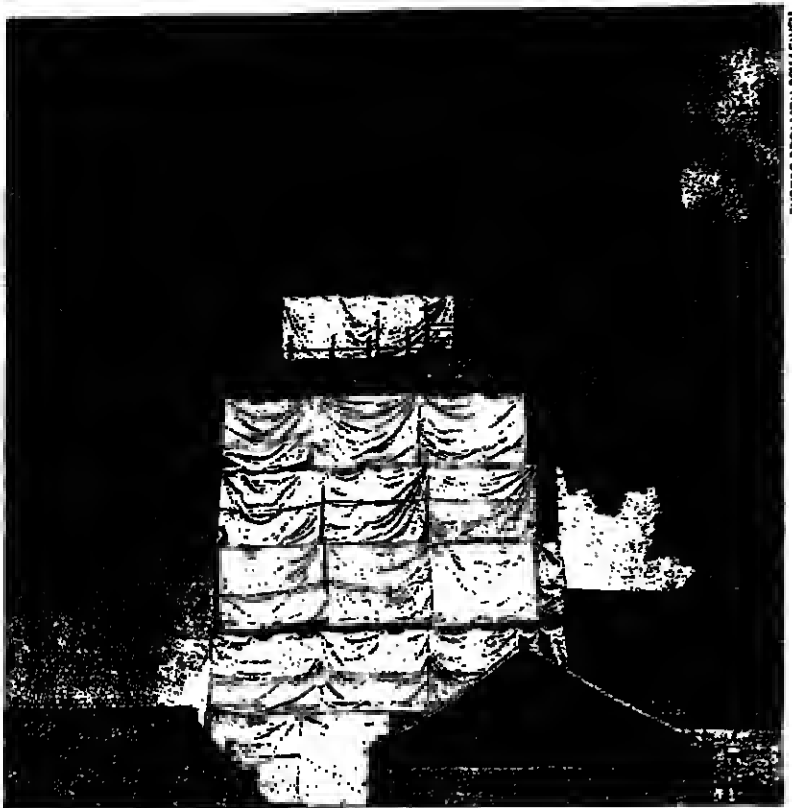
COMMANDES TÉLÉPHONIQUES

NUMEROVERTS 7 37 7

FAX (1) 48 06 12 03

7232 / 0505

DÉCOUVERTE



Peris, Saint-Germain-des-Prés, 1973.

Éditeur à Paris, Eric Hazan travaille au cœur de son sujet, rue de Seine, dans ce village qu'est encore à bien des égards Saint-Germain-des-Prés. Il habite Montmartre, la face nord, «un quartier pas du tout à la mode, pas du tout touristique», circule beaucoup à bicyclette, ou marche, l'œil en l'air. «Avant tout, je suis un Parisien, et même ce qu'on appelle un parigot. Ma formation, c'est Paris», dit celui qui, spécialiste de chirurgie cardiaque, a quitté il y a huit ans les salles d'opération pour reprendre l'entreprise fondée par son père. Hazan publie des livres d'art, tradition de la maison, des livres d'architecture, mais aussi des livres où la ville et l'art se rencontrent, comme ces Échafaudages repérés autour du monde par la photographe Deidi von Schaeuwen.

De Barcelone et de Chine, de Tokyo, de Venise et de la Bastille, de l'Inde et de New-York, de Londres et de la place de la Concorde, de Birmanie et des rues de Paris, Deidi von Schaeuwen a rapporté des images d'architectures saisies dans le moment où la ville se transforme, se construit ou se rénove. Des structures occasionnelles, élevées par le regard de la photographe et son réflexe de «reporter» au rang d'édifices «construits», d'œuvres d'art brut, des emballages à la Christo, d'avant Christo.

Quelle a été votre réaction devant ce travail ?

Eric Hazan : - Ce qui m'a d'abord frappé, c'est l'accumula-

tion, le souci de la série, la ténacité avec laquelle Deidi von Schaeuwen avait collecté ces documents «rares», correspondant à des visions éphémères de la ville, de la rue, du monument. Il y avait aussi l'idée du grand voyage, le témoignage de ces pays lointains où l'on édifie, aussi bien pour les temples du sud de l'Inde que pour les banques de Hongkong, des gratte-ciel avec des échafaudages de bambous, qui semblent tenir avec des bouts de ficelle.

Par la diversité des matériaux et des méthodes, la richesse et le contraste des couleurs, l'ensemble produit toute une gamme d'effets : d'un côté, des monuments massifs, étranges, et pourtant célèbres, que l'on reconnaît à un détail, à une silhouette; de l'autre, des édifices rendus monumentaux alors qu'ils ne le sont pas par nature, dans une rue par exemple qui n'est monumentale que ponctuellement.

Comme si la bache, l'échafaudage, en dérobant ce qu'on est habitué à voir, provoquaient l'événement qui attire l'œil, qui incite à regarder mieux ?

Oui, cela intrigue, et cela dérange. Au point qu'il y a désormais cette mode des baches peintes, souvent vulgaires, qui sont plutôt une agression visuelle.

Par exemple, dans Paris, actuellement, Jésus et ses disciples autour du dôme de Saint-Augustin, repris du spectacle d'Hossein. Ou bien ce peintre du dimanche, en poster géant sur un quai de l'île Saint-Louis, ou encore la

Medeigne devant le Medeigne.

Quand on veut représenter la façade qui est derrière, alors là, ça devient franchement inconvenant.

Le mobilier urbain, les rues piétonnes, les murs peints, les entrées d'immeubles bouclées par des codes, ces gadgets de la nouvelle urbanité... Qu'en pensez-vous ?

Les murs peints ne sont pas mauvais en soi, tout dépend qui les réalise : j'aimais bien, au début, ceux de Fabio Rieti. Cette habitude est venue de la présence dans certaines rues de tant de murs-pignons, dénudés par la construction d'immeubles en retrait, pour respecter les nouveaux alignements : la rue Marcadet, que je connais bien, est une rue «sinistrée», avec tous ces bouts de murs.

Les rues piétonnes, c'est plutôt une bonne chose, je pense à la rue Montorgueil, aux Halles, mais pourquoi s'entêter à vouloir changer les sols, mettre des pavages compliqués, des bancs souvent très laids, des bacs à fleurs. Le mobilier urbain ? Il est mal dessiné, on s'y cogne, les formes font mal. Et les objets utiles disparaissent : je vis sans montre; jusqu'à présent, je savais toujours où trouver l'heure. Or ces pendules urbaines sont supprimées les unes après les autres.

Peut-on dire encore, comme les cinéastes de la Nouvelle Vague, que «Paris nous appartient» ?

Seulement si on garde intact son capital d'indignation. La rue de Paris n'a pas son équivalent au



monde. Prenez une ville admirable, Rome, la ville ancienne, le ville moderne ne se mélangent pas, elles restent tangentes. Prenez Londres, ville du dix-huitième siècle entièrement, comme si Paris avait brûlé entièrement à la fin du règne de Louis XIV... Londres, une agglomération où les limites sont effacées et qui n'a pas connu non plus l'organisation, les traces du dix-neuvième siècle.

Alors qu'à Paris la géographie est claire, une cuvette, des collines, et toutes les enceintes successives sont encore lisibles, pour celui qui déambule dans la ville : en allant vers la périphérie, vers les communes annexées en 1860, on sent encore très bien que l'on quitte la ville construite, ordon-

Gibraltar «finis terra» de l'Europe

Suite de la page 21

Pour peindre aux couleurs imaginées d'un futur qui l'avait plus blanc, l'on a ainsi commencé à détruire les cheminées des années 20 de l'arsenal, et un immeuble vs couper de la brise maritime l'éclatant demeure n'a le corps de Nelson victorieux fut plié dans cet «esprit-de-vin» tenu par les mauvaises langues pour avoir été du meilleur rhum, propre en tout cas à lui permettre de tenir le coup durant la traversée du Styr qui le séparait encore de l'Angleterre. Les dévôts s'apaisant devant le clocheton, le morceau de bois et le fragment de tissu appartenant non pas à la Sainte Croix, mais au navire du vaillant amiral Victory de Sa Majesté, déposés au musée local, accompagnés d'une pipe qu'il a fumée et d'une paire de boucles de souliers qu'il a portées.

Significativement, c'est jusqu'au Queensway Quay (quai du Chemin-de-la-Reine) qui est requis de participer à l'édification d'une skyline qui ferait sourire et la crête qui pointe 426 mètres au-dessus, et l'année et rival en produits off-shore, Hongkong, si sa mesure n'était à prendre dans l'envie qu'elle suscite en Espagne, de la plus proche voisine, la Linea de la Concepción, à celle d'en face, Algésiras. Bndé par un casino (un de plus), des bureaux, des boutiques, des restaurants, des appartements, un hôtel et des installations dites «de loisirs», le quai de la Reine va être livré à un de ces vastes et rassurants ancrages-dortoirs dont la Méditerranée ne paraît pas encore lasée, et qui sont une injure de plus à l'étymologie du mot plaisance.

L'époque où les marines cillées, impatientes à manifester leur confraternité, venaient en de gigantesques mêlées faire le coup de poing en ces abords d'est plus que dans les mémoires quinquagénaires. Et il a fallu en 1982 ce qu'on appelle sur la rive orientale de la baie l'attaque contre les Falklands et sur la rive occidentale la libération des Malouines (du moins sa tentative) pour que l'es-cadre britannique au grand complet se rappelle pour la dernière

fois au souvenir du port. Depuis, la maîtrise des mers est moins que jamais subordonnée aux points d'appuis terrestres qu'à ceux de l'espace, et le dernier bataillon britannique a été évacué le 21 mars dernier, ne laissant sur place que les ingénieurs attachés aux communications et à l'entretien, et candidant à ramener à 15 % en 1991, contre 25 % en 1988, la participation du ministère de la Défense du Royaume au budget de la presqu'île.

Le désengagement de la Couronne qui reste responsable de la défense, de la sécurité, des affaires étrangères - garante de la «stabilité financière», et dont Gibraltar, bien que bénéficiant de son propre gouvernement et de son propre parlement, demeure dans les termes une colonie - n'a cependant guère affecté l'espace militaire, qui continue d'occuper, piste d'aviation comprise, plus de 40 % du territoire et quelques-uns des plus beaux points de vue sur le détroit, pour n'être dévalué que par hrihes à la ville.

Le bataillon gibraltarien (quatre cents hommes, dont la moitié de réservistes) est cependant apparu suffisamment aguerré pour prendre la relève, y compris celle de la garde de la résidence du gouverneur, avec les hurlements, les claques de rangers et les snurires échappés requis. Preuve que la vocation militaire appartenait désormais au passé, nu que la guerre moderne implique d'autres armes, les touristes sont maintenant invités à faire une tournée des canons : des plus énormes, tenus pour pouvoir menacer l'Afrique à 20 kilomètres de là, aux plus maladroits, reconvertis à la tâche humiliante de consolider les aogles des maisons dans les courbes des voies étroites.

Gibraltar, en canonière rive à l'Espagne, aura cependant plus alimenté le feuilleton des démêlés d'une Anglaise avec le continent que le livre glorieux auquel la destinait l'Empire. L'ouverture de toute nouvelle tranchée ramène invariablement au jour son lot de boulets qui finiront leur trajectoire de tumeurs en presse-papiers pour ingénieurs de travaux

publics, témoignant d'une histoire de plaies et de bosses dont les bérilliers apparaissent moins les professionnels des armes que cette communauté ouée dans la résistance et le commerce, alliage inédit de pure importation : les Gibraltariens. Comme si l'intendance du navire guerrier, pour en avoir vu assez, s'estimait désormais suffisamment avertie pour en prendre, avec un nouveau cap, le commandement.

Si l'homme (son crâne) découvert dans la carrière Forbes, au nord du Rocher, en 1848, six ans avant ce qui se révélera être son contemporain de Neandertal, n'a pas laissé d'indication sur l'armée à laquelle il appartenait, ceux qui se sont combattus pour sa succession, intéressés par son seul territoire et guère par ceux qui l'habitaient, Espagnols assiégeant les Maures, puis Maures les Espagnols, Turcs les Espagnols, Anglais les Espagnols, Espagnols les Anglais, Français les Anglais et enfin, et pour longtemps, Espagnols les Anglais, ont su se relayer avec un entrain meurtrier pour corriger à coups de munitives les imperfections d'une furieuse de moins en moins «naturelle», et de plus en plus plongée dans un imbroglio juridique-politique tel qu'elle paraît impenable par la force.

En sept siècles de présence maure (Gibraltar devrait son nom - Djebel-Tarik - à Tarik Ibn Zayed, qui y aurait débarqué à la tête de ses troupes en 711), en deux siècles et demi de domination espagnole, et en près de trois siècles d'occupation britannique, l'idée - l'obsession - de siège s'est tout juste nuancée en celle de blocus. Celui que, entre 1969 et 1985, entendant, avec l'assentiment implicite d'une ONU «décolonisatrice», revenir sur le traité d'Utrecht, qui cédait en 1713 Gibraltar à l'Angleterre, Franco fera établir autour du Rocher au prétexte d'ameoer Londres à composer.

Des familles entières seront alors coupées en deux pour près de seize années, et 10 000 habitants de la Linea qui travaillaient sur la presqu'île y perdront leur emploi, cooduisant, en publiciste aguerri, le dictateur à créer une originale surtaxe sur les timbres-poste pour financer leur exil (la Linea passera de 75 000 à 45 000 habitants). De la droite extrême à la gauche, jusqu'au gouvernement républicain en exil à Mexico, chaque Espagnol emboltera le pas au

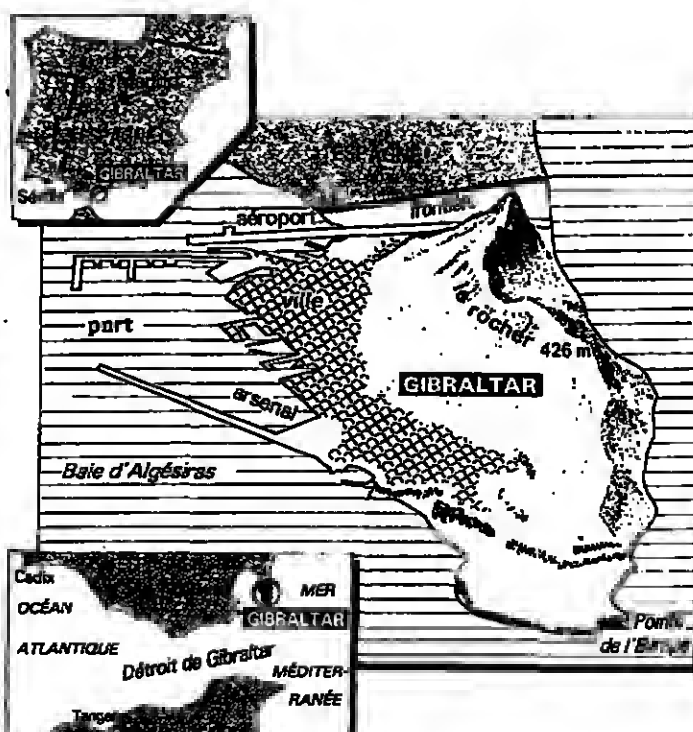
Caudillo pour la reconquête du territoire sacré.

Madrid y gagnera la défiance absolue, et jamais démoctie depuis, des habitants du Rocher. Le catalogue infini des vexations continentales est réactif aujourd'hui encore au plus minime frolement dont le Gibraltar Chronicle fait aussitôt ses délices. Souvenez-vous ! Ils avaient été jusqu'à refuser le passage de bonbonnes d'oxygène pour l'hôpital et de vin pour la messe ! Seize années ! Le temps pour une génération de percevoir l'Espagne comme un pays inamical et étranger (la vergie, la grille qui coupait la Péninsule, propulsant soudain Algésiras au-delà de Tanger et de Londres), le temps pour une population native d'abord hispanophone de perfectionner son anglais (qui se met à remplacer la langue de Cervantes à l'école), le temps pour ces descendants de Génois, de Maltais, de Portugais, de Juifs, d'Arabes et de Berbères, d'indiens et d'Anglais de se sentir solidement et pour longtemps rien d'autre que Gibraltariens.

Ni la mort de Franco, ni l'instauration de la démocratie en Espagne, ni son adhésion à la CEE et à l'OTAN, ni les promesses d'autonomie, ni l'augmentation rapide du niveau de vie, qui a maintenant rattrapé celui du Rocher, n'ont pu convaincre les Gibraltariens que Madrid n'entendait pas à son tour, coloniser leur territoire. La vergie peut être assez largement ouverte, une autre grille, invisible tissage d'histoire et de culture, continue de séparer la presqu'île de l'Espagne. D'autant que la défiance envers elle avait pris racine, pour certains, loin auparavant.

Pas encore sortis, plus de deux siècles après 1492, de l'idée de la Reconquista, les Espagnols n'avaient-ils pas, à Utrecht, conditionné la cession de la ville à l'interdiction d'y accepter juifs et musulmans ? Deux ans après la eupulable signature, néanmoins mandés pour assurer l'approvisionnement des troupes britanniques, les premiers, vœux de la région de l'étroué, de l'autre côté du détroit, qu'ils s'étaient réfugiés après leur éviction, sont de retour sur ce qu'ils considèrent comme leur terre d'origine. Le très catholique royaume proteste, mais le gouverneur de la place, semoncé, n'obéit pas.

Un ambassadeur est alors envoyé à Londres, qui donne l'ordre de renvoyer tous les juifs. Le



gouverneur, craignant autant la réaction du sultan, qui risque de rompre les liens avec le Rocher, que celle du Maroc, semble obtempérer en les faisant monter à bord de navires. De sa meilleure plume, il peut alors certifier à la Cour qu'il n'y a plus de juifs à Gibraltar, et, une fois la poste en route, les faire ramener à terre. C'est ainsi, que dès 1724, une petite synagogue, la première depuis deux siècles en Espagne, pourra être érigée.

La communauté formée jusqu'au tiers de la population civile, comme en témoigne le premier recensement de la population en 1753 : Britanniques, 434 ; Génois, 597 ; Juifs, 575 ; Espagnols, 185, et Portugais, 25. Moins nombreuse proportionnellement aujourd'hui (à peine plus de 2 % de la population - moins de 700 personnes), elle n'en est pas moins brillante pour avoir eu jusqu'à quatre des siens siégeant parmi les quinze membres du Parlement, et avoir disposé, en Sir Josiah Hassan, premier chef gouverneur, d'un artisan essentiel de l'autonomie du Rocher.

Les recensements, menés pratiquement tous les dix ans, témoignent des origines, des religions, des professions des Gibraltariens,

et dessinent précisément les flux de plus de deux siècles d'immigrations. On y suit l'entrée des Minorquins (déjà d'origines diverses, notamment française), puis l'arrivée des Maltais, redoutables maçons, qui, après l'achèvement des fortifications de La Valette, à la fin du dix-huitième siècle, poursuivront celles de Gibraltar. Viendront d'Hyderabad-Sind les Indiens (peu nombreux, mais pas moins efficaces) à partir de 1920, et plus encore après la partition de 1947. Mais le Rocher se ferme ces jours-ci d'un nationalisme soudain éti-qué lorsqu'il bloque la délivrance des permis de résidence permanents aux 2 000 Marocains pourtant appelés à remplacer la main-d'œuvre espagnole durant le blocus franquiste.

Il n'empêche, aux devanures des boucheries du vieux marché avoisinent les noms des Ambrosio A Edry (Lzd), des Santos, des Sanguinetti ou des Loddio & Ridgway, qui témoignent en raccourci de ce melting-pot méditerranéen tempéré d'anglicité qu'est Gibraltar, où nombreux sont ceux qui peuvent exciper, arbre généalogique en main, de huit générations attachées au Rocher. Ceux-là se font un plaisir de renvoyer à qui ne voit en eux qu'une

l'œil en l'air

DÉCOUVERTE

balades

l'œil en l'air



Venise, 1985.

née, silencieuse et orthogonale, pour le fouillis, les barbares, les maisons basses des anciens villages, à une autre échelle.

— Paria ou dix-neuvième siècle, puis Paris Fagade, ouvrage sur la sculpture monumentale, et maintenant Demeures parisiennes sous Henri IV et Louis XIII... Vous publiez des livres qui devraient pousser le lecteur dans la rue, regard en alerte.

— Oui, l'œuvre d'art totale, c'est la rue. Œuvre d'art et objet de méditation philosophique : Walter Benjamin, toute sa vie, a réfléchi à la rue. Son livre, *Passages*, est entièrement couronné de l'observation de la rue parisienne : éclats,

fragments, notes pour un livre, entre le marxisme et une forme de rêverie.

— Il est très difficile de restituer dans les livres cet équilibre entre érudition et regard et c'est ce qui fait la valeur à mes yeux des ouvrages de François Loyer ou de Jean-Pierre Babelon. Ils n'ont tout étudié, tant la rue, parallèlement, laissant de côté ce qu'ils savent, ils regardent, avec une acuité extraordinaire d'analyse. Ils marchent dans la ville, et ils regardent. Ce sont des gens qui bougent : ce sera la même chose pour Werner Szabien avec qui nous préparons un Paris néo-classique.

— C'est-à-dire l'invention de la rue...

— Oui, la notion de rue n'est pas si ancienne que cela : Diderot et Stendhal ne la connaissent pas. Dans sa forme, le Paris du dix-huitième siècle est encore très médiéval ; la percée de la rue Dauphine, considérée comme la première grande opération d'urbanisme, faisait l'admiration des Parisiens par son ampleur, pour tant elle n'a que six mètres de large. Ces ruelles que l'on voit sur les photos d'Atget ne donnent pas l'impression de « passer » Paris : il faut attendre le nouveau Paris, celui de Baudelaire, qui développe la notion de rue, et de l'avenir.

— Arpenter Paris, à pied, à bicyclette, ou en autobus : une sorte de club ?

— C'est un peu un club, c'est vrai, mais dans lequel nous sommes assez nombreux. Personnellement je circule beaucoup à bicyclette. L'autobus n'est pas mal non plus : on voit autre chose. Quand j'habitais du côté du parc

Moutouris, je preais le 21, j'avais remarqué qu'un voyant bien, à cette hauteur-là, les signaux des architectes sur les immeubles d'avant-guerre. Tant au long de la rue Berthollet, on retrouvait toujours deux mêmes noms : ils s'étaient partagés la rue.

— Vous avez édité l'ouvrage-bilan de la mission photographique de la Datar sur les paysages urbains ou non. Vous préparez le Paris d'Atget. Quel est l'apport du regard photographique ?

— Une anecdote d'abord, concernant ces hommes de science qui ne sont pas des rats de bibliothèque : pour l'ouvrage de Babelon, nous avons réalisé au printemps une grande campagne photographique. C'est très contraignant, ça doit être bien droit, de face, bien cadré. Pas de lyrisme. Il y avait ce balcon du pavillon du Roi de la place des Vosges, le « premier » balcon de pierre à Paris. En observant le cliché, J.-P. Babelon a pensé à l'allure un peu hizarre, maniérée, des consoles de soutien, que ça pouvait être un ajout du dix-neuvième siècle et il fait part au lecteur de ce doute. Précision du regard...

— Atget, haut témoin du Paris d'avant 1914, comment travaillait-il ?

— Je crois que l'œil ne se meuble pas au hasard, c'est pourquoi nous essayons, avec nos livres, d'informer le regard. Celui d'Atget est soutenu par une poésie : on trouve à la Bibliothèque nationale des montages qu'il a faits, annotés de sa main. Si les travaux d'Atget sur Paris nous impressionnent tellement, alors qu'il y a tant d'au-

tres clichés de la même époque, utilisant les mêmes techniques (la chambre, la plaque), c'est sans doute par l'atmosphère de ses cadrages, par la densité du propos ; il entre dans son sujet, il s'en rapproche, il lui donne un relief. C'est un fonds très riche, peut-être dix mille clichés et ils sont loin d'être tous connus.

— En art, vous éditez l'avant-garde, en architecture, les modernes, d'Effel à Pei. Pour Paris, seriez-vous un passéiste ?

— Je ne suis pas hostile à l'architecture moderne dans Paris, j'ai toujours défendu Beaubourg, j'aime bien la Pyramide et si Piano venait construire rue Marmadec, ça me plairait beaucoup. A Paris, c'est le nouveau vernaculaire qui est mauvais, l'architecture courante, avec tous ces bow-windows obligés : comment animer une façade plane, ménager le clair et l'obscur, en évitant les reliefs violents ? Dans le même temps, ce sont les formes banales — la Goutte-d'Or, qu'un achève, et si bêtement, — les bonnes rues anciennes, qui sont les plus menacées. Il y a, à cette époque-là, un langage commun. Même chose pour le français, un peu plus tôt, à la fin du dix-huitième siècle : n'importe qui, écrivant en français, écrit dans une belle langue. En architecture, actuellement, nous vivons la situation inverse.

— Quel est le public du livre d'architecture ?

— Un public de fidèles à trois mille. Mais un bon livre se vend longtemps : le Paris dix-neuvième de François Loyer, ouvrage savant et plutôt austère, a déjà fait l'objet d'un tirage de



Hongkong, jardin du Baume du Tigre, 1985.

4000 exemplaires et nous préparons une version plus compacte. Dans le même esprit, le livre de J. P. Babelon invite à regarder d'un œil neuf des bâtiments familiers, des décors, que l'on n'analyse pas forcément comme était le propre du haroque parisien... »

Propos recueillis par Michèle Champenois

► *Echafaudages*, photographies de Deldi von Schaewen, texte de Dominique Bequé, 180 p., 160 illustrations en couleurs, 295 F.

► *Demeures parisiennes sous Henri IV et Louis XIII*, Jean-Pierre Babelon, 336 pages, 350 illustrations, 450 F.

main-d'œuvre au service d'un territoire acquis par la force l'idée qu'aussi peu qu'ils soient ils pourraient ailleurs être un peuple, puisqu'ils existent et vivent ensemble depuis plus longtemps que bien des Américains, et qu'ils ont traversé ce commun des épreuves plus difficiles qu'eux.

Aucun n'imaginerait qu'on puisse les dire Espagnols mais qu'à la seule vue d'un casque de bobby on puisse les penser Britanniques (ce qu'ils demeurent juridiquement) les agace. Chaque détail compte lorsqu'il s'agit de marquer leur originalité. Que ce soit la table, à qui ils sont fiers, à la différence des Anglais, de consacrer un tiers de leur budget, on la langue. Les parlers d'origine ont certes disparu (deux personnes seulement parlent encore maltais), remplacés par un bilinguisme hispano-anglais, la dernière langue prenant le devant dès qu'il s'agit de traiter des « choses sérieuses ».

Mais ils s'enorgueillissent à l'occasion d'un vocabulaire si mâtiné que ni l'Espagnol ni le Britannique ne puisse les comprendre.

L'existence d'un « dictionnaire » (au vrai, un modeste lexique) témoigne de ce méli-mélo anglo-hispanique arbitré par l'Italie. Que votre épouse passe un coup de fil avant la manifestation implique pour la *naïf* (au lieu de *wife* — anglais — ou *esposa* — espagnol) de *dar un ring* avant la *demonstration* (demonstration — anglais — ou *manifestacion* — espagnol), mais qu'elle décide de secouer son tapis sur le trottoir (exercice au demeurant délicat, compte tenu de l'étroitesse d'un espace souvent protégé de britanniques barrières), et elle brandira son *tappeto* sur un *marciapiede* venu droit de Gènes.

Au-delà des implications stratégiques (5), l'obstination de la petite communauté à marquer sa différence et sa cohésion a largement pesé dans l'engagement de Londres à ne pas livrer le Rocher à l'Espagne sans l'assentiment de ses habitants. Au lendemain de Maastricht, les appétits nationaux semblent, vus de Gibraltar, appartenir au passé le plus étriqué. Être Espagnols ou Britanniques ? Mieux vaudrait encore être Fran-

çais, disent-ils, qu'en être réduits à cette alternative. Au moins Paris a-t-il su accepter ce Minoan auquel ils se comparent volontiers et qu'ils envient. Non, les Gibraltariens, à défaut d'être livrés à eux-mêmes, ne sont prêts à se donner qu'à l'Europe. Jusqu'à se proposer un statut, aussi irréaliste que provocateur, de « colonie des Douze », à qui ils laisseraient séance tenante affaires étrangères, défense et sécurité pour devenir un pas Gibraltariens d'Europe, mais Européens de Gibraltar.

N'ont-ils pas commencé à battre de l'écu pour manifester leur engagement et leur espoir de poursuivre, toute crainte de siège enlevé, commerce et finance, seules plantes adaptées au roc aride où ils sont attachés depuis près de trois siècles ? Prolongeant ainsi les activités du territoire décrit par Hérodote et dans les tiennent les portes. « Les Carthaginois, écrivait-il (6), disent qu'au-delà des colonnes d'Héraclès (7) il y a un pays habité où ils vont faire le commerce. Quand ils sont arrivés, ils tirent leurs marchandises de leurs vaisseaux et les rangent le long du rivage ; ils remontent ensuite sur leurs bâtiments, où ils font beaucoup de fondée. Les navires du pays, apercevant cette fumée, viennent sur le bord de la mer et s'éloignent après avoir mis de l'or pour le prix des marchandises. »

De notre envoyé spécial Jean-Louis Perrier

(5) Voir la revue *Hérodote* n° 57, « De Gibraltar à Panama ».
(6) *Histoires*, dans la traduction de Pierre-Henri Larcher, La Découverte.
(7) Les deux montagnes qui séparent le détroit : celle de Gibraltar (426 m), côté européen, et le Djebel-Moussa (839 m), côté africain.

GOLFEUR !

LES PLUS BEAUX VOYAGES GOLF. QUELS SONT DANS LA BROCHURE GOLF AUTOUR DU MONDE QUI VOUS SERA ADRESSÉE SUR SIMPLE DEMANDE.

VOYAGES GALLIA

12 rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 42 60 48 71

Guide

• Avec le paquet de cigarettes américaines à partir de l'équivalent de 4 francs et le litre de super à 3,70, Gibraltar est un lieu où, Espagnols en tête, les visiteurs viennent faire leur provision. Les vitrines (hi-fi, photo, vidéo) sont purement japonaises. Le passage à la douane, pour qui arrive à pied ou en voiture, se fait sur une file, mais le sortie emprunte de larges couloirs à l'imitation des super-marchés, où les ménagères chargées de sacs de sucre (produit en Espagne, mais vendu moins cher sur le Rocher) affrontent une Guardia civil visiblement débordée.

Quelques hôtels confortables comme le Holiday Inn au centre ville (tél. : 70-500) ou le Rock, vieux palace récemment rénové, sur le corniche (tél. : 73-000). Pas de cuisine « gibraltarienne », laquelle reste essentiellement familiale, dans les restaurants de la presqu'île, mais italienne (Da Paolo, Marine

Bay, tél. : 78-799), anglaise (Sax et son steak pie, dans le bâtiment de l'ICC, sur Linewall Road, tél. : 42-477), espagnole (tapas au Picadilly Gardens, sur Mein Street), indienne (The Viceroy of India, Horse Barrack Court, tél. : 70 381) ou méditerranéenne (Mere Nostrum, Governor's Parade, tél. : 74-124) ou « internationale », dans les grands hôtels, au Casino (vue sur la baie) ou chez Stringa (tél. : 78-800). Les nombreux pubs, souvent élimés en bière espagnole, sont hautement recommandables.

La compagnie Dan-Air (tél. : (1) 47-47-44-44) est la seule à offrir des vols quotidiens au départ de Paris pour Gibraltar (via Londres-Gatwick). Tarification (complexe) à partir de 2 000 F en APEX et 7 750 F en classe affaires.

Office de tourisme de Gibraltar : Cathedral Square, tél. : 19-350-42400 •

LE PORTUGAL À PARTIR DE

1500F*
ALLER/RETOUR

Au départ de :

Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux

100 vols hebdomadaires France-Portugal-France

TAP AIR PORTUGAL

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE TAP AIR PORTUGAL
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES

*Tarifs valables jusqu'au 15/12/91 et du 7/1/92 au 31/3/92, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

Bridge

n° 1464

LA PRÉCAUTION
INVISIBLE

Quand il avait vu jouer cette donne au contrat de 3 Carreaux, l'expert Goisberts avait montré comment, même sans voir les mains adverses, il était possible de faire onze levées.

♠ A 6 5	♥ 9 8 7 6 5	♦ A 10 7	♣ A 9 4 3
♥ 4	♦ 7 6 5	♠ 10 7	♥ 9 8 7 6 5
♦ 8 7 4 3	♣ 10 7	♦ 7 6 5	♠ 10 7
♠ 10 8 7	♥ 9 8 7 6 5	♦ A 10 7	♣ A 9 4 3
♥ 4	♦ 7 6 5	♠ 10 7	♥ 9 8 7 6 5
♦ 8 7 4 3	♣ 10 7	♦ 7 6 5	♠ 10 7
♠ 10 8 7	♥ 9 8 7 6 5	♦ A 10 7	♣ A 9 4 3
♥ 4	♦ 7 6 5	♠ 10 7	♥ 9 8 7 6 5
♦ 8 7 4 3	♣ 10 7	♦ 7 6 5	♠ 10 7

Ann. : S. don. E-O vuln.			
Sud	Ouest	Nord	Est
10	3	3	3
3	3	3	3
4	3	3	3

Quest. a-t-il attaqué le Roi de Cœur (pour le 10 d'Est) et il a continué Cœur. Comment Sud (Guiseberts) propose-t-il de jouer pour gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse :

Il est évidemment indispensable que les atouts soient répartis 2-2, mais, ce point étant acquis, peut-on faire onze levées si le Roi de Pique est en Est et si les Trèfles sont 4-1 ? Le coup est simple à condition... d'y penser : avant de donner le deuxième coup d'atout, il suffit de tirer l'As de Trèfle (pour éliminer cette couleur de la main d'Est en espérant qu'il a un seul Trèfle et le Roi de Pique) !

Voici le déroulement du coup : le mort coupe le retour à Cœur à la seconde levée, puis le déclarant tire l'As de Carreau, l'As de Trèfle et rejoue atout... Est prend, mais, s'il choisit de continuer Cœur pour la défausse du 2 de Pique et la coupe du mort, Sud coupe le quatrième Trèfle et remonte au mort par l'As de Pique pour défausser son dernier Pique sur le cinquième Trèfle affranchi. Si, après le Roi de Carreau, Est préfère contre-attaquer Pique, Sud fera le Valet de Pique et affranchira le cinquième Trèfle pour jeter un Pique...

On voit que la précaution de tirer l'As de Trèfle est gratuite car, si cet As est coupé d'entrée, le contrat sera normalement infaisable.

JOYEUX ANNIVERSAIRE
Ce grand chéri, joué dans un championnat régional à New-York, a

été réussi par Sam Staymao, qui était ce jour-là ses quatre-vingts ans. Cachez les mains adverses pour voir si vous auriez conduit le coup aussi bien que lui.

♠ A V 9 8 6 5 3	♥ A V	♦ A V	♣ A V
♥ 4	♦ 7 6 5	♠ 10 7	♥ 9 8 7 6 5
♦ 8 7 4 3	♣ 10 7	♦ 7 6 5	♠ 10 7
♠ 10 8 7	♥ 9 8 7 6 5	♦ A 10 7	♣ A 9 4 3
♥ 4	♦ 7 6 5	♠ 10 7	♥ 9 8 7 6 5
♦ 8 7 4 3	♣ 10 7	♦ 7 6 5	♠ 10 7
♠ 10 8 7	♥ 9 8 7 6 5	♦ A 10 7	♣ A 9 4 3
♥ 4	♦ 7 6 5	♠ 10 7	♥ 9 8 7 6 5
♦ 8 7 4 3	♣ 10 7	♦ 7 6 5	♠ 10 7

Ann. : N. don. Taus vuln.			
Quest	Nord	Est	Sud
Revis	Y...	Stayman	20
pass	40	contre	surc.
pass	40	pass	5 SA
pass	70	pass	pass...

Quest. ayant entamé le 10 de Trèfle, comment Sam Staymao en fait-il pour gagner ce GRAND CHEMISE A CŒUR contre toute défense ?

Nate sur les enchères
Le suit à « 4 Carreaux » était un splinter qui promettait un singleton ou une chicane à Carreau avec un fort soutien à Cœur et au moins 18 points en comptant la distribution. L'enchère de « 5 SA » était la convention de Joséphine qui demandait de déclarer le grand chéri avec deux des trois gros honneurs de la couleur agréée.

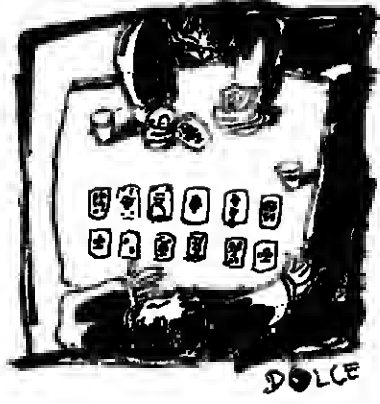
COURRIER
DES LECTEURS

Troisième forcing
« Je connais bien la convention récente de la Quatrième forcing, écrit F. Vidal, mais on m'a dit qu'il existait également une convention de la Troisième forcing. Est-ce exact ? »

La Quatrième forcing a été inventée et mise au point il y a plus de vingt ans, notamment par Reese. Elle est difficile à manier, mais utile. Ainsi, dans la séquence : S : 10 ; N : 10 ; S : 20 ; N : 20 ; l'enchère de 20 est forcing. Elle promet au moins 12 points, mais peut-être deux ou trois petits Cœurs seulement !

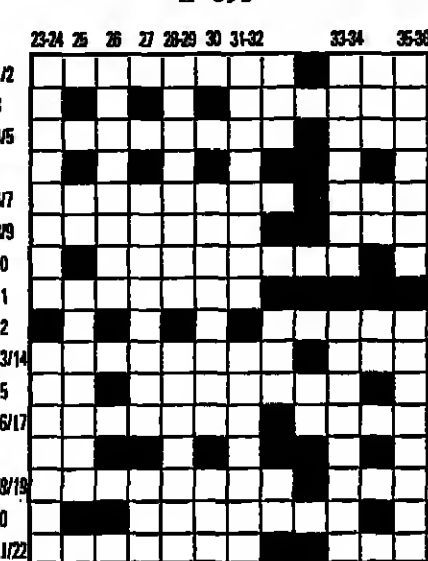
Quant à la Troisième forcing, ce n'est pas une convention (car elle n'est pas automatique) mais la plupart des joueurs, mais une certaine séquence d'enchères n'a pas admis que l'ouvreur a intérêt à repartir après l'annonce d'une troisième couleur. Ex. : S : 10 ; N : 10 ; S : 20 ; N : 20 (forcing).

Philippe Brugnol



Anacroisés (R)

n° 695



HORIZONTALEMENT

1. DELOSTU. - 2. CEHOPR. - 3. EEFORST. - 4. CEORUUV. - 5. EEFORST. - 6. BINOOSTU. - 7. AAIMOS. - 8. EENR. - 9. AANNST. - 10. AIN. - 11. AINRST. - 12. AIN. - 13. CEIRSTU. - 14. EGINOT. - 15. DEISTU. - 16. EEFORST. - 17. CEIRSTU. - 18. EEFORST. - 19. AAILOR. - 20. EEFORST. - 21. CEIRSTU. - 22. AAILOR.

VERTICALEMENT

23. DEORRSTU. - 24. CEENORU. - 25. CEFFUT. - 26. CEHINTT. - 27. EEFORSTU. - 28. EEFORSTU. - 29. INOSUUV. - 30. ADEHINT. - 31. ADEHINT. - 32. EEFORST. - 33. AAIMOS. - 34. CEIRSTU. - 35. EGINOR. - 36. EEFORST. - 37. AAILOR. - 38. AEFORST. - 39. AEFORST. - 40. AEFORST. - 41. EEFORST. - 42. EEFORST.

SOLUTION DU N° 694

1. DRAGUEUR. - 2. EMINCE. - 3. IMPOLIE. - 4. FIELLEUX.

DES OH! ET DES BAH!

Beau piège, à double détente, que celui tendu par Bernard Pivot aux concurrents de la finale du championnat d'orthographe. Éviter de tomber de HAUTS ne suffisait pas ; il fallait éviter les BAH comme les BAS, « puisqu'il y avait DÉBAT ». Voici maintenant les mots pour scrabbleurs : PEDIGREE (pas l'accent), FELLAH, HADALCO, PIGNOUR, ROUMI, mot sés féminin (quelles sont les deux anagrammes du tirage « roumies » ?), TORTUE, tardu, QUINAUD, E. Anacros, SPHACÈLE, nm, ilssu nécras (une anagramme). Pour les fleurs, il ne fallait pas se tromper de sexe : ooe ALTHÆA (les scrabbleurs acceptent aussi l'ALTHEE), une AMARYLLIS, mais un ZIN-NIA.

Les tests de « départage » étaient intéressants. En voici des extraits : Un MESSIN portant un collier en SUCCIN, amirer jeune, qui n'avait rien d'oo THÉATIN, religieux, juché sur un PARPAING et des

blocs de CIPOLIN, marbre impur, mangeait du MESCLUN, salade mixte, vaguant sur un YAWL à CLINFOCS, petites voiles triangulaires (mat inexplicablement prononcé « kiofoxa » par Pivot), parlant de cultes ISIAQUES, dédiés à Isis, et jouant au TRICTRAC avec un ZOÏLE, critique enivré, du nom d'un destructeur d'Homère du même nom.

Terminons par les tests de la diète de la demi-finale portant sur les bateaux, tels que la HOUQUE, bateau de transport hollandais, à distinguer de la HOUCHE ou HOULQUE, sorte d'avoine, la PÉOTTE, gaudole, le THONIER (2 ans) la CARAQUE, mission de haut bord, et le SENAU, S ou X, deux-mâts. Les anagrammes sont en fin d'article.

Michel Charlemagne

Anagrammes : OSMIURE, ROUMIES - CHAPELÉ - THORINE, HIERONT.

Scrabble-Club lyonnais, 25 mai 1991. - Parties à l'Espace Jean-Bergoin, 135, rue Bachelin, mercredi et samedi à 14 h 30, jeudi à 20 h 30.

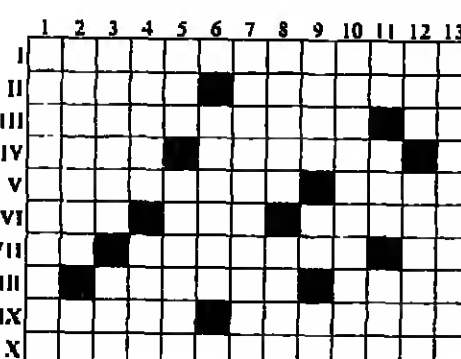
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PYS
1	EEHIOIL	LEXIE	H 4	30
2	IOHNAURT	TOURNAI (a)	3 C	83
3	EEGLNRH	HONGREE	D 2	24
4	LAADIFF	IF	16	29
5	LAADIFF	PEKOB (b)	5 C	47
6	LAADIFF	ALLATA	21	70
7	DRROUNL	LARDON	O 1	27
8	RUHNAISR	REUNIRAS	K 4	66
9	MESSSTR	MESTRES (c)	9 B	88
10	DECUFPE	FUEL (d)	J 10	30
11	DCPTMUE	PEDUM	I 1	31
12	CTGBOU	CABUS (s)	L 1	42
13	TGOSSSE	GOSSENT (e)	14 H	80
14	AAEUTVS	ESTIVA	8 H	29
15	TEAUQT	AZYTEQUE	N 6	95
16	ZCAOWHN	CHEZ	L 12	56
17	ADOWNHYI	YOGI	H 12	72
18	AWNHODV	JORAN (f)	6 B	30
19	WDVHIBE	BUSE	11 I	25
20	WDVHIBE	DEVIAI	C 8	23
21	WEAME	ZEE	15 L	16
				993

(a) NOUVEAU, 5 E, perd 1 point ; (b) tiré de Chine ; (c) (de camp) - RESSEMAT, 10 E, 65 ; (d) ou FACE, 1 L ; (e) (travaillant avec un couteau ; f) veni de Jura. 1. P.C. Singer, 888 ; 2. C. Ouzil, 886 ; 3. C. Chabert, 887.

Mots croisés

n° 693



HORIZONTALEMENT

1. Fil la gloire de plus d'une actrice. - 2. Vint retourner les champs. Pronom. - 3. Avocat depuis peu. Quand on connaît la suite. - 4. Il ne lui manque aucun agrément. N'a pas bonne mine dans son bon sens. - 5. Assesio chéri. - 6. Il a mis au point. - 7. Meurt en baïe. - 8. Il doit être confortable puisqu'on casse de le conserver. Fait tout avancer.

VERTICALEMENT

1. Plier de la cuisine bourgeoise. - 2. Vint retourner les champs. Pronom. - 3. Avocat depuis peu. Quand on connaît la suite. - 4. Il ne lui manque aucun agrément. N'a pas bonne mine dans son bon sens. - 5. Assesio chéri. - 6. Il a mis au point. - 7. Meurt en baïe. - 8. Il doit être confortable puisqu'on casse de le conserver. Fait tout avancer.

SOLUTION DU N° 692

1. Avertissement. - 2. Variation. - 3. Etre. - 4. Etre. - 5. Etre. - 6. Etre. - 7. Etre. - 8. Etre. - 9. Etre. - 10. Etre. - 11. Etre. - 12. Etre. - 13. Etre. - 14. Etre. - 15. Etre. - 16. Etre. - 17. Etre. - 18. Etre. - 19. Etre. - 20. Etre. - 21. Etre. - 22. Etre. - 23. Etre. - 24. Etre. - 25. Etre. - 26. Etre. - 27. Etre. - 28. Etre. - 29. Etre. - 30. Etre. - 31. Etre. - 32. Etre. - 33. Etre. - 34. Etre. - 35. Etre. - 36. Etre. - 37. Etre. - 38. Etre. - 39. Etre. - 40. Etre. - 41. Etre. - 42. Etre. - 43. Etre. - 44. Etre. - 45. Etre. - 46. Etre. - 47. Etre. - 48. Etre. - 49. Etre. - 50. Etre. - 51. Etre. - 52. Etre. - 53. Etre. - 54. Etre. - 55. Etre. - 56. Etre. - 57. Etre. - 58. Etre. - 59. Etre. - 60. Etre. - 61. Etre. - 62. Etre. - 63. Etre. - 64. Etre. - 65. Etre. - 66. Etre. - 67. Etre. - 68. Etre. - 69. Etre. - 70. Etre. - 71. Etre. - 72. Etre. - 73. Etre. - 74. Etre. - 75. Etre. - 76. Etre. - 77. Etre. - 78. Etre. - 79. Etre. - 80. Etre. - 81. Etre. - 82. Etre. - 83. Etre. - 84. Etre. - 85. Etre. - 86. Etre. - 87. Etre. - 88. Etre. - 89. Etre. - 90. Etre. - 91. Etre. - 92. Etre. - 93. Etre. - 94. Etre. - 95. Etre. - 96. Etre. - 97. Etre. - 98. Etre. - 99. Etre. - 100. Etre.

VERTICALEMENT

1. Avertissement. - 2. Variation. - 3. Etre. - 4. Etre. - 5. Etre. - 6. Etre. - 7. Etre. - 8. Etre. - 9. Etre. - 10. Etre. - 11. Etre. - 12. Etre. - 13. Etre. - 14. Etre. - 15. Etre. - 16. Etre. - 17. Etre. - 18. Etre. - 19. Etre. - 20. Etre. - 21. Etre. - 22. Etre. - 23. Etre. - 24. Etre. - 25. Etre. - 26. Etre. - 27. Etre. - 28. Etre. - 29. Etre. - 30. Etre. - 31. Etre. - 32. Etre. - 33. Etre. - 34. Etre. - 35. Etre. - 36. Etre. - 37. Etre. - 38. Etre. - 39. Etre. - 40. Etre. - 41. Etre. - 42. Etre. - 43. Etre. - 44. Etre. - 45. Etre. - 46. Etre. - 47. Etre. - 48. Etre. - 49. Etre. - 50. Etre. - 51. Etre. - 52. Etre. - 53. Etre. - 54. Etre. - 55. Etre. - 56. Etre. - 57. Etre. - 58. Etre. - 59. Etre. - 60. Etre. - 61. Etre. - 62. Etre. - 63. Etre. - 64. Etre. - 65. Etre. - 66. Etre. - 67. Etre. - 68. Etre. - 69. Etre. - 70. Etre. - 71. Etre. - 72. Etre. - 73. Etre. - 74. Etre. - 75. Etre. - 76. Etre. - 77. Etre. - 78. Etre. - 79. Etre. - 80. Etre. - 81. Etre. - 82. Etre. - 83. Etre. - 84. Etre. - 85. Etre. - 86. Etre. - 87. Etre. - 88. Etre. - 89. Etre. - 90. Etre. - 91. Etre. - 92. Etre. - 93. Etre. - 94. Etre. - 95. Etre. - 96. Etre. - 97. Etre. - 98. Etre. - 99. Etre. - 100. Etre.

François Dorlet

Echecs

n° 1466

TOURNOI
INTERPOLIS

Tilburg, 1991.
Blancs : J. Timman.
Noirs : V. Kortschnoi.
Partie française.

1. e4	2. e4	3. e4	4. e4	5. e4	6. e4	7. e4	8. e4	9. e4	10. e4	11. e4	12. e4	13. e4	14. e4	15. e4	16. e4	17. e4	18. e4	19. e4	20. e4	21. e4	22. e4	23. e4	24. e4	25. e4	26. e4	27. e4	28. e4	29. e4	30. e4	31. e4	32. e4	33. e4	34. e4	35. e4	36. e4	37. e4	38. e4	39. e4	40. e4	41. e4	42. e4	43. e4	44. e4	45. e4	46. e4	47. e4	48. e4	49. e4	50. e4	51. e4	52. e4	53. e4	54. e4	55. e4	56. e4	57. e4	58. e4	59. e4	60. e4	61. e4	62. e4	63. e4	64. e4	65. e4	66. e4	67. e4	68. e4	69. e4	70. e4	71. e4	72. e4	73. e4	74. e4	75. e4	76. e4	77. e4	78. e4	79. e4	80. e4	81. e4	82. e4	83. e4	84. e4	85. e4	86. e4	87. e4	88. e4	89. e4	90. e4	91. e4	92. e4	93. e4	94. e4	95. e4	96. e4	97. e4	98. e4	99. e4	100. e4
-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---------

NOTES

a) Le grand théoricien L. Pachman estime que, dans ce « système Reti » connu encore sous le nom de « variante Burn », les Blancs ont déjà obtenu un petit avantage positionnel et conseille aux Noirs, dans la suite normale des coups 1. e4, d4 ; 2. e4, d4 ; 3. e4, d4 ; 4. e4, d4 ; 5. e4, d4 ; 6. e4, d4 ; 7. e4, d4 ; 8. e4, d4 ; 9. e4, d4 ; 10. e4, d4 ; 11. e4, d4 ; 12. e4, d4 ; 13. e4, d4 ; 14. e4, d4 ; 15. e4, d4 ; 16. e4, d4 ; 17. e4, d4 ; 18. e4, d4 ; 19. e4, d4 ; 20. e4, d4 ; 21. e4, d4 ; 22. e4, d4 ; 23. e4, d4 ; 24. e4, d4 ; 25. e4, d4 ; 26. e4, d4 ; 27. e4, d4 ; 28. e4, d4 ; 29. e4, d4 ; 30. e4, d4 ; 31. e4, d4 ; 32. e4, d4 ; 33. e4, d4 ; 34. e4, d4 ; 35. e4, d4 ; 36. e4, d4 ; 37. e4, d4 ; 38. e4, d4 ; 39. e4, d4 ; 40. e4, d4 ; 41. e4, d4 ; 42. e4, d4 ; 43. e4, d4 ; 44. e4, d4 ; 45. e4, d4 ; 46. e4, d4 ; 47. e4, d4 ; 48. e4, d4 ; 49. e4, d4 ; 50. e4, d4 ; 51. e4, d4 ; 52. e4, d4 ; 53. e4, d4 ; 54. e4, d4 ; 55. e4, d4 ; 56. e4, d4 ; 57. e4, d4 ; 58. e4, d4 ; 59. e4, d4 ; 60. e4, d4 ; 61. e4, d4 ; 62. e4, d4 ; 63. e4, d4 ; 64. e4, d4 ; 65. e4, d4 ; 66. e4, d4 ; 67. e4, d4 ; 68. e4, d4 ; 69. e4, d4 ; 70. e4, d4 ; 71. e4, d4 ; 72. e4, d4 ; 73. e4, d4 ; 74. e4, d4 ; 75. e4, d4 ; 76. e4, d4 ; 77. e4, d4 ; 78. e4, d4 ; 79. e4, d4 ; 80. e4, d4 ; 81. e4, d4 ; 82. e4, d4 ; 83. e4, d4 ; 84. e4, d4 ; 85. e4, d4 ; 86. e4, d4 ; 87. e4, d4 ; 88. e4, d4 ; 89. e4, d4 ; 90. e4, d4 ; 91. e4, d4 ; 92. e4, d4 ; 93. e4, d4 ; 94. e4, d4 ; 95. e4, d4 ; 96. e4, d4 ; 97. e4, d4 ; 98. e4, d4 ; 99. e4, d4 ; 100. e4, d4.

VERTICALEMENT

1. Avertissement. - 2. Variation. - 3. Etre. - 4. Etre. - 5. Etre. - 6. Etre. - 7. Etre. - 8. Etre. - 9. Etre. - 10. Etre. - 11. Etre. - 12. Etre. - 13. Etre. - 14. Etre. - 15. Etre. - 16. Etre. - 17. Etre. - 18. Etre. - 19. Etre. - 20. Etre. - 21. Etre. - 22. Etre. - 23. Etre. - 24. Etre. - 25. Etre. - 26. Etre. - 27. Etre. - 28. Etre. - 29. Etre. - 30. Etre. - 31. Etre. - 32. Etre. - 33. Etre. - 34. Etre. - 35. Etre. - 36. Etre. - 37. Etre. - 38. Etre. - 39. Etre. - 40. Etre. - 41. Etre. - 42. Etre. - 43. Etre. - 44. Etre. - 45. Etre. - 46. Etre. - 47. Etre. - 48. Etre. - 49. Etre. - 50. Etre. - 51. Etre. - 52. Etre. - 53. Etre. - 54. Etre. - 55. Etre. - 56. Etre. - 57. Etre. - 58. Etre. - 59. Etre. - 60. Etre. - 61. Etre. - 62. Etre. - 63. Etre. - 64. Etre. - 65. Etre. - 66. Etre. - 67. Etre. - 68. Etre. - 69. Etre. - 70. Etre. - 71. Etre. - 72. Etre. - 73. Etre. - 74. Etre. - 75. Etre. - 76. Etre. - 77. Etre. - 78. Etre. - 79. Etre. - 80. Etre. - 81. Etre. - 82. Etre. - 83. Etre. - 84. Etre. - 85. Etre. - 86. Etre. - 87. Etre. - 88. Etre. - 89. Etre. - 90. Etre. - 91. Etre. - 92. Etre. - 93. Etre. - 94. Etre. - 95. Etre. - 96. Etre. - 97. Etre. - 98. Etre. - 99. Etre. - 100. Etre.

initiative dans la partie Pini-Stahlberg (Beverwijk, 1963) : 8. ... Dd6 ; 9. Fd3, 0-0 ; 10. 0-0, e5 ; 11. Td1, e4 ; 12. Cc4, g6 ; 13. Ch5, Dd6 ; 14. e4, Cc5 ; 15. a5, Dc6 ; 16. Ff4, a6 ; 17. Cc3, Ff6 ; 18. Fd5 ! Le coup du texte qui maintient le F-d5 en g5 a aussi son intérêt (après 8. ... Fg5 ; 9. bxc3, les Blancs ont un net avantage) et laisse supposer que les Blancs recroqueront du grand côté.

d) La réplique logique des Noirs qui ne sont pas surpris par cette avancée agressive du pion h déjà rencontrée dans une partie contre Sax, à Lucerne en 1989.

e) La suite de la partie précitée : 9. dxc5, Da5+ ; 10. c3, Dxc5 ; 11. Fc3, Dc7 ; 12. Cc5, b6 ; 13. Fb5, a6 ; 14. Fc2, Ff7 ; 15. Dc2, Cc5 ; 16. Fc3, Dxc5 ; 17. Cc4, Dc5 ; 18. Cc6+, g4 ; 19. 0-0, Fg2 donne lieu à des complications peu claires.

f) 9. ... 0-0 est plus simple : après 10. 0-0, g4 ; 11. Cc4, Dd6 ; 12. Ff4, b6 ; 13. Fc3, Cc5 ; 14. Fb3, Cc4 ; 15. Dc2, Cc3 ; 16. Dc3, a5 ; 17. a4, Fd7 l'égalité semble totale (Chandler-Nogues, Moscou, 1990).

g) Naturellement 10. ... 0-0 est préférable à cette tentative non pas de conserver le pion, car une idée aussi douteuse ne peut gagner dans la tête d'un grand maître aussi expérimenté que Kortschnoi, mais de compliquer le jeu en créant une autre position.

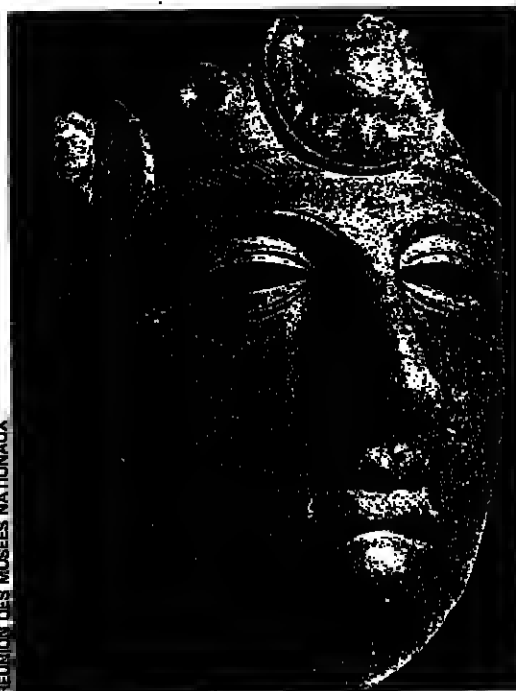
Actualités gallo-romaines

Quelle vie était au juste celle d'un citoyen enrôlé dans les armées de Rome, et comment était recrutée cette épaisse soldatesque gardienne des frontières de l'Empire ? Au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, une exposition nous éclaire sur le sujet; aux éditions Albert René, une bande dessinée fameuse s'inscrit à nouveau à l'inventaire de notre patri-moine.

Le succès du Gaulois d'Uderto et de Goscinnys - Uderto, aujourd'hui seul à affronter les embrouilles qu'il s'invente - procède pour beaucoup de ce souci de résistance avec lequel chaque homme vit, espère et établit la juste mesure des fourches caudines sous lesquelles il fait passer au quotidien ses actes de rébellion et ses bouffées de courage. Au guignol de la guerre, le vainqueur - l'autorité - tenu en échec fait toujours saillie comble. Ainsi les supporters de ce pré-François tellement de chez nous risquent-ils d'être déçus devant les nouveaux exploits de leur champion qui, cette fois-ci, ne

met pas vraiment toute la pomme et casse du Romain, tard dans le récit, et comme l'esprit ailleurs. On sent le bonhomme un peu las de tomber sans péril à bras raccourcis - raccourcis, la potion aux amphétamines du druide blanc comme neige semblant de plus en plus performante - sur des ennemis dont il faut craindre qu'un jour, écourtés, ils n'abandonnent la place et ne rentrent chez eux, laissant les joyeux drilles et leurs gémissements débrouiller sans eux. « *Abusus non tollit usum* », certes, l'abus n'exclut pas l'usage, mais *notens volens*, la vis comica, cet art de la rigolade, peut trouver quelquefois ses limites. Surtout chez les militaires.

Coincidence sûrement, au moment où était publié le dernier album d'Uderto, le Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye présentait une exposition consacrée aux tombes de plusieurs officiers du Haut-Empire morts en mission et enterrés avec leurs armes et bagages d'éternité, tels que la coutume, un siècle environ après Jésus-Christ, autorisait encore les émérites qui s'étaient battus pour Rome à entreprendre le grand voyage. Une mine pour les chercheurs qui réduisent avec peine et difficulté les zones d'ombre d'une époque, limpide pour l'imagerie populaire, mais lourdes d'approximations pour l'historien. Bonnes raisons donc que d'offrir quelques conférences (1) autour de l'exposition et de nous instruire dans la réalité supposée de cette armée romaine, énorme brute mécanique, rouleau compresseur sur rails, portée au faite de sa



Visière de casque de parade. Bronze, vers 46-50, après Jésus-Christ.

gloire et de sa technique sous le règne d'Auguste, entraînée dans les plus faramineuses expéditions, narrant sous le fouet du gain et de la coquette, stimulée par la seule loi qui fasse foi : dans tous les cas de figure, le vaincu devient propriété du vainqueur. Clair.

Un peu plus qu'une simple armée : une goule qui dévore les oeufs d'argent du budget de l'Etat, qui fait manœuvrer et se battre près de trois cent mille hommes, qui brasse et fait marcher au pas, ou galoper dans leurs rythmes d'origine, des peuplades étrangères soumises à l'autorité centrale, une administration tatillonne et précautionneuse avec ses caisses de retraite et sa sécurité sociale, un monde interlope avec son argent borge et ses deuxième bureaux; une force politique et économique, surtout, que le « César » du moment doit faire se déplacer avec précaution et circonspection. Un fauve docile et discipliné, mais qu'il convient de savoir tenir en laisse.

La grande force de frappe est représentée par les légions, un corps d'élite où n'entrent que les citoyens romains qui s'engagent sur des bases sérieuses puisqu'ils vont y passer entre vingt-cinq et trente ans. Contrat ferme et définitif. On ne se marie pas. Si on en réchappe, au bout du temps légal, c'est le retour au pays avec ce poche un pécule qui doit permettre d'acheter des terres et de les cultiver. Vingt-cinq légions, composées en moyenne de cinq mille hommes chacune, sont chargées de protéger les frontières. Elles ont toutes à leur tête un légat, flanqué de six tribuns et d'un préfet de camp. 125 000 fantassins lourds patrouillaient ainsi sur le territoire de l'Empire, tous professionnels, serrés dans une discipline de fer, entraînés à tous les exercices, tanés sous tous les climats, prêts à affronter les pires Vandales, eux-mêmes ne se privant que rarement d'égaliser dans leurs exactions et services des combattants moins raffinés qu'eux.

C'est l'âme de l'armée, cette légion, mais le fer de lance seulement, car à ses côtés se tient une autre force tout aussi remarquable, composée de ce qu'on pourrait appeler des barbares apprivoisés. Ils ont été défaits dans le courant de la conquête et n'ont sauvé leur peau qu'en prêtant allégeance à leurs nouveaux patrons. Encore convient-il qu'ils se montrent habiles dans une technique de farouche obédience en face de l'Aigle romain. On trouve de la sorte, travaillant dans leurs costumes locaux et s'exprimant dans leur langue d'origine, des cavaliers gaulois, espagnols ou thraces, des archers syriens, des frondeurs des Baléares. 125 000 soldats encore qui jouent en solo ou appuient le mouvement des légions dans des stratégies de massacres vers lesquelles on les dirige le plus souvent sans risquer la moindre protestation. Une trentaine d'années de service doit leur ouvrir la porte à leur conduite a été jugée correcte et leur ardeur au combat probante.

Reste le marine, un corps de 40 000 hommes, mal éimée des Romains, terribles svent tout, et pourtant plus habile et plus performante qu'on ne l'a pensé longtemps. Elle est basée à Ravenne et à Misène, mais on trouve également des flottes à Alexandrie, sur le Rhin ou sur le Danube. Chaque navire est commandé par un centurion, c'est la coutume, chaque « escadre » par un préfet, c'est l'habitude. L'un d'eux, fameux, Plinius l'Ancien, se roussira même les poils définitivement en allant constater de trop près une éruption du Vésuve.

La garnison de Rome, elle, occupe une place à part sur l'échiquier du haut état-major, car elle est en partie au service de ce haut état-major. 15 000 privilégiés, tous romains ou italiens grand teint qui se partagent la tâche entre des fonctions de sergents de ville, de pompiers, de vigiles, mais surtout qui font partie des cohortes pré-

riennes, garde rapprochée de l'empereur et quelquefois « déboulonneuse » d'empereur. Tout ce petit monde est au chaud dans la capitale, nourri d'une solde plus conséquente que le légionnaire lambda et astreint à un service plus court.

Ce même légionnaire qui, sous Auguste, se souvient de la République et a gardé en tête les prérogatives qui étaient les siennes, celle, par exemple, d'être ses officiers. Aujourd'hui, ces jeunes aristocrates qui ont choisi, volontairement ou non, de servir sous les armes, s'apprêtent à entrer dans la carrière en peaufinant leur entraînement. Sortes de saint-cyriens dilettantes, ils se sont préparés à leurs futures occupations en s'arrondissant le biceps selon les préceptes des meilleurs gymnastes suédoises de l'époque. Entre deux orgies légères, on les a vus la tête penchée sur du Tacite en alternance avec l'étude des meilleurs auteurs de manuels militaires du temps. Ils débarqueront dans leur unité, l'air avantageux, la bouille réjouie, avant de bien comprendre ce à quoi l'existence les destinait : tuer. Car l'efficacité romaine a fait de la guerre une science et il n'y a pas d'autre issue à la réflexion que de vaincre. Ils l'approfondiront vite dans les centurions et les décuries où ils vont servir, et dont les mouvements, de la Bretagne à la Dacie, de la Germanie à la Syrie, vont leur faire voir du pays et mieux comprendre la galère dans laquelle ils se sont engagés.

Jean-Pierre Quélin

(1) Retenons particulièrement celle proposée par M. Yves Le Bohec, de l'université Jean-Moulin de Lyon, « La vie des militaires romains sous le Haut-Empire ».

► « Masques de far », un officier romain du temps de Caligula. Musée des antiquités nationales, Saint-Germain-en-Laye, jusqu'au 4 février 1992. Tél : 34-51-65-36.

100 mètres.



Photo: Jean-Sébastien Lhuillier

100 maîtres.



Museo del Prado, La Fragua de Velasco Velasquez - Photo: Touristina Benguet

En 1992, Barcelone l'enchanteuse, revêt les couleurs olympiques et rayonne de mille feux aux yeux du monde entier. Des records sportifs aux exploits artistiques, il n'y a qu'un pas à franchir, qu'un regard à détourner.

La cité catalane alors se dévoile, s'offre à vous. Derrière les anneaux olympiques, la Fondation Miro, la Sagrada Família d'Antonio Gaudí, la Fondation Tapies... sont autant d'invitations à vivre l'émotion ibérique. Une émotion qui vous mènera des remparts médiévaux d'Avila à l'équeduc de Sagovie pour ensuite doucement vous guider jusqu'à Madrid. Madrid, capitale culturelle de l'Europe en 1992, cité royale, vous offre ses plus précieux trésors. Goya, Picasso, Bosch, Velasquez, Rubens, ils vivent tous dans les quartiers médiévaux. Les Musées d'Art Moderne et d'Art Contemporain sont leurs voisins.

En Espagne le plaisir est quotidien, le rêve vous attend au détour de chaque rue.

Votre agent de voyage aussi.



L'Espagne. Tout sous le soleil.



EXP-92

L'Espagne. Hôte des Jeux Olympiques et de l'Exposition Universelle de Séville en 1992.

Office Espagnol du Tourisme
42, rue de la République - 75381 Paris Cedex 08
Tél : (1) 47.20.90.54 - 40.70.15.92 - Télécopie : 36.10 Espagne

30 Un entretien avec M. André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas

31 La crise de l'automobile de luxe britannique
32 Démission du président de Métrologie International

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

La situation économique dans l'ancienne Union soviétique

Une instance de plus

Les conférences internationales sont à la mode. Après celle de Madrid consacrée au Proche-Orient, qui se poursuit actuellement à Washington avec les succès que l'on sait, l'administration américaine entend aujourd'hui réunir les Grands pour définir les modalités de l'assistance à l'ancienne Union soviétique.

Devant les immenses dangers politiques et économiques liés à la décomposition de l'URSS, une rencontre au sommet n'est pas superflue. Et, pour une fois, l'initiative américaine prévoit de ne pas limiter la rencontre aux traditionnels Sept, qui ont souvent tendance à prendre seuls des décisions engageant l'ensemble des pays industrialisés, voire d'autres catégories d'États.

Mais comment ne pas s'étonner de la convocation d'une conférence internationale, alors que de multiples organismes spécialisés dans l'aide économique existent déjà? Justement, jeudi 12 décembre, le jour où M. Baker prononçait son discours à Princeton, le Fonds monétaire international (FMI) annonçait une réorganisation de ses services, pour faire face à la situation nouvelle en Union soviétique. M. Baker pourrait rétorquer facilement qu'aucun de ces organismes ne ferait parfaitement l'affaire dans le cas présent. Le FMI et la Banque mondiale? Certes, mais l'ancienne URSS n'en est pas encore membre à part entière. La BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement)? Peut-être, mais tous les participants potentiels à la conférence de janvier (membres de l'OTAN, de la coalition anti-irakienne...) n'en sont pas actionnaires. La G-24 (les principaux États qui aident l'Europe centrale et orientale)? Mais la structure est légère, et ne fonctionne pas au mieux.

Comme des entreprises en difficulté multiplient souvent nominations et comités, les pays industrialisés, ne sachant comment faire face à la décomposition de l'URSS, ont tendance à créer de nouvelles instances sans utiliser celles qui sont déjà à leur disposition. Si on comprend le souci américain de lier la dénucléarisation des Républiques de l'ancien empire soviétique avec l'assistance occidentale, la convocation de cette conférence n'est-elle pas aussi un moyen pour les Américains de faire financer à leurs partenaires une opération dont Washington tirerait le premier des bénéfices? Le souvenir de la guerre du Golfe, gratifiante et peu onéreuse, pour les États-Unis, n'est pas si lointain.

FRANÇOISE LAZARE

L'accord sur la Communauté des États indépendants

L'Ukraine n'émettra pas sa propre monnaie en 1992

L'accord signé à Minsk et donnant naissance à la Communauté des États indépendants prévoit, d'après les responsables du gouvernement de Russie, que les Républiques adhérentes à cette nouvelle organisation ne créeront pas, en 1992, de monnaie nationale. «L'Ukraine, comme les autres Républiques signataires, s'est engagée à ne pas émettre sa propre monnaie au cours de l'année à venir», nous a déclaré M. André Nekhaev, vice-ministre de l'économie de Russie, jeudi 12 décembre lors de son passage à Paris. «Si dans un an le problème des devises nationales devra être réglé après concertation et avec l'accord des Républiques membres de la Communauté».

«Regarde les riches...»

Les difficultés de production et d'approvisionnement créent dans certaines des régions de l'ex-Union soviétique une situation qui pourrait devenir explosive (le Monde du 13 décembre). Les combines se multiplient pour survivre et le troc se généralise. Sur les décombres d'une économie en lambeaux, les nouveaux riches étalent avec ostentation leurs affaires et leur fortune.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

«Regarde les riches, l'important c'est tout ce qu'ils affichent...» Insolite à Moscou, la chanson de Patricia Kees que diffuse Europe Plus dans le luxueux centre commercial installé par la société franco-soviétique Sana dans une lointaine banlieue moscovite — une sorte de galerie «Claridge» plantée dans un Serreilles des années 60 — n'en apparaît pas moins, en ces lieux, particulièrement opportune! Alors que la famine menace à Moscou, les nouveaux riches étalent avec ostentation leur mode de vie. Entrepreneurs, ils font aujourd'hui fortune sur les décombres d'une économie en déliquescence. Brokers, patrons de «corporations» et autres businessmen — en anglais — sont-ils les premiers bourgeois d'un capitalisme naissant?

Plus de plan, plus de monnaie, plus de règles de jeu stables... L'ex-URSS est aujourd'hui un véritable «Far West». Libérée de tout carcan, l'initiative privée s'engouffre, désormais dans toutes les failles ouvertes par la décomposition accélérée du système administratif centralisé. Abandonnant leurs universités, des jeunes en nombre croissant se lancent dans le commerce de gros. Déjà plus expérimentés, les amateurs des coopératives des années 80 reprennent après quelques difficultés leur développement. Certains hauts cadres de l'industrie d'État enfin — des ex-apparatchiks du parti bien souvent — se mettent à leur compte. Objectif avoué des uns et des autres : faire fortune, rapidement.

L'explosion des Bourses de marchandises

Millionnaire, le jeune Guerman Sterigov, vingt-cinq ans? Propriétaire, avec son frère Dimitri, du «système Aliee» — un marché privé où s'échangent des marchandises de toutes sortes — Guerman, un look de jeune étudiant soviétique, se sépare avec petite moustache et grosses lunettes, ne nie pas son enrichissement rapide. Même s'il affirme ne dépenser chaque mois que 10 000 roubles (le salaire moyen tourne aujourd'hui en Russie autour de 500 roubles), il vient de créer à Moscou un club de jeunes millionnaires, «pour défendre les intérêts des riches». Par problèmes, il change très régulièrement d'appartement. L'origine de sa fortune? Il a eu la bonne idée de créer, parmi les premiers, une Bourse de commerce privée qui travaille sur l'ensemble du territoire de l'ex-URSS. Son nom : Alice, du nom de son chien. Il a déjà un bureau... à Wall Street!

Sur la perspective Léline, à Moscou, dans un rez-de-chaussée enfumé, une véritable ruche où de jeunes yuppies soviétiques s'affairent activement autour de quelques écrans électroniques : c'est là que se trouve le centre du marché qu'a créé Guerman Sterigov avec quelques amis il y a moins d'un an. Aujourd'hui, soixante-dix sociétés de courtage y travaillent. Des dizaines de jeunes brokers viennent y proposer, aux enchères, des marchandises qu'ils ont trouvées dans les entreprises d'État.

Un lot de chemises, du mazout et du blé, des réacteurs nucléaires, du ciment, des appartements et des actions : les biens proposés sur les Bourses de commerce comme celles de Guerman Sterigov sont très diversifiés. «Deux sous-marins militaires hors d'usage viennent d'être vendus chez nous», raconte Mikhail L. Tcheriassov, le chef des services extérieurs de la Bourse de marchandises et de matières premières de Russie (la RTSB). Sur tous ces marchés, les ventes se font

à la criée — lorsqu'il y a plusieurs acheteurs, c'est qui est encore très rare», reconnaît Galina I. Matioukhina, de la Bourse de Moscou.

Assurant une relation de marché entre producteurs et utilisateurs, ces Bourses de commerce — une amorce de marché de gros — ont connu au cours des derniers mois dans l'ex-URSS une véritable explosion. La concurrence entre elles est vive. On en compte plus de quatre cents dont une cinquantaine rien qu'à Moscou. La plus importante, la Bourse de Russie, est installée dans les locaux de la poste, en réalité la Bourse des valeurs mobilières... avant la révolution de 1917! Ses dirigeants ont fait savoir à M. Gorbatchev qu'ils souhaitaient s'installer dans l'immeuble du... Gosplan (l'ex-comité d'État pour la planification)! Une autre, la Bourse de Moscou, a trouvé refuge dans l'un des pavillons du célèbre parc des expositions des réalisations de l'économie socialiste, le VDNK!

Si une part étonnante mais encore faible des échanges entre entreprises passe déjà par ces Bourses, celles-ci restent cependant encore une structure très fragile. Aucune loi n'en régit l'activité — même si les dirigeants de la Bourse de Russie ont déposé un projet. Les transactions — parfois en dollars — y restent très éphémères. Il n'y a pas de contrat-type. «On n'a pas de spécifications», explique un négociant français installé à Moscou. Les systèmes de garantie sont quasi inexistant. «Des acheteurs qui n'ont jamais obtenu leurs marchandises, on en a connu», avoue un opérateur.

Petites coopératives devenus grandes

Très spéculatifs, ces marchés attirent les jeunes les plus astucieux. «Un bon broker peut se faire 20 000 roubles par mois s'il se débrouille bien», indique Victor M. Gouzdine, vingt-cinq ans, patron de l'une des sociétés de courtage, OSK (vingt personnes), président du conseil de la Bourse Alice. De véritables fortunes se sont constituées. «Lors de la création du marché, il y a un an, l'action de notre Bourse valait 5 000 roubles, elle se négocie aujourd'hui 9 millions», raconte M. Tcheriassov, de la Bourse de Russie.

Autre vivier de millionnaires, le secteur des coopératives, ces PMI privées autorisées dès les premières années du gorbachévisme et qui connaissent aujourd'hui un regain de vigueur. Millionnaire, Valéry Sharov, quarante-trois ans, le président du «Konzert» Soyuz Saturn? Faux! Il n'est que le vrai patron d'un groupe privé aux activités diversifiées (22 000 salariés dans l'immobilier, la mécanique, la métallurgie...) préfère tenter d'expliquer l'organisation de son conglomérat en constante évolution, plutôt que de parler de son patrimoine personnel. «C'est aussi la loi des affaires», dit-il, «une voiture, une maison de campagne et de l'argent pour voyager».

Artiste décorateur sur métal à l'origine, il avait créé, en 1986, une petite coopérative qui faisait de la polygraphie sur tissus. Trop rapidement enrichi, il avait dû la fermer l'année suivante. Depuis, il a repris, avec trois amis, le parcours du combattant. Il s'active, un jour, autour de la privatisation des ports de la Baltique, le lendemain sur celle des actifs immobiliers de Moscou. Embrouillé dans la privatisation de «sa» société, il commente : «Chaque jour, nous achetons de nouvelles affaires, des terrains, des fermes, et nous revendons celles qui ne nous donnent pas de bons profits». Les ministres déçus qui transformèrent leurs administrations en groupes industriels ne lui font pas peur : «Les bureaucrates et les businessmen n'ont pas les mêmes vues», explique-t-il.

Les privatisations spontanées

Ex-communiste, M. Mikhail Bocharov, cinquante ans, le patron de l'association privée Boutek, a fait, lui, sa fortune sur les privatisations «spontanées». Millionnaire? «En roubles ou en dollars?», interroge-t-il en guise de réponse et l'œil malicieux. Fon-

teur de la branche russe du Rotary Club, M. Bocharov a voulu pousser MM. Gorbatchev et Eltsine à privatiser rapidement la grande industrie. Faut-il d'avoir réussi à les convaincre, il a décidé d'organiser des privatisations spontanées, encouragées par la loi. Dès 1988, il a créé son association, Boutek, pour aider les firmes d'État à organiser leur antiprivatisation. Aujourd'hui, les quarante-cinq membres de son équipe ont construit un petit empire présent dans toutes les Républiques de l'ex-URSS et dans tous les secteurs : six cents sociétés — certaines rachetées à l'État, d'autres prises en location, des coopératives enfin... — qui font travailler 100 000 personnes.

S'il reçoit dans un sombre sous-sol du centre de Moscou, il annonce son installation prochaine dans l'immeuble de 18 étages que «son» groupe est en train de construire, avec une société grecque, sur la perspective Léline. Jamais en manque d'idées, il prépare la privatisation des terrains que l'armée doit libérer dans la région de Kaliningrad avec une nouvelle société privée qu'il vient de créer, Rus Balt West. Haut cadre de l'industrie soviétique pendant plus de trente ans, il dénonce à l'envi l'inefficacité des bureaucraties. Et savoure l'actuelle liberté de manoeuvre dont il dispose, en matière de privatisation notamment. «Tout est possible, il n'y a pas de loi, et lorsqu'il y en a elles sont contradictoires», reconnaît M. Bocharov. Chef du département international de l'Agence de privatisation de Moscou.

Avec le commerce et l'industrie, le secteur bancaire est lui-même affecté par de multiples initiatives. Le 1^{er} novembre, dix-huit millionnaires russes ont annoncé la création de Help, la première banque détenue uniquement par des individus. «Chacun a mis 100 000 roubles dans cette banque, dont le but est de financer les PME vraiment privées», ont expliqué les créateurs de cette nouvelle institution. L'ex-URSS compte déjà plus de 1 500 banques et plus encore de joint ventures (des sociétés associant des capitaux locaux et étrangers), notamment dans le secteur des services aux résidents étrangers.

L'économie casino

Quel est le poids réel de ces nouveaux acteurs dans l'économie de l'ex-URSS et dans chacune des Républiques? Aucune statistique officielle ne permet de l'évaluer pour l'instant. Selon certaines estimations, 20 millions de personnes travailleraient déjà dans le secteur privé et semi-privé. Leur activité contribuerait à 20 % du PNB en 1991 (contre 7 % en 1990), d'après l'économiste Sergueï Alexachenko.

Mais l'émergence de ces nouveaux acteurs n'est pas sans poser de problèmes quant à l'avenir du capitalisme en Russie. Pour l'instant, le renouveau ne semble affecter que la sphère de la circulation. «C'est le règne des intermédiaires», s'inquiète un industriel occidental. La révolution n'a pas encore pénétré véritablement l'industrie. «C'est aussi la loi des affaires en tout genre», ajoute-t-il. Effectivement, la corruption est générale. Les dirigeants de la police et de la douane sont actionnaires de sociétés privées! Une fois fortune faite, certains golden boys disparaissent à l'étranger, à l'instar de M. Artem Tamassov, l'un des premiers héros du nouveau capitalisme russe, parti avec 42 millions de dollars accumulés par sa coopération.

Sur la route qui conduit à l'aéroport international de Moscou, un ancien hypodrome a été réaménagé. Superbement, les nouveaux riches de la capitale russe s'y retrouvent et y terminent leur journée autour d'une partie de roulette ou de black jack. C'est le «Casino royale», où tous les coups se jouent en... dollars. Un symbole, peut-être. Celui d'une transition, limitée pour l'instant en Russie, au passage d'un système étatisé et centralisé à un système étatisé et centralisé planifié à une économie casino. Et où le billet vert est roi.

ÉRIK IZRAELEVICZ

Le gouvernement russe demande les crédits français alloués à l'ex-URSS

Avec l'éclatement de l'URSS, les pays créanciers et donateurs se trouvent confrontés à un nouveau problème : ils sont à la recherche d'interlocuteurs fiables. Pour coordonner les politiques d'aide, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a annoncé l'organisation d'une conférence internationale à Washington en janvier (lire page 3). A Paris, une délégation du gouvernement russe de M. Boris Eltsine a demandé, jeudi 12 décembre, que les crédits français destinés initialement à l'ex-URSS reviennent à la Russie.

De passage à Paris jeudi 12 décembre, avant une visite à Bruxelles, M. Guennadi Bourboulis, premier vice-premier ministre de Russie, a demandé aux autorités françaises que les crédits et les aides, notamment alimentaires, que la France destinait à l'ex-URSS soient réorientés vers la Russie. «Nous ne voulons pas priver les autres Républiques des crédits occidentaux, mais nous souhaitons en avoir la part principale», nous a expliqué M. Peter Aven, président

du comité pour les relations économiques extérieures de Russie.

A l'occasion de leur rencontre avec le président de la République, M. François Mitterrand, et avec le ministre français des finances, les représentants du gouvernement de Russie ont notamment évoqué le nouveau crédit céréalière de 2 milliards de francs annoncé mi-novembre à Moscou et l'accord de troc (produits alimentaires contre pétrole et gaz) signé par M. Cresson fin octobre (le Monde du 3 novembre). Les deux dossiers sont actuellement bloqués, faute d'interlocuteurs.

«Le gouvernement russe» donne son feu vert aux livraisons de pétrole et de gaz dès que Paris aura reconnu par écrit que les produits alimentaires prévus dans l'accord seront uniquement destinés aux villes de Moscou et de Saint-Petersbourg», nous a expliqué M. André Nekhaev, le vice-ministre russe de l'économie, qui affirme que «cela correspond au vrai oral, qu'avait émis M. Cresson lors de la signature de l'accord». Pour les Russes, il n'est pas question que les produits français soient répartis entre toutes les Républiques de l'ancienne URSS.

E. I.

Total va exploiter trois gisements de pétrole en Russie

Le groupe pétrolier français Total a signé un contrat de partage de production en Russie pour exploiter trois gisements de pétrole dans le bassin de Timan-Pechora (ouest de l'Oural, près du cercle arctique). Le contrat vise à développer et à mettre en production des gisements découverts mais non encore exploités. Il ouvre à Total, qui sera l'opérateur industriel, l'accès à des réserves de brut de l'ordre de 300 millions de barils. L'investissement devrait représenter un montant de l'ordre de 500 millions de dollars sur les trois premières années. Le contrat fait suite à un accord de coopération signé en décembre 1990. Il s'agit du

deuxième accord signé en 1991 avec des partenaires russes, après celui destiné à accroître le taux de récupération du gisement de Romashkino.

Les autres compagnies occidentales multiplient les investissements dans le pétrole russe. Shell et la société russe Gazprom négocient actuellement, selon la presse occidentale, l'exploitation en commun d'un gisement de gaz naturel à Urengi, dans l'ouest de la Sibirie. Le groupe est aussi candidat à l'exploitation du gaz naturel détecté à proximité de l'île Sakhaline en concurrence avec Exxon, associé à des groupes japonais et Mobil.

La Maison Blanche pourrait avancer l'annonce de mesures de relance

NEW-YORK

de notre correspondant

La Maison Blanche a admis, jeudi 12 décembre, que la reprise aux États-Unis pourrait être beaucoup plus faible que prévu, voire nulle. C'est la première fois qu'une telle déclaration est faite depuis que le président Bush a commencé à être mis en cause début novembre. Ces «aveux» ont été faits au moment même où le département du commerce annonçait une très modeste augmentation des ventes de détail en novembre (+0,3 % après -0,1 % en octobre) et une hausse limitée des prix de gros (+0,2 % en novembre), indices qui ont enchaîné Wall Street, le Dow Jones gagnant 30 points jeudi et clôturant à près de 2900 points.

L'aveu de la Maison Blanche a relancé les spéculations sur l'annonce de mesures de relance, sous forme notamment d'allègements fiscaux pour les classes moyennes. Ces mesures, qui devaient normalement être présentées par M. George Bush

le 28 janvier, lors du traditionnel message annuel sur l'état de l'Union, pourraient être avancées.

Intervenant devant la commission des finances du Sénat, M. Michael Boskin, le chef des conseillers de la Maison Blanche, a indiqué que «la croissance économique, si tant est qu'il y en ait, serait au mieux très faible au cours des prochains mois». De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué que le président pourrait dévoiler dès le début du mois de janvier des mesures économiques dont il a refusé de révéler les grandes lignes.

M. Richard Darman, directeur du budget, également interrogé par la commission sénatoriale, a précisé que l'administration allait proposer aux congressmen, actuellement en vacances parlementaires, d'examiner ces mesures en deux temps, le premier se situant dès la reprise de la session au début janvier.

SERGE MARTI

EN BREF

Le comité central d'entreprise de la SNCF contre le projet de budget 1992. — Les vingt élus du comité central d'entreprise (CCE) de la SNCF ont désapprouvé à l'unanimité, jeudi 12 décembre, le projet de budget pour 1992 qui leur était soumis à titre consultatif. Selon eux, ce projet, qui comporte 4 800 suppressions d'emplois, ne «permet plus à la SNCF de répondre à ses missions de service public». Trois syndicats de la SNCF (CGT, CFDT, CFTC) ont appelé à une grève le 18 décembre. Le projet de budget de la SNCF doit maintenant être soumis pour approbation au conseil d'administration le 19 décembre.

Deux mille agriculteurs manifestent contre la politique agricole commune à Dijon. — Environ 2 000

agriculteurs, selon les organisateurs (1 500 selon la police), se sont mobilisés jeudi 12 décembre à Dijon, pour réclamer «un arrêt immédiat de la politique agricole commune», à l'appel de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) et des Jeunes Agriculteurs. Les manifestants venaient surtout de la Côte-d'Or mais les fédérations de la Nièvre, de la Saône-et-Loire, du Jura, de l'Yonne, de la Haute-Marne et de Belfort avaient apporté un «soutien de principe». «Plus de la moitié des paysans de la Côte-d'Or sont des sous-sinistrés», a déclaré M. Dominique Chambrin, président de la FDSEA de Côte-d'Or. «La Commission de Bruxelles est une machine à broyer les agriculteurs», a-t-il lancé.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La crise de l'automobile de luxe britannique

Plusieurs marques étrangères sont intéressées par le rachat de Rolls-Royce

Si, officiellement, d'autres solutions de sauvetage financier sont recherchées, Rolls-Royce, la prestigieuse marque automobile britannique, est de facto à vendre, victime de la crise économique (le Monde du 10 décembre). Jaguar, autre constructeur automobile de renom, connaît une situation tout aussi difficile.

LONDRES

de notre correspondant

« Ce serait une véritable tragédie si le symbole du savoir-faire et de la tradition britannique à travers le monde tombait dans des mains étrangères. » Ce propos de lord Montagu de Beaulieu, propriétaire du National Motor Museum, traduit une réaction unanime devant une réalité qui afflige les Britanniques : Rolls-Royce Motors, le fameux constructeur de voitures de luxe (de 930 000 à 1,5 million de francs l'année) est, sans à vendre en totalité, du moins à racheter en partie. Le groupe Vickers (dont l'essentiel des activités est concentré dans le domaine de la défense), qui a acquis la marque en 1980 (pour 35 millions de livres), reconnaît qu'il étudie actuellement « toutes les options » et précise que les gros titres des journaux à propos de la « vente de Rolls-Royce » ont provoqué un « intérêt considérable de la part de campagnes étrangères » dans le secteur de l'automobile. « Actuellement », précise Vickers, Rolls-Royce n'est pas à vendre.

Mesures drastiques

Une chute de 50 % des ventes en 1991 (moins de 1 600 unités) est responsable de la crise de Rolls-Royce Motors (le Monde du 10 décembre), laquelle a été provoquée par la récession économique, autant aux États-Unis qu'au Japon qu'en Grande-Bretagne, qui sont les trois principaux pays clients des modèles Rolls et Bentley. Alors que les bénéfices avaient atteint 41 millions de livres (410 millions de francs) en 1990, le montant des pertes s'élève à environ 60 millions de livres cette année. Les mesures de restructuration drastiques déjà appliquées (un tiers des emplois ont été supprimés) ont été insuffisantes et Vickers se voit forcé d'envisager des solutions radicales pour assainir la situation financière.

La valeur de Rolls-Royce, cette société créée en 1904 par Charles Rolls et Frederick Henry Royce, se situe entre 250 et 600 millions de livres (2,5 et 6 milliards de francs). Au moins une demi-douzaine de repreneurs potentiels se seraient manifestés, les plus sérieux étant BMW et Toyota, des discussions étant, semble-t-il, engagées avec le premier. Différentes options, sous la forme d'un joint-venture, sont envisagées pour éviter la vente pure et simple, par exemple des

accords de technologie, la vente de tout ou partie du capital ou une prise de participation.

Rolls-Royce n'est pas la seule marque de l'industrie automobile de luxe à être sur la sellette. Jaguar, dont la réputation mondiale est tout aussi établie que celle de Rolls-Royce, est dans une situation critique, mais son indépendance n'est plus en question.

Jaguar en déficit

La firme a été rachetée il y a deux ans par Ford pour une somme de 1,6 milliard de livres (16 milliards de francs), à l'issue d'une âpre bataille financière avec General Motors. En dépit d'un plan de restructuration, les ventes n'ont cessé de décliner : aux États-Unis, qui est le premier marché pour le constructeur britannique, elles ont chuté de 40 % cette année, atteignant 25 000 unités (contre 52 000 véhicules en 1988), soit le chiffre le plus bas depuis 1982. Près de 4 000 licenciements ont été opérés dans les usines de Coventry et Birmingham.

Jaguar enregistre sa troisième

année de déficit en 1991, avec des pertes qui sont passées de 58 millions de livres en 1989 à près de 200 millions de livres cette année, selon des estimations. Le mois dernier, Ford-Grande-Bretagne a annoncé que le contrôle de Jaguar serait dorénavant effectué directement par le quartier général du constructeur américain, à Detroit, dans le but d'alléger la charge financière de la filiale britannique. Pour la première fois en 1990, celle-ci a enregistré des pertes - essentiellement dues à Jaguar - évaluées à 274 millions de livres avant impôts.

La récession économique met donc l'accent sur l'extrême fragilité financière des deux constructeurs britanniques Rolls-Royce et Jaguar, dont la production est trop concentrée sur des modèles haut de gamme, rentables en période d'expansion économique. BMW et Mercedes, par exemple, qui ont engagé une politique de diversification de leur gamme, sont bien mieux armés pour les périodes de récession.

LAURENT ZECCHINI

Le Bon Marché sera ouvert les dimanches 15 et 22 décembre de 10 h à 19 h.

Cela vous évitera de faire vos cadeaux de Noël avec 10 jours de retard.



RIVE GAUCHE

METRO SEVRES BABYLONE
ANGLE RUE DE SEVRES, RUE DU BAC.



OUVERTURE TOUS LES JOURS
DU 15 AU 23 DÉCEMBRE JUSQU'À 19 H 30

L'HERMÈS Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur
ECONOMIE DE L'ENTREPRISE

par François MOREAU
et Jean-Louis ROMEYER
Diffusion, MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

Le Monde
ÉDUCATION
ENQUÊTE

Décembre 1991

L'ÉCOLE AU SECOURS DES BANLIEUES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

«Serafino Ferruzzi European Scholarships» 1992-93

I La société Ferruzzi Finanziaria S.p.A. met en place, pour l'année universitaire 1992-93, six Bourses d'Etudes «Serafino Ferruzzi», du nom du fondateur du Groupe. Ces Bourses ont pour objet de favoriser des études de niveau post-universitaire dans les filières économiques et financières, afin de former des compétences destinées prioritairement à l'activité en entreprise.

II Les Bourses d'Etudes «Serafino Ferruzzi» sont réservées aux citoyens des pays membres de la Communauté Européenne, nés après le 31 décembre 1964 et ayant obtenu d'une université (ou établissement comparable) d'un pays de la CEE ou des États-Unis une maîtrise (ou un diplôme jugé équivalent par décision souveraine de la Commission d'Attribution) en Économie (ou matières voisines), Sciences Politiques, Droit, Agronomie ou Ingénierie.

De plus les candidats doivent remplir les conditions leur permettant d'être admis à un programme post-universitaire de perfectionnement ou de spécialisation dans une université (ou autre établissement de niveau équivalent) d'un pays de la CEE autre que leur pays d'origine ou des États-Unis.

III Le montant annuel de chaque Bourse d'Etudes permettra de couvrir les frais, effectivement supportés et prouvés avec justificatifs à l'appui, d'inscription et de scolarité correspondant à l'université ou à l'établissement d'enseignement choisi par le boursier. Un montant supplémentaire permettant de couvrir les frais de voyage, de santé et de séjour est fixé de manière forfaitaire à 12.000 ECU par an (somme impossible) pour l'Europe et de 15.000 US Dollars par an (somme impossible) pour les États-Unis.

IV L'attribution des Bourses «Serafino Ferruzzi» se fera sur la base des candidatures posées en conformité avec le présent avis, par décision souveraine d'une Commission d'Attribution nommée par le Président de Ferruzzi Finanziaria S.p.A.

V Les Bourses d'Etudes seront délivrées pour l'année universitaire 1992-93 et seront renouvelables, par décision souveraine de la «Serafino Ferruzzi European Scholarships», pour une année universitaire ultérieure, si l'étudiant a suivi avec succès le programme de perfectionnement de la première année.

VI Les personnes qui voudraient bénéficier d'une des Bourses d'Etudes devront faire parvenir, d'ici au 31 janvier 1992, une lettre de candidature en conséquence, rédigée en langue anglaise, à l'adresse suivante:

«Serafino Ferruzzi European Scholarships»
Gruppo Ferruzzi
Foro Buonaparte 31
20121 Milan
Italie

Le candidat devra préciser dans sa lettre de candidature, outre les renseignements d'état civil et l'adresse où il pourra recevoir d'éventuelles communications, l'université ou l'établissement d'enseignement, ayant les qualités requises par l'Art. II du présent règlement, au sein duquel il entend suivre un programme post-universitaire et le programme de perfectionnement choisi. A la lettre de candidature devront être joints les documents suivants: a) une photo du candidat signée au dos par celui-ci et une photocopie signée d'un document d'identité; b) un exemplaire original ou une copie certifiée conforme des diplômes universitaires délivrés, mentionnant les notes obtenues; c) une lettre des éventuels employeurs indiquant la période de travail et les fonctions remplies; d) un bref curriculum vitae en langue anglaise faisant clairement ressortir, outre les études, les éventuelles publications, activités de recherche et expériences professionnelles du candidat; e) un rapport rédigé en langue anglaise (2.500 mots au maximum) dans lequel le candidat devra présenter ses activités de recherche (y compris éventuellement son mémoire de fin d'études) ainsi que ses expériences professionnelles. Par contre, les candidats ne

devront pas envoyer d'exemplaires originaux des éventuelles publications citées dans leur rapport. Le candidat devra indiquer dans sa lettre de candidature les noms de deux professeurs d'université ou autres personnalités qualifiées auxquelles il aura demandé de faire parvenir à l'adresse mentionnée ci-dessus deux lettres de références rédigées en langue anglaise.

La «Serafino Ferruzzi European Scholarships» sera autorisée à prendre éventuellement des renseignements sur le candidat auprès de ces personnes. Aucun document présenté ne pourra être rendu au candidat.

VII L'attribution des Bourses d'Etudes sera notifiée, avant le 15 avril 1992, aux seuls candidats retenus, à l'adresse indiquée dans la lettre de candidature. Les bénéficiaires devront faire parvenir leur accord à la «Serafino Ferruzzi European Scholarships» dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision. Les autres candidats ne recevront aucune communication.

VIII Les avantages apportés par les Bourses d'Etudes «Serafino Ferruzzi» ne peuvent être cumulés avec ceux apportés par d'autres bourses ou aides financières de même nature destinées à des spécialisations post-universitaires. Par conséquent, pour pouvoir bénéficier des Bourses «Serafino Ferruzzi», les boursiers devront expressément renoncer à toute autre bourse ou aide financière de même nature qu'ils auraient pu obtenir.

IX Les candidats devront également se charger d'obtenir leur admission à l'université ou à l'établissement d'enseignement où ils comptent suivre leur programme de perfectionnement, ainsi que l'inscription à ce même programme.

X Les bénéficiaires des Bourses d'Etudes seront sous l'obligation de suivre le programme de perfectionnement arrêté auprès de l'université ou de l'établissement d'enseignement choisi, en respectant les spécifications indiquées dans leur lettre de candidature. Toute modification éventuelle devra être soumise à l'accord de la «Serafino Ferruzzi European Scholarships». D'autre part les bénéficiaires des Bourses d'Etudes pourront, s'ils approuvent leur demande sur des raisons valables, être autorisés, par jugement souverain de la «Serafino Ferruzzi European Scholarships», à repartir d'un an le début de leur programme de perfectionnement.

XI Le montant de la Bourse sera versé par Ferruzzi Finanziaria S.p.A. de la façon suivante: par annuité correspondant à 50% du total au moment de l'acceptation de l'inscription du bénéficiaire par l'université ou l'établissement d'enseignement choisi, le solde étant réglé par deux versements semestriels anticipés, effectués avant le début et le milieu de l'année universitaire, moyennant présentation d'une attestation de participation au programme de perfectionnement.

XII Les bénéficiaires des Bourses d'Etudes auront l'obligation d'adresser à la «Serafino Ferruzzi European Scholarships» un rapport semestriel faisant le point sur les études suivies. Le rapport envoyé en fin d'année universitaire devra être accompagné d'une lettre d'un professeur ayant suivi le travail du boursier («tutor» ou «supervisor»), ou de toute personne ayant la même fonction, qui contiendra une appréciation sur l'activité du boursier et sur les résultats qu'il aura obtenus durant l'année.

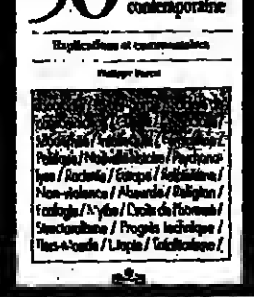
XIII L'acte de candidature à la Bourses d'Etudes présuppose l'acceptation pleine et entière du présent règlement.

Milan, le 13 décembre 1991

Le Président de
Ferruzzi Finanziaria S.p.A.
Arturo Ferruzzi

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

50 mots clés de la
culture générale
contemporaine



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

MARCHÉS FINANCIERS

Démission du président de Métrologie International

M. Roger Haddad, président de Métrologie International, société spécialisée dans la distribution de matériel informatique, a été démissionné de ses fonctions mercredi 11 décembre à la suite de l'aggravation des difficultés de l'entreprise et des multiples rumeurs ayant fait chuter le cours de bourse de cette société. Le fondateur de cette firme est remplacé par un de ses administrateurs associés, M. Alain Fraiberg, assisté comme directeur général d'un autre fondateur, M. Jacques Blaise. A charge pour la nouvelle équipe de «rétablir la situation financière et la rentabilité du groupe pour 1992», a indiqué un communiqué publié jeudi 12 décembre dans la soirée.

Métrologie International, dont les actionnaires principaux sont les créateurs de l'entreprise et la banque Paribas, souffre depuis le début de l'année de la dégradation du secteur

informatique et a d'ailleurs perdu 80 millions de francs au premier semestre. Or la direction vient de révéler que les pertes pour l'exercice «devraient être de l'ordre de 200 millions de francs, avant amortissement des écarts d'acquisition, pour un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs». Ces prévisions ont été exigées par la Commission des opérations de Bourse (COB) à la suite de la chute vertigineuse du titre, qui s'est déprécié de 60 % en deux semaines, ce qui a conduit les autorités boursières à suspendre les cotations jeudi 12 décembre dans l'attente d'une explication sur la situation de l'entreprise. Parallèlement, une enquête serait en cours pour savoir si personne n'a profité d'informations privilégiées pour vendre ses actions Métrologie.

D. G.

La COB reporte son visa pour l'OPA sur Exor

La Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé, jeudi 12 décembre, de différer la délivrance du visa de la note d'information aux actionnaires pour l'offre publique d'achat de l'IFINT, holding luxembourgeoise du groupe Agnelli, sur Exor. «La COB a décidé de prolonger l'instruction de la note d'information concernant l'OPA initiée par l'IFINT et visant les actions de la société Exor, notamment pour obtenir des éléments complémentaires sur la structure du capital de la société Source Perrier», filiale d'Exor, a-t-on indiqué au siège de la COB.

Cette décision suit l'enquête sur la réglementation des franchissements de seuil dans le capital de Source Perrier (le Monde du 13 décembre). Si des ententes étaient mises au jour, les autorités boursières pourraient obliger les actionnaires à ramener leur participation à leur niveau antérieur, à annuler certaines transactions ou à obliger l'IFINT à lancer une OPA également sur Source Perrier.

Le Koweït emprunte 5,5 milliards de dollars à des banques occidentales. L'administration koweïtienne a signé jeudi 12 décembre un accord portant sur un emprunt de 5,5 milliards de dollars (30 milliards de francs), qui servira à financer une partie du programme de reconstruction de l'émirat (le Monde du 12 décembre). Dans une déclaration à la presse, M. Abdallah Al Kabandani, représentant de la Koweït Investment Authority (KIA), a qualifié cet emprunt de «plus important» jamais contracté par le Koweït, précisant que quatre-vingt-neuf banques, dont vingt-deux arabes, y ont souscrit. Participent à l'emprunt, dirigé par l'établissement J.P. Morgan, des banques françaises, américaines et japonaises, chacun de ces trois groupes à hauteur d'environ 1 milliard de dollars, a précisé M. Al Kabandani. (AFP)

Fort hausse des exportations brésiliennes de café en 1991. Les exportations brésiliennes de café en grains ont augmenté de 37,3 % en volume et de 31,6 % en valeur au cours des onze premiers mois de 1991 par rapport à la même période de 1990, a annoncé jeudi 12 décembre la Fédération brésilienne des exportateurs de café.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENEFIM

GENEFIM, a tenu, le 6 décembre 1991, une réunion d'information pour les Analystes Financiers.

A cette occasion, Monsieur Alain LAMBOLEY, Président de GENEFIM, a réaffirmé l'objectif de GENEFIM de devenir une société foncière tout en continuant, tant que la législation le permettra, à bénéficier de l'apport du crédit-bail.

Après conversion de l'emprunt obligataire convertible 1987, les fonds propres de GENEFIM s'élèvent à 921 millions de francs.

La production totale pour l'année 1991 (location simple et crédit-bail) devrait être, avec 700 MF, sensiblement équivalente à celle de l'année dernière, malgré une conjoncture moins favorable.

Les engagements bruts de GENEFIM atteindront près de 5 milliards de francs à la fin de cette année, ce qui représente un doublement de ses engagements en quatre ans.

Sauf événements exceptionnels, le résultat net de l'exercice 1991 devrait se situer aux environs de 153 millions de francs, ce qui devrait permettre à GENEFIM de remplir l'objectif qu'elle s'est fixé vis-à-vis de ses actionnaires, à savoir distribuer un dividende dont l'augmentation est supérieure d'une année sur l'autre à celle de la hausse des prix.



LES SICAV DE LA POSTE

SOLSTICE

SICAV COURT TERME RÉGULIÈRE
DISTRIBUTION SEMESTRIELLE

Le conseil d'administration de la Sicav SOLSTICE réuni le 9 décembre 1991 a fixé le premier acompte semestriel de l'exercice 1991-1992 à 70 francs nets par action.

Il sera détaché le 18 décembre et mis en paiement le 23 décembre 1991.

DÉCOMPOSITION DE L'ACOMPTÉ NET, EN FRANCS:
• Obligations françaises non indexées 70,00
TOTAL 70,00

LA POSTE

GESTION : SOGEPSTE S.A.
Filiale de la Poste et de la Caisses des dépôts et consignations

NEW-YORK, 12 décembre

La hausse s'accroît

Timidement emmené vingt-quatre heures auparavant, le mouvement de reprise s'est accéléré jeudi 12 décembre à Wall Street. Si bien accélération, même, qu'à la clôture l'indice Dow Jones des Industrielles atteignait son plus haut niveau de la séance pour s'élever à la cote 2895,13 avec un gain de 29,75 points (+ 1,04%). Le bilan général a été comblable à ce résultat. Sur 216 valeurs traitées, 1028 ont monté, 590 ont baissé et 641 n'ont pas varié.

L'encouragement est venu des dernières statistiques économiques pour novembre, dans l'ensemble meilleures que prévu. Ainsi les ventes au détail sont légèrement reparties (+ 0,23%) avec des prix de gros réalistes sages (+ 0,2%). Sur le marché à 30 jours, le marché a été sensible à la diminution des demandes d'indemnités chômage pour la dernière semaine de novembre (- 81 000), encore que cette statistique soit sujette à contestation en raison du Thanksgiving Day, qui a pu empêcher de nombreuses personnes sans emploi de faire les démarches administratives nécessaires pour obtenir une aide.

Reste que la reconnaissance par la Maison Blanche de son erreur d'appréciation sur une reprise de la croissance a été un peu rassurant par les investisseurs, comme un avertissement.

VALEURS	Cours de 11 déc.	Cours de 12 déc.
Alcoa	54 3/4	57 3/8
AT&T	37 1/2	37 7/8
Boeing	42 1/4	42 3/8
Chemical Bank	45 1/2	45 3/4
Dow Jones	2895,13	2895,13
Eastman Kodak	44 1/4	45 3/8
Exxon	57 1/2	57 3/4
Ford	24 1/8	25
General Electric	65 3/4	66 1/8
General Motors	28 1/2	28 3/4
IBM	87 3/4	88 1/2
ITT	31 1/4	31 3/8
McDonald	64 1/2	64 7/8
Merck	72 1/4	72 3/4
Pepsi	69 1/4	69 3/4
Procter	56 1/2	57 1/2
Union Carbide	115 5/8	116 1/4
United Tech.	43 3/4	44 1/8
Windsor	81 1/8	81 3/4

LONDRES, 12 décembre

Vive progression

Les valeurs ont nettement apprécié jeudi 12 décembre au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 43,3 points, soit 1,8 % à 2 423,3. C'est la plus forte progression en une séance depuis celle observée en août lors du retour de Mikhail Gorbachev au pouvoir après le putsch manqué.

Des statistiques émirales meilleures que les prévisions des analystes et un rapport optimiste de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) sur la reprise de la consommation pour Noël ont nettement stimulé la tendance.

FAITS ET RÉSULTATS

Roche-Well : forte baisse du bénéfice. La firme pharmaceutique Roche-Well (groupe allemand Hoechst) a publié ses résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice 1991. Si le chiffre d'affaires progresse de 8,7 % par rapport à 1990, le résultat net a baissé de 10,6 % à 1 062 millions de francs grâce aux bonnes prestations de toutes les divisions du groupe, le bénéfice net consolidé, en revanche, a baissé de 1,1 % à 316 millions de francs. Le résultat net consolidé, c'est-à-dire hors éléments exceptionnels, chute de 24 %, revenant ainsi à 311 millions de francs. La direction explique ce mauvais résultat par «l'incidence négative en 1990 des opérations de gestion courante (incluant certains ventes aux pays de l'Est) qui en 1991 ont été ou doivent être réalisées au quatrième trimestre». Si le dollar se maintient à son niveau actuel, le bénéfice net consolidé ou comparable pour l'exercice 1991 en entier devrait être supérieur aux précédents exercices, c'est-à-dire en baisse seulement de 8 % par rapport à celui de 1990.

Unisys ferme une usine et supprime 675 emplois. Le constructeur informatique américain Unisys Corp. a annoncé jeudi 12 décembre la fermeture d'une usine de fabrication de micro-ordinateurs aux États-Unis, entraînant environ 675 suppressions d'emplois. La fermeture de cette usine, basée à Farmington (New-Jersey), entre dans le cadre d'un plan annoncé en juillet dernier, qui prévoit de réaliser 800 millions de dollars d'économies avant la fin de 1992. Dans le cadre de ce plan, Unisys a déjà fermé plusieurs sites aux États-Unis et en Europe. Ces décisions devraient déboucher sur une réduction totale d'environ 10 000 emplois des effectifs d'Unisys avant la mi-1992.

Les collants «Well» et les chaussettes «Stem» vont devenir britanniques. Le groupe textile britannique Harrolds (2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) devrait prendre prochainement le contrôle de la société Coges, numéro un français du bas et du collant, avec une part de marché estimée à 28 %. Coges fabrique notamment les collants «Well» et les chaussettes «Stem». Le Crédit commercial de France (CCF), qui pilote l'opération côté français, a indiqué jeudi 12 décembre que le groupe Harrolds Bugnon, qui contrôle Coges, «étudie un projet de rapprochement» avec Harrolds «susceptible

PARIS, 13 décembre

La reprise se poursuit

Pour la troisième journée consécutive, le sentiment s'est raffermi sur le marché à Paris. Très tôt, le marché a été animé par l'ouverture (+ 1,40 %), le mouvement de reprise a failli au fil des cotations et dans l'après-midi, l'indice CAC 40 n'aurait atteint plus qu'une avance de 1,09 %. Le deuxième et dernier vendredi 13 a quand même porté chance à la Bourse, puisque depuis mercredi les valeurs françaises se sont redressées de 3,2 %.

Pour l'essentiel, cette reprise revêt un caractère très technique. Entre le 22 novembre et le 11 décembre, les divers indices avaient baissé de 12,8 %. Il était par conséquent normal que les investisseurs reprennent le dessus des bonnes raisons. Dieu sait s'il y en a. On s'aperçoit ainsi que l'action El Aquitaine a chuté d'environ 25 %. Peut-être d'ailleurs surévaluée à 440 F. Mais l'appréciation est manifeste avec un cours de 330 F.

Les exemples ne manquent pas. Le retour au calme, même précoce, sur les marchés des changes a, semble-t-il, contribué à rassurer un peu le communisme et à favoriser de nouvelles prises de position. Mais nul ne se berce de trop d'optimisme sur un redressement prochain de l'économie.

TOKYO, 13 décembre

«Boom»

La Kabuto-cho a été le siège vendredi 13 décembre d'un véritable «boom». La progression des cours s'est poursuivie durant toute la séance et à la clôture, l'indice Nikkei s'élevait à la cote 22 754,90, soit à 1 042,33 points (+ 4,8 %) au-dessus de son niveau précédent. C'est la huitième plus forte hausse de toute l'histoire de la Bourse de Tokyo.

Selon les professionnels, galvanisée par la reprise des grandes places internationales, les investisseurs institutionnels mais aussi les étrangers se sont littéralement rués sur le marché, et cela juste avant l'échéance des futures à 700 millions de dollars. De nombreux spécialistes jugent néanmoins que cette hausse est excessive, compte tenu de la situation économique et que dans les jours à venir des corrections ne manqueront pas de se produire.

VALEURS	Cours de 12 déc.	Cours de 13 déc.
Alcoa	54 3/4	57 3/8
Boeing	42 1/4	42 3/8
Chemical Bank	45 1/2	45 3/4
Dow Jones	2895,13	2895,13
Eastman Kodak	44 1/4	45 3/8
Exxon	57 1/2	57 3/4
Ford	24 1/8	25
General Electric	65 3/4	66 1/8
General Motors	28 1/2	28 3/4
IBM	87 3/4	88 1/2
ITT	31 1/4	31 3/8
McDonald	64 1/2	64 7/8
Merck	72 1/4	72 3/4
Pepsi	69 1/4	69 3/4
Procter	56 1/2	57 1/2
Union Carbide	115 5/8	116 1/4
United Tech.	43 3/4	44 1/8
Windsor	81 1/8	81 3/4

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3780	3790	Immat. Computer	155	153
Amatel Associates	270	283 50	LP B.M.	72 90	73 30
B.A.C.	87 50	...	Locavest	170	169
Banque Paribas	790	790	Locatic	70	70
Bellon (Ly)	305	320	Mars Comm.	68 45	75
Bonnet (Ly)	230	...	Mars Comm.	162 10	168
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	780	784	Publi-Financ.	370	352
Colson	395	395	Rural	402	382
Compt.	641	643	Rhone-Alp. (Ly)	315	215
CEGEF	144 90	139	S.H.M.	180	180
Codeur	288	288	Select Invest (Ly)	103	103
CNLM	875	880	Serbo	375 90	368 30
Codeur	270	...	S.M.T. Group	130	255
Conform	1050	1050	Sopra	253	255
Crédit	130	...	TFI	305	295 10
Daphin	228 20	237	Thomson H. (Ly)	315	310
Delaunay	1165	...	Thomson H. (Ly)	210 10	215
Delaunay Werner Co.	337 80	...	Unipac	85	...
Develuy	900	901	Vel et Co.	758	767
Dette	228 50	229 50	Y. St-Laurent Group	...	...
Dette	115	...	...	...	...
Dette	229	210 10	...	...	...
Edison Bedford	172	173	...	...	...
Europ. Population	126 90	104	...	...	...
Financ.	126 90	104	...	...	...
GFF (group. Fin.)	384 30	384 90	...	...	...
Grand Livr.	204	203	...	...	...
Gravograph	930	930	...	...	...
Groupe Dugny	750	751	...	...	...
Gurrol	187	191 10	...	...	...
Idem	84 50	...	...	...	...
Interac Habitat	804	804	...	...	...

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 décembre 1991
Nombre de contrats estimés : 174 499

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	106,60	106,90	107,58
Précédent	106,25	106,54	107,08

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Jun 92	Mars 92	Jun 92
106	1,40	-	0,53	0,11

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Décembre		Janvier		Février	
	Dernier	Précédent	Dernier	Précédent	Dernier	Précédent
106	1 685,50	1 653	1 700	1 665	1 695,50	1 681

CHANGES

Dollar : 5,4240 F ↑

Vendredi 13 décembre, le dollar s'échangeait dans une marge étroite sur les marchés des changes européens et japonais. A Paris, le billet vert a clôturé à 5,4240 francs au fixing contre 5,3788 francs à la cotation officielle de la veille, jeudi 12.

FRANCFORT	12 déc.	13 déc.
Dollar (en DM)	1,5746	1,5838
TOKYO	12 déc.	13 déc.
Dollar (en yen)	128,99	128,73

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (13 décembre) : 9,58 - 3/4 %
New-York (12 décembre) : 4,916 %

BOURSES

PARIS (BSE, base 100 : 28-12-90)
11 déc. 12 déc.
Valeurs françaises : 108,80 110,40
Valeurs étrangères : 106,20 105,00
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 1645,90 1671,60
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 400 453

NEW-YORK (Index Dow Jones)
11 déc. 12 déc.
Industrielles : 2865,38 2895,13
LONDRES (Index Financial Times)
11 déc. 12 déc.
100 valeurs : 2 300,28 2 423,30
30 valeurs : 1 809,49 1 848,60
Mines d'or : 164,38 168,30
Fonds d'Etat : 86,97 87,05

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

S. E.-U.	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	5,3900	5,3920	5,4633	5,4661
Yen (100)	4,1958	4,2007	4,2375	4,2435
Yen (100)	6,9584	6,9597	6,9596	6,9470
Deutschmark	3,4124	3,4165	3,4157	3,4208
Franc suisse	3,8620	3,8663	3,8792	3,8835
Lire italienne (1000)	4,5191	4,5228	4,4942	4,4989
Livre sterling	9,7833	9,7847	9,8462	9,8475
Peseta (100)	5,3477	5,3524	5,3123	5,3204

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

S. E.-U.	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	4 11/16	4 13/16	4 7/16	4 9/16	4 3/8	4 1/2
Yen (100)	6 3/16	6 5/16	5 15/16	6 1/16	5 11/16	5 13/16
Yen (100)	10 9/16	10 11/16	10 1/2	10 5/8	10 3/8	10 1/2
Deutschmark	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16
Franc suisse	8 3/16	8 5/16	8 1/16	8 3/16	7 15/16	8 1/16
Lire italienne (1000)	12 1/4	12 1/2	12 1/16	12 1/8	12 1/16	12 5/16
Livre sterling	10 5/8	10 3/4	10 9/16	10 11/16	10 1/2	10 5/8
Peseta (100)	12 1/4	12 5/8	12 1/4	12 5/8	12 1/4	12 5/8
Franc français	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8	9 11/16	9 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Vendredi 13 décembre :
André Farnas,
Directeur général de Jeuneau.

Lundi 16 décembre :
Jean Mouton,
PDG de la SOPEXA.

21/12/150

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 DÉCEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel																	Compt.																		
Compt.		VALEURS		Cours		Préc.		Dern.		%		Compt.		VALEURS		Cours		Préc.		Dern.		%		Compt.		VALEURS		Cours		Préc.		Dern.		%	
4141	CNE 3%	4250	4210	4205	-1.08	4141	CNE 3%	4250	4210	4205	-1.08	4141	CNE 3%	4250	4210	4205	-1.08	4141	CNE 3%	4250	4210	4205	-1.08	4141	CNE 3%	4250	4210	4205	-1.08	4141	CNE 3%	4250	4210	4205	-1.08
4142	B.N.P. T.P.	870	830	831	+0.12	4142	B.N.P. T.P.	870	830	831	+0.12	4142	B.N.P. T.P.	870	830	831	+0.12	4142	B.N.P. T.P.	870	830	831	+0.12	4142	B.N.P. T.P.	870	830	831	+0.12	4142	B.N.P. T.P.	870	830	831	+0.12
4143	Renault T.P.	1280	1240	1241	+0.08	4143	Renault T.P.	1280	1240	1241	+0.08	4143	Renault T.P.	1280	1240	1241	+0.08	4143	Renault T.P.	1280	1240	1241	+0.08	4143	Renault T.P.	1280	1240	1241	+0.08	4143	Renault T.P.	1280	1240	1241	+0.08
4144	Thomson T.P.	1040	1000	1001	+0.10	4144	Thomson T.P.	1040	1000	1001	+0.10	4144	Thomson T.P.	1040	1000	1001	+0.10	4144	Thomson T.P.	1040	1000	1001	+0.10	4144	Thomson T.P.	1040	1000	1001	+0.10	4144	Thomson T.P.	1040	1000	1001	+0.10
4145	Soc. Générale T.P.	1020	1000	1001	+0.10	4145	Soc. Générale T.P.	1020	1000	1001	+0.10	4145	Soc. Générale T.P.	1020	1000	1001	+0.10	4145	Soc. Générale T.P.	1020	1000	1001	+0.10	4145	Soc. Générale T.P.	1020	1000	1001	+0.10	4145	Soc. Générale T.P.	1020	1000	1001	+0.10
4146	Thomson T.P.	810	880	850	+0.19	4146	Thomson T.P.	810	880	850	+0.19	4146	Thomson T.P.	810	880	850	+0.19	4146	Thomson T.P.	810	880	850	+0.19	4146	Thomson T.P.	810	880	850	+0.19	4146	Thomson T.P.	810	880	850	+0.19
4147	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4147	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4147	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4147	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4147	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4147	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4148	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4148	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4148	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4148	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4148	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4148	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4149	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4149	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4149	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4149	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4149	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4149	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4150	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4150	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4150	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4150	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4150	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4150	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4151	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4151	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4151	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4151	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4151	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4151	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4152	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4152	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4152	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4152	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4152	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4152	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4153	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4153	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4153	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4153	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4153	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4153	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4154	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4154	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4154	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4154	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4154	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4154	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4155	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4155	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4155	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4155	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4155	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4155	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4156	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4156	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4156	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4156	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4156	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4156	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4157	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4157	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4157	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4157	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4157	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4157	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4158	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4158	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4158	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4158	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4158	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4158	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4159	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4159	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4159	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4159	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4159	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4159	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4160	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4160	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4160	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4160	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4160	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4160	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4161	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4161	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4161	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4161	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4161	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4161	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4162	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4162	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4162	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4162	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4162	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4162	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4163	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4163	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4163	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4163	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4163	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4163	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4164	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4164	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4164	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4164	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4164	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4164	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4165	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4165	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4165	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4165	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4165	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4165	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4166	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4166	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4166	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4166	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4166	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4166	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4167	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4167	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4167	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4167	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4167	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4167	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4168	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4168	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4168	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4168	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4168	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4168	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4169	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4169	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4169	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4169	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4169	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4169	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4170	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4170	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4170	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4170	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4170	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4170	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4171	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4171	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4171	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4171	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4171	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4171	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4172	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4172	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4172	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4172	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4172	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4172	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4173	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4173	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4173	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4173	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4173	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4173	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4174	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4174	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4174	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4174	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4174	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4174	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4175	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4175	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4175	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4175	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4175	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4175	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4176	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4176	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4176	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4176	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4176	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4176	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4177	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4177	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4177	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4177	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4177	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4177	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18
4178	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4178	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4178	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4178	Alcatel-Alsthom	530	540	540	+0.18	4178	Alcatel-Alsthom	530</									

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

12/12

Obligations										Etrangères									
VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours	Préc.	Dern.	Cours	Préc.	Dern.	%	VALEURS	Cours	Préc.	Dern.	%	VALEURS	Cours	Préc.	Dern.	%
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00
Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00	Emp. E. 6.875%	129.00	4.80	100.00	100.00

Cote des Changes

Marché libre de l'or

Cote des Changes										Marché libre de l'or									
MARCHE OFFICIEL	COURS	13/12	COURS	13/12	COURS	13/12	COURS	13/12	%	MARCHE OFFICIEL	COURS	13/12	COURS	13/12	COURS	13/12	COURS	13/12	%
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378
Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	Etats-Unis (100 \$)	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378	5 424	5 300	5 700	5 378

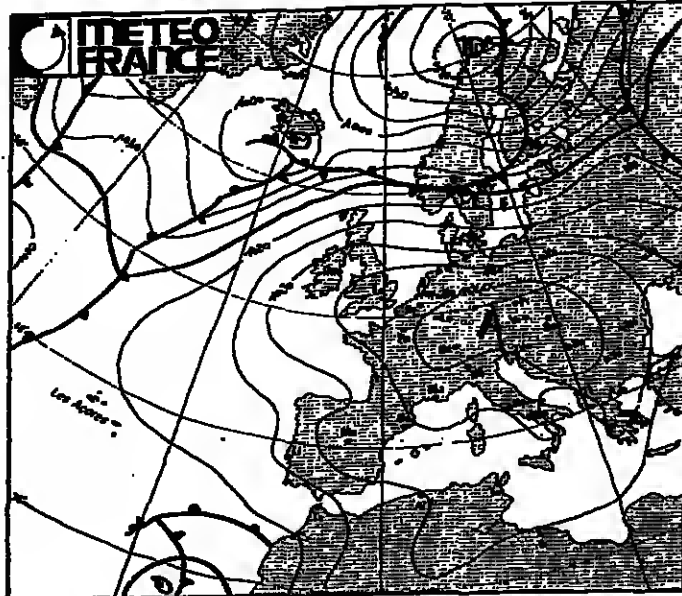
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

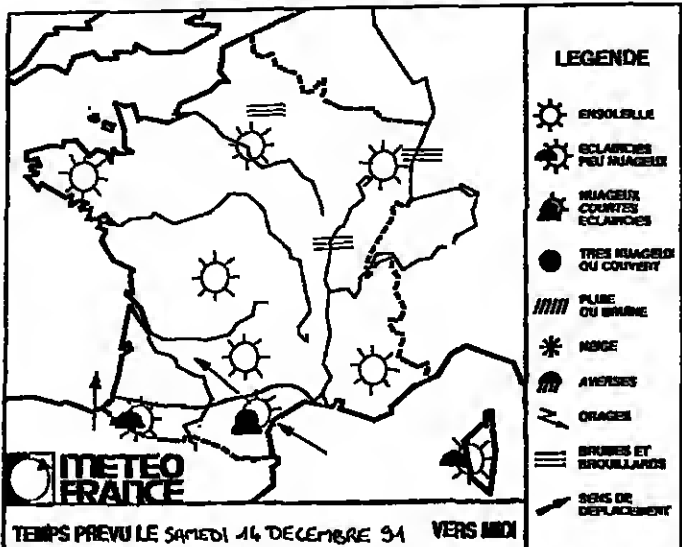
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - * : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 DÉCEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 DÉCEMBRE 1991



Samedi : froid, brumeux, anse-
lé. Sur le Languedoc-Roussillon, et
la Corse, le vent de mer apportera des
nuages. Toutefois, le soleil devrait
réussir à se montrer, notamment
l'après-midi. Des passages de nuages
dévotés seront nombreux sur l'Aquitaine
et les Pyrénées.

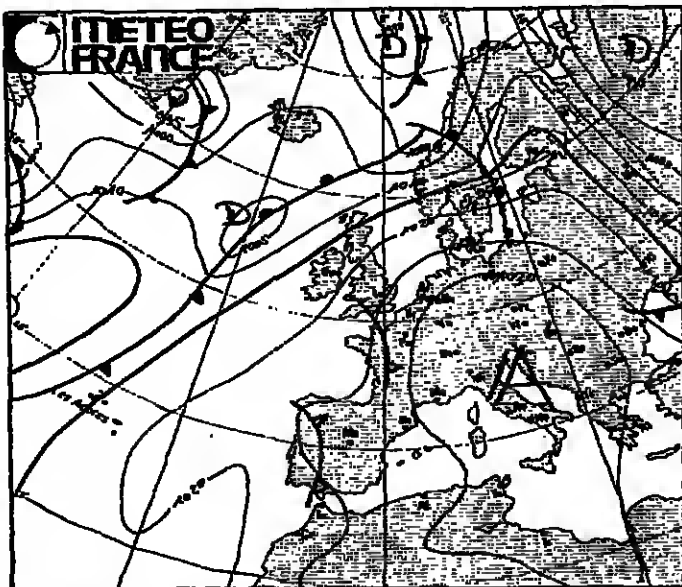
Sur les autres régions, le ciel sera
souvent brumeux au lever du jour. Par
ailleurs, des bancs de brouillards se
formeront. Ils seront souvent givrants.
Au cours de la matinée, ils se dissipent
et laisseront place à un après-midi
bien ensoleillé. Mais dans la vallée de la
Saône et le Lyonnais, les brumes et les
brouillards pourraient persister toute la
journée.

Les gélées matinales seront encore
nombreuses et rendront par endroit le
réseau routier glissant, notamment en

Bretagne et en Normandie. Le thermo-
mètre descendra jusqu'à - 8 à
- 10 degrés dans le Nord-Est, - 3 à
- 6 degrés dans le Nord au Centre, à la
région Rhône-Alpes localement - 8 à
- 10 degrés dans le Centre-Est. Elles
varieront entre - 3 et 1 degré près de la
Manche, des côtes atlantiques et
méditerranéennes. Mais, du Languedoc-
Roussillon jusqu'à la région toulousaine,
il fera plus doux sous les nuages, entre
2 et 4 degrés.

Les températures maximales avoi-
neront les - 2 à 0 degrés dans le Nord-
Est, 2 et 4 degrés du Nord, au Centre et
au Centre-Est. Il fera entre 3 et
5 degrés dans le Nord-Ouest. Dans le
Sud-Ouest et près de la Méditerranée,
les températures grèleront jusqu'à 8
ou 10 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 12-12-1991 à 18 heures TU et le 13-12-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LOS ANGELES	18	12	D
ALGER	10	4	D		
BARCELONE	11	5	D		
BORDAUX	10	3	N		
BREIST	6	-2	D		
CARL	6	-4	D		
CHERBOURG	6	-6	D		
CLEMONT-FERR	7	-6	D		
DUNKERQUE	5	-7	D		
GENÈVE	5	-7	D		
LILLE	2	-6	D		
LIMOGES	8	-1	D		
LYON	6	-6	D		
MASSILLIA	9	-2	D		
NANCY	6	-10	D		
NANTES	9	-1	D		
NICE	12	3	D		
PARIS-MONTY	4	-2	D		
PAU	11	2	D		
PERPIGNAN	10	4	D		
RENNES	7	-4	D		
ST-ETIENNE	7	-7	D		
STRASBOURG	-1	-10	B		

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel	déjà	ci	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

Christophe et Hélyse CROS,
née Levier,

sont heureux de faire part de la nais-
sance de

Cyril,

à Paris, le 7 décembre 1991.

Décès

Dieu a rappelé à Lui

Joseph BASSEVILLE,
prêtre de Saint-Sulpice,
qui fut
supérieur du grand séminaire
directeur du séminaire
de la Mission de France,
supérieur du séminaire Saint-Irénée,
à Lyon,
aumônier du séminaire XII F,

décédé à Paris, le 11 décembre 1991,
dans sa quatre-vingt-septième année et
la soixante-deuxième année de son
sacerdoce.

De la part de
M. et M^{me} F. Basseville,
son frère et sa belle-sœur,
M. l'abbé Jean Renard,
Des familles Libault, Knecht,
Renard, Souty, Wolf, Sujober, Hibon,
Basseville,
ses neveux et nièces,
Des familles Basseville, Reverdy,
Lefebvre.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 16 décembre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Sulpice, Paris-6.

« Le Seigneur est ma lumière et
mon salut, qui exalderai-je ? »

M. et M^{me} Christian Bourgois,
M^{me} Danielle Bourgois,
M. et M^{me} Jean-Manuel Bourgois,
M. et M^{me} Olivier Bourgois,
M. et M^{me} Jean-Louis de Turckheim,
M. et M^{me} Laurent Bourgois,
ses enfants,
Etienne, Nicolas, Mathieu et Victo-
re,
Eve, Karel et Josephine,
Pauline et Armande,
Sébastien, Martin et Emilie,
Raphaël et Paul,
ses petits-enfants,
Léonard, Luna, Jean et Nelson,
ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

capitaine de carrette (C.R.)
Pierre BOURGOIS,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945
avec Palmes,
médaille de la Résistance,
ancien député
au camp de Neuengamme,

survenu à Paris, le 11 décembre 1991,
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées en
l'église Saint-Louis des Invalides, le
lundi 16 décembre, à 10 h 30.

4, rue de Talleyrand,
75007 Paris.

Claudette et Péggy Rosell,
ses enfants,
Wally, Tyndy, Ninon,
Ses amis des organisations libérales
et syndicales,
font part du décès de

Maurice JOYEUX,
fondateur avec sa compagne Suzy
de la revue la Rue,
directeur de publication
au Monde libertaire,
membre de la commission exécutive
des syndicats CGT-Force ouvrière
de la région parisienne,

survenu le 9 décembre 1991, à Paris.

On se réunira au columbarium du
Père-Lachaise, le lundi 16 décembre, à
8 h 30.

Sans fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.
(Le Monde du 12 décembre.)

Le président de l'université Paris-
VII,
Le directeur de l'UFR de chimie,
Et l'ensemble de la communauté uni-
versitaire,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de leur collègue et ami

Danièle LEGAY-BOURGOIN,
professeur des universités,

survenu le 9 décembre 1991.

Un service religieux en l'église Saint-
Médard, à Paris-5, et l'inhumation au
cimetière de Crétail ont eu lieu le jeudi
12 décembre.

50 • TRANCHÉE
TIRAGE DU 12 DÉCEMBRE 1991

LE N° 436 140 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLOTS DE TIRAGE PAR	40 000 F
35 140	40 000 F
9 140	4 000 F
140	400 F
40	40 F
0	10 F

DATE D'ÉMISSION DE PAIEMENT DES LOTS :
MERCREDI 11 MARS 1992

50 • TRANCHÉE
TIRAGE DU 12 DÉCEMBRE 1991

LE N° 436 140 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLOTS DE TIRAGE PAR	40 000 F
35 140	40 000 F
9 140	4 000 F
140	400 F
40	40 F
0	10 F

DATE D'ÉMISSION DE PAIEMENT DES LOTS :
MERCREDI 11 MARS 1992

50 • TRANCHÉE
TIRAGE DU 12 DÉCEMBRE 1991

LE N° 436 140 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLOTS DE TIRAGE PAR

40 000 F

35 140

9 140

140

40

0

40 000 F

4 000 F

400 F

40 F

10 F

M. et M^{me} Philippe Pougatch

M. et M^{me} Jean-Alexis Pougatch
et leurs enfants,
Toute la famille,
Alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lyne CARREA PUGATCH,
née Lichstein,

survenue le 12 décembre 1991, à l'âge
de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont lieu ce vendredi
13 décembre.

— Brigitte RICHTER,
écrivain et poète,
directrice
de la médiathèque publique du Mans,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

nous a quittés le 8 décembre 1991, au
terme d'une longue souffrance, dans sa
quarante-neuvième année.

Elle repose désormais au cimetière
de Marigny, dans la Sarthe.

Ceux qui ont aimé sa fantaisie et son
humour auront une pensée pour elle.

— Pour le dixième anniversaire du
décès de

M. Joseph HAJDENBERG,

Sa femme Marie,
Ses enfants,
Petits-enfants,

Et toute sa famille,
prient ceux qui l'ont connu et aimé
d'avoir une pensée pour lui.

Communications diverses

— Le Club des Eaux organise une
réunion-débat : « Quelles stratégies
face à l'estérisme ? » Un front.
Mais quel front ? », avec la participa-
tion de A. Bellon, J.-C. Cambédès,
A. Le Port, J.-L. Mélançon, le mardi
17 décembre, à 20 heures, au FIAPAD,
30, rue Cabanis, Paris-14.

Information : Club des Eaux,
13, passage des Tournelles, 75020 Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-1, 12, place du
Panthéon, Paris-5, thèse pour le doctorat
en science politique présentée par
M. Bernard Brunelleau, le mardi
16 décembre, à 10 heures, salle VI,
2^e étage, site Soufflot : « Le gaullisme
et les agriculteurs. Les acteurs et leurs
discours face à la modernité
(1958-1974). »

— EHESS, thèse de doctorat en
sociologie, « Les effets des politiques
de développement à l'égard des pays du
tiers-monde sur la construction d'une
identité de la CEE », présentée par
Anne Le Néou, le mardi 17 décembre
1991, à 9 h 30, amphithéâtre, 105, boulevard Raspail, Paris.

— Université Toulouse-I, le mardi
17 décembre 1991, à 14 h 30, sous la
direction du professeur Jean-Arnaud
Mazères : « Recherche sur la personna-
lité morale et droit administratif », par
M. Florian Lindlich.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-34

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 88 F

Communications diverses 95 F

Thèses étudiants 58 F

Non abonnés et non actionnaires
beneficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

TALOTAT

LE N° 436 140 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLOTS DE TIRAGE PAR

40 000 F

35 140

9 140

140

40

0

40 000 F

4 000 F

400 F

40 F

10 F

DATE D'ÉMISSION DE PAIEMENT DES LOTS :
MERCREDI 11 MARS 1992

50 • TRANCHÉE
TIRAGE DU 12 DÉCEMBRE 1991

LE N° 436 140 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLOTS DE TIRAGE PAR

40 000 F

35 140

9 140

140

40

0

40 000 F

4 000 F

400 F

40 F

10 F

PHILATÉLIE

Mayotte 1841-1991

La Poste mettra en vente gé-
nérale, lundi 23 décembre, un timbre
d'une valeur faciale de 2,50 F pour
le cent-cinquantième anniversaire
du rattachement volontaire de
Mayotte à la France.

Ille de l'Océan Indien, dans l'ar-
chipel des Comores, Mayotte pos-
sède actuellement un statut de col-
lectivité territoriale. A la différence
de Saint-Pierre-et-Miquelon, elle

du sultanat d'Anjouan (1892), de
Grande-Comore (1897) et, enfin,
de Mohéli (1906). Puis Mayotte a
recours aux timbres de Madagascar
et, de 1950 à 1975, aux timbres de
l'archipel des Comores, tour à
tour colonie française puis terri-
toire français d'outre-mer. Ahmed
Abdallah proclame l'indépendance
des Comores en juillet 1975.
Mayotte choisit de rester française.

Le timbre, au format horizontal
36 x 21,45 mm, dessiné par
Thierry Cheminet, gravé par Jacky
Larivière, est imprimé en taille-
doce en feuilles de cinquante.

P. J.

— Vente anticipée à Paris, les
20 et 21 décembre, de 8 heures
à 18 h 30, au bureau de poste
temporaire « premier jour »
ouvert au Palais du Luxembourg,
entrée porte Sud par le jardin,
salle René-Coty ; le 20 décem-
bre, de 8 heures à 19 heures, et
le 21 décembre, de 8 heures à
12 heures, à Paris-Louvre RP et
au bureau de poste de Paris-Sa-
sur ; les 20 et 21 décembre, de
10 heures à 17 heures, au
bureau de la poste (boîtes aux
lettres spéciales).

Mayotte - vendue par Madaga-
car - appartient à la France depuis
1841. Elle utilise d'abord les tim-
bres des « émissions générales » des
colonies françaises, puis, de 1892 à
1912, des timbres des colonies du
type « Moushona », le mot
« Mayotte » étant imprimé en
rouge. Dans l'intervalle, les autres
iles de l'archipel rejoignent la col-
onie : apparaissent alors des timbres

des établissements scolaires. Date
limite de participation : le 21
décembre.

— Ventes. — Deux bonnes
ventes sur offres en cette fin
d'année. Ordres reçus jusqu'au
21 décembre pour la vente Baud-
ot (Paris, tél. : (1) 42-96-61-12).

Au catalogue, plus de quatre mille
lots, dont une superbe enveloppe
Valentine affranchie avec un 20 c
noir Cérés, oblitéré du 1^{er} janvier
1849, pièce exceptionnelle au prix
de départ de 300 000 F. Ensem-
ble classé de premier ordre
avec, en dernière heure, des
épreuves du 5 F Empire léuré
(6 000 F).

Ordres reçus jusqu'au
20 décembre pour la vente Sinaï
(Paris, tél. : (1) 48-78-29-80).
Bertrand Sinaï, spécialiste en
semi-modernisme et moderne, récent
du l'Académie de philatélie, dis-
pose plus de sept mille lots, dont la
collection Alain Cornu de plus
accidentés de la ligne Mermoz
(exemple : lettre du 29 juin 1928,
avion Latécoère 680 F-AINF,
pilote Reine, passager ingénieur
Serre, capturés par les Maures,
mention « Tombé aux mains des
Maures-Courrier avion... » Port-
Etienne le 15 août 1928), prix de
départ 5 000 F. Egalement au
programme, de nombreuses rubri-
ques classées par spécialités.

adressées au Père Noël et jetées
dans une boîte aux lettres sont
dirigées sur le Centre, qui envoie
à chaque expéditeur - s'il n'a pas
publié d'indiquer son adresse -
une carte postale originale à l'effi-
gie du Père Noël (différente cha-
que année). Plus de la moitié des
quelque cinq cent mille cartes
imprimées partent en direction

des établissements scolaires. Date
limite de participation : le 21
décembre.

— Ventes. — Deux bonnes
ventes sur offres en cette fin
d'année. Ordres reçus jusqu'au
21 décembre pour la vente Baud-
ot (Paris, tél. : (1) 42-96-61-12).

Au catalogue, plus de quatre mille
lots, dont une superbe enveloppe
Valentine affranchie avec un 20 c
noir Cérés, oblitéré du 1^{er} janvier
1849, pièce exceptionnelle au prix
de départ de 300 000 F. Ensem-
ble classé de premier ordre
avec, en dernière heure, des
épreuves du 5 F Empire léuré
(6 000 F).

Ordres reçus jusqu'au
20 décembre pour la vente Sinaï
(Paris, tél. : (1) 48-78-29-80).
Bertrand Sinaï, spécialiste en
semi-modernisme et moderne, récent
du l'Académie de philatélie, dis-
pose plus de sept mille lots, dont la
collection Alain Cornu de plus
accidentés de la ligne Mermoz
(exemple : lettre du 29 juin 1928,
avion Latécoère 680 F-AINF,
pilote Reine, passager ingénieur
Serre, capturés par les Maures,
mention « Tombé aux mains des
Maures-Courrier avion... » Port-
Etienne le 15 août 1928), prix de
départ 5 000 F. Egalement au
programme, de nombreuses rubri-
ques classées par spécialités.

adressées au Père Noël et jetées
dans une boîte aux lettres sont
dirigées sur le Centre, qui envoie
à chaque expéditeur - s'il n'a pas
publié d'indiquer son adresse -
une carte postale originale à l'effi-
gie du Père Noël (différente cha-
que année). Plus de la moitié des
quelque cinq cent mille cartes
imprimées partent en direction

des établissements scolaires. Date
limite de participation : le 21
décembre.

— Ventes. — Deux bonnes
ventes sur offres en cette fin
d'année. Ordres reçus jusqu'au
21 décembre pour la vente Baud-
ot (Paris, tél. : (1) 42-96-61-12).

Au catalogue, plus de quatre mille
lots, dont une superbe enveloppe
Valentine affranchie avec un 20 c
noir Cérés, oblitéré du 1^{er} janvier
1849, pièce exceptionnelle au prix
de départ de 300 000 F. Ensem-
ble classé de premier ordre
avec, en dernière heure, des
épreuves du 5 F Empire léuré
(6 000 F).

Ordres reçus jusqu'au
20 décembre pour la vente Sinaï
(Paris, tél. : (1) 48-78-29-80).
Bertrand Sinaï, spécialiste en
semi-modernisme et moderne, récent
du l'Académie de philatélie, dis-
pose plus de sept mille lots, dont la
collection Alain Cornu de plus
accidentés de la ligne Mermoz
(exemple : lettre du 29 juin 1928,
avion Latécoère 680 F-AINF,
pilote Reine, passager ingénieur
Serre, capturés par les Maures,
mention « Tombé aux mains des
Maures-Courrier avion... » Port-
Etienne le 15 août 1928), prix de
départ 5 000 F. Egalement au
programme, de nombreuses rubri-
ques classées par spécialités.

adressées au Père Noël et jetées
dans une boîte aux lettres sont
dirigées sur le Centre, qui envoie
à chaque expéditeur - s'il n'a pas
publié d'indiquer son adresse -
une carte postale originale à l'effi-
gie du Père Noël (différente cha-
que année). Plus de la moitié des
quelque cinq cent mille cartes
imprimées partent en direction

des établissements scolaires. Date
limite de participation : le 21
décembre.

20.15.50

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES PIERRE GEORGES

Au risque de la vérité

INFORMER, est-ce, involontairement, promouvoir ? A dénoncer un risque ou un mal, ne prend-on pas le risque de le propager ? Autant le dire : le débat est vieux comme la presse, écrite ou audiovisuelle. Et jamais tranché. La question se pose à tout journaliste, de la plus grande star de la télé au plus humble local.

Tous ceux qui ont pratiqué les faits-divers, les vieux routiers d'infogénéral, le savent d'expérience. Deux exemples : parler dans le détail d'un meurtre, c'est parfois susciter des passages à l'acte, illustrer le vandalisme ou la violence, c'est aussi, à l'occasion, encourager des vocations.

Le problème, sur ce plan, de la responsabilité des journalistes est donc à peu près insoluble : se taire, c'est être complice et, d'une certaine manière, couvrir. Montrer, ou dire, c'est faire son métier, parfois même son devoir, et occasionnellement du prosélytisme. Il faut donc choisir. En conscience et dans l'option du moindre inconvénient.

Ces réflexions, bien sûr, à propos de la diffusion par Antenne 2, dans « Envoyé Spécial », d'un reportage sur les néonazis, sur cette peste brune plus que néonazie. Les néonazis, ou les théoriciens à peine masqués du révisionnisme, occupent beaucoup les écrans et les pages, ces temps-ci. Au risque d'y apparaître parfois en

terrain conquis et au prix d'un scandale, comme ce fut le cas lors du pseudo-débat de « Mardi soir ».

Au risque aussi de la nécessaire vérité sur les activités, les discours de ces individus et, ces groupes. Sans doute les responsables d'Antenne 2, échaudés par la polémique récente, ont-ils dû un peu hésiter avant de maintenir la programmation de *La Peste brune*. Ils l'ont maintenue et ils ont eu raison.

Ce reportage de l'Allemand Michael Schmidt était, en tous points, remarquable et nécessaire. On ne reviendra pas sur son contenu, analysé par Alain Woodrow dans « Le Monde Radio-Télévision ». Mais plus sur la preuve absolue qu'il fournit : les sujets graves ne peuvent s'aborder que par un travail sérieux, lent, obstiné. Bien loin des débats improvisés, des reportages vite faits. Michael Schmidt s'est donné les moyens de son ambition : deux ans de travail. Il a été même donné tous les moyens, et notamment celui, on le suppose, de gagner la confiance des chefs néonazis pour mieux les montrer vraiment. Cela, bien sûr, peut choquer. Mais, comment faire autrement, à encore, masqués du révisionnisme, occupent beaucoup les écrans et les pages, ces temps-ci. Au risque d'y apparaître parfois en

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à voir ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef d'œuvre ou classique.

Vendredi 13 décembre

avec l'hebdo **INVESTIR** magazine

JOUEZ LES SICAV QUI GAGNENT

NOS CONSEILS 92

en vente dès samedi

20.40 Variétés : Tous à la Une.
22.35 ► Magazine : Grands reportages.
23.45 Spécial sports : Boxe.
0.50 Journal, Météo, Bourse.

A 2

20.50 Jeu : Fort Boyard.
22.10 Concert : J.-M. Jarre.
23.05 Sport : Boxe.
0.20 Journal et Météo.

FR 3

20.45 Magazine : Thalassa.
21.40 Magazine : Caractères.
22.45 Journal et Météo.

CANAL PLUS

19.30 Sport : Boxe défi 2.
22.55 Flash d'informations.
23.01 Le Journal du cinéma.

23.05 Cinéma : Rain Man. ■■
LA 5
20.50 Téléfilm : La Vengeance de l'Indien.
22.35 Magazine : Urgences.
23.30 Théâtre : Une journée chez ma mère.
M 6

20.40 Téléfilm : Les Filles du KGB.
22.20 Série : Équinox.
23.15 Magazine : Émotions, charme et érotisme.
23.45 Magazine : Culture rock.

LA SEPT

20.30 Documentaire : Elsa Audebrand Lecqueur.
21.00 Téléfilm : Atlantide Rendez-vous.
22.30 Série : Photo-romans.
22.45 Téléfilm : Un village loin de la guerre.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and Blue.
22.40 Les Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert.
23.07 Poussières d'étoiles.

22 Heures

JEAN MICHEL JARRE

la compilation

"IMAGES"

ses plus grands succès

LE DIMANCHE **A MIDI** SUR ANTENNE 2

15 Décembre

Hélène CARRERE d'ENCAUSSE

La nouvelle Russie et nous

Rediffusion à 1 heure du matin

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Le Silence des mendiants.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.10 Le Une est à vous. Avec la série Matt Houston.
17.25 Divertissement : Mondo Dingo.
17.50 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tierscé, Tapis vert et Météo.
20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !
22.35 Magazine : Ushuaïa. Rêve de glace ; Re-Play ; Espace sur ; Seuls les anges ont des ailes ; Les nageurs des glacières.
23.35 Magazine : Formule sport. Football ; Cyclisme.
0.50 Journal et Météo.

A 2

13.35 Magazine : Objectif sciences. L'habitation intelligente : la domotique ; Hauraux comme un poisson dans l'eau ; Antenne 2 sur satellite : La pierre maïe de la pollution.
14.05 Magazine : Animalia. Des animaux bérés des dieux.
15.00 Magazine : Sports passion (et à 15.25). L'arrivée de la flamme olympique à Paris ; Tennis.
15.15 Tierscé en direct de Vincennes.
18.25 INC.
18.30 Arrivée de la flamme olympique à l'Elysée.
19.50 Trois Minutes pour faire lire. Conversations avec le sphinx d'Eden Kain.
19.54 Jeu : Noël surprise (et à 20.43).

Samedi 14 décembre

19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.50 Magazine : La Nuit des héros.
22.30 Magazine : Double jeu.
23.45 Sport : Tennis. Coupe du Grand Chelem (Résumé).
0.35 Journal et Météo.

FR 3

14.00 Variétés : Eurotop.
— De 15.00 à 18.00 La Sept —
19.00 Le 19-20.
— De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.20 La Sept —
0.20 L'Heure du golf.
0.50 Sport : La flamme olympique en France.

CANAL PLUS

13.36 Téléfilm : Comment se débarrasser d'un million en un week-end.
15.05 Le Journal du cinéma.
15.30 Sport : Handball. Coupe des champions : Nimes-Kolding, en direct de Nimes.
17.05 Les Superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : La Grande Supercherie.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : Le Gang des tractions. La Java bleue. La cavale des frères Buisson.
21.50 Documentaire : Requins, les tueurs de l'Océan. Ils ne sont pas tous dangereux...
22.35 Flash d'informations.
22.56 Le Journal du cinéma.
23.00 Cinéma : La Loup-garçu de Londres. ■■ Film britannique de John Landis (1981). Avec David Naughton, Griffin Dunne, Jenny Agutter.

LA 5

13.20 Téléfilm : La Joyau des diètes.
14.50 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
15.45 Série : Capitaine Furillo.
16.40 Série : Riptide.
17.35 Série : La Loi de Los Angeles.
18.25 Magazine : Intégral.
19.00 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Série : Perry Mason. Meurtre en direct. Les malheurs d'un acteur célèbre.
22.30 Feuilleton : Shogun (11^e épisode).
23.25 Journal de la nuit.
23.35 ► Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.

M 6

13.55 Série : Supercopier.
14.50 Série : Laredo.
15.45 Série : Les Aventures de Papa-Poulet.
18.45 Série : Hongkong connection.
17.35 Série : Le Saint.
18.25 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Informations : Bonne Nouvelle.
20.40 Téléfilm : Alerte à l'aéroport. Pour protéger les attentats.
22.20 Téléfilm : L'Homme sandwich. Un paysan tranquille se rebiffe...
23.55 Six minutes d'informations.
0.00 Musique : Rapline. Les Transmusicales de Rennes.
1.00 Jazz au Slow Club.

LA SEPT

13.05 Documentaire : Le Mer en mémoire.

13.30 Téléfilm : Atlantide Rendez-vous.
15.00 Mozart et la musique de chambre. 3. A mon cher ami Haydn.
16.00 Cinéma.
16.45 Portraits d'Alain Cavallier. 11. L'Illusionniste.
17.00 Avis de tempête.
19.00 Documentaire : Buffon.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Documentaire : Beurs.
22.45 Le Courrier des téléspéctateurs.
22.50 Soir 3.
23.05 Présentation de la flamme olympique.
23.20 Magazine : Dissensus.
0.20 Cinéma d'animation.
0.25 Théâtre : Oh! Les Beaux Jours. Pièce de Samuel Beckett.
1.50 Documentaire : Sarah.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Bob Call, collectionneur d'art contemporain.
20.45 Avignon 91. La Traversée, d'après El Greco. Soirée au Théâtre d'Alain Fournier.
22.35 Musique : Opus. Hommage à Zino Francescatti, violoniste (1902-1991).
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Opéra (en direct de New-York). L'enlèvement au sérail. Singespiel K 384, de Mozart, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. James Levine ; sol : Mariella Davis, Barbara Kilduff, Uwe Hellmann, Anthony Lacura, Matt Salminen, Nico Castel, Mary Meyers, Joyce Olson, Irwin Reese, David Asch.
23.05 Poussières d'étoiles. Marges 2, de Dureux ; La Défilé de Chocorot pour violoncelle, de Lano ; Nocturnes en quatuor, de Paganini ; Allégretto, de Muzilli ; Petit Allelu pour flûte basse, de Manoury.

Dimanche 15 décembre

23.40 Documentaire : Derniers Far West.
0.45 Journal et Météo.

FR 3

13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.50 Magazine : Faut pas rêver. Cambodge : la fête des eaux ; Brésil : la Capoeira ; France : messe à la renaissance.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.15 Magazine : Montagne (sous réserve de la durée de la finale de tennis).
17.45 Jaf.
18.15 Magazine : Les vos amoureux.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Les Fables géométriques. La Cigale et le Fourmi.
20.10 Série : Benny Hill.
20.45 Divertissement : Les Super Stars de la magie à Las Vegas. Avec Siegfried & Roy, les ballets du Lido de Paris, au Stardust Hotel de Las Vegas.
21.55 Magazine : Le Oïvan. Aïné, par le François Faure Trio.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : Le Temps d'aimer. Le temps de mourir. ■■■ Film américain de Douglas Sirk (1958). Avec John Gavin, Lisaote Pulver, Jack Nicholson (v.o.).

A 2

13.20 Dimanche Martin (et à 15.50).
14.55 Série : Mac Giver.
17.30 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.20 1. 2. 3. Théâtre (et à 0.40).
18.25 Magazine : Stade 2. Rugby : Râtalets et images de la semaine ; Basket-ball ; Rugby ; Athlétisme ; Curling ; Sports ; Tennis.
19.30 Série : Maguy.
19.57 Jeu : Noël surprise (et à 20.43).
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.50 Téléfilm : Vidéo meurtre. Une prostituée met son fils en danger.
22.15 Magazine : Bouillon de culture. Alain Corneau, cinéaste.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : Le Coup du sac.
15.25 Magazine : 24 Heures.
16.20 Documentaire : Hauts plateaux d'Ethiopie. A 2000 mètres d'altitude avec les singes gacés.
18.40 Divertissement : Monty Python.
17.56 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : Turner et Hooch. ■■ Film américain de Roger Spottiswoode (1989). Avec Tom Hanks, Mary Woronof, Craig T. Nelson.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.35 Flash d'informations.
19.40 Ca cartoon.
20.20 Dis Jérôme...?

20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Europa Europa. ■■ Film franco-allemand d'Agneska Holland (1990). Avec Marco Hofschneider, Piotr Koslowski, André Wilms.
22.15 Flash d'informations.
22.25 L'Equipe du dimanche. L'Événement ; Football américain.
1.05 Cinéma : Connamara. ■■ Film français de Louis Gossett (1988).

LA 5

13.20 Téléfilm : L'Espèce d'une vie (d'après Zola).
15.05 C'est pour rire.
15.15 Spécial drôle d'histoires.
15.50 Série : Un privé nommé Stryker.
17.25 Divertissement : Dimanche et le Seile.
19.00 Magazine : Dimanche 19 à l'Elysée.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Cinéma : La Rose pourpre du Caïre. ■■■ Film américain de Woody Allen (1985). Avec Mia Farrow, Jeff Daniels, Danny Aiello.
22.25 Magazine : Reporters. URSS : l'assise du diamant ; Trois cloches à l'hôpital ; Le billard bédouin ; Le dernier jour de... Nasser.
23.20 Sport : Tennis.
0.10 Journal de la nuit.

M 6

14.00 Musique : Flashback.
14.50 Variétés : Multitop.
16.20 Série : Clair de lune.
17.15 Série : Le Saint.
18.05 Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : Les Aventures défilantes de Robin des Bois. Version comique.
22.25 Informations : M 6 express.
22.30 Capital.
22.40 Cinéma : Nuits très chaudes aux Caraïbes. ■■ Film français de Francis Leroy (1979).
0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.30 Documentaire :

Katia et Volodia.
16.30 Documentaire : Le Choix de Dieu. 1. La Mémoire.
17.30 Téléfilm : Un village loin de la guerre.
18.55 Documentaire : Le Havre visiteurs.
19.30 Documentaire : Elsa Audebrand Lecqueur.
20.00 Documentaire : La Mer en mémoire.
20.30 Bergman par Bergman. Autour du film « Le Silence ».
20.40 Cinéma : Le Silence. ■■■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1962).
22.10 Bergman par Bergman. Autour du film « Le Visage ».
22.20 Court métrage : Série en un mot.
22.30 Le Dessous des cartes.
22.35 Cinéma : Zoo zéro. ■■ Film français d'Alain Faischer (1979).
0.10 Court métrage : La Sauterelle (de l'ange).
0.25 Court métrage : Prologue.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Au minuit de l'année. Lucie. Autour de la fête de sainte Lucie.
22.35 Musique : Le Concert (donné le 7 novembre lors de l'OCORA) : Chœurs de Russie, par Blanka, chant, Michèle Némoff, accordéon, Philippe Baudet, balalaïka alto, Petra Jacquet, balalaïka, Frank Anastasio, contrebasse, Bernard Vandembrouck, violoncelle, Philippe Briegleb, violon et clarinette. Chœurs d'Ukraine, par Hélène Smul, chant, Christian Wales, guitare, Vladimir Kardanow, basse.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 décembre au Châtelet) : Variations en la majeur sur un thème de Mozart, de Regar ; Un souvenir, de Messiaen ; Concerto pour piano et orchestre n° 27 K 595, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Merak Jenevski ; Christian Zacharias, piano.
23.05 Poussières d'étoiles. Actualité de la musique contemporaine. L'Ensemble Sic et les Editions Pro Musica. Prémices, de Gyner ; Sonate pour violoncelle et piano, de Balit ; Chants médiévaux, de Holst.

Après l'accord de Minsk

Les Républiques d'Asie centrale se rallient à la « Communauté » slave

Les présidents des quatre Républiques d'Asie centrale et celui du Kazakhstan ont demandé, vendredi 13 décembre, à participer à la nouvelle « Communauté d'États indépendants » créée dimanche par les trois Républiques slaves.

Réunis depuis jeudi à Achahsd, en Turkménistan, ils ont publié un communiqué, cité par l'agence Tass, où ils affirment « être prêts à devenir des membres fondateurs, égaux en droit, de cette Communauté des États indépendants » et réclament de participer « au processus d'élaboration des documents » la régissant.

Les cinq présidents affirment aussi que « le contrôle uni de l'arme nucléaire ainsi qu'un commandement unique pour les forces stratégiques de dissuasion et la marine doivent être maintenus ».

« Le processus d'intégration des membres de l'ancienne URSS dans une nouvelle structure était entré dans une impasse et l'initiative de Minsk a un caractère positif », ont-ils estimé.

Mais s'ils déclarent « pouvoir comprendre la volonté » des trois présidents slaves de créer « une entente amicale entre États indépendants de droit », cette création a été, pour eux, « inattendue », ont-ils tenu à souligner dans leur communiqué. — (AFP)

Affrontements meurtriers en Moldavie

Des affrontements, vendredi 13 décembre, entre éléments moldaves et russes ont fait des morts et des blessés (treize selon l'agence Tass) à Doubossary, la capitale de la « République du Dniestr », où le récent référendum sur l'indépendance n'a pas été reconnu par les Moldaves.

Informé des incidents, le président moldave, M. Mircea Snegur, a interrompu vendredi une tournée à Moscou et à Minsk. — (AFP)

Misant sur une croissance du marché français en 1992

M. Calvet annonce des résultats équilibrés pour Citroën

Le président du groupe PSA, M. Jacques Calvet, a annoncé jeudi 12 décembre les résultats de Citroën pour 1991. Subissant les conséquences d'un « contexte défavorable », dû notamment à la forte baisse du marché français « de l'ordre de 12 % », confirme son président (*Le Monde* du 5 décembre), Citroën, aura des résultats « justes à l'équilibre pour cette année ». Le chiffre d'affaires de la marque devrait ainsi s'établir à près de 71 milliards de francs, soit une légère progression par rapport à celui réalisé en 1990 (68,8 milliards de francs).

Avec une production mondiale de 809 600 véhicules en 1991, dont 710 500 voitures particulières, soit un chiffre équivalent à celui de 1990, Citroën n'a pas réalisé les performances commerciales fixées par son président en début d'année. La deuxième marque du groupe PSA enregistre ainsi 244 950 immatriculations en voitures particulières pour 1991, soit une baisse de 8,2 % par rapport à 1990. Ces résultats permettent à Citroën d'augmenter d'un demi-point son taux de pénétration sur le marché français (12 %) en voitures particu-

lières, mais pour l'ensemble des véhicules de la marque (13 % du marché national) ils restent en dessous des 14 % fixés par M. Calvet.

Conséquences sociales

Ces résultats n'ont cependant pas entamé les ambitions du président de PSA, qui s'est félicité des bonnes performances réalisées par la marque au cours du second semestre de l'année, notamment sur les modèles de renouvellement de gamme (la ZX, l'AX « nouvelle génération ») et la récente « XM break ». Citroën a en effet enregistré une progression de 11,3 % de ses immatriculations sur l'ensemble du marché européen durant le dernier semestre, contre un repli de 12,7 % au premier semestre.

Pour 1992, outre « l'impulsion » commerciale donnée par ces nouveaux modèles, M. Calvet compte sur « un renversement du poids relatif des différents marchés en Europe ». Alors que le marché européen devrait chuter, selon lui, de 1,5 %, le marché français pourrait progresser de

9 %, soutenu par une croissance semblable en Italie et en Espagne notamment. En somme, si Citroën n'a pu bénéficier cette année du boom du marché outre-Rhin, « on nous sommes peu présents », a précisé M. Calvet, la marque devrait profiter en 1992 d'une forte croissance sur ses marchés de prédilection.

Une opportunité que le président de PSA compte saisir en poursuivant le rythme des hausses de productivité. Annonçant une progression de 8,5 % de la productivité en 1991, M. Calvet n'hésite pas à fixer « l'objectif ambitieux » d'une hausse attendue à « 11 ou 12 % » pour 1992. Une politique qui n'est pas sans conséquences sociales : la direction des usines Citroën de Rennes « en effet annoncé, jeudi 12 décembre, quatre nouvelles journées de chômage partiel en janvier, touchant 10 000 personnes pour la seule journée du 31 janvier. Ces nouvelles mesures succèdent à vingt-sept jours de chômage technique pour l'année.

O. P.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Irrévérente liberté

VOUS me reprochez parfois, en tapant à bras raccourcis sur les Mimi, Jacquot, Rocky, Fafa et compagnie, d'élaborer un antiparlementarisme primaire dangereux pour la démocratie. Désolé ! C'est pas moi, c'est lui, c'est toi, Jean Rigaux ! Pourquoi tu nous as quittés, espèce de salaud ? Avec tes yeux en boutons de bottine, ta lippe goumande et ton nez en tuyau de pipe, tu nous a donné le mauvais, le merveilleux exemple d'une verve chansonniers à tomber par terre d'irrévérente liberté. Je me souviens, je te courais après avec mon petit calepin de critique de variétés, de la Luna Rousse aux Dix Heures, emportée sur une houle de rire, par le torrent furieux d'une inspiration vengeresse incroyablement familière pour l'époque. Dru, verte, imagée, ponctuée de bidonnantes onomatopées. Faut savoir que de ton temps, on les fustigeait encore en vers, nos princes, souvent même en alexandrins. Jean Amadou, il déboulait, aussi.

La butte Montmartre. A chaud. Tu venais fureter au bar du Fouquet's en fin de matinée : Quoi de neuf ? Ensuite l'effort d'un tour à l'Assemblée. T'éplaglaient les députés : Ça va, toi ? Et l'enregistrement des bruits de couloirs pour nous présenter, soit après soir, à bâtons rompus, les nouvelles du jour.

A ta manière. Celle d'un Jean Yvonne et d'un Coluche plus tard, bien plus tard, à la radio. Celle du « Bébête », charge explosive d'une force et d'un impact inégalés, qui fait voler en éclats de rire la grande-masse du 20 heures à la télé. Entre le pouvoir, le contre-pouvoir plutôt, des empêcheurs de magouiller en rond d'hier et ceux d'aujourd'hui il y a tout ce qui sépare la scène de l'écran. Rien de plus, rien de moins.

Alors, je vous en prie, ne venez pas nous accuser de faire des plaids de nez à la République. Elle a toujours été assez bonne fille pour ne pas s'en offusquer. Et ne vous donnez pas le ridicule de trouver qu'on la tourne en ridicule. Il ne risque pas de la tuer.

La place de l'Eglise dans la société moderne

Des tensions ont marqué la fin du synode des évêques européens

Les cent trente évêques du premier synode européen devaient se séparer, samedi 14 décembre, par l'adoption d'un document final, dont la discussion a permis de mesurer les écarts entre les évêques de l'Est et de l'Ouest sur la conception de la société moderne.

CITÉ DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Epais d'une vingtaine de pages, le document final du synode Est-Ouest comprendra quatre parties : un rappel historique de la situation des Eglises en Europe et des épreuves traversées par les croyants ; une invitation lancée à une « nouvelle évangélisation » du continent ; un examen des difficultés ecuméniques et des rapports avec les juifs, les musulmans, les non-croyants ; enfin, une prise de position favorable à l'unité politique de l'Europe et à sa responsabilité universelle.

L'élaboration de ce document s'est toutefois déroulée dans des tensions entre les Eglises de l'Est et de l'Ouest. Rédigé par le cardinal italien Ruffini, rapporteur général du synode, et ses adjoints, Mgr Lehmann, président de la Conférence épiscopale allemande, et Mgr Vlk, archevêque de Prague, une première version de la déclaration finale avait été énergiquement critiquée et amendée par plus de la moitié des douze groupes de travail linguistiques.

Certains évêques avaient même souhaité que le synode se sépare

sans déclaration finale et s'en remettent au pape pour la rédaction d'un document plus lointain.

La ligne de clivage portait sur deux conceptions de la société moderne et du rôle de l'Eglise. Dans toutes leurs interventions, les évêques de l'Est ont montré qu'ils avaient de bonnes raisons de se méfier de l'Occident, dont le communisme est un fruit. Le passage d'une sécularisation violente de type marxiste à la sécularisation de type occidental (matérialisme, déclin des valeurs morales, incroyance ou religiosité « sauvage » de type sectaire) répugne à des évêques, prompts à rêver aujourd'hui d'une « post-modernité » qui ferait table rase des expériences présentes et passées et ouvrirait la voie à une vigoureuse « réévangélisation » du continent.

Rééquilibrage et nuances

Redoutant un « procès » de l'Occident, qui apparaîtrait comme une sorte de revanche des Eglises souffrantes de l'Est sur les Eglises ankylosées de l'Ouest, une sorte de contre-offensive est alors partie des groupes de travail anglophones, germanophones et francophones. L'un d'eux, dirigé par le cardinal Meisner, de Cologne, a demandé que la déclaration finale du synode porte « une appréciation plus nuancée du développement spirituel de l'Europe moderne », ajoutant qu'il faut éviter de décrire l'humanisme comme étant fondamentalement athée et de dire que la foi et la raison sont absolument inconciliables.

Dans le même sens, un groupe

anglophone, dirigé par Mgr Worlock, évêque de Liverpool, a regretté que le projet de document final soit « aussi étroitement lié à une école de théologie particulière » et qu'il y manque « l'esprit et la joie qu'on trouvait dans les documents du concile Vatican II, notamment dans Gaudium et Spes » (NDLR : constitution portant sur la place de l'Eglise « dans le monde de ce temps »). Le groupe francophone, animé par le cardinal Eusebio, et Mgr Duval, avait lui aussi critiqué un projet de texte jugé pessimiste et désespérant.

Complètement remanié, le document final du synode devait aboutir à un jugement plus positif du rôle de l'Europe et des Eglises de l'Ouest. Le débat n'est pas pour autant réformé. Le groupe de langue slave, qui comprend des évêques russes, ukrainiens, tchèques, polonais, avait critiqué aussi le premier projet fondé sur « un faux pluralisme de la conception de la vérité » et sur une « abondance de concepts subjectifs ». Il avait dénoncé la « désorientation » de la théologie et souhaité que « l'évangélisation soit fondée sur la fidélité au magistère ».

Malgré les étonnantes retrouvailles du synode, l'Europe chrétienne semble bien divisée entre des Eglises occidentales, riches de leurs traditions sociales et missionnaires, et des Eglises orientales, géographiquement et théologiquement proches de l'orthodoxie, beaucoup plus portées sur la discipline liturgique et l'affirmation dogmatique.

HENRI TINCO

SOMMAIRE

DÉBATS

Les philosophes et l'argent : « L'universel social », par Jean-Louis Voilard-Barni... 2

ÉTRANGER

Le rapprochement entre les deux Corées... 7
La popularité du premier ministre japonais est en chute libre... 7
Les négociations israélo-palestiniennes sont affectées par l'installation de colons juifs à Jérusalem-Est... 8
Cuba : La Havane veut contraindre les dirigeants de l'opposition à l'exit... 8
Le Liban du Sud, dernier front « chaud »... 8

POLITIQUE

M. Tapie accuse l'entourage de M. Gaudin d'« espionnage politique »... 10
La préparation des élections régionales et cantonales... 10
Le congrès extraordinaire du PS... 11

SOCIÉTÉ

Deux réseaux de prostitution de grand luxe ont été démantelés à Paris... 13
Une analyse sociopolitique de textes « rap »... 14
Le dépistage systématique du virus du sida... 16

CULTURE

« La Vie parisienne » au Théâtre du Huitième à Lyon... 18
Rencontre avec l'acteur Udo Samuel, autour d'« Amphitryon » à l'Odéon... 18

ÉCONOMIE

La situation économique dans l'ex-URSS... 29
La Maison Blanche pourrait avoir...

cer l'annonce de mesures de relance de l'économie américaine... 29
Un entretien avec M. André Lévy-Lang, président du directoire de Penfabes : « La monnaie unique sera un puissant levier pour l'Europe... »... 30
La crise de l'automobile de luxe britannique... 31

COMMUNICATION

La liquidation de l'empire Maxwell... 19
Mobilisation des comités d'entreprise des quotidiens lyonnais du groupe Hersant... 19

SANS VISA

« Gibraltar, « finis terres » de l'Europe » Voyages : un an de retour à la Coupole » Rencontre avec l'éditeur Eric Hazan » Actualités gello-romaines » Table, jeux, escalas... 21 à 28

Services

Abonnements... 18
Annonces classées... 30
Camet... 34
Jeux... 26
Loto, Tarot, etc... 34
Marchés financiers... 32-33
Météorologie... 34
Philatélie... 34
Radio-télévision... 35
Spectacles... 20
Week-end d'un cinéaste... 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 décembre 1991 a été tiré à 508 360 exemplaires.

Précision

Les textes de Maastricht

Le Monde a annoncé dans ses éditions du 13 décembre qu'il publierait aujourd'hui les extraits du traité de Maastricht. Compte tenu de la complexité juridique et de la densité des deux traités sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique, il ne sera raisonnablement possible de la faire que lorsque le texte du traité sera définitivement rédigé. Cette étape devrait être atteinte au mois de mars 1992, les Douze étant appelés alors à signer officiellement le traité de Maastricht.

(Publié)

Aux Entrepreneurs du Marais :

**pantalon
flanelle
doublé 199F**

Des prix exemplaires pour ces champions du prêt-à-porter de luxe (créations Guy d'Amber), ainsi, blazers pure laine 685 F, vestes laine et cachemire ou Harris tweed 785 F ; costumes tissu Noblet ou Dormeuil 1.345 F, smoking laine et mohair 1.485 F, manteau cachemire et laine 1.495 F. Rayon grands et forts jusqu'au 62. Deux boutiques : 3, rue du Pont-Neuf-Choux (3^e), M^{re} St-Sébastien, et 112, rue du Cherche-Midi (6^e). M^{re} Daroc ; 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

LES FEMMES RÉAGISSENT...
**LES GRANDS
"NON" DE LA
DECORATION**

NON, aux "NOMS" payés si chers. Une simple "griffe" peut doubler les prix et n'ajoute aucune valeur à un tissu.
NON... à ce chamois coton imprimé, car à 450 F le mètre, il est prohibitif.
NON et NON à ces collections X, Y, Z dont les prix sont vraiment formidables.
OUI à votre intérêt : tous nos tissus en stock, des prix qui font de notre magasin une véritable mine d'or.
(depuis 50 F le mètre, ou doubles rideaux prêts à poser)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

HIPPOLYTE
RUE DE LA

**Liquidation
totale
-50%**

Nino Cerruti
Giorgio Armani
Gianfranco Ferré
Ermenegildo Zegna
Basile
Byblos
Krizia Uomo
Karl Lagerfeld
V2 et Istante
by Gianni Versace
Iceberg

19-21, rue de l'Ancienne-Comédie Paris 6^e, M^{re} Odéon